



Loisel, Antoine

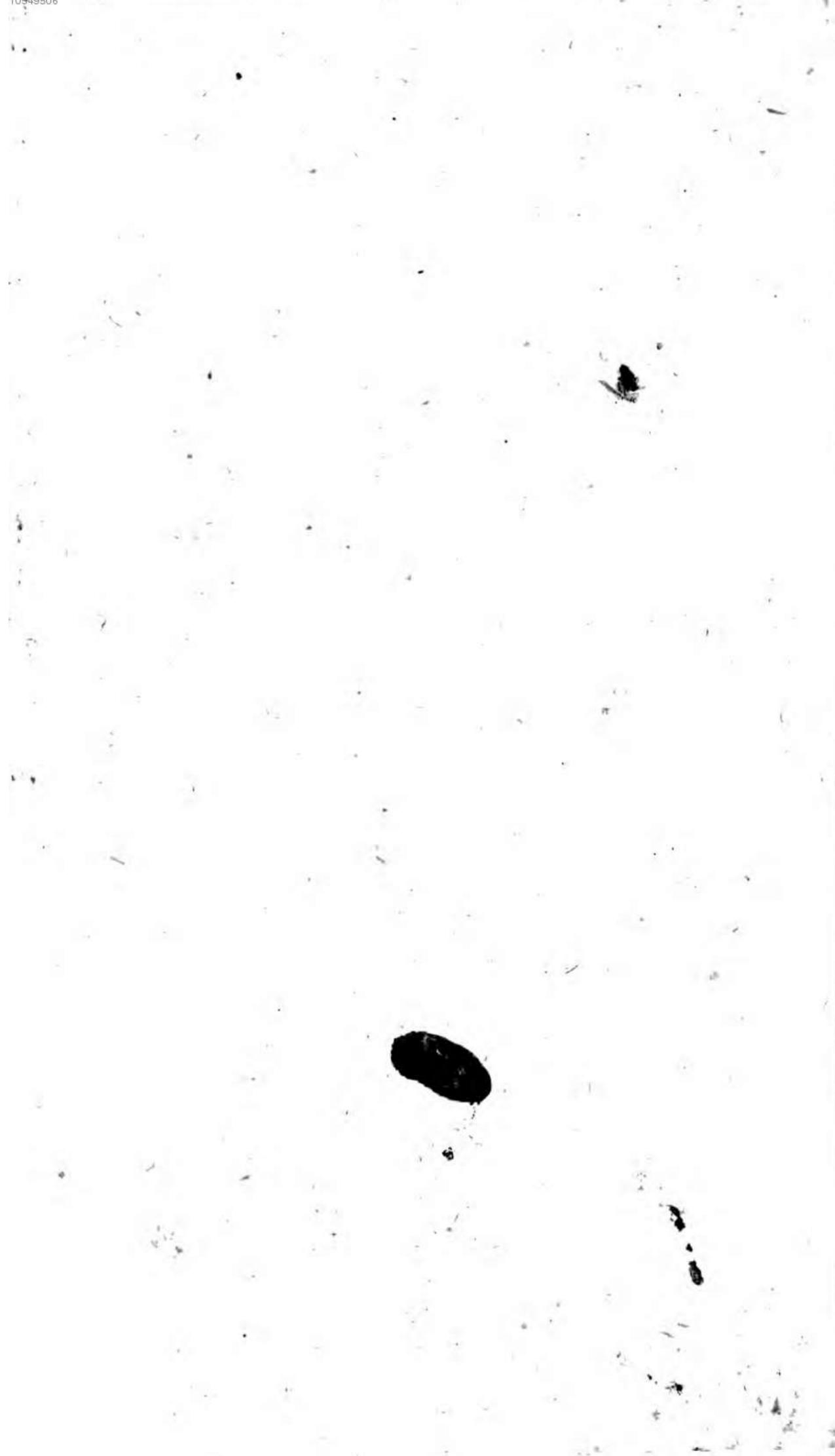
Institutes coutumières Avec des renvois aux Ordonnances de nos Rois, aux Coûtumes et aux Autheurs qui les ont commentées aux Arrêts, aux anciens Pratticiens et aux Historiens dont les règles ont été tirées Bd.: 2. - 374 S., XXX S., 3 Bl. : Ill.

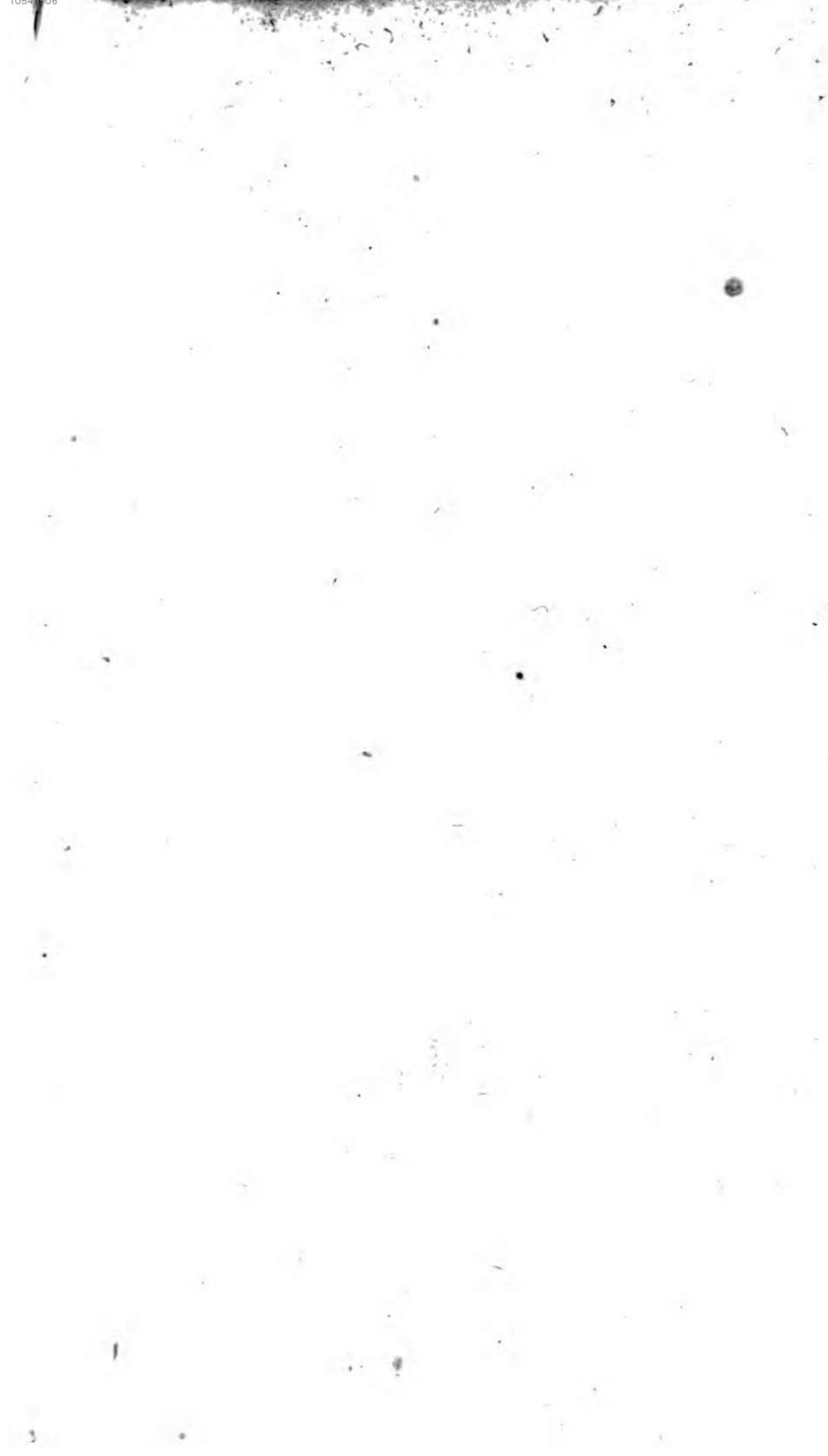
Paris 1710
J.gall. 70-2
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10549506-3











.

.

.

.

î

1...

INSTITUTES

COUTUMIERES

DE

MONSIEUR LOISEL Avocat au Parlement.

A V E C D E S R E N V O I S aux Ordonnances de nos Rois, aux Coûtumes & aux Autheurs qui les ont commentées, aux Arrêts, aux anciens Pratticiens, & aux Historiens dont les regles ont été tirées,

ET AVEC DES NOTES NOUVELLES.

Par M'. Eusebe de Lauriere.

Avocat au Parlement.

TOME II



APARIS,

Chez Nicolas Gosselin, dans la Grande Salle du Palais, à l'Envie.

M. D. C. C. X.

Avec Privilege du Roys

BIBLIOTHECA REGLA MONACENSIS

TABLE DESTITRES

contenus dans le second Tome.

LIVRE III.

Titres.	Pages.
I. DE Conventions, Conti	rats &
Obligations.	. İ
H. De Mandemens, Procur	
Entremeteurs	13
III. De Communauté, Comp	agnie,
ou Societé, & principalemen	t entre.
le Mari & la Femme.	17
IV. De Vente.	33
V. De Retraits.	45
VI. De Louage.	69
VII. De Gages & Hypotheques	- 74
LIVRE IV.	
I. De Rentes.	83
II. De Cens. & Champarts.	97
III. De Fiefs.	112
IV. De Donaisons.	182
V. De Reponses.	189
VI. De Payement.	190
LIVRE V.	
I. D'Actions.	199
H. De Barres & Exceptions.	204

TABLE DES TITRES. III. De Prescriptions. 210 IV. De Possession, Saisine, Complainte, on Cas de Nouvelleté, Sequestre, Recreance & Maintenne. 22z V. De Preuves & Reproches. LIVRE VI. I. De Crimes & Gages de Bataille. 252 II. De Peines & Amendes. 310 III. De Jugemens. 327 IV. D' Appellations. 340 V. D' Executions & Decrets. 350 VI. De Tailles & Corvées. 359 Dissertation sur le Partage de la Communaté continuée. 111

Fin de la Table.



Strate: alotrek

Min nen

INSTITUTES

COUTUMIERES

00

MANUEL

DE PLUSIEURS ET DIVERSES Regles, Sentences, & Proverbes du Droit Coutumier, & plus ordinaire de la France.

LIVRE TROISIE'ME.

DE CONVENTIONS, Contracts & Obligations.

TITRE I.

I.

O'N V E N A N C E s vainquent Loi.

Cette regle est tirée du Chapitre 34. des Coûtumes du Beauvoisis, de Philippes de Beaumanoir, page 173. Tome II. LIV. III. TIT. I. & 177. à la fin, & de P. De Fontaines, dans son Conseil, chap. 15. art. 6. Elle signifie la même chose que cette autre regle tirée des Loix Romaines. Provisio hominis facit cessare Provisionem Legis. V. Socin. libr. 9. Reg. Lit. P.

C'est un principe certain, qu'on ne peut point déroger aux Loix, par des conventions particulieres; ce qui est traité par M. Pierre Faure, sur la Loy, Nec ex Pratorio D. De Regulis Juris. n. 36. 37. &c. Mais quand les Loix n'ont été faites, que pour suppléer des conventions obmises dans les Contracts, on y peut déroger par des conventions contraires, & dans ce cas, il est vray de dire que Conve-

nances vainquent Loy.

Par exemple, lorsqu'il n'y a point de Contract de mariage, ou qu'il y en a un, dans lequel il n'est rien dit du Doüaire, le Doüaire, suivant l'article 237. de la Coûtume de Paris, sera de l'usufruit de la Moitié des biens immeubles, que le Mary possedoit au jour des épousailles. Voilà une Loy generale. Mais cette Loy n'empêche point que par un Contract de mariage, on ne puisse stipuler que le Doüaire ne sera que de l'usufruit du Quart

des biens immeubles du Mary, ou qu'il n'y en aura point, & l'on peut, par la même raison stipuler qu'il n'y aura point de Communauté, contre la disposition de l'article 220. qui décide, Qu'Homme & Femme conjoints par mariage sont communs, & c. V. Leg. 6. Cod. de Pactis, & ibi Doctores.

II.

On lie les Bœufs par les cornes, & les Hommes par les par roles: Et autant vaut une simple Promesse ou Convenance, que les Stipulations du Droit Romain.

On lie les Bœufs,&c.) C'est la traduction de ce Vers rapporté par la Glose,& les anciens Commentateurs du Droit Romain.

Verba ligant homines, Taurorum cornua funes.

PROMESSE, QUE LES STIPULATIONS DU DROIT ROMAIN.) Elle vaut même plus, car selon le Droit Romain, les Stipulations non causées dévenoient nulles, quand le débiteur opposoit l'exception de Dol. Lege 2.

Аij

LIV. III. TIT. I.

Metus exceptione. Au lieu que parmi nous, les Promesses non causées sont bonnes, en assirmant par le Créancier, que la somme qu'il demande luy est legitimement dûe. V. le Journal du Palais, t. 2. liv. 6.ch 31. & Despeisses, tom. 1. part. 4. t. 12. sect. 4.n. 8. p. 464.

III.

Il n'y a au Marché, que ce

qu'on y met.

Vide Legem semper 34. D. De Regulis Juris, & ibi Fabrum.

IV.

C'est pourquoi un ancien Coûtumier dit, que, Quand Mise, ou Arbitrage est mis sur Deux, qui ne se peuvent accorder, ils ne peuvent prendre un Tiers, s'il ne sut mis en la Mise. Ce qui est pris du Droit Civil.

Beaumapoir, ch. 41. p. 229. De Fontaines, ch. 18. art. 20. & 21. V. Leg. Item Si unus, §.5. 6. D. De Receptis.

Toute Déte peut l'en quiter. C'est-à dire, que tout Créancier DE CONVENTIONS, &c. 3 agé, & usant de ses droits, peut liberer son débiteur de quelque dette que ce soit.

VI.

Toutefois de Larcin, ou d'Injures dont il y a Claim & Plait, l'on n'en peut accorder sans Justice.

A cause de l'Amende. Voyez la note sur la regle suivante. Par la même raison, pour s'accorder sur toutes les appellations portées en la Cour, il falloit des Lettres du Roy qui remissent l'amende.

VII.

Celui qui avant quite, se

On ne peut mieux expliquer cette regle, qu'en rapportant l'article 66. de la Coûtume du Bourbonnois, d'où elle a été tirée.

Si le Denonciateur, on Accusateur, compose ou appointe pendant le Procés avec l'Accusé, & rapporte prousit d'iceluy appointement, l'Accusé est tenu en l'amende envers le Seigneur fusticier. Et si l'Accusé ne rapporte prousit d'iceluy appointement, ou ne baille au-

A iij

ledit Accusant ou Denonçant de ledit Accusant ou Denonçant est tenue en l'amende. Et sera tenu celuy au prousit duquel est fait l'appointement, justisser d'iceluy au Procureur d'Office du lieu où pend le Procez, dans quinze jours aprés ledit appointement fait, pour faire retenir l'autre partie en l'amende, & à faute de ce est condamné en l'amende. Voyez la Coûtume d'Auvergne, tit. 29. art. 15. & les art. 54.

& 336. de celle de la Marche.

Par l'Ordonnance de 1670. tit. 24. art. 19. il est enjoint par le Roy à ses Procureurs & à ceux des Seigneurs, de poursuivre incessamment ceux qui seront prévenus de crimes capitaux, ausquels il échoira peine afflictive, nonobstant toutes transactions & cessions de droits faites par les Parties. Et à l'égard de tous les autres, Sa Majesté veut que les Transactions soient executées, sans que ses Procureurs, ou ceux des Seigneurs, puissent en faire aucune poursuite. Ainsi d'injures & autres crimes qui ne sont point capitaux, l'on peut aujourd'huy accorder ou transiger sans Justice, & celuy qui avant jugement quitte, ne se mes-fair plus. V. omnind Stil. Parlam.part. 1. tit. 16. 9. 23.

DE CONVENTIONS, &c.

VIII.

Qui prend Obligation, ou donne terme, en Déte Privilegiée, la fait Commune.

Cette regle est prise de l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 17. page 125. Si aucun, dit-il, étoit te-nu à un autre pour louage d'une maison, ou pour vente de vin, vendu en gros sans journe Terme, il est à sçavoir que ce sont Debtes Privilegiées. Mais si le Créancier en prend Obligation & donne Terme, déstors il se départ de son Privilege, & fait sa Debte Commune & ordinaire, & telle qu'elle ne seroit mie payée avant autres Debtes.

Mais la Coûtume de Paris reformée a aboli cetusage par l'article 177. qui décide, que quand le Vendeur d'une chose mobiliaire auroit donné Terme, si la chose se tronvoit saisse sur le débiteur par un autre Créancier, il pourroit empécher la vente & être préferé sur la chose aux autres Créanciers. Voyez Brodeau, sur cet article n. 5. à la fin. & Rebuffum ad Constitutiones Regias, tit. De Litteris Obligatoriis,

A iiij

LIV. III. TIT. I.

Gloss. 2. n. 33. & cy-aprés, livre 3. tit.
6. art. 8.

łX.

Generale Renonciation ne vaut.

C'est-à-dire que celuy qui renonce, dans un Acte, à tous Privileges, ne renonce à aucun, à moins que les Privileges ausquels il renonce, ne

soient nommément exprimez.

Cette regle est prise de Beaumanoir, dans ses Coûtumes du Beauvoisis, ch. 35.p. 193. Les Renonciations dit cet Autheur qui sont mises dedans les lettres, si sont bonnes, car si elles n'étoient, l'en porroit mout de empéchement mettre avant, en contre les bettres. Et de chés Renonciations est-il deux manieres, l'une generale, l'autre especial.

Le general, si est celle qui dist. Et renonche en che fet, à toutes choses que je pourroie mettre avant, par quoy che qui est dit dessus, porroit être detrié, ou em-

peschié.

Et le special si est. Et Renonche en che fet à tout aide de Droit, de Loy, de Canon, & de Coustume de Pais, à Privilege de Crois prise & à penre, à toutes Indulgences, octroyée ou à octroyer, d'A- DE CONVENTIONS, &c. 9
postoille, de Roy on d'autre Prince,
&c.

Et quant chacune Renonciation que l'on veut mettre, est ainsi specifiée, si est aprés mout bonne le general Renonciation, pour che que ele consirme che que est dit especiaument... Car quant il n'a en une Lettres, fors que Renonciation general, elle ne tout pas, que l'en ne puist aidier encontre de Privilege de Crois, ou de Forche, ou d'être déceu par Barat, mais che ne puit l'en faire, quant l'en y a renoncié speciaument, & c.

Vide Paulum Galeratum, lib. 4. De Renuntiationibus, cap. 2. tom. I.

pagina 163.

X.

Simple Transport ne faisse

Paris, art. 108.

Vide Legem 3. Cod. de Novationibus, & Delegationibus, & ibi Doctor. & Alphonsum de Olea, de cessione Jurium, tit. 8. q. 2. n. 27.

XI.

J'ai toûjours esté d'avis, & s'uis encore, Que qui promet Fournir & faire Valoir, s'obli-

ge en son nom, & sans Discussion: quoiqu'il ait esté jugé au contraire.

Loyseau, dans son traité de la Garentie des Rentes, chap. 4. prouve bien le contraire, & son sentiment a été suivi. Voyez M. Louet, lettre F. n. 25. Brodeau en cet endroit, M. le Prêtre, Centurie seconde, chap. 28. & Bacquet, dans son traité des Rentes, chap. 20.

XII.

Quand deux s'obligent ensemblement l'Un pour l'Autre, & un chacun d'eux Seul pour le Tout, ils renoncent en effet au Benefice de Division & Discussion.

Ordinairement les Fidejusseurs s'obligent solidairement, mais ils peuvent opposer le Benefice de division, introduit en leur faveur par l'Empereur Adrien. §. 4. Inst. de Fidejussoribus.

Comme les Coobligez ne sont point Cosidejusseurs, ce Benefice n'étoit point pour eux. Ainsi que Cujas

DE CONVENTIONS, &c. 11 la observé sur la Loy Reos. D. De Duobus Reis, lib. 11. Respons. Papin. Justinien fut le premier, qui par sa Novelle 199. De Reis Promittendi, étendit, avec raison, ce Benefice aux Coobligez solidairement; De sorte que suivant les principes du Droit Romain, il n'est pas vrai de dire que Quand deux s'obligent ensemble, & chacun d'eux seul pour le tout, ils renoncent au Benefice de Division & Discussion. Cependant Charondas dans ses Pandectes, livre 2. chap. 36. cite deux Arrêts, le premier du 12. May 1565. & le second du 19. Juillet 1590, qui ont jugé suivant cette regle, & Bacquet dans son traité des Droits de Justice, chap. 21. n. 248. en rapporte un troisiéme. Voyez Despeisses, tom 1. part. 1. Du Prest, section 3. n. 30. p. 116.

Le & cætera des Notaires, ne sert qu'à ce qui est de l'Or-dinaire des Contracts.

Voyez Masuier, tit. 18. n. 32. de qui cette regle est prise.

XIV.

L'Entente est au Diseur. C'est pour cela qu'il faut interpreparce qu'il devoit mieux s'expliquer. In stipulationibus, cum quaritur quidactum sit, verba contra stipulationem interpretanda sunt Leg. Stipulatio ista. §. In Stipulationibus 17. D. De Verb. Obligat. V. Leg. In ambiguis 96. D. de Regulis Juris, & ibi Faber. & cyaprés, tit. 4. regle 1.

XV.

Il ne fait plaisir qui ne veut.

Par exemple, on n'est point obligé de se charger de la Procuration d'un autre, pour faire ses affaires. Mais quand on s'en est chargé, on est tenu de les gerer, & ce qui n'étoit au commencement que d'honnêteté, devient ensuite de necessité. Mandatum non suscipere cuilibet liberum est, susquam primum renunciandum, ut per se ipsum aut per alium eandem rem Mandator exequatur. Inst s. 11. De Mandato. V. Leg. 156. de Regul. Juris, & ibi Petrus Faber.

DE MANDEMENS, Procureurs & Entremeteurs.

TITRE II.

I.

A S s E z fait, qui fait faire.

Gessisse videtur qui per alium gessit. Leg. Ita autem. §. Gessisse D. De administratione Tutorum. Vide ibi Glossam, Petrum Fabrum, ad Leg. 152. §. Qui dejicit. D. De Regul. Juris, & Doctor. ad Leg. 169. d. tit.

H.

Qui outre-passe sa Charge chet en Desaveu.

Leg. Si Procurator 10. Cod. de Procuratoribus. V. S. 8. Inst. De Mandato.

III,

Messire Pierre de Fontaines remarque, Que nostre usage ne soussiroit pas, que Procureur quiere Heritage à autrui; mais qu'il retient ce qu'on lui a baillé à garder.

Cette regle est tirée du Conseil de Pierre De Fontaines, chap. 17. art. 4. à la fin. Elle signifie que le Procureur General, ou celuy à qui l'absent a consié le soin de ses biens, est obligé de les conserver; mais qu'il ne peut point acquerir en exerçant le retrait lignager au nom de l'absent. Voyez la regle précedente.

Quierre Heritage.) C'est - à dire, le Retire. Voyez la regle 83. du titre premier, du livre premier, avec

la note.

IV.

Jadis aussi nul de Païs Coûtumier n'estoit receu à faire demande par Procureur, en la Cour du Roi, sans ses Lettres de grace; si ce n'estoit pour Prelat, Communauté d'Eglise, ou des Villes, ou pour désendre sa cause.

Par l'ancien Droit Romain, il n'étoit point permis d'agir par Procureur. Olim in usu erat, dit Justinien, DE MANDEMENS, &c. 15 alterius nomine Agere non posse, nist pro Populo, pro Libertate, pro Tutela. Instit.

Per quos agere licet.

France, sous la premiere & la seconde race de nos Rois, on obtenoit alors du Roy la permission de constituer des Procureurs. Ainsi que nous l'apprenons de la formule 21. du premier livre de Marculse. Ce qui étoit encore en usage dans le 13. & le 14. siecle. Beaumanoir, dans ses Coûtumes du Beauvoisis, chap. 4. p. 27. En Demandant nul n'est Ois par Procureur. L'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 3. chap. 6. p. 335. Au Procureur du Demandeur, en pays Coûtumier faut grace.

SANS LETTRES DU ROY.) ou du Baron, si l'on plaidoit en sa Cour,

Voyez la note qui suit.

SI CE N'ESTOIT POUR PRELAT, &c. Beaumanoir, chap. 4. page 31. Nous n'avons pas accoûtumé, que hons de Pooste fasse Procureur en nul cas, mais Gentixhoms, Relligieux, Clercs & Femmes le puevent faire en dessendant, fors que les Eglises & chil aux quiex les especiaux graces sont données du Roy, ou du Seigneur qui tient

en Baronie, dedans sa Baronie, &c.

Ou des Villes.) Beaumanoir,

chap. 4. p. 31. à la fin.

Ou pour deffendre sa Cause.) Beaumanoir, chap. 4. p. 27. Chascuns par la Coustume de Beauvoisins en soy Deffendant, puet envoyer Procureur. Et puet faire li Procurieres, se il a bonne Procuration autant en la cause, comme se li Sires feroit, se il y étoit present. V. l'Autheur du Grand Coûtumier, au lieu marqué cy-dessus, & l'Ordonnance raportée sur la regle 42. liv. 2. tit. 2. & Janum à Costa ad Capitul. 1. Extra de rescriptis, p. 27.

Ce qui n'avoit lieu en Païs de Droit Ecrit, ni en Cour de Chrestienté, & ce, tant en Matiere Civile, que Criminelle.

NI EN COUR DE CHRE'TIENTE'.) En Cour de Chrétienté on suivoit à cet égard le Droit du Digeste, qui admet le libre usage des Procureurs, tant en demandant, qu'en deffendant, & par cette raison, li Procuriéres faisoit Caution, chest à dire Seureté, que chil Sires tiendroit che qui seroit fait. Vid. Tit. Inst. De satisdationibus in Principio.

DE MANDEMENS, &c. 17 Principio. Et cy-dessus, livre 1. tit. 1.

regle 34. p. 52.

ET CE TANT EN MATIERE CIVILE QUE CRIMINELLE.) L'autheur a pris cecy de P. DeFontaines, dans son Conseil, chap. 4. art. 15. page 82. ligne 13.

VI.

Qui s'entremet doit Achever: & qui Commence & ne Parfait, sa Peine pert.

Voyez l'Observation sur la regle 15. du titre précedent, & sur la regle 2. du titre 6. de ce livre.

DE COMMUNAUTE, Compagnie, ou Societé, & principalement entre le Mari & la Femme.

TITRE III.

I.

OMMUNAUTE' n'a lieur si elle n'est convenuë par exprés; ou si la Loi ou Coûtume ne l'ordonnent: quelque Tome II.

18 Liv. III. Tit. III. demeure qu'on fasse ensemble.

Il n'y a donc selon l'Autheur des regles, que deux sortes de Societés ou Communautés, la Legale, ou la Conventionelle.

La Legale est celle qui est établie par les Coûtumes, & dans laquelle le partage des biens communs se fait toûjours par moitié, en pre-

mieres noces. Paris, art. 229.

La Conventionele est celle qui est stipulée entre des Conjoints par mariage, ou des étrangers. Et comme on peut convenir dans un Contract de mariage qu'il n'y aura point de Communauté, on peut aussi y apposer la clause, que la Femme n'y aura que le tiers on le quart. Voyez M. de Renusson de la Communauté, part 1. chap. 4. n 6. & 7. page 42.

Quelque Demeure qu'on fasse ensemble.) Ainsi ces Communautez ou Compagnies tacites, dont parle Beaumanoir dans ses Coûtumes du Beauvoisis, ch. 21. p. 111. n'ont plus de lieu parmi nous. Compaignie, dit cet Autheur, se fait selon nostre Coustume pour seulement manoir ensemble à un pain & à un pot, un an & un jeur;

DE COMMUNAUTE', &c. 19 puisque li Meubles de l'un & de l'autre sont meslés ensemble. Dont nous avons -vû pluriez riches hommes, qui prenoient leurs Neveux ou leurs Niéces, ou aucuns de leurs poures Parens, pour cause de pitié, & quand il avenoit qu'ils avoient aucuns meubles, ils les traioient à eux pour garder & pour garentir à cheli que il prenoient à compaignie, par cause de bonne foy, & ne pourquant ils ne mellassent ja si poi de bien à chaux, que il prenoient avec le leur, puisque il i fussent unan & un jour, que la Compagnie se fit; si que nous avons vû a prouve par jugement, que chil, qui n'apporta pas en la Compaignie la valuë de 40. sols, & ny fut pas plus de deux ans, & ne se mêloit de riens, ainçois fut appellé avec un siens Oncles, pour cause de pitié pour li nourrir, si demanda partie pour raison de l'accompaignement & l'eut par Jugement, & en emporta qui valut plus de deux cent livres, &c.

Cette regle n'est pourtant pas generale, car nous avons encore quelques Coûtumes qui admertent les
Communautés tacites, par le mêlange des biens, comme celle du Poitou,
art. 231. qui l'admet entre les personnes non Nobles. Voyez les Coûtu-

Bij

LIV. III. TIT. III. mes d'Auxerre, art. 201. de Sens, art. 299. de Troyes, art. 101. 102. de Châ-

teauneuf, art. 70. de Chartres, art.61. du Bourbonnois, art. 267. & cy-des-

fus, liv. 1. tit. 1. regle 74.

Qui a Compagnon a Maître, & principalement quand c'est le Roi.

QUI A COMPAGNON A MAÎTRE.) Voyez la note sur la regle qui suit.

ET PRINCIPALEMENT QUAND c'est le Roy.) Hac est natura principatus, dit Tacite, ut Socium, qui Princeps est, ferre possit neminem. C'est donc un principe de notre Droit, que le Roy n'a point de Compagnon, & par consequent, où il se trouve quelqu'un qui concoure avec luy, il est toujours le Maitre. Voyez Loyseau, des Seigneuries chap. 2. n. 85.

De Bien Commun on ne fait

pas Monceau.

Parce que chacun veut être le Maitre, & n'a en vûë que son interêt particulier.

DE COMMUNAUTE, &c.21. IV.

Qui demande Partage doit' faire les Lots.

Voyez cy-dessus, livre 2. titre 6. regle 1.

V.

Il faut Contribuer à la Refection de ce qui est Commun,

ou y Renoncer.

Paris, art. 211. 212. Vide Leg. s. Fratres. §. Idem respondit. D. Prosocio, & Leg. Si ut proponis 4. Cod. De Ædisiciis privatis.

VI.

Si l'Un des Deux ayant Chose Commune s'en sert, il n'est tenu d'en faire prosit à l'Autre, s'il n'avoit esté Sommé, & Resu-

sant de faire Partage.

Cette regle est prise mot à mot de l'article 280. de la Coûtume du Bourbonois, sur lequel Du Molin a fait cette note. Loquitur in non sociis & de hoc est casus in Lege Duo Fratres ubit Baldus. D. De acquirenda vel omittenda hereditate. Paulus Jason, Philippus Decius in Leg. Final. Qui Testa

LIV. III. TIT. III.

menta facere possunt. Dixi in Cons. Paris. S. 146. Voyez Despeisses, tom. 1.

partie premiere, tit. 3. section 2. pag. 78. de l'édition de 1678.

VII.

Qui épouse la Femme, épouse les Détes.

Melun, art. 216. Voyez les Commentateurs sur l'article 221. de la Coûtume de Paris, & M. de Renusson de la Communauté, part. 1: chap. 18.

VIII.

Mari & Femme sont Communs en tous Biens, Meubles, & Conquests Immeubles: au lieu que jadis elle n'y prenoit qu'un tiers.

Paris, art. 220.

ELLE N'Y PRENOIT QU'UN TIERS.)

L'Autheur a pris cecy des Formules de Marculfe, liv. 2. chap. 17. Du titre 37. art. 102. Leg. Ripuarior, &c. Voyez le Glossaire du Droit François, sur le mot Communauté, page 269. &c ma note sur le titre de la Communauté de la Coûtume de Paris.

IX.

Laquelle Communauté est

DE COMMUNAUTE, &c. 23.
continuée entre le Survivant,
ne faisant Inventaire, & ses
Enfans Mineurs.

Il faut tenir pour principe tres-constant, que cette Communauté n'est pas une continuation de celle qui avoit lieu entre le Pere & la Mere, mais une nouvelle qui succede à la premiere, ce qu'on a prouvé par plusieurs autorités dans le Glossaire du Droit François, sur les mots, Communauté continuée, & sur l'article 240. de la Coûtume de Paris. Beaumanoir, chap. 21. p. 111. à la fin, & 112. au commencement, dit que cette continuation de Communauté n'étoit que pour les gens de Poste, ou les Roturiers. Voyez M. de Renusson, de la Communauté, part. 3. ch. 9. p. 1.

X.

Et quand le Survivant se remarie, la Communauté est continuée par Tiers entre lui, sa seconde semme n'aiant Enfans, & sesdits Enfans; & par Quart si la seconde Femme avoit Enfans, & qu'elle n'eust non plus fait Inventaire ni Partage avec eux. Et ainsi des autres Maria-

ges.

V. Beaumanoir, ch. 21. page 111. à la fin, & 112. au commencement. Les anciennes Coûtumes du Berry, art. 130. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 40. p. 260. Paris, art. 232. & M. de Renusson de la Communauté, part. 3. chap. 1. 2. 3.

XI.

Si le Survivant mariant l'un de ses Enfans lui donne mariage avenant, cette Communauté se dissout pour son re-

gard:

C'étoit l'avis de Du Molin. Faut noter, dit-il, que quand le survivant marie sa Fille & luy baille Dot, c'est Acte suffisant pour dissoudre la Communauté, quant à elle, combien qu'elle n'ait expressement renoncé à la Communauté & autre partage. Ainsi a été jugé soubs la Coûtume de Paris, semblable question à celle-cy en ce regard, contre la Veuve seu M. de Nigron... & ses Filles mariées, au prosit du Fils d'icelle, auquel la Communauté accrût depuis le manifes.

DE COMMUNAUTE', &c. 25 niage de ses Sœurs. Sur l'art. 370. de la Coûtume du Bourbonois.

Mais la Jurisprudence a changé, & il a été jugé depuis par plusieurs autres Arrêts, que la Communauté continuée ne se dissout point par le Mariage des Enfans. Voyez Brodeau sur M. Loüet, lettre C. Sommaire 30. nombre 20. vers le milieu, & M. de Renusson, dans son traité de la Communauté, partie 3. chap. 2. n. 44. 45. pag. 460.

XII.

Si aucuns des Enfans continuant la Communauté, decedent pendant icelle, les Survivans y prendront telle part, que s'ils estoient tous vivans.

Paris, art. 243. Voyez-y ma note.

XIII.

Le tout, si bon semble ausdits Enfans Mineurs: autrement ils peuvent reprendre leurs droits.

Paris, art. 240.

XIV.

Mari ou Femme aiant me-

lioré leur Propre, ou réuni quelque chose à leur Fief & Domaine; ou fait quelque Ménage, qui regarde le seul prosit de l'Un d'eux, sont tenus d'en rendre le Mi-denier.

Le demi Denier n'est dû, que quand les ameliorations augmentent le Fond. Car, par exemple, il ne seroit point dû pour avoir sait planter des arbres, ou marner quelque terre, &c. & il n'en est point encore dû pour les réparations d'entretenement. Voyez M. de Renusson, de la Communauté, partie 2 chap. 3. n. 12. 13. & 14. & M. Duplessis, de la Communauté, livre 2. section 4.

XV.

Quand l'on rachete quelque Rente dont l'Heritage de l'Un ou de l'autre estoit chargé, elle est confuse tant que le Mariage dure: mais iceluy dissolu, la Moitié de la Rente se reprend sur le mesme Heritage.

Cette regle est tirée du Grand Coû-

DE COMMUNAUTE, &c. 27 tumier, liv. 2. tit. 33. p. 221. & de l'article 244. de la Coûtume de Paris, où les Redacteurs se sont tres-bien expliquez, en disant qu'un tel Rachat est réputé Conquest.

XVI.

Toutes Donations, Legs & Successions, écheuës pendant le Mariage, entrent en Communauté, sinon que ce fust Heritage donné, ou laissé par Celuy auquel on devoit succeder.

Des Mares, Decision 26.

Voyez M. Du Plessis, dans son traité de la Communauté, livre 1. ch. 2. p. 361. de la troisiéme édition.

SINON QUE CE FUT HER I-TAGE DONNE PAR CELUI AUQUEL ON DEVOIT SUCCEDER.) Cela n'est plus en usage, si ce n'est en Ligne directe; car en Ligne collaterale, les Dons faits à celuy qui doit succeder, sont constamment Acquêts. Voyez Du Plessis, de la Communauté, p. 372. & cy-aprés, liv.4. tit 4. regle 3.

XVII.

Si quelques Deniers ont esté.

baillez au Mari, à la charge de les emploier en Heritages propres, & ne l'a fait; la Femme, ou ses Heritiers renonçans à la Communauté, les reprendront sur ladite Communauté, sinon sur les Propres du Mari decedé, & sans consusion: comme tenoit Mathieu Chartier, l'Oracle du Palais. Ce qui n'a lieu quand la femme prend Communauté: d'autant qu'en ce fai-sant elle prendroit deux sois.

Cette regle n'est pas nettement redigée. Autresois quand on donnoit des deniers en Dot à une Fille, c'étoit à la charge, comme aujourd'huy, de les employer en Heritages, mais l'usage étoit que le Mary, au desfaut d'employ, en faisoit l'Assignat sur ses biens, par le Contrat de mariage. Ensorte que ses biens étant vendus à faculté de rachat, jusqu'à concurrence de la Dot, ou étant chargez d'une Rente constituée au prosit de la Femme, comme il se pratique en Normandie. Si le Mary décedoit le lendemain des Noces, la Femme DE COMMUNAUTE, &c. 13
reprenoit sa Dot entiere sur les biens
propres du desfunt, & elle partageoit
ensuite la Communauté, où elle trouvoit les deniers qu'elle avoit apportés, dont elle prenoit encore la moitié. Et ainsi celle qui n'avoit apporté
en mariage que trente-milles livres,

en rapportoit quarante-cinq.

Pour abolir cet abus, on établit, suivant cette regle, que la Femme ou ses Heritiers Acceptans la Communauté, preleveroient la Dot sur la Communauté même, & si elle ne suffisoit point, qu'ils seroient payés du surplus sut les Propres du Mary, sans confusion. Ce qui est bien expliqué par l'article 32. de la Coûtume de Châlons, & tel est l'usage. Voyez Coquille, sur la Coûtume du Nivernois, tit. 23. art. 12. p. 257. & Basnage, sur l'article 365. de celle de Normandie.

Mais dira - t - on pourquoy la Femme qui accepte la Communauté, ne confond-elle point en ce cas à La raison en est rendué dans les articles 221. & 228 de la Coûtume de Paris. C'est que la Veuve n'étant tenuë des dettes de la Communauté, que jusqu'à concurrence de ce qu'elle en amende, elle n'impute aussi, sur ce

C iij

que la Communauté luy doit, qu'à proportion de ce qu'elle en a amendé, pourvû qu'elle ait fait Inventaire. V. M. de Renusson, part. 2. chap. 1. n. 37.

XVIII

Femme separée de Biens les peut Administrer sans l'Autorité de son Mari, mais non les Aliener.

Voyez M.Loüet, lettre F. Sommaire 30. Brodeau en cet endroit, & M. de Renusson, de la Communauté, chap. 9. n. 27. 28. 29. &c.

XIX.

Le Droit de pouvoir renoncer à la Communauté, passe à l'Heritier.

Quand même il n'auroit été stipulé que pour la Femme. Voyez M. Le Brun, dans son traité de la Communauté, livre 3. ch. 2 n. 3. page 400.

XX.

Femme qui Recele ou Détourne, n'est plus recevable à DE COMMUNAUTE, &c. 32 renoncer, ains est reputée Commune.

Châlons, art. 30. Voyez cy-dessus livre 2. tit. 5. art. 3. M. de Renusson, de la Communauté, part. 2. chap. 2. n. 14. & 15.

XXI.

Femme renonçant à la Communauté perd le Don Mutuel qu'elle pourroit avoir, reprend ses Propres & Acquests qu'elle avoit avant son Mariage, avec ses bons Habits. Ce faisant est déchargée de toutes Détes, ésquelles elle ne s'est obligée en son nom.

Perd Lé Don Mutuel.) La Jurisprudence est changée, & la Femme qui renonce à la Communauté ne le perd plus. Voyez M. Ricard, du Don Mutuel, n. 167. 168. la Lande, sur l'article 282 de la Coûtume d'Orleans pag. 331. & M. de Ferrières, sur l'article 280. de la Coûtume de Paris, Glose 3. n. 18. où il cite deux Afrêts qui ont ainsi jugé.

C iij

LIV. III. TIT. III. XXII.

Femme veuve prend part à la Reparation civile, adjugée pour la mort de son Mari, ores qu'elle renonce à la Communauté; comme aussi fait l'Enfant, ores qu'il ne sust son Heritier, & sans charges de Détes.

Voyez l'article 24. de la Coûtume de l'Isle, avec le Commentaire de Bouke, Brodeau, sur M. Louet, let. D. Sommaire premier, n. 29. & 30. & letre H. Sommaire 5.

XXIII.

L'on ne se peut assembler pour faire Corps de Communauté, sans Congé & Lettres du Roi.

Voyez la Loy 3. D. De Collegiis, avec la note de Mornac, Beaumanoir, chap. 50. De Bonnes-Villes de Quemune, p. 268. ligne 12. la Coûtume du Nivernois, chap. 1. art. 7. avec le Commentaire de Coquille, la Coûtume du Bourbonois, article 19. Des Mares Decision 46. la Coûtume de la Marche, art. 6. du titre de Juris-

DE COMMUNAUTE, &c. 33 diction, Bodin, dans sa Republique, liv. 3. chap. 7. Loyseau, des Offices, liv. 5. chap. 7 Loseum De Jure Universitatis. p. 1. c. 2. n. 75.

XXIV.

Si le Mur commun d'un Voifin panche demi-pied sur l'autre, il peut estre contraint de le refaire.

DE VENTE.

TITRE IV.

I.

Ou vend le Pot, dit le Mot.

C'est au Vendeur à s'expliquer le premier, & s'il s'explique mal, c'est à son préjudice. Lege Veteribus 39. D. De Pastis. Voyez cy-dessus, livre 3. titre 3. regle 14.

II.

Il y a plus de fols Acheteurs que de fols Vendeurs. Voyez Loyseau, dans son traité du Liv. III. Tit. IV.
Déguerpissement, livre 3. chap. 1. De toutes les especes de Gage, nomb. 19. à la fin, où il explique cette Règle.
III.

Jamais bon Marché ne fut net: & de male Vente, telle Rente.

JAMAIS BON MARCHE' NE FUT NET.) L'Espagnol, dit Lo Barato es Caro. Ce qui est à bon marché est Cher, parce que souvent il ne vaut rien. Cette regle prouve la précedente.

ET DE MALE VENTE TELLE Ren-TE.) C'est-à-dire, que la mauvaise Vente, tourne toujours à la ruine du Vendeur, ou à cause du recours de l'Acheteur, ou parce que le bien malacquis ne prosite pas.

IV.

Il n'est pas Marchand qui toûjours gagne.

Non - seulement le Marchand ne gagne pas toûjours, mais il est quelquesois de son interêt de donner à perte. Voyez le Parfait Négociant, liv. 4. chap. 7. page 297.

Tant vaut la Chose, comme

on en peut avoir.

La raison de cette regle doit être tirée de la Loy 25. §. ultimo. D. Locati. Quemadmodum in Emendo & Vendendo naturaliter concessum est quod Pluris sit Minoris Emere, quod Minoris sit Pluris Vendere, & ita invicem se Circumscribere, ita & in Locationibus, quoque & Conductionibus, idem Juris est. Vide ibi Cujacium, & Mudaum.

L'on n'a pas plûtost vendu la Chose qu'on n'y a plus rien.

Ainsi parmi nous, dés que la Vente est parfaite, le Domaine de la Chofe venduë est transseré, sans tradition, contre la disposition de la Loy 20. Cod. De Pastis, & si la même chose est venduë à deux en differentes personnes, le premier Acquereur sera preferé au second, contre la disposition de la Loy Quotiens Cod. De Reivendicatione; parce que la Tradition saite au second, ne pourra pas ôter le Domaine déja acquis au premier.

Mais en 1595, la question s'étant

presentée entre un Donataire & un Acheteur, il sut jugé que la Loy Quotiens étoit en usage en France, d'où il réssulte invinciblement que parmi nous le Domaine de la Chose vendue, n'est point transferé sans tradition, ainsi que le décident les articles 128. & 129. de la Coûtume du Vermandois, & les articles 166. & 167. de celle de Rheims. Voyez M. Louet, lettre V. Som. 1. avec le Commentaire de Brodeau, cy-dessus, livre 3. tit. 1. regle 8. & cy-aprés, liv. 5. tit. 4. regle 7.

VII.

Il faut payer, qui veut ache-

Ce n'est pas assez que la Chose venduë ait été livrée, asin que le Domaine en soit transseré, il saut encore que le prix en soit payé. Leg. Quod vendidi 19. Leg. Ut res Emptoris. D. De Contrahenda Emptione. En sorte que celuy qui a vendu & livré sa Chose, la peut revendiquer, si le prix ne luy en est point payé. Leg. Procuratoris. S. Plane, Versiculo Sed si dedi. D. De Tributoria. Ce qu'il saut entendre, si la Chose livrée a été venduë sans terme. Voyez la note sur la

VIII.

Délivrance de Meuble vendu, presuppose Payement.

V. Les art. 126. & 127. & 176. de la

Coutume de Paris.

IX.

Quand le Vendeur reconnoist la Vente, mais dit que ce fut par Force, garnir luy convient: & puis aprés plaider de la Force, s'il lui plaist.

Lorsque celuy qui se dit Spolié convient qu'il étoit obligé de livrer la Chose contentieuse à son adversaire qui l'a Spolié, il faut néanmoins qu'il garnisse & qu'il livre la Chose parce qu'il connoît que son adversaire a pour uy le Titre, sauf ensuite à plaider de la Force. C'est icy une exception à la regle Spoliatus ante omnia restituendus. Vide Gabr. Romania restituendus. Vide Gabr. Romanum, lib. 4. Con. 1 n. 191. Abbat. in cap, 1. in 4. Notabili De Restitutione spoliator. Innocent in cap, Constitutus De Filis Presbyter. Paul. Castrens. consit.

254. vol. 1. Bellameram, cons. 3. in 5. dubio, & Alexandrum ad S. Nihil com-

X.

mune n. 27. D. De acquirenda poss.

En Chose venduë par Decret, Eviction n'a point de lieu.

Par le Droit Romain, quand le Créancier avoit vendu le gage, Jure Creditoris, selon Cujas, il n'y avoit jamais d'éviction. Creditor qui fure suo,id est non promissa Evictione, pignus vendidit, procul dubio non tenetur de Evictione Emptori pignoris, sed Debitor ipse eo nomine re Evictatenetur emptori utiliactione ex empto, quasi vendidisse eam rem videatur, qui ejus venditionem permisit Creditori.. Quantum ergo pertinet ad Emptorem pignoris & ad Dominum pignoris, Debitor manet obligatus, sed quantum ad Creditorem suum Debitor liberatus est ex propio pignoris... Quia Creditor ex pretio moris debitum est consecutus, & Emptori non tenetur actione ex empto quod nihil dispendii facit, ut cedat emptori contrariam pignoraticam actionem adversus Debitorem, si quidem Emptor malit eam actionem sibi cedi, si malit ea actione uti quam utili ex empto. Cujac. ad tit.

Cod. Creditorem pignoris Evictionem, &c. La Rocheslavin, liv. 6. tit. 35. rapporte un Arrêt du Parlement de

Toulouse, qui l'a ainsi jugé.

Mais parmi nous, quand il s'agit de dettes que le Decret ne purge pas, comme sont les Douaires, nous tenons qu'il y a Eviction en Chose venduë par Decret. Quia qui pignoris fure vendit, prastare debet se cateris creditoribus potiorem esse, comme il est dit dans la Loy 1. au Cod. Creditorem Cautionem pignoris non debere, que Gyphanius & Donellus ont mieux entenduë que Cujas. Voyez Dolive, dans ses Questions, liv. 4. chap. 25. Chopin, sur la Coûtume d'Anjou, livre 3. chap. 2. tit. 1. n. 12. La Rochestavin, livre 6. tit. 35. & Coquille, sur la Coûtume du Nivern. tit. 32. art. 54.

XI.

En Vente faite par Decret, ne chet Rescisson pour Deception d'Outre moitié de Juste pris.

La Jurisprudence est changée. V. Brodeau, sur M. Louet, lettre D. Sommaire 32. n. 8. & Despeisses, tom. 1.

part. 1. sect. 4. page 17. n.8. où il cire quelques Arrèts, qui ont jugé, suivant cette regle, qu'il n'y a point de Rescision, pour Déception d'outre moitié de juste prix, contre les Decrets seuls des Cours Souveraines, ce qui a été aussi remarqué par la Rochestavin, livre 2. tit. 1. art. 60.

XII.

Ni en vente de Succession, ou Droits Universels, ni en Baux à Ferme, ni en Meubles par Coûtume generale de la France.

EN VENTE DE SUCCESSION.) Voyez M. Louet, lettre H. Som. 8. & Despeisses, rom. 1. part. 1. section 5. v. 15. p. 20. de l'édition de 1677.

Ou DROITS UNIVERSELS.) Voyez

Le Vest, arrêt 232. feuillet 1138.

NI EN BAUX A FERME.) Voyez Charondas, liv. 12. de ses Réponses, chap. 37. & Pacionum de Locato,

cap. 19.

NI EN MEUBLES.) Voyez Despeisses, tom. I. part. I. section 5. v. 16.p. 20. & les Autheurs qu'il cite, la Coûtume de Sens, art. 252. & celle du Bourbonois, art. 86.

XIII.

XIII.

De tous Marchez on en vui-

de par Interest.

V. Leg. 1. 22. 23. 24. D. De actionib. empti. & M. Des Jaunaux, sur l'article 2. du titre 31. de la Coûtume de Cambray, d'où cette regle est tirée.

XIV.

Vin de Marché n'entre point en compte du pris, pour en prendre droits de Ventes: sinon qu'il fust fort excessif.

C'est l'avis de Du Molin, sur le §. 24. de l'ancienne Coûtume de Paris, note 2. & 3. & de Charondas, sur l'article 56. de la nouvelle Coûtume. Celles de Chaumont, art. 37. & de Vitry, art. 49. ont des dispositions contraires. & Pithou, sur l'art. 52. p. 161. de ce le Troyes, tient que le Vin du Mariné fait partie du prix, & qu'il en est dû Lods & Ventes. Voyez Billecard, sur l'article 125. de la Coûtume de Châlons, la Lande, sur l'article premier de la Coûtume d'Orleans, p. 5. col. 2. vers le milieu, & Brodeau, Tome II.

fur l'ar. 76. de la Coût.de Paris, n. 26.
X V.

Il ne prend Couretier qui ne veut.

Parce qu'il est libre à chacun d'agir par soy - même dans ses propres affaires. V. Cujac. lib. 11. obs. 18.

XVI.

Couretiers sont tenus rendre la Marchandise ou le Pris, par Prise ou Detention de leurs Personnes.

Nivern. tit. 32. art. 21. de celle du Berry, tit. 32. art. 31. de celle du Bourbon. art. 131. & de celle d'Orleans, art. 429. Voyez les Commentateurs. La Lande, sur l'article 429. de celle d'Orleans, est d'avis que cette regle doit toûjours être observée, quoyque l'Ordonnance de 1667. ait aboli par le Titre 34. les Contraintes par Corps, pour Dettes purement Ci

Un Vendeur de Chevaux n'est tenu de leurs Vices, fors de Morve, Pousse, Courbes & Courbatures, sinon qu'il les aix vendus Sains & Nets; auquel cas, il est tenu de tous Vices, jusques aprés Huit Jours de la Délivrance faite.

Cette regle est tirée de l'art. 259. de la Coûtume de Sens, & de l'article

87. de celle du Bourbonois.

XVIII.

Langaieurs sont tenus reprendre les Porcs, qui se trouvent Mezeaux en la Langue.
Et s'il n'y avoit rien en la Langue, & néanmoins se trouvent
Mezeaux dans le Corps, le Vendeur est tenu en rendre le Pris,
sinon que tout un Troupeau
fust vendu en gros.

Voyez les articles 425. 426. & 427. de la Coûtume d'Orleans, avec le Commentaire de La Lande, & l'ancienne Coûtume de Bourges, entre les anciennes du Berry, publiées par M. de la Thaumassiere, chapitre 79.

page 175.

XIX.

En Meubles, la Mesure s'en doit faire selon le Lieu, où la Dij

Vente se fait : en Immeubles ; selon le Lieu de leur Situation.

Cette regle est tirée de Beaumanoir, chap. 26. page 134. ligne 37. & page 135. ligne 43. V. Masuer, tit. 31. n. 11. & 12.

XX.

En Vente faite à Faculté de Rachat, les Droits sont dûs au Seigneur, ou Fermier du jour de la Vente, & non de la Faculté expirée.

Voyez Du Plessis, des Censives, livre 2. chap. 2. section 1. page 96.97. de la troisième édition, Louet, lettre V. sommaire 12. Molinaum in Cons. Paris. §. 55. Gloss. 1. n. 167. Mornac, sur la Loy Rutilia 69. D. De contrahenda emptione, & M. le Prêtre, centurie 1. chap. 41. nomb. 5. avec la note, & cy-aprés livre 4. tit. 2. regle 7.

Il y a quelques Coûtumes qui ont à cet égard des dispositions singulieres. Voyez celle de Lorris titre des. Fiefs, art. 77. Orleans, art. 12. Rheims, 91. Vitry 22. Châlons 193. Berry, tit.5. art. 49. Anjou 362. Mante 372. Tours 148. Loudunois, chap. 14. art. 25.

DE RETRAITS.

TITRE V.

Voyez le Glossaire du Droit François, & l'Observation sur le titre 7. de la Coûtume de Paris.

I.

I L y a trois sortes de Retraits: Conventionnel, Lignager, & Seigneurial; & en quelques lieux un Quatriéme a droit de Bienseance & Communauté.

Conventionel.) C'est la faculté de racherer, stipulée dans un Contrat de Vente. Voyez la Dissertation sur le tenement de cinq ans, chap. 4.

LIGNAGER.) Paris, art. 129. 130.
SEIGNEURIAL.) Paris, art. 20. Des.
Mares, Decision 204. l'Autheur du
Grand Coûtumier, p. 178 Beaumanoir, p. 275.

DROIT DE BIENSEANCE.) C'est la faculté donnée par la Loy, à LIV. III. TIT. V.
ceux qui possedent par indivis, de retirer la part venduë par un de ceux
qui possede conjointement avec eux,
en rendant à l'Acquereur le prix qu'il
en a payé. Voyez la Coûtume d'Aix,
tit. 10. art. 17. & 18. l'Isle, art. 19.

II.

Le Seigneurial est Censuel, our Feodal; & s'appelle coûtumiérement Droit de Retenuë.

CENSUEL.) Berry, tit. 13. art. 6. tit. 14. art. 13. V. le Glossaire du Droit. François sur ce mot. Brodeau, sur l'article 20. de la Coût, de Paris, n. 18.

FEODAL.) Paris, art. 129. 130.

III.

Le Feodal a lieu par tout le Roiaume; le Censuel en quelques Coûtumes seulement.

LE CENSUEL EN QUELQUES COU-TUMES SEULEMENT.) Voyez le Glofsaire du Droit François, sur ce mot-

IV.

Le Seigneur n'a Retenuë sur le Lignager; ains Retrait Lignager est preferé au Seigneurial, & le Conventionnel à tous Autres.

LE SEIGNEUR N'A DROIT DE RE-TENUE SUR LE LIGNAGER.) Berry, tit. 13. art. 5 Joannes Faber ad tit. Instit. De emptione Cujacius ad lib. 2. De Feudis, tit. 4. du Molin, sur l'article 61. du tit. 6. de la Coûtume de Xaintonge, Beaumanoir, chap. 51. page 275. Angoumois, art. 69. Paris, art. 259. Odofred. in Summa, fol. 122. n. 69. 72. Durant Q. 84. Touraine 164.

AUTRES.) Voyez l'article 78. de la Coûtume d'Angoumois, avec le Com-

mentaire de Vigier.

V.

Si le Lignager retrait sur le Seigneur, il lui payera ses Droits-Paris, art. 22. & les Commentateurs.

VI.

Mais le Retrait lignager ne dure qu'un An aprés l'Ensaisinement, sans qu'on soit tenu rien faire signisser : le Seigneurial trente ans, si on ne fait sçavoir

48 LIV. III. TIT. V. le Contract, & XL. jours aprés l'Exhibition d'iceluy.

LE RETRAIT LIGNAGER NE DURE. Qu'un An.) Voyez la note sur la

regle 46. de ce titre.

LE SEIGNEURIAL 30. ANS.) VOYEZ Brodeau sur l'article 20. de la Coûtume de Paris, n. 29. lib. 2. Feudorum. tit. o. cap. 1. Vers. Porro, Molin. ad Alexandr. lib. 7. Consil 138. n. 1. & sur la Coûtume du Berry, tit. 12. art. 7.

VII.

Retrait Seigneurial & Conventionnel est cessible: le Lignager non, si ce n'est à un Lignager.

RETRAIT SEIGNEURIAL, &c.) Angoumois art. 72. Voyez Brodeau, sur l'article 20. de la Coûtume de Paris, n. 6. & la Coûtume du

Bourbonois, art. 457.

LE LIGNAGER NON.) Vide Henris. Boich. ad cap. Sane n. z. Extra de Privilegiis. la Coût. du Bourbonnois, art. 457. l'art. 280. de la Coûtume de la Marche, celle d'Auvergne, tit. 21.

DE RETRAITS. 49 art. 20. & ibi Molin. & ad Cons. Parisiens. §. 13. Gloss. 1. 2. 1. Ragueau, sur la Coûtume de Berry, tit. 14. art. 18.

VIII.

Retrait Seigneurial a lieu tant en Propres qu'en Acquests; le Lignager coûtumiérement en Propres seulement. qui est ce qu'on dit, Qu'en Conquest ne gist Retrait.

LE LIGNAGER COUTUMIEREMENT EN PROPRE SEULEMENT.) L'Autheur a mis coutumierement, à cause qu'il y a quelques Coûtumes qui donnent le Retrait Lignager pour les Acquêts. Voyez l'article 29. de la Coûtume de la Rochelle, Poitou, art. 358. Angoumois, art. 55. Saint Jean d'Angely, Des Retraits, art. 1. Normandie, article 451.

...IX.

Lignager sur Lignager n'a droit de Retenuë.

Paris, art. 156. Berry, art. 18. tit. 14. Nivernois, tit. 31. art. 16. Bourbonois, art. 439. Auvergne, chap. 23. art. 22. la Marche, art. 241. Voyez. Tome II.

aussi Touraine, art. 164. Loudunois, chap. 15. art. 2. & 5. Anjou, art. 395. Maine, art. 406. Loraine, tit. 13. art. 13. & 14. & lib. 4. Feudor, tit. 14.

X.

Le Lignager qui previent, exclut le plus Prochain, fors és lieux où l'on peut venir entre la Bourse & les Deniers.

Voyez l'art. 141. de la Coûtume de Paris, avec la Conference & les Com-

mentateurs.

ENTRE LA Bourse et les De-NIERS.) Touraine, art. 154. Anjou 370, 371. Maine 380-381. &c. Dans ces Coûtumes, le plus proche parent exclud le plus éloigné, en offrant le prix de l'Heritage, avant que ce prix ait été rendu à l'Acquereur, par le Parent le plus éloigné qui exerçoit le retrait. V. Brodeau sur l'art, 136. de la Coûtume de Paris, n. 14. & 15.

XI.

Le Roi n'a Droit de Retrait Seigneurial, aussi n'en peuton user contre lui: mais bien a Retenuë par Droit de Bienseance.

LE ROY N'A DROIT DE RETRAIT SEIGNEURIAL.) Brodeau, sur l'article 20. de la Coûtume de Paris, soûtient que cette regle n'est point vraye, quoyque le Roy n'use pas ordinairement de ce Droit. Voyez l'article 90. de la Coûtume de Bourdeaux, l'article 23. du titre 10. de celle d'Acs, & les Observations de Du Pineau, sur l'article 347. de la Coûtume d'Anjou.

N'EN PEUT-ON USER CONTRE LUY.) Voyez l'ancien stile du Parlement,

partie 7. n. 80.

XII.

L'Eglise a droit de Retenuë: mais il faut qu'elle le Cede, ou en Vuide ses mains dans l'An & Jour.

L'Eglise A droit de Retenue.)
C'est l'ancien usage de la France.
Voyez la Charte du Rétablissement de la Reole, de l'an 977. M. le Maître dans son traité des Fiess, chap. 5. & l'article 90. de la Coût. de Bourdeaux. Il y a néanmoins quelques

E ij

Coûtumes qui ont des dispositions contraires. Voyez l'article 479. de la Coûtume du Bourbonnois, & celle du Berry, tit.13. art. 4. avec les Commentaires de Ragueau, & de la Thaumassiere.

Mais il faut, &c.) Touraine, art.

38. Poitou 33. Etampes 27.

XIII.

Dîme Infeodée acquise par l'Eglise, n'est sujette à Retrait.

Cette regle est tirée de l'art. 74. des Libertés de l'Eglise Gallicane, & du Commentaire de M. Pithou, sur l'article 148. de la Coûtume de Troye; mais elle n'est point en usage. V. Le Grand sur l'article 148. de la Coûtume de la Coûtume de Troyes, tit. 9. art. 48. Glose 3. n. 45. 46. l'Ordonnance de saint Louis du mois de Mars 1269. & la Regle 40. du tit. 2. de ce Livre.

XIV.

Cil ne requiert pas suffisamment les thoses à Retrait, qui à Court avenant ne le requiert.

A COURT AVENANT.) C'est-à-dire

DE RETRASTS.

XV.

Il est au Chois du Retraiant faire ajourner l'Acquereur pardevant le Juge de la Personne, où de la Situation de la Chose venduë.

Vermandois, art. 233. Rheims, art. 198. Châlons 231. Ribemont 38. Tou-raine 169. Grand-Perche 193. Bourbo-nois 427. Poitou 327. V. Brodeau sur M. Louet, lettre R. Sommaire 51. Cependant en quelques Coûtumes l'action en Retrait est réelle & doit être intentée devant le Juge du Lieu. Voyez Des Mares, Decision 257. Anjou, art. 382. Maine 392. &c.

XVI.

Congé de Court contre le Retraiant, avant Contestation, emporte Gain de cause.

Cette Regle est prise de l'article 199 de la Coûtume de Rheims, & de l'article 234. de la Coûtume de Laon, Voyez les Commentateurs.

E iij

Defaut de Fournir par le Retraiant à ce qu'il est tenu par les Coûtumes, le fait Déchoir du Retrait.

Voyez l'art. 136. de la Coûtume de Paris, & les Commentateurs.

XVIII.

Qui ne seroit Habile à Succeder, ne peut à Retrait Aspirer.

Paris, art. 158. V. la Regle qui suit. XIX.

Bâtards ne sont receus à Retrait.

Voyez l'article 296. de l'ancienne Coûtume de Paris, d'où cette regle est tirée, avec la note de Du Molin-

XX.

Le Fils peut retraire l'Heri-

tage vendu par son Pere.

La question décidée dans cette Regle a fait autrefois du bruit en France, comme nous l'apprenons de Boich
sur le chap. Constitutus n. 4.5. 6.6.
Extra De in integrum restitutione page
161. de l'édition de Venise, de l'an

DE RETRAITS. 1 76. V. l'art. 96. de la Coût. de Meaux.

XXI.

Voire quand il n'auroit esté ni Né, ni Conçû lors de la Vente.

Cette regle & la précedente sont tirées de l'article 253. de la Coûtume du Vermandois. Voyez du Molin en cet endroit & Coquille Q. 187.

XXII.

Retrait accordé volontairement, sans Jugement, est re-

puté Vendition.

Cette regle est tirée de l'art. 392. de la Coûtume d'Anjou, du 402. de celle du Maine. Voyez Du Pineau, sur celuy de la Coûtume d'Anjou, les Autheurs qu'il cite, & la Coûtume du Loudunois, tit. 15. art. 34.

XXIII.

Retrait n'a lieu en Usufruit, ni en Meubles, s'ils ne sont fort Precieux, & des grandes Maisons.

En Usufruit.) Sedan, art. 242. Paris, art. 147. Voyez Dargentré dans son traité de Laudimiis §. 31.

Eiiij

36 Liv. III. Tir. V.

Tiraquellum De Retractu. §. 1. Gloff. 7. n. 54. 55. Reinkeink, De Retractu Questione 3. Ampliatione 7. pagina 143. Joannem Del Castillo De usufruttu, cap. 74. n. 18. Gomesium Ad Legem Tauri 74. n. 18. Covarruviam Variarum Resolutionum, lib. 3. cap. 11. n. 4. Alexandrum, consil. 52. vol. 1. Goldonum, De usufruitu, cap. 26.

NI EN MEUBLES.) Paris, art. 144

Sedan, art. 241. 242. &c.

S'ILS NE SONT PRECIEUX.) Suivant la regle m. du Tit. 1. de ce Livre, Les principales Bagues & Joyaux, Reliques & Livres des Maisons des Princes & Hauts Barons sont tenus pour Immeubles. C'est-à-dire que les Reliques, les Livres des Chapelles, les Ornements & les Tableaux des Châteaux des Grands Seigneurs, sont sensez inherens aux Châteaux & par consequent Immeubles, comme les Châreaux mêmes. De sorte que la Cour a jugé qu'ils n'estoient point compris dans un Legs Universel de Meubles. Voyez Brodeau sur l'article 90. de la Coûrume de Paris, n. 7.

Quant aux Meubles precieux, qui ne sont point inherents à des Fonds, ils sont aussi quelquesois, reputez Immeubles, à l'effet du Retrait. V. Pithou, sur l'article 11. de la Coûtume de Troyes, page 49. au commencement. Ferron sur l'article 20. du tit. 8. de la Coûtume de Bourdeaux, page 293. de l'édition de 1565. La Coûtume d'Amiens, art. 63. 64.

Si l'un de deux Conjoints par mariage fait un Legs de quelque espece de Meuble, le Legs doit avoir lieu pour le total de ladite espece, combien que la moitié deût appartenir au survivant, mais les Heritiers du Testateur sont tenus de récompenser ledit survivant de la moi-

tié dudit meuble.

Toutefois, si c'étoit meuble précieux qui fut dés long-temps de la Maison, & venu de Pere en Fils, audit cas l'Heritier le peut entierement retenir & avoir, en baillant au Legataire l'esti-

mation d'iceluy.

Selon Pline à la fin du Ch. 35. du liv.

9. les Joyaux, les Bagues & les Perles étoient en grande estime chez les Romains. Et hoc, dit-il, aterna prope possessionis est, sequitur heredem, in mancipatum venit ut pradium aliquod. C'est-àdire que les Diamans & les Perles se
vendoient, per Æs & Libram, comme
les Fonds Italiques, & qu'ils étoient

du nombre des choses qui étoient appellées Res mancipi, quoi qu'Ulpien n'en ait rien dit dans l'article 1. du

titre 19. de ses Regles ou Institutes.

Dans quelques unes de nos Coûtumes, il y a entre Consorts Retention des choses mobiliaires qui ont été venduës. La Coûtume d'Acs, tit. 10. art. 20. Le Droit de Retention, entre Conforts, a lieu aussi en choses Meubles, en payant dedans 24. heures.

XXIV.

En échange d'Immeubles, Donation soit Simple ou Remuneratoire, Fieffe & Bail à Rente non rachetable, & sans Bourse délier, Retrait n'a lieu.

En echange.) Voyez les Etablissements, livre 1. chap. 151. Des Mares, Decision 145. Paris, art. 145.

Donation.) Anjou, art. 346. Mai-

ne 358. Touraine 190. &c.

Rente non Rachetable.) Voyez l'article 137. de la Coûtume de Paris, le 452. de celle de Normandie, & le Glossaire du Droit François sur le mot Fieffe.

XXV.

Mais en Emphyteose & Rentes Foncieres venduës, y a Retrait, & non en Rente rachetable.

Paris, art. 148. 149.

Voyez Du Molin sur l'article 86. de la Coûtume de Montfort, sur l'art. 18. du tit. 31. de celle du Nivernois, & sur l'article 301. de l'ancienne Coûtume d'Orleans. Joignez l'art. 330. de celle du Poitou.

XXVI.

L'Echange est reputé frauduleux, quand l'un des Contractans se trouve jouissant dans An & Jour de la Chose qu'il avoit baillée en Contre-échange.

V. La Coûtume d'Anjou, art. 401. Maine, art. 412. Melun, art. 142. à la fin, Auxerre, art. 159. Normandie 461. & Lorris, chap. 2. art. 34.

En Rentes Foncieres venduës, seroit-il pas raisonnable de preferer les Déteurs d'icelles; suivant quelques Coûtumes?

Le Maine, art. 404. Bourbonois, 473. Nivern. chap. 7. art. 9. Therouane,

art. 17. Orleans 270.

MIVXX.

Biens Confisqués vendus, ne

sont sujets à Retrait.

Voyez Chopin sur la Coûtume de Paris, liv. 2. tit. 6. n. 22.

XXIX.

Tant que celui qui n'est en Ligne, a des Enfans qui sont en Ligne, Retrait n'a lieu.

Paris, art. 156. & les Commentat.

· XXX.

Voire la seule Esperance d'avoir des Enfans par le Lien de Mariage, conserve le Droit de la Ligne.

Voyez l'article 172. de la Coûtume de Montfort-Lamaury, & le 155. de DE RETRAITS. 61 la Coûtume de Paris, avec les Commentaires.

XXXI.

Mais tous les Enfans estans décedés, & l'Esperance faillie, il y a lieu au Retrait dans l'An & Jour du dernier décedé.

Voyez les articles citez sur la regle

précedente.

XXXII.

Heritages vendus par Decret sont sujets à Retrait, dans

l'An de l'Adjudication.

Paris, art. 150. Il y a quelques Coûtumes qui ont des dispositions contraires. Voyez Orleans, article 400. Touraine, art. 180. Loudunois, chap. 15. article 23.

XXXIII.

Heritage retrait, revendu, est sujet à Retrait.

Melun, article 185. Châlons 150. Troyes 163. Auxerre 178. Rheims 215. Laon 247. Paris 133. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 24. page 237.

LIV. III. TIT. V. XXXIV.

L'on ne peut faire Convenance, au préjudice du Retrait Lignager.

Chaumont, art. 118.

XXXV.

Retrait Lignager ne se reconnoist à Quartier.

C'est-à-dire, que Si aucun Acquiert un Heritage, ou plusieurs, qui sont de plusieurs branches ou degrez, & il est adjourné en Retrait par aucun qui n'est Lignager, que de l'une des branches, il est au choix de l'Acquereur de connoître ledit Retrait en tout ou en partie. Loudunois, chap. 15. art. 20. V. l'article 382, de la Coûtume d'Anjou, &c.

XXXVI.

Et pour ce, quand plusieurs Heritages sont vendus par un mesme Contract, & par un mesme Pris, desquels les Uns sont sujets à Retrait les Autres non; il est au Chois de l'Acquereur de delaisser le Tout, ou ceux DE RETRAITS. 63

de la Ligne seulement,

Loudunois, chap. 15. art. 21. Voyez la regle précedente, & Louet lettre R. n. 25.

XXXVII.

Mais le Seigneur n'est contraignable prendre ce qui n'est de son Fief.

Anjou, art. 384. Maine 394. Touraine 349. Et en ce cas Retrait s'en peut aller par Parties,

XXXVIII.

Le Retraiant n'est tenu paier que le Pris, Frais & Loiaux Cousts de la premiere Vente, ores que la Chose ait marché, en beaucoup d'Autres Mains pendant l'An & Jour du Retrait.

Nivernois, tit. 31. Du Retrait Lignager, art. 13. Voyez Coquille en cet endroit.

XXXIX.

Loiaux Cousts sont entendus, Frais de Letres, Labourages, Semences, Façons & Reparations necessaires.

Nivernois, tit. du Retrait Lignager, art. 10. V. le Commentaire de Coquille.

XL.

Pendant le temps du Retrait, l'Acquereur ne peut alterer les Choses au préjudice du Proësme.

Paris, art. 346. Voyez la Conference & les Commentateurs.

XLI.

L'An du Retrait ne court, que du Jour de la Saisine en Roture: ou en Fief, du Jour de la Reception en Foi

Paris, art. 130. La raison de cette regle est, qu'anciennement les Inseodations & les Ensaisinements étoient publics. Voyez la note sur cet article, & cy-aprés, liv. 4. tit. 1. regle 14.

XLII.

Le Seigneurial plus coûtumierement court Quarante jours aprés DE RETRAITS. 65

aprés le Contrat exhibé.

Paris, art. 20. Voyez la Confe-

XLIII.

La Faculté de Rachat n'empêche point le Cours du Temps du Retrait.

C'est-à-dire que le Retrait Conventionel, ou la Faculté de pouvoir racheter l'Heritage que l'on vend, en rendant le prix qu'on en reçoit,n'empêche point le Cours du Retrait Lig. nager, ou Seigneurial. Ainsi le Seigneur & le Lignager doivent Retraire dans le remps fixé par la reg.6. de ce ti.comme si la Vente ne pouvoit point être resoluë sous condition. Sauf néanmoins le Droit du Vendeur, auquel le Retrait Seigneurial ou Lignager ne peut préjudicier, suivant la regle 4. de ce titre, qui décide tres-bien que le Retrait Conventionel est preferé à tous. autres.

XLIV.

Le Seigneur Feodal ou Censuel qui a receu les Droits Seigneuriaux, chevi & composé; Tome II. 66 Liv. III. Tit. V. ou baillé Souffrance d'iceux, ne peut user de Retrait.

L'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 29. page 207. Paris, article 21. V. les Commentateurs.

XLV.

Mais il n'en est exclus pour avoir reçû les Cens Rentes, ou Autres Redevances annuelles.

Lorris, chap. 2. article 35.

La raison est, que ces Droits sont ordinaires & Annuels, & ne sont point dûs, comme les Quints, à cause de la Mutation du Vassal. Voyez Du Molin, sur l'ar.239. de la Coûtume du Maine.

XLVI.

Par Coûtume generale du Roiaume, le Temps des Retraits Lignager & Feodal court contre les Mineurs, Absens, Croisez, Furieux, Bannis, & Tous autres, sans Esperance de Restitution, contre ce qu'on tient en Droit Ecrit.

CONTRE LES MINEURS.) Paris, art. 131. L'an du Retrait court, tames

DE RETRAITS. 67 contre le Majeur, que le Mineur, sans esperance de Restitution. On tient en pratique que l'Action de Retrait est prescrite par ce temps d'une année, ce qui est une erreur. Cette action ne dure qu'un An, & c'est pour cela qu'aprés l'An, les Mineurs & les Absens, ne l'ont plus, Ea qua tempore ipso jure pereunt, hac pereunt Minori. Et ita dicimus annum petenda bonorum possessionis currere Minori. Cujacius, ad Leg. 30. D. De Minoribus, lib. 3. Q. Papinian. Voyez cy-aprés, livre 5. tit. 3. regle 11.

XLVII.

E's Vingt-quatre heures de l'Execution du Retrait, la Nuit & le Jour se continuënt.

VINGT - QUATRE HEURES.) Paris; art. 136.

LA NUIT ET LE JOUR SE CONTI-NUENT.) S'il n'y a pas de Festes. V. les Commentateurs.

XLVIII.

Tout Heritage retenu par Puissance de Seigneurie, est reputé Réüni à icelle, s'il n'y a F ii

Declaration au contraire.

L'Autheur du Grand Coûtumier; liv. 2. chap. 29. page 201. 202. Odofredus in Summa, fol. 65. Paris, art. 53.

XLIX.

Les Fruits sont dûs au Retraiant, du jour de l'Ajournement & Offres bien & deuëment faites, ores qu'il n'y air Consignation.

Paris, art. 134.

L.

En matiere de Retrait, & quasi toûjours, le Jour s'entend depuis le Soleil levé jusques au couché.

Vide Cujacium Ad Legem 2. D. De Verborum significatione.

DE LOVAGE.

TITRE VI.

VENDAGE, ou Achat; passe Louage.

de la Coûtume de Namur. Elle signisie que celuy qui acquiert un Heritage, n'est point obligé de tenir le
Bail fait par son Vendeur. De sorte
qu'il est vray de dire, que la force de
la Vente passe celle du Bail. Vide Legem 9. Cod. De Locato. Pationum, De
Locatione, cap. 60. n. 39. 40. La note
sur la regle 3. de ce titre, & la Coûtume de Bar, dont l'article 198. ajoûi
te, S'il n'y a Hypotheque speciale.

II.

Celui qui Sert, & ne Par-fert,

fon Loier perd.

C'est-à dire que celuy qui se loue pour un certain temps, doit servir pendant tout ce temps, sinon qu'il perd son Loyer.

70 LIV. III. TIT. VI.

Qui non continuat Servus sua præmia perdit

Voyez la regle suivante.

III.

Il n'y a point de raison en ce qui se dit, Que Mort & Ma-riage rompent tout Louage; si on ne l'entend de ceux qui Meurent ou se Marient pendant le temps du Louage de leurs Personnes. C'est pourquoi quelques-uns disent, qu'il y a au Proverbe, Que Mort & Maria-ge rompent tout Liage.

Cette regle est tirée de l'article 204. de la Coûtume de Loraine, où elle est ainsi conçûë, Mariage, Mort, & Vendage desfaire tous Louages. C'est-à dire, qu'un Acquereur n'est tenu ester au Louage, fait par son Vendeur, un jeune Fils à celuy qu'en son nom aura été fait, ou que luy-même aura fait avant son Mariage, non plus que le Mary à celuy que sa Femme avant leur Mariage aura fait, & l'Herstier à celuy qui aura été fait par son Prédeces-seur. Ce qui est contre les principes. Voyez M. Pithou sur l'article 21. de

DE LOVAGE. 71
la Coûtume de Troyes, Brodeau sur
M. Louet, letre M. Sommaire 18. n.
2. Guenois, sur la Conference des
Coûtumes, page 399.

IV.

Le Locataire doit estre tenu Clos & Couvert.

Vide Pacionum, De locatione, & consuctione, cap. 34. in Principio, & S. I.

V.

Le Proprietaire peut contraindre son Hoste de garnir sa Maison de Meubles exploitables, pour Sûreté de son Louage: & à faute de ce, l'en peut faire sortir.

Voyez la Coûtume de Rheims, art. 388. celle de Laon 275. & de Châlons 272.

VI.

Il est permis au Proprietaire faire Saisir & Suivre les Biens Meubles de son Hoste pour les Termes qui sont dûs, encore qu'il ne soit ni Obligé ni Condamné.

Paris, art. 171. Bourbonnois 117. Berry, tit. 9. art. 37.

VII.

Les Grains & Biens Meubles. d'un Fermier & Locataire, sont taisiblement obligez pour les Moisons, & Loiers du Proprietaire.

Rheims, art. 389. 391. Berry, tit. 9. art. 44. Laon, art. 276. Châlons, art. 273. l'Isle, art. 111. V. les Comment.

VIII

Les Proprietaires sont preferés à Tous autres Créanciers, pour les Moisons & Loiers de l'Année Courante.

Cette regle est tirée de l'article 110. de la Coûtume de l'Isle. Voyez l'ar-

ticle 163. de celle de Paris.

A tous Creanciers. J'Excepté la Justice pour ses frais, & l'Eglise pour les frais Funeraires. Voyez l'Isle, art. 109. Mais si le Proprietaire a donné terme, sera-t-il preferé? Voyez la regle 8. du titre De Conventions, liv.

DE LOUAGE. 73
3. tit. 1. avec la note, & Du Plessis,
sur le titre des Executions, liv. 2. pag.
618. de la troisiéme édition.

IX.

Le Locataire peut user de Retention de ses Louages, pour Reparations necessaires par lui faites du consentement du Proprietaire, ou aprés Sommation precedente.

Voyez l'art. 202. de la Coût. de Troyes, le 120. de celle du Bourbon. Auxerre art. 152. Berry chap. 9. art. 40.

Qui Jouit & Exploite un Heritage aprés le Terme fini, sans aucune Dénonciation, peut Joüir un An aprés, à pareil pris que devant.

Bourbonois, art. 124. Sens, art. 257. Lorris, tit. 18. art. 5. V. Pacionum de Locat. cap. 64. Mornacium Ad Legem. Item. Queritur, §. 11. D. Locati.

XI.

Le temps de Louage fini, le Locataire à Huit jours, pour vuider, aprés lesquels, il y est Tome II. contraint par Execution & Mise de ses Meubles sur les Carreaux.

LeLocataire d'une Maison entiere, ou d'une Boutique, a quinze jours. Aprés ces délais, si le Locataire reste, & si le Proprietaire ne l'expusse point, il y a tacite reconduction pour un Quartier. V. la Coût de Bourdeaux, art. 38. 39. & Sedan, art. 272. 274.

DE GAGES, Hypotheques.

TITRE VII.

Ly a deux sortes de Gage: Vif & Mort.

Voyez le Traité de l'Origine du Droit d'Amortissement, page 179. la Dissertation sur le Tennement de cinq Ans, chap. 4. & la Glose sur l'ancienne Coûtume de Normandie, chap. 20.

Vif-gage est qui s'acquite de ses Issues: Mort-gage, qui de

rien ne s'acquite.

Voyez Bouteiller dans sa Somme,

DE GAGES, &c. 75 livre 1. ch. 25. pag. 138. Le Vif Gage, est celuy qui s'acquite luy-même, &c dont le Créancier prend les fruits en payement de sa dette, Le Mort Gage est celuy qui ne s'acquite pas luy-même, ou dont les Fruits appartiennent au Créancier, en pure perte pour le Débiteur. Le Mort-gage est usuraire. V. le ch. 4. de la Dissertation sur le Tennement de cinq Ans, où l'on a traité au long de cette matiere.

III

Mort-gage n'a coûtumièrement lieu qu'en deux cas: en Mariage de Maisnés, ou de Filles, ou pour Don & Aumosne d'Eglises.

On a expliqué au long cette regle dans le chap. 4. de la Dissertation sur le Tennement, n. 16. 17. 18. 19. & 20. où l'on a fait voir que le Mort Gage,

est licite en quatre cas.

MARIAGES DE MAISNE'S OU DE FIE-LES) Voyez de Fontaines, dans son Conseil, chap. 15. art. 14.

IV.

Pleige plaide; Gage rend; & Gij

bailler Caution, est occasion de double Procés.

Pleige Plaide.) C'est-à-dire que celuy qui se rend caution doit com-

pter sur un Procez.

GAGE REND.) C'est-à-dire que le Débiteur qui a donné des Gages, rend ordinairement. Et sic plus Cautionis est in Re, quam in Persona. Voyez cyaprés, livre 4. titre 5. regle 2.

ET BAILLER CAUTION.) V. Mure-

tum, lib. o. Variarum, cap. II.

V.

Meubles n'ont point de Suite par Hypotheque, quand ils sont hors la Possession du Déteur.

Des Mares, Decision 165. les Coûtumes notoires, art. 23. Lucius, lib. 10. Placitor. tit. 3. n. 1. Coquille, Q. 63. Paris, art. 170.

VI

Toutefois si le Meuble saisi n'estoit paié par le Déteur, & qu'il fust saisi par celui, qui le lui avoit vendu, il y auroit lieu de Suite & Preference.

Des Mares, Decision 195. les Cou-

DE GAGES, &c. 79 tumes notoires, art. 141. Coquille, Q. 201. Paris, art. 176. 177.

VII.

Et pareillement au profit du Créancier, si le Saisi le vendoit depuis son Execution.

La raison est qu'en ce cas, le meuble est le Gage de la Justice, & du Créancier.

VIII.

Item, Celui qui tient le Gage, a Hypotheque privilegiée sur icelui avant tous autres. Et si ne peut le Déteur demander Répit contre icelui, par l'Ordonnance du Roi Philippe Auguste.

Les Coûtumes notoires, art. 253. Paris, art. 181. l'Ordonnance de 1673.

tit. 6. art. 8.

PAR L'ORDONNANCE DU ROY
PHILIPPE.) De l'an 1188. au mois de
Mars. Vide Rigordum, tom. 5. Histor.
Francor. pagina 25. in fine, & 26. in
Principio. l'article 68. de la Coûtume
du Bourbonois, & cy-aprés, livre 4.
tit. 6. regle 14.

G iij

78 LIV. III. TIT. VIII

Bourse ou Argent n'a point de Suite.

Cette regle est tirée du Procez Verbal de la Coûtume du Berry, page 634. de l'édition de Ragueau. Elle signifie que Suite de Dîme n'a point de lieu, quand le Laboureur qui demeure dans une Dîmerie, laboure par autruy à prix d'Argent dans une autre Dîmerie. Voyez la note sur la regle 39. du tître 2. du Livre 2. la Coûtume du Nivernois, tit. 12. art. 4. & le Glossaire sur le mot Suite.

X,

Les Premiers vont devant.

Qui prior est tempore, potior est Jure. V. tit. D. Qui Potiores.

X 1.

Scedule Privée reconnuë en Jugement, ou pardevant Notaires, emporte Hypotheque, du jour de la Reconnoissance, ou de la Negation d'icelle en Justice, aprés qu'elle a esté Verisiée.

Paris, art. 107. Voyez l'Ordonnance de l'an 1539. art. 92. 93.

DE GAGES, &c. 79 XII.

Et néanmoins, en Separations de Biens, les Créanciers Chirographaires du Défunt, sont préferés à Tous les Créanciers de son Heritier.

V. Cujac. Parat.ad tit. D. De separat.

XIII.

Contracts passés sous Seel de Cour Laie, engendrent Hypotheque.

Paris, art. 164. 165. V. l'Ordonnance de 1539. art. 65. & Coquille, Q. 192.

XIV.

Contracts passés en Cour d'E-glise, n'emportent point d'Hypotheque.

Cette regle est prise d'un Arrêt du 4. Juillet 1357. V. Labbé, sur l'art. 107. de la Coût. de Paris, n. 4. & cy dessus, liv. 1. tit. 1. R. 70.

XV.

Les Mineurs & les Femmes ont Hypotheque Taisible & Privilegiee sur les Biens de leurs Tuteurs & Maris, du jour de Giij la Tutelle, & du Contract de Mariage.

M. Louet, letre R. Sommaire 23.

& letre D. Somm. 40. n. 3.

XVI.

E's cas ésquels y a Hypotheque Taisible, les Realisations, Nantissemens, & Saisines introduites par aucunes Coûtumes, ne sont point requises.

Voyez M. Louet, letre H. Sommaire 25. & cy - deslus, liv. 1. tit. 3.

Regle 20.

XVII.

Hypotheque ne se divise point.
V. M. Louet, letre H. Sommaire
20. & Merlinum, De Pignoribus, lib.
3. 9. 14.n.84. Leg. Rem Hereditariam,
D. De Evictionib. & tit. Cod. si unus
expluribus, lib. 8. tit. 33.

XVIII.

Quand l'Action personnelle concourt avec l'Hypothecaire, Celui des Heritiers qui ne seroit tenu que pour sa Part personnellement, est tenu hypo-

DE GAGES, &c. 81. thequairement pour le Tout. Paris, art. 99. & 333.

XIX.

J'ai toûjours tenu & tiens encore pour Regle, ce que j'ai appris de M. Charles Du Molin, Qu'en Speciale Hypotheque, n'y a point de Discussion; quoiqu'il ait été jugé au contraire par quelques Arrests modernes.

Le contraire a été jugé par Arrest du 2. Avril 1587. Voyez M. Louet, let. H. Sommaire 9. & Brodeau en cet

endroit.

XX.

En fait d'Hypotheque pour Cens, ou Rentes, il faut Paier ou Quitter.

Paris, art. 101. 102.

XXI.

Generale Hypotheque de Tous biens, comprend les Presens & A venir, & non ceux des Hoirs.

V. Leg. ultim. Cod. Que res Ping

B2 Liv. III. Tir. VII.

Ainsi le Créancier du désunt n'a Hypotheque sur les biens des Hoirs, que
du jour qu'il a obtenus entence contr'eux, ou qu'ils luy ont passé titre nouvel. Vide Legem, Paulus respondit,
29. D. De Pignoribus. Les Coûtumes
notoires, art. 20. 22. 62. 65. l'Autheur
du Grand Coûtumier, livre 2. chap.
17. Des Mares, Decision 132. 133. 160.
162. & l'art. 168. de la Coûtume de
Paris.

XXII.

Par l'Edit de Moulins, Hypotheque a lieu sur les Biens du Condamné du jour de la Sentence consirmée par Arrest.

L'Edit de Moulins.) Art. 53. V. Brodeau sur M. Louet, letre H. Sommaire 25. n. 3.

LIVRE IV.

DERENTES.

TITRE I.

I.

N met sa Terre en Gagnage ge par Baux à Rente, Censon ou Fief.

C'est-à-dire que c'est mettre à prosit des Terres, que de les bailler à

Cens, à Rente, ou en Fief.

PAR BAUX A RENTE, CENS.) Chart. Vet. circa an 1287. apud Malbranc-quum De Morinis, tom. 3. libro 11. cap. 89. page 657. Ego Theodoricus, Dei gratia Flandria Comes, & Philippus una Filius meus solitudinem Reningensem victui nostro, specialiter deputantes, sub annuali censu, agricolis excolendam Donavimus, &c.

II.

Les Rentes sont Reelles & Immobiliaires; les Arrerages.

84 Liv. IV. Tit. I. Personnels & Mobiliairs.

Les Rentes étoient Réelles, quand elles étoient assignées ou assisés sur des Fonds, parce que c'étoit les Fonds qui les devoient, & non les Personnes; mais étant dûes à present par les Personnes & les Fonds n'y étant plus qu'hypothequez, elles sont plus Personnelles, que Réelles. Voyez la Dissertation sur le Tennement de cinq Ans, chap. 2. page 21. Des Mares, Decis. 277. M. Louet, letre A. Sommaire 15.

IMMOBILIAIRES.) En quelques Coûtumes elles sont réputées Meubles. V. la Coûtume de Rheims, art. 18.

Troyes 66. &c.

III.

En Succession ou Partage de Rentes constituées sur Particuliers, on regarde le Domicile de celui auquel elles appartiennent: en celle du Roi, la Ville sur laquelle elles sont assignées.

Voyez M. Louet, letre R. n. 31.

IV.

Le Pris de la Rente consti-

tuée estoit au Denier Douze, par l'Ordonnance du Roi Charles VII. de l'an 1441. Reductible, & Rachetable à ce Pris, s'il n'apparoissoit du contraire.

Au Denier Douze.) Voyez Du Molin, dans son traité François des

Usures, n. 82. 83. & 111.

V.

Maintenant par l'Ordonnance du Roi Henri IV. elles sont reduites au Denier Seize.

AU DENIER SEIZE.) Par Edit du mois de Mars, 1634. elles furent mises au denier 18. & par Edit du mois de Decembre 1665. au denier vingt,

VI.

Toute Rente constituée en Grain ou autre Espece, est Reductible à Argent selon le Pris qu'elle a esté venduë, par l'Ordonnance de l'an mil cinq cens soixante-cinq.

Troyes, art. 67. &c. Voyez cy-def-

sus, livre 1. rit. 1. regle 77.

PAR L'ORDONNANCE DE L'AN 1565.)
V.La Conference des Ordonn. 1, 4.t.
7. §. 36.

Rentes constituées à Deniers, sont Rachetables à toû-

jours.

Anciennement les Rentes Constituées à prix d'argent étoient non Rachetables, mais Pie V. par sa Bulle de l'an 1570. ayant ordonné qu'à l'avenir elles pourroient toûjours être rachetés. L'ancien droit des Rentes a été changé à la réformation de nos Coûtumes, Voyez le chap. 2. de la Dissertation sur le Tennement de Cinq ans.

Mais Faculté de Rachat de Rentes procedans de Bail d'Heritages, se preserit par Trente ans.

Paris, art. 120.

IX.

Si la Rente estoit constituée au Denier Dix, elle seroit Reductible: si au dessous du Denier Dix, Usuraire.

Voyez Du Molin, dans son traité

DE RENTES. 87
François des Usures, Q. 83. au commencement d'où cette regle est prise.

Rentes Foncieres sur Heritages, dûës aux Ecclesiastiques, ne sont Rachetables, ores qu'elles fussent dûës sur Maisons de Villes, même de Paris. Les Ordonnances des Rois François I, & Henri II. aiant, pour ce regard, esté revoquées par celle du Roi Charles IX. suivie & consirmée par les Arrests.

Rentes Foncieres.) Voyez l'article 121, de la Coûtume de Paris, pofterieur à la Declaration de Charles IX. qui étoit de l'année 1559. Brodeau sur ce même article n.3. sur M. Loüet, lettre R. n. 12 & l'Edit d'Henry IV. de l'an 1606. art. 20.

ORES QU'ELLES FUSSENT DUES SUR MAISONS DE VILLE, MESME DE PARIS.) On suit la décission de l'article 121. de la Coûtume de Paris, qui décide que ces Rentes sont à toûjours rachetables, si elles ne sont les premieres aprés le Fond de Terre. Quant aux Legs Pitoyables. Voyez l'article 122.

Vente d'Heritages à Faculté de Rachat à vil Pris, duquel l'Acquereur reçoit Profit ou Rente, à la raison de l'Ordonnance, par Bail à Ferme par lui fait à son Vendeur, est reduite à Rente Rachetable. Et si tel Contract estoit fait par Gens qui fussent Coûtumiers d'Usurer, il seroit reputé Usuraire.

VENTES D'HERITAGES.) La Vente d'Heritages à Faculté de rachat à vil Prix, est souvent un Mort Gage, ou une Antichrese qui est Usuraire, & quand il y a Bail fait au Vendeur. C'est ce qu'on appelle un Contrat Fignoratif, qui est aussi Usuraire. Voyez cy-dessus, livre 3. tit. 7. regle 1. & 2.

EST REDUIT A RENTE RACHE-TABLE.) Voyez M. Louet, letre P. Sommaire 10. Brodeau en cet endroit, & la Dissertation sur le Tennement de Cinq Ans, chap. 4. & s. où l'on a expliqué le progres & l'origine de

tout ce droit.

De Rentes constituées, on ne peut demander que Cinq années d'Arrerages, par l'Edit du Roi Louïs XII.

Voyez l'article 71. de l'Ordonnance de Louis XII. de l'an 1510. La Marche, art. 177.

XIII.

Rentes Infeodées non Rachetables, sont reputées Feodales: toutes les autres sont Roturieres, ores qu'elles soient venduës & constituées sur Fief.

Le Vassal en alienant une partie de son Fief, peut se reserver dessus une Rente non rachetable. Si le Seigneur y consent, le Fiefsera diminué à proportion de la Rente, & le Vassal qui se la sera reservée en sera Foy & Hommage, ainsi cette Rente sera Feodale, parce qu'elle sera un Fief. Dans le temps que les Rentes constituées à prix d'Argent étoient non rachetables, elles ne pouvoient par cette raison être assignées sur des Fiess sans le consentement des Seigneurs Do-

LIV. IV. TIT. I. minants, & quand ils l'avoient donné, les Acquereurs des Rentes en devoient la Foy & l'Hommage; mais aujourd'huy que toutes les Rentes constituées à prix d'Argent sont rachetables, elles ne sont plus Nobles ni Feodales, quand même elles seroient constituées sur des Fiefs. V. la Dissertation sur le Tennement de Cinq ans, chap. 4. où l'on a traité au long de l'ancien droit des Rentes. l'art. 193. de la Coûtume du Vermandois, celle de Châlons art. 127. de S. Paul, art. 15. Bouteiller dans sa Somme, pag. 479. ligne 33.

XIV.

Tous Detenteurs, Proprietaires & Possesseurs d'Heritages chargés de Rentes, sont tenus personnellement & Hypothequairement paier les Arrerages de leur temps, & les precedens Hypothequairement. Ce qui aiant esté premiérement introduit pour Rentes Foncieres, & Realisées ou Nanties, a esté du depuis étendu aux Rentes

DE RENTES. 91 Constituées & Rachetables. Et par avanture, mal à propos.

Paris, art. 84. 85. les Coûtumes no. toires, art. 43. l'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 25. & 35. pag.

445. 449.

Personnellement.) Cela étoit vray anciennement, quand les Rentes Constituées à prix d'argent étoient non rachetables; parce qui alors il falloit en faire la Foy & l'Hommage, si elles étoient assignées sur des Fiefs, ou en prendre Saisine, si elles étoient assises sur des Heritages en Roture, Et comme les Infeodations & les Ensaisinements étoient alors publics, tout Acquereur étoit presumé avoir connoissance des Rentes assignées sur les Heritages Nobles ou Roturiers, qu'il achetoit, & il étoit par cette raison tenu Personnellement de ces Rentes. Mais ce droit étant aboli, les tiers Acquereurs des Heritages chargés de Rentes Constituées n'en sont plus tenus Personnellement. Voy. les notes qu'on a faites sur les articles 84. 85. & 86. de la Coûtume de Paris, le chap. 2. de la Dissertation sur le Tenne92 LIV. IV. TIT. I.
ment de Cinq ans, & cy-dessus, siv.
3. tit. 5. 41.

XV.

L'effet de l'Obligation Perfonnelle est, que le Detenteur en peut estre executé en tous ses Biens: & de l'Hypothequaire, que l'Heritage obligé peut estre Saisi & Adjugé, sans qu'il soit besoin Discuter ceux du Principal obligé.

SANS QU'IL SOIT BESOIN DE DIScuter.) Cela étoit vray quand les Rentes Constituées à prix d'argent étoient non rachetables, & quand les Infeodations, & les Ensaisinements étant publics, les Acquereurs qui étoient présumez avoir acquis les Heritages, à la charge des Rentes qui y doient assises ou assignées, en étoient tenus Personnellement; mais tout ce droit étant aboli, il est juste que les Tiers Acquereurs puissent opposer la discussion. Ainsi cette regle n'est plus que pour les Rentes Foncieres. Voyez Loyseau, Du Déguerpissement, livre 3 chap. 8. n. 9. 10. 11. &c.

Neanmoins les Detenteurs s'en peuvent décharger en Déguerpissant : voire mesme les Preneurs à Rente, & leurs Hoirs; sinon qu'il y eust Promesse de Fournir, & faire Valoir.

Paris 109. 110. Voyez Loyseau, du Déguerpissement, liv. 4. chap. 4. 5.

& liv. 5. chap. 10. 11. &c.

XVII.

Tout Déguerpissement se doit

faire en Justice.

Paris, art. 109. Loyseau, du Déguerpissement, liv. 5. chap. 1. n. 5. 6. & 7.

XVIII.

Le Preneur, ou son Heritier qui Déguerpit, doit paier les Arrerages passés, l'Année courante, & un Terme de plus.

Cette regle est tirée de l'article 20. de l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1441. Voyez Des Mares, Decision 124. 125. 183. l'Autheur du Grand Coûtumier livre 2. chap. 33. page 217. les Coûtumes notoires, art. 97. 98. &

Paris.

Liv. IV. Tit. I.

l'art. 109. & 110. de la Coûtume de

Paris.

XIX.

Le Tiers Detenteur Déguerpissant après Contestation, est quitte, en rendant tous les Fruits qu'il a perçûs; & après Jugement, en paiant les Arrerages échûs de son temps.

Celuy qui, avant Contestation, déguerpit un Heritage chargé de Rente, n'en doit aucuns arrerages, pas même ceux qui sont échus de son temps. Paris,

art. 102.

Après Contestation, il doit les arrerages échus de son temps jusqu'à concurrence des Fruits, ou rendre les Fruits.

Et aprés le Jugement, il doit tous les Arrerages, soit échus de son temps, ou avant, & il n'en est point quitte en rendant les Fruits. Voyez l'article 103. de la Coûtume de Paris, & Loyseau, du Deguerpissement, livre 5. chap. 11. n. 2.

XX.

Les Seigneurs Censiers & Rentiers peuvent proceder par Saisie sur les Heritages sujets

à Cens & Rentes, laquelle tient pour les Trois dernieres années pretenduës & affirmées par le Seigneur, nonobstant Opposition, tant suivant l'Ordonnance de Charles IX. de l'an 1563, que plusieurs Coûtumes anciennes & modernes.

Voyez la Conference des Ordonnances, tome 1. liv. 4. tit. 16. page
701. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 27. page 181. ligne
28. les articles 86. & 163. de la Coûtume de Paris, & les Coûtumes notoires, art. 3. & 81.

XXI.

Toutes Rentes sont Requerables, s'il n'est autrement convenu.

C'est-à-dire que tous les Créanciers doivent aller, ou envoyer demander le payement de leurs Rentes chez leurs débiteurs, s'il n'y a clause contraire dans les Contrats. Voyez cy-aprés, tit. 2. regle 2.

XXII.

L'Ajournement fait contre

l'un des Detenteurs poursuivi pour le Tout, sert d'Interruption contre les Autres.

Voyez cy-aprés, livre 5. titre 3.

regle 29.

XXIII.

Celui qui doit Rente Fonciere, ou autre Droit Seigneurial, pour raison d'aucun Heritage, en doit faire Veuë oculaire à son Seigneur, une fois en sa vie: ou lui assigner sa Rente sur Heritage valable, & lui fournir de Declaration.

Cette Regle est tirée de l'article 178. de la Coûtume de la Marche. V. la note de Du Molin en cet endroit, & cy-aprés, liv. 4. tit. 3. Regle 100.

XXIV.

Le Seigneur n'est tenu faire Veuë à son Rentier Foncier, ou Censier.

Cette regle est prise de l'article dernier de la Coûtume du Boullenois. Voyez la Coûtume du Loudunois, tit. 1. art. 1. & 2. Loyseau, livre 2. du Déguerpissement, chap. 7. Mornac,

DE RENTES. 97
Ad Leg.6.D. De Rei Vindicat. Menochium De Arbitrariis, lib. 2. Centur. 2.
casu 554. Brunum, Consil. 116. vol. 2.
l'Ordonnance de 1667. tit. 9. & cyaprés, liv. 4. tit. 3. Regle 100.

XXV.

Rentes sont Indivisibles.

Lorris, chap. 2. art. 35. Bourbonois, art. 409. L. Moschis, D. De Jure sisci. Voyez cy-dessus livre 3. tit. 7. Regle 18. Bacquet, des Droits de Justice, chap. 21. n. 244. 245. 246. &c. &c. 24-aprés, tit. 2. regle 1.

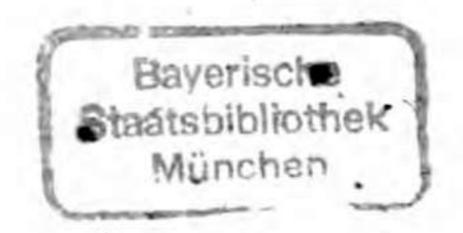
DE CENS, & Champarts.

TITRE II.

Voyez ce qu'on a remarqué sur le titre second de la Coûtume de Paris.

I.

E Cens est Divisible.
Orleans, art. 120. Blois, art. 129.
Dunois, art. 46. Lorris, chap. 2. art.
36. & la Conference des Coût. p. 337.
Tome 11.



Les Rentes Constituées à prix d'an gent sont Personnelles, comme on l'a remarqué cy-dessus, liv. 4. tit. 1. Regle 2. & parce que les Fonds y sont Hypothequez, elles sont indivisibles comme leur Hypotheque, qui est indivisible. Voyez la Regle 18. tit. 7.

livre 3.

Mais le Cens est dû par les Fonds, d'où il s'ensuit que les Fonds étant divisés, il faut que le Cens le soit aussi, & par consequent il est vray de dire que le Cens est divisible. Ce qui se pratiquoit ainsi chez les Romains. V. Leg. ult. Cod. Th. Sine Censu, lib. 11. tit. 3. Leg. 1. Cod. De Collation. Fundor Patrimon. Leg. 2.Cod. De debitoribus civitatis. cap. Constitutus extra De Religios. Domibus. La Lande, sur l'article 120. de la Coûtume d'Orleans, & Loyseau, du Déguerpissement, livre 2. chap. 11.

De-là il s'ensuivroit que les Rentes Foncieres seroient aussi divisibles, parce qu'elles sont Réelles, ou dûës par les Fonds; cependant, suivant la Regle dernière du titre précedent, elles sont indivisibles, à cause de l'interest que le Seigneur a d'être payé de sa Rente, qui est souvent un reDE CENS, &c. 99 venu assez fort, au lieu que dans le Cens, qui est tres - modique, & qui est seulement dû in recognitionem Do-

minii, il n'y a point de profit. Il y a néanmoins des Coûtumes où le Cens est indivisible, comme celle du Bourbonois, art. 410. 411. du Poitou, art. 102. du Berry, tit. 6. art. 31. du Nivernois, tit.5. art. 12. Et la Decision de ces dernieres Coûtumes, qui fait le droit des Cens uniforme avec celuy des Rentes Foncieres, est plus reguliere. Voyez Du Molin, sur la Coûtume de Paris §. 55. Glose 4. n. 28. 29. 30. 31. 32. 33. &c. cyaprés liv. 4. tit. 3. regle 89. la Regle 4. de ce titre. Charondas sur l'Autheur du Grand Coûtumier, p. 250. Brodeau, sur le titre des Censives, n. 19.

II.

Le Cens n'est Requerable, ains Rendable & Portable.

LE CENS N'EST REQUERABLE.) C'està-dire, que sans le Requerir, ou le demander à ceux qui le doivent, ils sont tenus de le porter, aux lieux éjours que dûs sont, à peine d'amende. Voyez l'art. 85. de la Coûtuine de PaLIV. IV. TIT. IV.

art. 20. 22. Etampes, chap. 2. art. 49.
50. Dourdan, tit. 2. art. 51. Amiens,

199. &c.

Il y a néanmoins quelques Coûtumes où le Cens est Requerable, comme celles d'Orleans, art. 33. du Maine 196. de Chartres, chap. 20. art. 112. Blois, art. 113. 114. C'est-à-dire que dans ces Coûtumes le Cens doit être Requis & demandé, asin que l'amende soit dûë; mais le Cens y est toûjours Rendable & Portable, comme dans les autres Coûtumes.

III.

Droits de Cens, & du Premier Fonds de Terre, dûs au Seigneur Direct, ne se perdent, ni par le Temps, ni par Decret.

Paris, art. 124. 355. &c. L'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap.

10. pag. 107.

IV.

Cens sur Cens, n'a point de

lieu.

Orleans, art. 122. Bourgogne, chap. 21. art. 3. Auvergne, chap. 29. art. 5. Berry, tit. 6. art. 31. Nivernois, tit.5.

DE CENS, &c. rox art. 10. Le sens de cette Regle est, que celuy qui possede un Heritage chargé d'un Cens Seigneurial, ne peut point charger ce même Heritage à son profit, d'un second Cens Seigneurial, & faire ainsi qu'il y ait en même-temps deux Seigneurs directs & censiers d'un même fond. Il ne peut pas aussi le charger d'une Rente Fonciere non rachetable, parce qu'il ne peut pas diminuer son Heritage au préjudice de son Seigneur, cependant en plusieurs Coûtumes l'Heritage tenu à Cens, peut être baillé à Croix de Cens, c'est-à-dire augmentation de Cens, ou second Cens non Seigneurial, & Rente Fonciere, n'emportant point Lods & Ventes, & directe Seigneurie. Vide Joannem Fabrum, ad s. Adeo. Institution.de Locat, n.6. Molinaum Ad Consuetud. Arvernia, tit. 21. art. 4. Ad Consuet. Paris, §. 73. Gloss. I. n. 23. & ead. Gloff. 2., 2. & Beaumanoir, chap. 34.

Lorsque celuy qui possede un Hetitage chargé de Cens, le baille à Rens te Fonciere non Rachetable, il faut remarquer, que si la Rente est vendué ensuite par celuy qui l'a retenue, les Lods & Ventes en sont dûs au Sei LIV. IV. TIT. II.

gneur, suivant l'article 87. de la Coûtume de Paris, & les Lods & Ventes luy sont aussi dûts de l'Heritage, lorsqu'il est vendu à la charge de la Rente. Joignez les articles 99. 100. & 101. de la Coûtume de Paris, la Thaumassiere, sur l'article 31. du titre 6. de la Coûtume du Berry, Charondas, sur l'Autheur du Grand Coûtumier, page 249. 250.

V.

Le Proprietaire ne peut tellement empirer l'Heritage tenu à Cens, qu'il ne s'y puisse percevoir.

Troyes, art. 78. Montargis, ou Lor. ris, tit. 2. art. 42. Voyez le Commentaire de la Thaumassiere en cet endroit, Molinaum in Consuetudines Paris. 5. 52. Gloss. 1. 2.5. n. 45. Gloss. 2. n. 2. §. 58. n. 55. §. 74. Gloss. 2. n. 2. Covarruviam practicar. cap. 37. & Mornacium ad Leg. 13. De Servitutib. pradior. rusticor.

VI.

Lods & Ventes appartiennent à celui qui a la Seigneuric la plus proche du Fonds.

L'Autheur du Grand Coûtumier, livre 4. chap. 5. page 529. ligne 16. Le Seigneur qui baille un Fond à Cens en est Seigneur Censier & Foncier, & si celuy qui l'a pris à Cens, le baille ensuite a Surcens, Croix de Cens, ou Rente Fonciere, il en est aussi en quelque façon Seigneur Foncier. A qui de ces deux Seigneurs appartiendront les Lods & Ventes, si le Fonds est vendu? Cette Regle decide qu'ils appartiendront à celuy qui a la Seigneurie la plus proche du Fond, c'està-dire à celuy qui a donné le Fonds à la charge du Cens, qui est la premiere Charge, au lieu que le Surcens n'est que la seconde. C'est celuy à qui le Cens est dû, ou la premiere Charge, qui a la Seigneurie la plus proche du Fond, c'est luy qui est le Chef Seigneur, c'est luy qui est le Seigneur Tres-Foncier, & c'est à luy par consequent que les Ventes sont dûës. V. Molin, in Consuet. Paris. S. 55. Gloss. 4. n. i. 2. & 3. Loyseau, du Déguerp. livre 1. chap. 5. n. 11. 12.

VII.

En ventes d'Heritages tenus

à Cens, soient Pures & Simples, ou à Faculté de Rachat, par Decret, ou Autrement, & en Baux à Rente Rachetable, sont dûs Lods & Ventes dessors. du Contract.

Parce que déslors du Contract la Vente est parfaite, pure & simple, quoiqu'elle puisse être resoluë sous condition. Vide Legem 2. D. De in diem addictione & Leg. 1. D. De Lege Commiss. cy-dessus, livre 3. tit. 4. Regle 20. Dargentré, De Laudimis, cap. 3. & 4.

VIII.

Mais non du Contract de Rachat, suivant la Faculté accordée.

Bourbonois, article 406. Chartres, art. 18. la raison est que la Vente étant resoluë, la Chose par rapport au Vendeur, est comme si elle n'avoit pas été alienée. Voyez la Coûtume du Nivernois, tit. 1, art. 23.

IX.

Pour Rentes Foncieres non Rachetables volontairement venduës, ou delaissées par Rachat, sont dûs Lods & Ventes, comme faisant partie de l'Heritage sujet à icelles: & non pour Rentes constituées, conformément à l'opinion de M. Charles Du Molin, suivie par les Arrests, & par les Contumes.

Paris, art. 87. Voyez la note sur la regle 4. & le chap.6. de la Dissertation

sur le Tennement de Cinq ans.

X.

Pour Adjudication par Decret faite pour netoier les Hypotheques, suivant la Convention portée par le Contract de Vente, ne sont dûs Lods ne Ventes; sinon, en tant que le Pris d'icelle excederoit celui qui avoit esté convenu.

Paris, art. 84.

XI.

En Supplément de juste Pris, Acquisition de plus Valuë, Transaction portant delaissement d'Heritages, moiennant 106 Liv. IV. Tir. 41.

Deniers baillés, sont dûës Ventes à raison de ce qui est paié, &

non plus.

Cette Regle est prise de l'article 401. de la Coûtume du Bourbonois, & de l'article 4. & 5. du titre 16. de la Coûtume d'Auvergne, où il y a : Sont dûes Ventes tout ainsi que du prix. V. les Commentateurs, Dargentré, De Laudimiis, q. 19. Molin, in Cons. Paris. §. 33. Gloss. 2. n. 58.

XII.

Pour Achat de Succession universelle, ne sont dûs Lods ne Ventes.

Cette Regle est tirée de la Pratique de Masuer, tit. De Solutionibus, §. Idem Emptor 7. Vide Leg. 1. Cod. De Evictionibus. Mais nous avons deux Coûtumes qui décident le contraire, sçavoir, celle du Bourbonois, art. 396. & celle d'Auvergne, tit. 16. art. 7. Voyez les Commentateurs. Du Plessis, sur le titre du Retrait Lignager, chap. 3. page 315. de la troisséme édition, à la fin, Brodeau, sur l'art. 144. de la Coûtume de Paris, n. 4. & la Coût. du Loudunois, tit. 15. art. 32. De Partage, Licitation, & Adjudication entre Coheritiers, ou. Comparçonniers, ne sont dûs Lods ne Ventes.

Paris, art. 80. Voyez la Conference & les Commentateurs, Anton. Fabrum, De Errorib. Pragmaticor. Desead. 3. cap. 2. & 3. Argentr. De Landim. q. 24. & 53. la Thaumass. & Ragueau, sur l'article 28. du tit. 6. de la Coûtume du Berry.

XIV.

Pour Vente de Fruits faite à plus de Dix ans, sont dûs Lods & Ventes, & non pour Vente à Vie.

Pour Vente de Fruits faite A PLUS DE DIX. ANS.) Une Vente de Fruits faite pour un certain temps n'est autre chose qu'un Bail à Ferme. Quelques Autheurs ont soûtenu que les Lods & Ventes étoient dûs d'un Bail à Ferme, quand il excedoit neuf années. Voyez Dargentré dans son traité De Laudimiis, & les Autheurs qu'il site; mais ce sentiment n'est pas suivi. Voyez Brodeau, sur la Coût. de Paris, art. 78. n. 31. 6. Molin in Cons. Paris. §. 55. Gloss. 1. n. 183.

Il en est de même des Baux à longues années. Voyez Brodeau sur l'article 78. nombre 30. & 31. Mais si le Fond est vendu ou à vie, ou pour un certain temps, les Lods & Ventes sont duës. Voyez Du Molin, sur le §. 55. Glossa 1. n. 183. in sine.

XV.

Qui tient Terres sujettes à Champart, n'en peut lever la Desblée, sans appeller le Seigneur sur peine de l'Amende.

Berry, tit. 10. art. 26. 27. Amiens 193. Nivernois, tit. 11. art. 2. Poitou 64. Bourbonois 352. Chartres, art. 113. &c. Voyez les articles 392. & 393. de la Coûtume du Bourbonois, & le 409. de la Marche.

XVI.

Terres tenuës à Champart, Terrage, Vinage, Gros cens, ou Rente originaire & directe, tenant lieu de Chef. cens, doi. vent Lods & Ventes au Seigneur desdits Champart, Ter-

rage, &c.

Voyez Loyseau, du Déguerpissement, livre 1. chap. 5. n. 9. & 10. où il explique cette regle, l'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. tit. du Champart. Du Fresne sur l'art. 193. de la Coûtume d'Amiens, & la Conserence des Coûtumes, page 348.

XVII.

Terres tenuës en Fief ne doi-

vent Champart.

Blois, art. 34. Orleans 140. Voyez Brodeau, sur le titre des Censives, de la Coûtume de Paris, n. 28. de la Lande sur l'art. cité de la Coûtume d'Orleans, & sur le suivant.

XVIII.

Quand Droit de Relief est dû pour Roture ou Cotterie, il est coûtumiérement dû double du Cens, ou de la Rente.

Voyez l'art. 46. de la Coûrume du Boullenois, & Bouteiller dans sa Somme, tit. 84. liv. 1. page 489. ligne 37. &c. d'où cette regle est prise.

LIV. IV. TIT. II. XIX.

Un Seigneur, soit Censuel ou Feudal, n'est tenu Ensaisiner, ni recevoir en Foi le nouvel Acquereur, s'il ne le satisfait aussi des Anciens droits & Arrerages à lui dûs.

Melun, art. 27. Voyez aussi l'art. 194. de la Coûtume de Meaux, l'article 24. de la Coûtume de Paris, & les Commentateurs, l'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 27. page 177.

XX.

Le Seigneur Censier peut tenir en sa Main les Terres vacantes, & en faire les Fruits siens, jusques à ce qu'il en soit reconnu.

La Coût. du Berry, tit. 6. art. 26. & les Commentateurs.

V A C A N T E S.) En temps de paix. Amiens, art. 196. Voyez l'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 27. page 180.

XXI.

Mais pendant le temps de sa

DE CENS, &c. 111 Jouissance, ne lui sont dûs Cens, ne Rentes.

Cette regle est tirée de l'article 44. de la Coûtume de Chartres, à la sin.

XXII.

Qui ne paie son Cens, doit perdre son Champ. Qui est ce que disent nos Capitulaires: Qui negligit Censum, perdat

Agrum.

V. Capitularior. Karoli Calvi, tit.
7. in villa Sparnaco, cap. 63. & Reginonem, De Ecclesiasticis disciplinis,
lib. 1. cap. 40. Par nos Coûtumes, il
n'y a point de commise, mais amende seulement. Voyez la Conserence
des Coûtumes sur l'article 85. de la
Coûtume de Paris, page 317. 319. &c.
& Brodeau, sur le titre des Censives,
n. 19.

DE FIEFS.

TITRE III.

Voyez la note sur le Titre des Fiefs, de la Coûtume de Paris.

I.

Ous Fiefs sont Patrimoniaux, & se peuvent Vendre & Engager, sans le Consentement du Seigneur. Et en sont les Heritiers saiss.

Voyez Coquille, dans son Institution, titre des Fiess, page 26. de l'édition de 1665. ligne 41. les Coûtumes qu'il cite. Cujacium ad lib. 1. tit. 1. Fendorum, & le traité de l'Origine du Droit d'amortissement, page 28. 29.

Engager.) Voyez néanmoins l'art. 34. de la Coûtume de Troyes, avec le Commentaire de Pithou, & Jus Feudale Alemannicum, cap. 26 56. 155.

ET EN SONT LES HERITIERS, &c.)
Anciennement le Fief retournoit au
Seigneur par le decés du Vassal,& c'étoit du Seigneur, que les Heritiers du
défunt

défunt en devoient recevoir la Saisine. L'Autheur du Grand Coûtumier,
liv. 2. chap. 21. p. 140. à la fin. Si c'est un
Fief Noble, Saisine de Droit, ne autre, n'est acquise sans Foy, car le Seigneur Direct est avant Saisi que l'Heritier, mais par faire Hommage, & par
relief, le Seigneur direct doit saisir l'Heritier, & c. Voyez la note sur la Regle
1. du titre 5. du Livre 4.

II.

Les Benefices sont Resignables, & à Vie.

Les Fiefs dans leur origine étoient comme les Benefices. Quand le Vafsal qui en possedoit un, vouloit le donner à un autre, il devoit le remettre entre les mains du Seigneur, avec priere d'en Investir celuy qu'il en vouloit gratisser. Vide tit. 14, lib.

2. Fendor. De Resutatione Fendi, & ibi
Cujacius. Resignare autem seu Resutare est Renuntiare. V. Loyseau, des Ossices, livre 1. chap. 11. n. 1. 2. 3. &c.

Comme les Benefices sont à vie, les Fiess y étoient aussi anciennement. Voyez Cujas sur le titre 1. du premier livre des Fiess, & Loyseau, des Offices, livre 5. chapitre 6. n. 9. & 10.

Tome II. K

Les Charges & Commissions sont Revocables à Volonté, comme aussi estoient tous Offices, avant l'Ordonnance du Roi Louis XI. selon le Proverbe ancien, Que Service de Prince n'est point Heritage.

Voyez Loyseau, dans son traité des Offices, livre 1. chap. 3. n. 84. 85. 86. 96. 97. 98. 99. livre 2. chap. 2. n. 59. 62. 63. livre 5. chap. 4. & l'article 27. de l'Ordonnance de Roussillon.

IV.

Tout nouveau Vassal doit la Foi à son Seigneur, & lui en faire quelque Reconnoissance.

Dans presque toutes les Coûtumes, les Vassaux ne doivent, en Ligne directe, que la Bouche & les Mains. Voyez la Coûtume de Paris, art. 3. 4. & 26. La Conference, les Commentateurs, & la regle 9. de ce titre.

V.

Le doit aller trouver en son Chef-lieu, là demander, s'il y cst, ou Autre pour lui, aiant pouvoir de le Recevoir en Foi: puis mettant le Genouïl en Terre, nuë Teste, & sans Epée, ni Eperons, lui dire: Qu'il lui porte la Foi & Hommage, qu'il est tenu lui faire, à cause du Fies mouvant de lui, & à lui appartenant à tel titre; & le Requerir qu'il lui plaise l'y Recevoir.

Paris, art. 63. & Brodeau, n. 19. Voyez la Conference, l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 27. page 177. Touraille, sur la Coûtume d'Anjou, page 168.

SANS EPE'E, NI EPERONS.) Voyez le chap. 228. des Etablissements, avec la note, page 185. & cy-dessus, livre

1. tit. I. Regle 29.

Foy et Hommage.) Voyez le Glosfaire du Droit François, sur Bouche & Mains.

VI.

Le Vassal faisant la Foi, doit mettre ses Mains jointes entre celles de son Seigneur, disant: Sire, ou Monsieur, je deviens Kij 116 LIV. IV. TIT. III.

vostre Homme, vous promets Foi & Loiauté de ce jour en avant, viens en Saisine vers vous, & comme à Seigneur, vous offre cé. Et le Seigneur lui doit répondre: Je vous Reçoi & Prens à Homme, & en nom de Foi vous Baise en la bouche, sauf mon Droit & l'Autrui.

Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. tit. 81. page 478. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 27. page 177. ligne 18.

VII.

Le Seigneur n'est tenu Recevoir l'Hommage de son Vassal; par Procureur; mais s'il a Excuse legitime, lui donnera Sousfrance.

Paris, art. 67. V. Cap. unicum, §. 2. de Statu Regul.in 6. Poitou, art. 114. des Mares, Decision 63.

VIII.

Le Vassal ne trouvant son Seigneur en son Hostel, doit heurter par trois fois à sa Porte, l'appeller aussi trois fois. Et aprés avoir baisé la Cliquette, ou Verrouil d'icelle, faire pareille Declaration que dessus, & en prendre Acte authentique, signissé aux Officiers de la Justice, ou au prochain Voisin, & en laisser Copie.

Paris, art. 63. Voyez la Conferen-

ce', page 248. &c.

APRES AVOIR BAISE LA CLI-QUETTE ET VERROUIL.) Voyez le Glossaire du Droit François, sur Baiser.

IX.

Les Enfans ne doivent coûtumiérement, que Bouche & Mains, avec le Droit de Chambellage, qui est dû par Tous.

Paris, art. 3. 4. 26. & la Conference.

CHAMBELLAGE.) Voyez le Glossaite re du Droit François sur ce mot, & Brodeau, sur l'article 3. de la Coûtume de Paris, n. 4.

En quelques Contrées, la Femme ne doit que la Main: mais la Courtoisie Françoise

doit aussi la Bouche.

Du Molin, sur l'article 3. de la Coûtume de Paris, remarque qu'il a été jugé que les Femmes pouvoient faire Hommage sans presenter le Baiser, ce qu'il a réiteré sur l'art. 54. de la Coûtume de Blois. Voyez Brodeau, sur l'article 3. de la Coûtume de Paris , n. 5.

XI.

Droit de Chambellage est une Piece d'or au Chambellan du Seigneur, à la discretion du Vassal.

Laon, art. 158. Voyez le Glossaire du Droit François, sur Chambellage.

XII.

Les Collateraux doivent Re-

lief, ou Rachat.

Voyez l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 32. page 210. Paris, art. 33.

DE FIEFS. XIII.

Rachat est le Revenu d'une Année, choisie en trois immédiatement précedentes : le Dit des Pairs, ou une Somme de Deniers pour une fois, au chois du Seigneur.

L'Autheur du Grand Coûtumier » livre 2. chap. 32. page 210. Paris, ar-

ticle 47.

LE DIT DES PAIRS.) Senlis, tit. 7. art. 158. Clermont, tit. 8. art. 74. Valois, art. 33. Dans la Coûtume de Paris, art. 47. au lieu de Pairs, il y a Preud-Hommes, c'est-à-dire Gentilshommes, ou Vassaux. Voyez la note sur cet article, l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 32. page 210. & la Conference des Coûtumes, p. 234.

XIV.

Pairs sont Compagnons tenans Fief d'un mesme Seigneur, l'Un desquels est nommé par le Seigneur, & l'Autre par le Vassal: & s'ils ne s'accordent, ils en prennent un Tiers.

Cette regle est tirée de l'article 791

de la Coûtume de Chauny. Voyez la Coûtume d'Orleans, art. 53. & celle de Lorris, tit. 1. art. 13.

On s'étendra icy sur le Jugement des Pairs, & l'on traitera par occafion de l'origine de nos Justices.

Comme les Romains étoient les Maîtres, & les Proprietaires des biens que leurs Esclaves possedoient, les Seigneurs, en France, étoient aussi les Maîtres des biens de leurs Serss ou Mainmortables, de sorte qu'entre leurs Mainmortables & eux, il n'y avoit point d'autre Juge, Fors Dieu, suivant la remarque de Pierre De Fontaines, dans son Conseil, chap. 21. Vers. 8.

Quand les Seigneurs affranchirent leurs Serfs, dont le nombre étoit autrefois si grand, que les Habitans des meilleures villes en étoient. Ces Seigneurs se reserverent le droit de décider les questions qui surviendroient entr'eux.

Lorsque les Seigneurs concederent à des personnes libres des Terres, pour les tenir d'eux en Fief ou en Censive; ils se reserverent la même autorité à l'égard de choses concedées. C'est de ces Affranchissements, & de ces Concessions qu'il faut tirer l'origine de nos Justices, qui étoient alors toûjours annexées aux Fiefs.

D'abord ces Affranchis, ces Vassaux, & ces Censitaires ou Cottiers,
n'eurent point d'autres Juges que
leurs Seigneurs. Mais comme il n'y
avoit pas beaucoup de Justice dans
leurs Jugements, soit par la partialité des Seigneurs, ou par leur
ignorance, l'usage s'établit qu'ils ne
jugeroient plus seuls, mais de l'avis
des Pairs, c'est-à-dire, de l'avis de
personnes égales en condition à ceux
qui seroient jugez.

Quoniam attachiamenta, cap. 67.

Statuit etiam Dominus Rex, quod nullus debet recipere Judicium, neque judicari à Minori persona quam à suo Pari, scilicet Comes per Comites, Baro per Barones, Vavassor per Vavassores, & Burgensis per Burgenses, sed minor

persona potest judicari à Majore.

Lorsqu'il y eut des Procez entre des Vassaux tenans d'un même Seigneur, il en fut donc le Juge avec ses autres Vassaux, Pairs à ceux qui devoient être jugez.

Liber 1. Feudorum titul. 15. Si contentio fuerit, de Beneficio inter Capi-Tome II.

122 LIV. IV. TIT. III.

taneos, coram Imperatore finiri debet, si verì fuerit contentio inter Minores Valvassores, vel Majores de Benesicio, in Judicio Parium desiniatur,

Oc.

Et lorsqu'il y avoit Procez entre le Seigneur & le Vassal, il étoit décidé par les Pairs, dont les Parties étoient convenuës. Si inter Vassallum & Dominum de Feudo controversia sit, de ea Pares Curtis furati cognoscunt, ex constitutione Conradi & Friderici, ii scilicet Pares in quos Dominus & Vassallus consenserint. Vide Cujac. ad lib - Foudor vit

lib. 1. Feudor. tit. 15.

Tel étoit aussi l'usage en France, comme nous l'apprenons de Beaumanoir, dans ses Coûtumes du Beauvoiss, tit. 1. de l'Office des Baillis, page 15. Les Plés qui müent entre le Comte d'une part, & aucuns de ses Hommes singulierement de l'autre part.... Si comme d'aucun heritage, ou d'aucun sorfait, ou d'aucune querelle, desquels il convient que jugement soit fait, selon la Coûtume du Pays, en tel cas püet bien le BAILLY prendre droit pour le Comte par les Homes. Car aussi comme il convient les Hommes, mes le Comte mener leurs Hommes,

Par le Jugement de leurs Pers, aufsi doit li Comte mener ses Hommes, par le Jugement de ses autres Hommes, qui sont leurs Pairs és querelles. &c. Voyez cy-dessus, livre 1. tit. 1. Regle 32.

Lorsque les Cottiers ou Censitaires avoient ensemble des Procez, c'étoit aussi par leurs Seigneurs Fonciers ou Cottiers qu'ils étoient jugez, mais de l'avis de leurs Pairs Cot-

tiers.

Cet usage fut reçû presque par toute l'Europe. Philippe Jaques Rehm dans son traité, De Curiis Dominicalibus, tom. 3. Juris Feudalis Alemannici, page 553. S. 9. en parle comme d'un droit commun en Allemagne. Extra controversiam est, jus Curia Dominicalis esse speciem Jurisdictionis, similem Juri & Jurisdictioni Domini directi Feudalis, in Causis Feudalibus. Dico speciem Jurisdictionis, nam in eo potissima virtus Dominicalis subsistit, quod furisdictionem habeat, & Judicia exercere possit in Hubarios... Ut enim Dominus Feudalis Jurisdi-Etionem habet in Causis Feudalibus.... Sicetiam Dominus qui jus habet Curie Dominicalis, in Causis Curiam Do-

124 LIV. IV. TIT. III. minicalem concernentibus, judicat. Deinde quemadmodum Dominus Feudi jus habet in personam vassalli, & furisdi-Etionem, restrictam ad Causas Feudales, sic etiam Dominus Curia Dominicalis jus habet & Jurisdictionem in Personas Emphyteutarum, restrictam tamen ad Causas Emphyteuticas. Denique sicut in Judicio Feudali non solus habet Jurisdictionem Dominus, in Causis Vassallorum, multo minus in propria Causa, sed & Pares Curia, namque assessores ejus sunt Pares Curia, hoc est ejusdem Domini Vassalli ejusdem Domus, sive de eadem Curia, si plures Dominus habeat, sic etiam in Judicio hoc Curia Dominicalis assessores sunt Hubarii, Emphyteuta ad eandem Curiam pertinentes. Ces sortes

Il faut icy remarquer, que par Pair ou Compagnon de Fief, il faut entendre tout Homme possedant Fief, soit qu'il sût Noble de race, ou qu'il ne le sût pas. Car anciennement le Fief affranchissoit celuy qui le pos-

de Jurisdictions sont pareillement en

usage en Flandres, & dans quelques.

unes de nos Provinces, comme celle

d'Artois où elles sont nommées, Cours

sedoit, & luy donnoit le privilege de Noblesse quand il demeuroit dessus,

Et sous le nom de Cottier, il faut aussi comprendre le Noble, ou le Gentilhomme, s'il demeuroit sur son Heritage, Cottier ou Villain, & avec les autres Villains ou Cottiers tenans du même Seigneur. Se tes Villains, dit De Fontaines, a acaté un Fié, & il couke & il lieve en ton Villenage, ne laira il mie kil ne voit à ta Semonce ke tu li sis du matin au Vepres; mais si Catel & ses convenances sont Justichables par Loy Villaine. S'il n'est mie Gentixhom de Lingnage, & il couke & il lieve sur son Franc Fief, les siennes Coses doivent être menées par la Loy de Frankise, là où il se tient, & se il tient aucune Cose en Vilenage de toy, & il couke & il lieve sur son Franc-Fief que il tient de toi, il doit avoir semonce telle comme de quinze jours. Et se Gentixbom de Lingnage qui tient Franc-Fief de toi, est coukans & levans en ton Villenage aveuc tes autres Villains, encores deust-il avoir avantage pour se franchise naturel, nekedent il soufferra la Loy où il est accompagniez, fors de son Frank-Fief. Mais s'il est Gentilxhome de Lingnage, & est autruy Franshom, & il.

est conkans & levans en ton Villenage de Villenage fasse vers toi che qu'il doit, & ses cors & ses catel seront menez par la Loy de Franchise, & c. Dans fon

Conseil, chap. 3. art. 4.5.6.

Il n'en étoit pas de même à l'égard des Nobles, dans les questions qui ne concernoient pas leurs Fiefs. Car dans ce Cas, & quelques autres marquez par Beaumanoir, chap. 10. quoyque Levans & Couchans dans les Justices des Seigneurs Feodaux, ils alloient plaider en la Court du Baron, ou du Souverain. Quant aucun Gentiez hom est adjournez a répondre à sa Lettre en la Court du Comte, tout soit che que il soit Conchant & Levant dessous autre Gentilhomme, la connoissance des Lettres appartient au Souverain Seigneur, &c. Et c'est en ce sens que les Nobles domiciliez dans les Arriere - Fiefs du Roy, étoient dis anciennement ses Sujets, selon l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 16.

Enfin aprés que les Seigneurs eurent affranchi leurs Villes & leurs Bourgs, ils donnerent aux Habitans Francs de ces Bourgs ou Villes, qui furent nommez Bourgeois, le droit d'avoir Commune & d'être jugez par leur Maires & Echevins, de sorte que comme les Vassaux étoient jugez par leurs Pairs ou Compagnons Vassaux comme eux; & comme les Cottiers ou Censitaires étoient jugez par leurs Compagnons ou Pairs Cottiers; de même les Bourgeois des Villes furent jugez par leurs Pairs Bourgeois, comme il se voit par ces paroles du chap. 2. des Assises de Jerusalem.

Le Duc Godéfroy de Buillion établit deux Cours. La Haute Court, de qui il fut Gouverneur & Justicier, & l'autre cy est la Court des Borgés, en laquelle il établit un Homme en son leuc, a être Gouverneur & Justicier, lequel est appellé Viscomte, & établi à êtrefuge de la Haute-Court, ses Hommes Chevaliers, qui luy étoient tenus de Foy par Hommage, qu'ils luy avoient fait, & de sa Court de la Borgesie Borgois de ladite Cité, des plus loyaux & des plus sages que en ladite Cité fussent, & lors fit jurer le serment que les Jurez de la Court de la Borgésie jurent: & establi que luy & ses Hommes & lor Fies & les Chevalliers fussent menez par la Haute Court, &

128 LIV. IV. TIT. III.

que toutes Borgesies sussent menées & determinées par la Court de la Borgesie. Car les Plais des Bourgesies ne peuvent ne ne doivent être plaidées qu'en

la Court de Borgesie.

On void encore, comme on la remarqué cy-dessus, des restes de cet ancien Droit dans les Coûtumes de Flandres, d'Arthois, &c. où les Jurisdictions se divisent en Hommages, en Cotieres ou Foncieres, & en Eschevinages, ce qui est suffisamment expli-

qué par les Commentateurs.

On a dit, que d'abord les Justices furent tellement inherentes aux Fiefs qu'il n'y en avoit point sans Justices, ni de Justices sans Fiefs, Il faut à present observer, que dans plusieurs Provinces du Royaume, les Seigneurs distinguerent ces choses par les Infeodations, en concedant à l'un separément la Justice sans Fief, & à l'autre le Fief sans la Justice; de sorte que dans le 13. Siecle, ces deux choses y étoient tellement distinctes & separées, que nous voyons dans le Chap. 109. du premier Livre des Etablissements, qu'un Vassal pouvoit faire d'un Fief deux Homages, à l'un du Fief & de la Terre,

& à l'autre de la Voyére, ou de la Justice, ce que l'on peut encore prouver par ces paroles de Beaumanoir, chap. 58. au commencement. Il est moult de Pays, dit-il, la où li aucuns ont les Hautes Instices & autres personnes les Basses. En Beauvoisin même pourroit telle chose avenir par vente, par échan-

ge, ou par octroy de Seigneur.

Dans ces Provinces, le Jugement de Pairs fut rejetté. Et de - là vient que Beaumanoir qui finit ses Coûtumes de Clermont en Beauvoisis en l'année 1283 écrit positivement dans le chapitre 1. intitulé, De l'Office des Baillifs, page 11. vers le milieu, que de son temps il y avoit des lieux où les Jugements se rendoient par Pairs, & d'autres où ils se rendoient par Baillis. Il y a aucuns lieux, dit - il soù li Baillifs fait li Jugement, & autres lieux, là où li Homes du Fief au Seigneur les font. Or disons-nous ainsi, que les lieux là où li Baillif font les Jugements, quand li Baillis a les paroles recues, & elles sont appuiées en Jugement, il doit appeller à son Conseil des plus lages, & faire le Jugement par leur Conseil. Car si l'on appele don Jugement, & li Juge-

130 Liv. IV. Tir. III. ment est trouvé mauvés, li Bailli est excusé de blâme, quand on sçait que il le fit par Conseil de sages Gents. Et au lien la où l'on Juge par Hommes, le Bailly est tenu en la presence des Hommes, à penre les paroles de chaux qui plaident, & doit demander as Parties se il veulent oir Droit, selonc les raisons que ils ont dites, & se il dient Sires oil, li Baillis doit contraindre les Hommes que il facent le Jugement. Et se il ne plest au Bailly ou aux Hommes, li Bailly n'est mie tenu à estre au Jugement, ne à prononcier le Jugement, se il n'est ainsi que li Bailli ne soit Homme du Fief au Seigneur à qui il est Baillis, car en tel cas conviendroit que il fut Pers avec les autres, &c.

Jusques-là les Baillis jugerent dans ces Provinces, pour les Seigneurs Justiciers, lorsque les Seigneurs ne vouloient pas juger eux-mêmes, ou qu'ils ne s'en trouvoient pas capables; mais en 1287. Philippe Le Bel remit les choses dans un meilleur ordre, en Statuant par son Ordonnance de l'an mil deux cens quatrevingt sept, qu'à l'avenir les Vassaux du Roy, Prelats ou Barons ayant suffice, seroient tenus de la faire exercer

O.C.

Dans ces Provinces, en Actions Réelles, les Nobles comme les Roturiers plaiderent donc dans les Cours des Seigneurs Justiciers, où ils Levoient & Couchoient; mais en Actions Personnelles les Nobles, comme proprement Sujets du Roy, n'eurent, ainsi qu'on la touché cydessus, point d'autres Juges que les Royaux, ce qui dura peu; car comme nos Rois tiroient, pour les besoins de l'Etat, de gros Revenus de leurs Prevôtez, en les donnant à Ferme, les Seigneurs qui voulurent en cela les imiter, & tirer tout le profit qu'ils pouvoient de leurs Justices, s'opposerent à ce Privilege des Nobles, & les forcerent, quand ils demeuroient dans leur territoire, de plaider en leurs Justices, comme les Roturiers.

Il y eut cependant un cas, où les Nobles furent de meilleure condition que les Roturiers; car en quelques Provinces, les Seigneurs que

132 LIV. IV. TIT. III.

avoient ressort, sçavoir Prevosté & Baillage, accorderent aux Nobles Residans en leurs Seigneuries, de plaider d'abord au Baillage, au lieu que les Roturiers étoient obligez de plaider à la Prevosté. Ce qui devint ensuite un Droit commun dans ces Provinces, comme il se void par les articles suivans.

La Coûtume de Vitry, publiée en 1509. art. 2. Les Nobles vivans noblement, convenus pardevant le Prevost, ne sont tenus y répondre, si bon ne leur semble, & peuvent demander leur renvoi pardevant le Bailly. Et au regard des Nobles, vivans Roturierement ils y peuvent être convenus, & sont tenus répondre pardevant le dit Prevost.

La Coûtume de Meaux publiée en 1509. art. 142. Par la Coûtume observée audit Baillage, les Nobles demeurans en iceluy Baillage, sont responsables pardevant Monseigneur le Baillif, ou son Lieutenant, à son Siege plus prochain. Et ne peuvent être contraints proceder pardevant autre Juge, sinon de leur consentement, supposé qu'ils soient demeurans en la subjection d'aucun Haut Justicier, si ce n'est que le-

dit Haut-Justicier ayt Châtellenie &

Baillage.

En 1536. François Premier, fit l'Edit de Cremieu, par l'article 5. duquel il ordonna, que Les Juges Royaux Baillis & Seneschaux, ressertissant en la Cour de Parlement sans moyen, connoistroient de toutes les Causes & matieres Civiles, Personnelles & Possessoires des Nobles vivans noblement, tant en demandant qu'en dessendant, & où les dits Nobles seroient parties ou joints, comme ayant interest, & sans fraude. Et des Causes crimineles ésquelles les dits Nobles seroient deffendus, poursuivis & accusez, sans que les Prevosts, Chastellains, & autres Juges Royaux, en pussent prendre connoisfance.

Les Seigneurs Justiciers ayant formé leur opposition à cette Ordonnance, il y eut une Declaration en date du 4. Février 1537. par laquelle le Roy dit, que Par l'ordre & Reglement qu'il avoit mis entre ses Juges Presidiaux & Subalternes, il n'avoit aucunement compris en son Ordonnance ses Vassaux, ayant en leurs mettes & Seigneuries, Jurisdiction & Justice, mais seulement ses Justiciables, qui auroient à subir fugement pardevant ses fuges, & qu'il vouloit & luy plaisoit que tous & chacuns ses Vassaux, ayant fustice, l'exerçassent & fissent exercer entre toutes Personnes Nobles & plebées, & de toutes causes & matieres, dont la connoissance leur avoit appartenu & appartenu & appartenu & appartenu & co.

Depuis cette Declaration les Nobles résidans dans les Justices des Seigneurs, y ont toûjours plaidé, sçavoir, d'abord dans les Bailliages, lorsque les Seigneurs avoient ressort,

comme il a été dit cy-dessus.

Mais quand les Seigneurs n'avoient

point de ressort.

En plusieurs lieux les Nobles ont plaidé dans les Justices des Seigneurs, comme les Roturiers qui y avoient leurs Domiciles, suivant la remarque de Loyseau des Seigneuries, chap. 8. n. 70.

Et en quelques lieux, ils ont plaidé par privilege devant les Baillifs

Royaux.

V. la Coût. du Vermandois, art. 2. & celle de Châlons, art. 6. Loyseau, des Seigneuries, chap. 8. n. 57. 58. a traité fort au long de cette matiere. Yoyez cy-dessus, liv. 1. tit. 1. regle 18.

Le Vassal est tenu communiquer à son Seigneur choisissant le Relief, ses Papiers de Recette & Terriers: & en bailler Copie aux dépens du Seigneur.

Paris, art. 50. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 29. page 194.

XVI.

Au Revenu de l'Année se doit rabattre le Labourage, & en doit le Seigneur jouir, comme bon Pere de Famille.

L'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 29. page 195. & 211. Paris, art. 48. à la fin.

XVII.

Mais quand le Seigneur gagne les Fruits à faute d'Homme & de Devoirs, il les prend tels qu'ils sont, sans rien précompter, ni déduire pour les Frais & Labours de son Vassal, & sans rien diminuer de 136 Liv. IV. Tit. III. ce qui lui est dû pour son Rachat.

Quand le Fief est affermé sans fraude, le Seigneur se doit néanmoins contenter du Loyer. Voyez l'article 56. de la Coûtume de Paris, & Leg. 8. §. 1. D. De rebus autoritate Judicis possidendis.

XVIII.

Si plusieurs Rachats échéent en une année par Contracts de Vassaux, ils auront lieu: si par leurs Decés, n'en sera dû qu'un.

Orleans, art. 17. Voyez la Lande en cet endroit, & du Molin sur le §. 22. de la Coûtume de Paris, n. 113. Coquille dans ses Institutes, au titre des Fiess, page 31. de l'édition de 1665. Joignez la Coûtume d'Anjou, art.123. Maine 133. &c.

XIX.

Si durant l'année du Rachat s'en rencontre un autre d'une Terre Hommagée, qui tombe aussi en rachat, le Seigneur en jouïra, tant que l'année de son Rachat durera: & s'appelle DE FIEFS.

s'appelle Rachat Rencontré.

Anjou, art. 123. à la fin, Maine 133. Touraine 137. Loudunois, chap. 14. art. 12. Poitou, art. 164.

XX.

En Echange & Donation, est dû Rachat.

L'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 32. page 212. Paris, article 33.

XXI.

En vente de Fief, sont dûs Quints pour & au lieu de l'Assentement du Seigneur: & en quelques Lieux encore, Requints: & en d'autres seulement Treizième, selon les Conventions, ou Coûtumes des Lieux.

Paris, art. 33. &c. Voyez la Con-

ference, page 219.

REQUINTS.) C'est-à-dire le Quint du Quint. Voyez la Coûtume de Troyes, art. 27. Melun 69. le Glossaire du Droit François sur le mot Quint, & les Coûtumes qui y sont citées.

Tome II.

138 LIV. IV. TIT. III.

TREIZIE'ME.) C'est la treizième partie du prix, qui est dûe outre le relief en Normandie. Voyez l'article 171. de cette Coût. & les Commentateurs.

XXII.

Quand Quint est dû, n'est dû Relief: & quand Relief est dû,

ne sont dûs Quints.

Cette regle est tirée de l'article 74de la Coûtume de Melun: mais en Normandie, il est dû en même-temps & Relief & Treizième. Voyez la Coûtume de Normandie, art. 151.152. 153. 154. 155. 156. 157. & 171.

XXIII.

En Fiefs Abonnés vendus, ne sont dûs Quints, ni Re-

quints.

On appelle Fief Abonné, celuy dont les Reliefs ou Rachats, les Quints & les Requints, & quelque fois l'Hommage même, sont changez & convertis en Rentes, ou Redevances annuelles. Voyez l'Article 418. de la Coûtume d'Anjou.

Quand des Fiefs ont été ainsi abonnez, ce qui ne peut être fait sans DE FIEFS. 139
le consentement des Seigneurs suserains, la regle est qu'il faut suivre
l'abonnement, & comme les Quints,
Requints, & les Reliefs ne sont plus
dûs, ayant été muez par l'abonnement, il s'en suit qu'ils ne peuvent
plus être demandez.

Beaumanoir chap. 28. page 142. Ils sont aucunsfiess que l'on appelle Fiess abregiez. Quand l'en est semond pour Serviche de tiex Fies, l'en doit offrir à son Seigneur, ce qui est du par la raison de l'abrégement, ne autre chose li sires ne peut demander, se li abrégement est prouvez ou connus. Et il est fet par l'octroy dou Comte, car je ne puis souffrir abrégier le plain serviche, qui l'en tien de moy, sans l'octroy don Comte, combien qu'il y ayt de Seigneur dessous le Comie, l'un aprés t'autre, soit ainsi qu'il se soient tout accordé à l'abrégement, & se îl se sont sout accordé, & li Quens le sçait, il gagne l'hommage de Cheluy, qui tient la chose& revient l'hommage en sa nature de plain serviche, & si le doit mender. Chil qu'il abrégea à son homme, de 60. Livres au Comte.

Lorsque les Roturiers, on ceux qui ne faisoient pas Profession des Armes, commencerent à posseder librement des Fiess, ce qui arriva, dit-on, dans le temps des Croisades, ils acheterent ces sortes d'abrégements, & sirent toûjours convertir la soy & l'hommage en devoir annuel, qui sut nommé Francdevoir, parce que représentant la foy & l'hommage aux quels il étoit subrogé, il étoit une marque de la noblesse de l'héritage.

L'on voit encore des restes de cet ancien usage, dans l'Article 258. de la Coûtume d'Anjou, qui nous marque positivement, que c'étoient les Roturiers qui obtenoient des Seigneurs ces abonnemens de Foy. Si Personne constumiere, c'est-à-sçavoir, Personne non noble, aborne à quelque devoir, ou amortit la Foy & hommage qu'elle doit, à cause d'aucuns héritages, à elle appartenans par son acquest. Ce neanmoins tels heritages & autres choses autrefois hommagies, demeureront en leur premiere nature, quant aux successeurs, car ce sont acquets faits de bource coûtumiere, qui pour la premiere fois se départent cousumierement & également, mais aprés à toujours se départiront noblement,

tant comme il sera mémoire, comme ils auront été tenus à Foy & Hommage.V. l'Ordonnance de Philippes III. tou-chant les amortissemens à la fin.

Les Feudistes agiterent autrefois la question de sçavoir, si les Seigneurs pouvoient dispenser leurs Vassaux de l'hommage & du serment de fidelité, & ils déciderent que les Seigneurs le pouvoient, parce qu'il n'y a que la Foy & la Fidelité, qui soient de la substance du Fief & non l'Hommage & la Prestation du Serment de Fidelité, ce qu'ils prouverent tres-bien par le Chapitre 3. du second Livre De Fendis, & par le Chapitre 1. De Capitulis Conradi, qui ont à peu prés une disposition semblable. Vide Jacobinum de sancto Georgio, De Feudis, page 81. n. 27. Ritthershusum De Feudis, cap. II. Molinaum in Cons. Paris. S. 3. Glossan. 14. & Cujacium ad lib. 1. Feudor. in Princ.

Les Fiefs qui eurent ces prérogatives, furent nommez par les Feudistes Feuda Franca, nom qui ne se trouve point dans les Livres des Fiefs suivant la remarque de Jason, in praludio Feudorum, n. 114. & parce que ces exemptions étoient quelquesois accordées aux Vassaux nobles, pour récompense de services, les Fiess pour lesquels elles étoient octroiées furent nommez Feuda Honorata, comme il se voit par ces paroles d'une Charte de Raymond Comte de Toulouse. Et pro hac donatione, sive quittatione Dominus Comes pradictus donavit in Liberum & Honoratum Feudum Villam nomine Bessitam, in Ruthenensi Diecesi, ad omnem eorum voluntatem in perpetuum faciendam. Vide Chopinum in Consuetudines Andenses, lib. 2. parte z. tit. 8.

Abonnemens, ou les Conversions d'Hommages en Devoirs annuels, des Exemptions ou Affranchissements d'Hommages. Les Exemptions d'Hommages. Les Exemptions d'Hommages Honnoroient ordinairement les Fiefs. Mais les Abonnemens les Avilissoient. Car comme il est très bien dit dans le Chapitre 29. du Code Feodal Alleman Non est verum Feudum, de quo Census annum prassetur. Voyez Du Fresne sur l'Article 71. de la Coûtume d'Amiens, l'Article 16. de la Coût. de Chartres. & cy-dessus livre 1. tit. 1. page 106.

Si le Seigneur n'est servi de son Fief, ni satisfait de ses Droits, il le peut mettre en sa Main par Saisse, & en faire les Fruits siens.

Voyez l'article 1. de la Coûtume de Paris, la Conference & les Commentateurs.

XXV.

Mais tant que le Seigneur Dort, le Vassal Veille: & tant que le Vassal Dort, le Seigneur Veille.

Voyez l'observation sur la Regle 50. de ce Titre. Brodeau sur l'Art. 1. de la Coût. de Paris, n. 10. & sur l'Art. 61. & 62. L'Auth. du grand Coût. p. 184. l. 9.

XXVI.

Le Seigneur de Fief ne plaide jamais dessaisi.

C'est à dire, qu'en cas de Saisse Feodale, le Seigneur, ou son Commissaire jouissent toûjours du Fief du Vassal, nonobstant opposition, ou appellation. Voy. Brodeau sur l'artic.

29. de la Coûtume de Paris n. 12. page 225. & sur l'article 45. n. 1. A moins que le Vassal ne Denie. Voy. l'article 45. de la Coûtume de Paris, & cyaprés livre 6. tit. 5. regle 9.

XXVII.

Est la Saisse du Seigneur préferée à Toutes autres.

Cette Regle est tirée de l'art. 207. de la Coûr. du Vermandois. Voyez Brodeau sur cet article. Du Molin sur la Coûtume de Paris §. 1. Glose 2. n. 3. & Coquille sur l'article 8. de la Coûtume du Nivernois, au titre des Fiefs.

XXVIII.

Mais si les Creanciers le satisfont de ses Droits, il sera tenu leur en bailler Souffrance.

Orleans art. 4. Paris art. 34. &c.

XXIX.

Et pareillement donner Souffrance aux Tuteurs des Mineurs.

Paris art. 41. le grand Coût. p. 196. 1.32. & cy-dessus liv. 1. tit. 4. reg. 19. Mineurs ni leurs Tuteurs n'entrent point en Foi.

Voyez cy. dessus liv. premier tit. 4. regle 19.

XXXI.

Mais bien les Baillistres qui font les Fruits leurs, & les Maris pour leurs Femmes, & paient Relief.

Voyez cy-dessus liv.1. tit. 4. regles
16. 17.

XXXII.

Aussi après les Bails sinis, les Majeurs & les Femmes veuves y entrent comme de Fiesservi, & sans paier autre Relies.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier, livre 2. chap. 29. page 206. ligne 15. & page 185. ligne 23.

XXXIII.

Il y a entre les Proverbes Ruraux, Que Souffrance à la fois vaut Des-heritance. Qui semble estre ce qu'on dit coûtumié-Tome II. rement: Souffrance vaut Foi, tant qu'elle dure,

Il y a dans la somme de Bouteiller livre 1. ch. 31. page 194. ligne 29. que Souffrance est Des-heritance, & au ch. 86. du même livre page 500, ligne 10. il y a que Accoûtumance est Desheritance, c'est-à-dire que celuy qui souffre qu'un autre soit trop longtemps en possession de la chose qui luy appartient, la perd, & que celuy qui s'accoutume à payer une redevance qu'il ne doit pas, fait un titre à son adversaire contre luy. Ce qui a peu de relation à la Souffrance Feodale. Voy cy-aprés livre 5. tit. 3. regle 28. & Loyseau des Offices, livre 2. chap. 2. n. 54.

XXXIV.

Qui demande Souffrance, doit declarer les Noms & Ages de Ceux pour qui il la demande.

Paris art. 41. à la fin.

XXXV.

Soussfrance se doit aussi bailler à Ceux qui par Essoine legitime DE FIEFS. 147 ne peuvent faire la Foi en personne.

Voyez Brodeau sur l'article 41. de la Coûtume de Paris n. 25.

XXXVI.

La Souffrance finie, l'on peut Saisir à faute de Foi.

Voyez Brodeau sur l'article 42. de la Coûtume de Paris n. 4.

XXXVII.

Un nouveau Seigneur peut sommer, & contraindre ses Vas-saux de venir à la Foi. Qui est ce qu'on dit : A tous Seigneurs tous Honneurs.

Paris art. 65.

XXXVIII.

Mais l'ancien Vassal ne lui doit que la Bouche & les Mains.

Paris att. 66. Clermont, att. 105.

XXXIX.

Quand une Saisie est faite pour plusieurs Causes, il sussit qu'elle se puisse soûtenir pour l'une d'icelles.

Voyez Brodeau sur l'article 1. n. 18.

Nij

248 LIV. IV. TIT. III. & sur l'article 29. n. 8. de la Contume de Paris.

XL.

Un Seigneur peut recevoir à Foi & Relief Tous Ceux qui se presentent à lui, sauf tous Droits. Et n'est tenu de rendre ce qui lui est, pour ce, volontaire.

ment Offert & Presenté.

Cette regle est tirée de l'article 119. de la Coûtume de Rheims, de l'article 214. de celle de Châlons. Ce luy qui fait ainsi la Foy, & qui paye ainsi le Relief, empêche le Seigneur de saisir Feodalement, ou fait cesser la saisie Feodale, en cas qu'elle ait été faite, & comme il prive le Seigneur du prosit de la saisie, il est juste qu'il ne puisse rien repeter, s'il a payé volontairement, à moins cependant qu'il n'y ait eu juste cause d'erreur. Voyez Du Molin sur la Coûtume de Paris, §. 33. Glose 1. n. 33.

XLI.

Si le Vassal compose des Droits de son Fief saisi, & ne satisfait dans le temps qui lui avoit esté donné, la Saisse se DE FIEFS.

continuë. Qui est ce que disent quelques Coûtumes: Quand Ar-

gent faut, Finaison nulle.

Cette Regle est tirée de l'article 61. de la Coûtume du Perche. Voyez le Glossaire du Droit François sur le mot, Finaison, & Brodeau sur l'article 1. de la Coûtume de Paris, n. 10.

Le Seigneur & le Vassal sont tenus s'entre - communiquer, de bonne foi, leurs Aveus, Dénombremens, & Autres Letres, ou s'en purger par Ser-

L'Article 44. de la Coûtume de Paris ajoûte, que le Vassal doit sa-tisfaire le premier, ce qui est raison-

nable.

XLIII.

Les Droits dûs par le Vassal à son Seigneur, se paient felon la Coûtume du Fief Servant i mais les Foi & Hommages se doivent faire en la forme du Fief Dominant.

Cette regle, qui est generale dans

toute la France, est tirée de l'article 224. de la Coûtume du Vermandois, du 138. de celle de Rheims, & du 224. de celle de Châlons. Voyez M. Loüet, lettre F. chap. 19. & du Molin sur l'article 229. de la Coûtume du Vermandois.

XLIV.

Le Seigneur de Fief peut aussi Saisir à faute de Dénombrement non baillé.

Paris, art. 9.

XLV.

Mais l'Aveu bien, ou mal baillé, sauve la Levée, & ne fait le Seigneur les Fruits siens.

L'AVEU BIEN, OU MAL BAILLE' SAUVE LA LEVE'E.) Même avant qu'il soit reçû ou blamé. Voyez Brodeau sur l'article 9. de la Coûtume de Paris, n. 9.

ET NE FAIT LE SEIGNEUR LES FRUITS SIENS.) Paris, art. 9. Voyez la Coûtume de Troyes, art. 30. Chaumont art. 19.

XLVI.

Doit le Seigneur Lever sa

DE FIEFS.

Main de ce dont il n'est en discord, la Saisse tenant pour le

furplus.

LA SAISIE TENANT POUR LE SUR-Plus.) Cette regle est tirée de l'article 205. de la Coûtume du Vermandois, du 206. de celle de Châlons, & 49. de Valois, ce qui n'est point observé ailleurs. Voyez du Molin, sur l'article 44. de la Coûtume de Paris, n. 13. 18. 19. & Brodeau, sur l'article 9. n. 10.

XLVII.

Dénombrement baillé sert de Confession contre celui qui le baille: mais ne préjudicie à Autrui, ni au Seigneur qui le reçoit; sinon que le Vassal estant retourné vers lui, aprés quarante jours, pour le Reblandir, il ne le Blâme.

Nivernois, tit. des Fiefs, art. 67. Voyez Coquille en cet endroit, & Brodeau, sur l'article 10. de la Coût. de Paris, n. 4.

REBLANDIR.) Mante, chap. 1. art. 15. C'est aller civilement au Seigneur,

N iii

luy demander le Biame, ce qui n'est point requis par la Coûtume de Paris, qui permet au Vassal d'y envoyer. Voyez l'article 31.

Horat. Satir. 1. v. 25.
Ut Pueris dant crustula BLANDI
Doctores, Elementa velint ut discere

prima.

XLVIII.

Un Seigneur ne peut contraindre son Vassal de bailler Aveu plus d'une fois en sa vie. Boullenois, art. 52. & de l'article 17. de la Coûtume d'Arthois de l'an 1545. Molin in Conf. Parisiens. 5. 5. n.3. XLIX.

Ce qui est Recelé fraudu-Ieusement, est Acquis au Sei-

gneur.

CE QUI EST RECELE'.) Bourbonois, art. 382. Nivernois, tit. des
Fiefs, art. 68. Voyez Coquille dans
fes Institutes, titre des Fiefs, page 38.
de l'édition de 1665. Ce qui n'est point
suivi dans les autres Coût. V. Brodeau
sur l'art. 43. de la Coût. de Paris, n. 13. 14.

Un Seigneur ne peut saisir le

DE FIEFS.

Fief de son Vassal, avant qu'il soit lui-mesme entré en Foi.

Cette Regle est tirée de l'article 79. de la Coûtume de Clermont en Beauvoisis. La raison est, que suivant les Principes de notre ancien Droit François, eeluy qui acquiert un Fief n'en devient possesseur, & n'en a la saisine que par la Foy.

Jean des Mares, decision 285. La Coûtume que le Mort saisit le Vif, son Hoir, n'a pas lieu tant que a ce qui touche le Seigneur; car le Fils n'est saisi, ne possesseur du Fié son seu Rere, jusques à tant qu'il soit en Foy, & en Hommage, ou souffrance du Seigneur

du Fié.

L'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 21. page 140. à la fin. Si c'est un Fief Noble, saisine de Droit, no autre n'est acquise sans soy; car le Seigneur direct est avant saisi que l'Heritier. Mais par faire Hommage & par Relief, le Seigneur direct doit saisir l'Heritier. Et la raison si est; car le Seigneur Feodal a la Seigneurie directe, à laquelle la prositable est adonques conjointe & annexée par la mort du Vassal.

154 Liv. IV. Tit. III.

Du Molin s'est expliqué à peu prés de la même maniere, sur l'article 1- de l'ancienne Coûtume de Paris, Glose 4. nom. 48. Vassallus nondum per Dominum in sidem admissus & investitus non est integre & absolute vassallus, mutatione enim prioris Vassalli, solut à sidelitate, in quâ Fendum consistit, interim non videtur esse Fendum.

Si celuy qui n'est point en Foy, n'est pas saisi de son Fief, & ne peut point être appellé Vassal, il s'ensuit qu'il ne peut point être appellé Seigneur, par rapport aux Fiess qui relevent du sien, & que par consequent, tant qu'il n'est point en Foy, il ne peut

point les saisir Feodalement.

Mais dans les trois derniers Siecles, la maxime, Tant que le Seigneur
dort, le Vassal veille, ayant été
établie, cet ancien droit a été
aboli, l'on a regardé le silence du
Seigneur Dominant, comme une
souffrance tacite, & l'on n'a plus douté que le Vassal, qui n'étoit point en
Foy, ne pût, pendant que son Seigneur
dormoit, faire faisir le Fief mouvant
de luy, & tel a été l'avis de Du Molin; car aprés avoir dit au lieu marqué
cy-dessus, que Vassallus nondum per

Dominum admissus & investitus non est integre & absolute Vassallus, il ajoûte, & hoc saltem Domino vigilante, & ut verbis nostra consuetudinis utar, & Feudum ad suam manum revocante. Voyez Brodeau sur l'article 82. de la

Coûtume de Paris,n.3. & 4. tom. 1.p.

627. 367. & 368.

Dans la Coûtume de Clermont, la maxime Tant quele Seigneur dort, le Vassal veille, n'a point été admise, & delà vient que cette Coûtume decide dans l'art. 79. que Le Seigneur ne peut saisir le Fief de son Vassal, avant qu'il soit luy-même entré en Foy. Voyez Du Plessis, liv. 1. des Fiefs, chap. 5. page 25. de la troisième édition, les Coûtumes notoires, art. 52. & 53. & Codicem Juris Feudalis Allemannici, сар. 6.

LI.

Ne peut aussi gagner les Fruits du Fief ouvert par le Decés de son Vassal, qu'aprés les Quarante jours.

Paris, art. 7.

Le Seigneur, qui a receu son

Vassal en Foi sans aucune refervation, ne peut saisir le Fief pour les Droits par lui prétendus; ains y doit venir par Action.

Cette regle est tirée de l'article 22. de la Coûtume de Mante, & du 221. de celle de Sens. Voyez Charondas, sur l'article 1. de la Coûtume de Paris, & les autres Commentateurs.

LIII

L'on doit venir par Action pour Loiaux Aides, ou Chevels.

PAR ACTION.) Vide Durandum, feu Speculat. De Homagus, n. 67. Cependant Bouteiller dans sa Somme, dit que de son temps, il n'y avoit point d'Action pour demander le payement des Loiaux Aides, Livre 1. tit. 86. p. 500. Vide Joann. Fabr. ad §. Eque Instit. De Action. Salvaing. De Jurib. Domin. lib. 1. cap. 49.

AIDES CHEVELS.) Sont les Aides dûs aux Chefs Seigneurs. Voyez l'art. 166. de la Coûtume de Normandie.

LIV.

Loiaux Aides sont coûtumiérement dûs pour Chevalerie du DE FIEFS.
Seigneur, ou de son Fils aîné,
pour Mariage de Fille aînée,
pour Rançon, & Voiage en la
Terre Sainte.

Voyez Bouteiller, dans sa Somme livre 1. tit. 86. page 495. le Gloss saire du Droit François, le tit. 9. de la Coûtume de Touraine, & l'art. 344. de la Coûtume du Bourbonois.

LV.

Le cas de Rançon est Réite, rable, les autres non.

Suivant l'article 92. de la Coûtume de Touraine, le Seigneur ne peut de-mander les Loiaux Aides qu'une seule fois en sa vie; mais l'article 344. de la Coûtume du Bourbonois, décide que le cas de prison, ou de rançon est Reiterable. Voyez M. Salvaing. page 242.

LVI.

Loiaux Aides sont presque ordinairement le Doublage des Devoirs.

V. Bouteiller dans sa Somme, liv. 1. tit. 85. page 500. l'art. 345. de la Coût. du Bourbonois, l'article 128. de la

158 LIV. IV. TIT. III.

Coûtume d'Anjou, & les Coûtumes citées par Du Pineau, le Glossaire sur Doublage, & cy-aprés, livre 6. tit. 6. regle 1.

LVII.

Loiaux aides ne passent aux Filles, ores qu'elles soient Dames de Fief.

Cette regle est prise de Masuer dans sa Pratique, tit. De Successionibus, n. 55. Jus collectisandi homines subditos, in quatuor casibus, non transit ad Filias, dato quod terra & Jurisdictio spettet ad easdem. Charondas dans ses notes sur la Somme de Bouteiller, tit. 86. page 503. cite un Arrêt, qui a jugé que la Mere Dame de Fief, mariant sa Fille, pouvoit lever cette Aide. Ainsi le vrai sens de cette regle est, que la Fille Dame de Fief ne la peut point lever pour son mariage. Voyez M. de Boissieu, page 242. & les Autheurs qu'il cite.

LVIII.

Par Roturier & non Noble, & à Noble & non Roturier, sont dûs Loiaux Aides.

Touraine, art. 93. Salvaing, des

DE FIEFS. 159
Droits Seigneuriaux, page 247. &
cy-aprés, livre 6. tit. 6. regle 8.

LIX.

Autrement pour la Personne,

ne perd le Fief sa Noblesse.

Au contraire le Fief affranchissoit anciennement le Roturier, quand il levoit & couchoit dessus. Voyez le Glossaire duDroitFrançois, sur Francs-Fiefs, & cy-dessus, tit. 1. liv. 1. Reg. 9.

LX.

Avant que les Fiefs fussent vraiment Patrimoniaux, ils estoient Indivisibles, & baillés à l'Aîné, pour lui aider à supporter les Frais de la Guerre, & quasi comme Prædia militaria, qui ne venoient point en Partage.

Voyez le Glossaire du Droit François sur le mot, Ainsneté, & sur Parage

& Frerage.

PRÆDIA MILITARIA, &c.) V. facobum Gothofredum Ad Legem primam Cod. Th. De Terris limitaneis, lib. 7. tit. 15. pag. 394. 395. tom. 2.

LXI.

Du depuis les Puînés y ont pris quelques Provisions & Apanages, qui leur ont, quasi par tout, esté enfin faits Patrimoniaux.

Nous avons encore des Coûtumes où les Puînez ne succedent qu'en bienfait, ou par usufruit seulement. Voyez l'article 97. de la Coûtume d'Anjou, & le 110. de celle du Maine.

LXII.

L'Aîné prend toûjours quelque Avantage, selon la diversité des Coûtumes. Et par aventure, seroit-il raisonnable qu'il prît le Double de chacun des autres Enfans?

Voyez la Troisième Dissertation de M. Du Cange, sur Joinville, & Brodeau sur les articles 15. & 16. de la

Coûtume de Paris.

LXIII.

Sur tout le Chef-lieu, ou Maître Manoir entier; ou, au lieu d'icelui, le Vol du Chappon, qui est un Arpent de Terre, ou Jardin: marque de l'ancien-

ne frugalité de nos Peres.

Vol du Chapon.) Voyez le Glossaire du Droit François, & Brodeau sur l'art. 13. de la Coutume de Paris, n. 29.

LXIV.

Et si doit avoir le Nom, le Cri, & les Armes pleines.

Sens, art. 200. Auxerre art. 54. &c.

LE CRI.) Voyez la Dissertation II. & 12. de M. du Cange, sur Joinville, Brodeau sur l'art. 13. de la Courume de Paris, n. 19.

ET LES ARMES PLEINES.) Voyez la Dissertation 10. de M. du Cange sur Joinville, Salvaing, page 296. le Glossaire du Droit François sur Armes pleines. & Coquille dans ses Institutes, p. 34. de l'édition de 1665.

LXV.

Quand le Fief consisteroit en un Hostel, il le prendroit entier lui seul, la Legitime des autres sauve.

Paris, art. 17. Voyez la note qu'on y a faite.

. Tome II.

LXVI.

Si les Préclostures du Cheflieu excedent ce qui doit appartenir à l'Aîné, il les peut avoir, en récompensant ses Puînés en Fiefs, ou autres Heritages de la mesme Succession, à leur commodité.

Angoumois, art. 68. Paris art. 13.
LXVII.

Et si peut avoir la plus belle Terre entiere, aux mesmes conditions.

Valois art. 61. & ibi Molinaus.

LXVIII.

Et si ne paie pas plus de Détes, que l'un de ses autres Freres ou Sœurs.

V. Molin. in Conf. Paris. §. 139. n.
2. §. 892. Vallan De rebus dubiis tr.
20. n. 23. Tiraquel. De jure primig. q. s.
LXIX.

Mais nul ne prend Droit d'Aînesse, s'il n'est Heritier.

Voy. Brodeau sur l'article 13. de la Coûtume de Paris n. 15. & 16.

Est ce Droit d'Aînesse en Fiefs si favorable, que l'on n'en peut estre privé, ores qu'on y eust renoncé du vivant de ses Pere & Mere.

Voyez Brodeau sur l'article 13. de la Coûtume de Paris, n. 39. & 40. & les Autheurs qu'il cite.

LXXI.

Par l'Ordonnance du Roi Philippe Auguste, du 1. de Mai, de l'an 1210. (qui est par aventure la premiere des Rois de la troisséme Race) les Parts de l'Eclipsement du Fief des Masnés, sont tenues aussi noblement, que le Principal de son Asné.

Par cette Ordonnance il sut reglé que les Puînez ne tiendroient point leurs parts & portions dans les successions, à Foy & Hommage de leurs Aînez, mais à Foy & Hommage des Seigneurs dominants. Elle est rapportée par Brodeau sur l'article 13.

de la Coûtume de Paris n. 21. V. le Glossaire du Droit François sur France de M. Du Cange sur Joinville.

LXXII.

Est neanmoins en leur chois de relever du Seigneur Feodal, ou les tenir en Parage de leur Aîné, qui les acquitte de la Foi pour le Tout, envers le Seigneur commun.

Les Puinez n'ont cette option qu'en quelques Coûtumes. Voyez l'art. 62. & 63. de celle du Perche. Troyes art. 14. Mantes chap. 1. art. 5. Laon 159. Châlons 167. Rheims 115. Clermont 82. la troisième Dissertation de M. du Cange sur Joinville page 150. & le Glossaire sur Fief Boursat.

Ou les Tenir en Parage. Dans les Coûtumes citées, ou les Puînez ont l'option d'être, par les Frerages ou Partages, les Vassaux de leur Aîné ou du Seigneur dominant, il n'y a point de Parage, comme en Anjou, Maine & Touraine, &c. Voyez la note sur la regle 77. de ce titre.

Car l'Aîné peut faire la Foi & Hommage pour ses Puînés.

Meaux chap. 17. art. 140. Il peut faire la Foy pour ses Pusnez mineurs & non pour les majeurs, s'il n'y a garentie en Parage. V. Molin. in Cons. Paris. 6. 28. n. 6. l'article 4r. de la Coûtume de Paris, la note sur Duplessis pag. 17. de la 3. Edition, l'article 2. de la Coûtume de Chartres, & le 3. de la Coûtume de Montfort.

LXXIV

Et neanmoins est loisible à un Chacun faire la Foi pour sa Part.

Non seulement il est loisible, mais Chacun y est obligé, quand ils sont tous majeurs. V. la note sur la regle précedente, & l'art. 141, de la Coûtume de Meaux.

LXXV.

Le Puîné ne peut Garantir son Aîné: & si n'y a Garantie, en Ligne Collaterale.

Meaux chap. 28, art. 144.

Le Frere n'acquitte sa Sœur que de son Premier Mariage, & non des Autres. Et en toutes. Noces, fors les premieres, la Femme, ou son Mari pour elle, doit Relief, Bouche & Mains & Chambellage.

Mains, & Chambellage.

De son Premier Mariage C'est-à-dire, du prémier Mariage qu'elle contracte aprés le déceds de son Pere, quand même elle auroit été mariée plusieurs sois auparavant. Voyez l'article 35. & 36. de la Coûtume de Paris, & l'observation qu'on y a faite.

LXXVII.

Et en chacune Branche de Parage, celle qui s'appelloit Mirouër de Fief, par l'ancienne Coûtume du Vexin, pouvoit porter la Foi pour Toutes les Autres.

Le Parage est une tenure, où les Ainez & les Puînez sont Pairs, & possedent leurs parts dans les Fiess, les uns aussi noblement que les au-

tres. Afin que les Fiefs ne soient point divisez, l'Aîné dans cette tenure, ou ses Descendants, garantissent les Purnez ou leurs Descendants, sous leur Hommage envers les Seigneurs, tant que le Parage dure, & parce que les Seigneurs, pour regler leurs Droits & Devoirs Feodaux, n'ont les yeux que sur la Branche Aînée, & ne mirent qu'elle, cette Branche a été nommée Mironer de Fief. Voyez le Glossaire sur Mironer & sur Parage.

LXXVIII.

Si l'Aîné de la Souche, ou Branche, est refusant ou delaiant faire la Foi, le Plus âgé d'aprés, & les Autres successivement, la peuvent porter, & en ce faisant, couvrir le Fief.

Touraine art. 265. Loudunois ch. 27.

art. II.

LXXIX.

Entre Enfans n'y a qu'un Droit d'Aînesse.

Clermont art. 84. V. Brodeau sur l'art. 13. de la Coûtume de Paris, n. 17.

Toutefois, s'il y a diverses Successions, Coûtumes, ou Bailliages, il prendra Droit d'Aînesse en Chacune d'icelles.

Voyez Brodeau sur l'article 15. de

la Coûtume de Paris n. 2. & 3.

LXXXI.

Presque par tout, entre Filles n'y a point de Droit d'Aînesse.

L'Autheur du grandCoûtumier liv.

2. ch. 29. page 201. à la fin. La Coûtume de Paris article 19. Il y a neantmoins quelques Coûtumes qui ont des dispositions contraires. Voyez celle de Touraine article 273. du Loudunois chap. 27. art 16. d'Anjou 227. du Poitou 296. & de Clermont 83.

LXXXII.

Entre Mâles venans à Succession en Ligne Collaterale, n'y a gueres Prerogative d'Aînesse, fors du Nom, du Cri, & des Armes.

Cette regle est prise de l'art. 2022 de la Coûtume de Sens. Il y a des Coûtumes qui ont des dispositions contraires.

DE FIEFS. contraires. Voyez celle du Loudunois tit. des Fiefs, art. 23. celle de Touraine art. 282. & Brodeau sur la Coûtume de Paris art. 25. n. 1. 2.

LXXXIII.

En la mesme Ligne, les Mâles excluënt les Femelles estans en Pareil degré, venans de leur chef: s'ils y viennent par Representation, ils concourent avec elles.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier p. 184. les articles 25. & 323. de la Coûtume de Paris. Brodeau sur l'article 25. n. 2. & les Coûtumes notoires art. 71.

LXXXIV.

Mais Ilsen seront exclus par elles, s'ils estoient si éloignés, qu'ils fussent hors des Degrés de Representation.

Voyez M. le Brun des Successions, livre 2. chap 2. section 2. n. 24. & Brodeau sur l'art. 25. de la Coûtume

de Paris n. 2.

LXXXV.

Si les Femelles y viennent par Tome II.

representation d'un mâle, elles concourent avec ceux qui sont en pareil degré que les representés.

Cette regle est tirée de l'art. 321. de la Coûtume d'Orleans, on l'a remise, parce qu'elle se trouve dans toutes les Editions de ces Institutes, & dans tous les Manuscrits, à l'exception d'un seul où elle est rayée. Il y a eu des Arrêts qui ont jugé suivant cette regle, & ensin en 1663. il y en a eu un qui a jugé contre. Voy l'. le Brun des Successions livre 2. chap. 2. section 2. n. 13. Brodeau sur l'art. 25. de la Coût. de Paris n. 2.

LXXXVI.

Le Roiaume ne tombe point en Quenouille, ores que les Femmes soient capables de tous autres Fiefs.

Suivant la Loy Salique, Vid. Leg. Salicam, tit. de Alod 62. n. 6. L'Autheur des regles dans ses Observations page 60. & cy-dessus liv. 2. tit. 5. regle 9.

LXXXVII.

Par la Loi Salique les Roiau-

me, DE FIEFS. 171
me, Duchez, Comtez, Marquisats, & Baronnies, ne se démembrent pas.

Par la Loy Salique, il faut icy entendre les anciennes mœurs des François, comme dans la vie de Louis le Gros écrite par l'Abbé Suger. n. x.

tom. 4. Histor. Franc. pag. 292.

NE SE DEMEMBRENT PAS. Voyez le chap. 24. du premier livre des Etablissements de France, les Coûtumes citées par M. Du Cange en cet endroit. L'Autheur du grand Coûtumier, livre 2. chap. 27. p. 181. & cydessus liv. 2. tit. 5. regle 10.

LXXXVIII.

Mais doit le Roi Apanige à Messieurs ses Freres, & Enfans Mâles Puînés; & Mariage à Mesdames ses Sœurs & Filles: & les Ducs, Comtes & Barons, Recompense en autres Terres.

MAIS DOIT LE ROY.) Vide Chopin. de Domanio, lib. 2. cap. 3.

ET LES DUCS &c. RECOMPENSE.) Voy. la Coûtume de Loudunois tit.

P ij

Lav. IV. Tir. III. 28. art. 1. 2. 3. &c. Anjou article 278. le Maine 294. Touraine 294. 295.

LXXXIX.

Marque de Baronnie estoit avoir Haute Justice en Res-

fort.

Cette regle est prise de l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. tit. 27. page 183. & du Guidon des Praticiens tit. des Fiefs pag. 684. n. 44. Suivant les Etablissements liv. 1. chap. 25. Le Baron est celuy qui en sa terre a le Meurtre, le Rapt & l'Encis, mais par l'art. 47. de la Coûtume d'Anjou, Droite Baronie doit avoir trois Châtellenies sujettes du corps de la Baronie ; Ville close, Prieuré Conventuel, &c. V. le Glossaire du Droit François sur le mot Baronie.

Le Vassal peut Démembrer, Bailler à Cens & Arrentement son Fief, sans l'Assens de son Seigneur, jusques au Tiers de son Domaine, sans s'en dessaisir, ou la Main mettre au Bâton. Qui est ce que l'on dit : Se DE FIEFS. 173
Jouër de son Fief, sans Démission de Foi:

L'Abregement, le Demembrement & le Jeu de Fief sont trois choses différentes, & qu'il est necessaire de

bien distinguer.

L'Abregement est un Extinction ou Admortissement d'une partie du Fief. Suivant les regles de nostre Droit François, aucun Vassal ne peut abreger & diminuer son Fief, & s'il le fait, ce qui en a été diminué est devolu au Seigneur Suzerain. Si le Seigneur Suzerain y a donné son confentement, parce qu'il a ainsi luymême abregé son Ficf, la devolution se fait au Seigneur Suzerain immediat, & ainfr de Seigneur en Seigneur jusqu'au Roy, comme souverain Fiefeux de son Royaume, & c'est de-là qu'il faut tirer l'origine du Droit d'Amortissement. Comme on l'a fait voir dans la Dissertation qu'on a faite sur ce sujet, page 93. cy - dessus, & sur la regle 73. du tit.1. du liv. r.

Le Demembrement de Fief a lieu, lorsque d'un Fief on en fait plusieurs. Par le Droit des Fiefs le Vassal pou-

LIV. IV. TIT. III. voit aliener la moitié de son Fief. tit. 2. lib. 1. Fendor. ce qui fut deffendu par Lothaire & Frederic lib. 2. Fendorum, tit. 9. lib. 3. tit. 2. 6 lib. 4. tit. 44. 53. Mais comme les Partages entre Enfans sont necessaires, dans ce cas la Division ou le Demembrement des Fiefs étoit permis. Omnes Filii ejus qui Feudum acquisierit, sidelitatem Facere debent, maxime si divi-Sum habent. Quod si Feudum ex divisione ad unum tantum pervenerit, ille tantum facit sidelitatem. Lib. 4. Feudor. cap. 9. & ibi Cujac.

Nous avons suivi cette Jurisprudence, car suivant nos Coûtumes, Nul ne peut demembrer son Fief, au présudice de son Seigneur, & s'il le fait, le Seigneur peut saisir feodalement la partie demembrée faute d'Homme, en faire les fruits Siens, & forcer ainsi le Vendeur & l'Acquereur à remettre le Fief dans son premier Etat. Voyez l'Autheur du grand Coûtumier liv. 2.ch. 27. p 486. Mais en succession, Nous avons admis la Division des Fiefs. L'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 29. page 193. Un Chevalier & une Dame ont plusieurs Enfans, Fils & Filles. Le

Chevalier & la Dame meurent, comme se departiront leurs Fiefs. Response, le Fils Ainé empirtera l'Hostel, lequel mieux luy plaira, soit par Pere ou par Mere; avec un Arpent de Jardin tenant audit Hostel, hors part. Et quant est du surplus, il emportera la moitié, & emportera la Fille comme les Fils, & iront tous au Seigneur, on Seigneurs de qui lesdits Fiefs seront tenus, & entreront tous en Foy, Er FERA CHASCUN UN HOMMAGE A SON Seigneur. Voyez le même Autheur page 198. ligne 30. les articles 13. 14. & 15. de la Coûtume de Paris, Beaumanoir chapit, 47. Il y a neanmoins quelques Coûrumes ou les Demembremens de Fiefs sont plus tolerez que dans d'autres. Voyez Du Pineau sur le Titre de la Coûtume d'Anjou. De Depié de Fief page 389.

On appelle Jen de Fief, lorsque le Vassal alienant une partie de sonFief, retient sur cette partie un Devoir, & la faculté de la garantir sous sonHommage envers son Seigneur. De sorte que ce qui est ainsi aliené reste toûjours partie du même Fief, quoy qu'elle soit un nouveau Fief relevant

du Vassal.

176 LIV. IV. TIT. III.

Par l'article qu. de la Coûtume de Paris, le Vassal ne se peut jouer que des deux Tiers de son Fief; & par les Coûtumes d'Anjou, du Maine, de Touraine & du Loudunois, que du Tiers. Voyez l'article 201. de la Coûtume d'Anjou, avec la Conference de DuPineau, & la regle 77. de ce tit.

XCI.

Mais ne le peut Démembrer au préjudice de son Seigneur.

Voyez la note fur la regle precedente.

XCII.

Le Seigneur qui a Réüni à sa Table le Fief de son Vassal, n'est tenu en faire Hommage à son Seigneur: mais avenant Mutation de part ou d'autre, doit faire Hommage du Total, comme d'un Fief uni.

N'est tenu en faire Hommage) Parce qu'il a seulement augmenté le Fief dont il étoit déja en Foy.

XCIII. Quand un Fief avient par Confiscation à un Haut Justicier, lequel n'est tenu de lui, ou Arrière-sief tenu de lui: Il en doit Vuider ses mains dans l'An & Jour, ou en faire la Foi & Hommage au Seigneur Feudal.

Cette regle est tirée de l'article 21. de la Coûtume d'Orleans, & de l'article 47. de celle de Lorris au titre des Fiess. Voyez le chap. 33. de la Declaration des Fiess, suivant l'usage de France entre les anciennes Coûtumes de Berry page 351.

XCIV.

Le Vassal est tenu Avouër ou Desayouër son Seigneur, sinon qu'il y eust Contention de Tenure entre deux Seigneurs: auquel cas il se peut faire recevoir par Main Souveraine du Roi.

Melun chap. 4. art. 86. Vermandois

MAIN SOUVERAINE.) Voyez les Etablissements livre 2. ch. 3. Brodeau sur l'article 60. de la Coûtume de 178 Liv. IV. Tit. III.

Paris n. 11. Des Mares Décision 135. & le Glossaire du Droit François.

Il y a neanmoins quelques Coûtumes qui décident, que dans ce cas, il suffit d'avoir recours au Seigneur dominant, & se faire recevoir par Main Suzeraine. Voyez Du Molin sur l'article 385. de la Coûtume du Bourbonois, Sens art. 183. Orleans tit. des Fiess art. 92. sur ces articl. V. les Commentateurs. Du Molin sur la Coûtume de Paris 6. 42. n. 11. 12. 18. & 53. Brodeau au lieu marqué cydessus, & Bacquet au Traité du Droit d'Amortissement, chap. 59. n. 6.

XCV.

En Fiefs de Danger, le Vasfal, qui s'en met en Jouissance sans le Congé de son Seigneur, perd son Fief.

C'est parce que le Vassal perd ainsi son Fief, que ces Fiefs sont de danger. Voyez la Coûtume de Chaumont art. 56. de Bar. art. 1. de Bassigny tit. 4. art. 1. 2. 3. &c. Brodeau sur l'article 23. de la Coûtume de Paris n. 10. & M. Du Cange dans sa Dissertation 30. sur Joinville des Fiefs jurables & remedables p. 352.

Le Vassal mal Desavoüant, perd son Fief.

Suivant la Loy Salique, ou les anciennes Coûtumes de France, Voyez l'art. 43. de la Coûtume de Paris, & la Conference, les Etablissements livre 2. chap. 29. & 38. Des Mares Décision 134. Duplessis sur le Titre des Fiefs, livre 6. Brodeau sur l'art. 43. de la Coûtume de Paris n.3. & Sugerium in vita Ludovici Grossi n. 11.

XCVII.

Car qui Fief Dénie, ou qui à Escient fait faux Aveu, ou commet Felonnie, Fief perd.

Liber Feud. 2. tit. 26. §. 4. Vassallus, si Feudum, vel Feudi partem, aut Feudi conditionem, ex certa scientia inficiatur, conditionem, ex certa scientia inficiatur, conditionem sexpoliabitur. Voyez le Glossaire du Droit François sur Felonnie & Schilterum ad Jus Feudale Allemanicum, cap. 32. p. 207.

XCVIII.

Fidelité & Felonnie sont Re-

ciproques entre le Seigneur & le Vassal: & comme le Fief se Consisque par le Vassal, ainsi la Tenure Feodale par le Seigneur.

Laon art. 196. 197. Châlons 197. 198. Rheims 129. 130. Ribemont 31. V. le Glossaire du Droit François sur le mot Felonnie, Cangium & Spelman. in Glossar.

XCIX.

Le Seigneur Réunissant le Fief de son Vassal par Felonnie, le tient Franc & quitte de toutes Détes & Charges constituées par son Vassal.

Cette regle est prise de la Coûtume de Troyes art. 39. & de la Coûtume du Nivernois titre des Fiess art. 39. &c. Mais dans les autres Coûtumes, cette regle n'est pas certaine, y aiant des Arrêts pour & contre. V. Louet Lettre C. Sommaire 53. Brodeau en cet endroit, avec les Autheurs qu'il cite, & les Commentateurs sur l'article 43. de la Coûtume de Paris.

C.

Autrement le Seigneur Confisquant, en est tenu jusques à la Valeur du Fief.

La regle précedente est pour le Seigneur Réunissant. Celle-cy est pour le Consissant, qui est tenu certainement des dettes & charges, jusques à la Valeur du Fief V. les Autheurs citez sur la regle précedente.

CI.

Un Seigneur n'est tenu faire vûë, ou montrée à son Vassal, ni Sujet : ains au contraire, Agnoscat Bos Præsepe suum.

Voyez cy dessus livre 4. tit. 1. reg. 24. & Jus Feudale Allemannicum cap.

32.

CII.

Un Seigneur de Paille, Feurre, ou Beurre, vainc & mange un Vassal d'Acier.

Voyez le Glossaire du Droit François sur le mot Vassal, & cy-aprés liv. 4. tit. 6. regle 3. M. Louet Lettre F. Sommaire 13. Brodeau sur l'article 61. & 62. de la Coûtume de Paris, nombre 3. p. 417. On ne peut bâtir Forteresse au Fief & Justice d'Autrui, sans

son Congé.

Vide J. Fahrum ad Leg. 10. Cod. De Ædisic. priv. Chassanaum ad Cons. Burgundia, rub. 13. §. 9. & ult. Chopin. ad Cons. Andenses, lib. 1. cap. 42. n. 15. Salvaing de l'usage des Fiefs, Part. 1. chap. 44. & Louet Lettre F. Sommaire 13. & 14.

DE DONAISONS.

TITRE IV.

I.

I Ln'est si bel Acquest, que de Don.

C'est-à-dire, que ce qui est donné par un Etranger, ou un Parent en ligne collaterale, est un Acquêt au Donataire. Voyez Brodeau sur M. Louet Lettre A. Somm. 2. n. 9. Duplessis de la Communauté, liv. 1. chap. 2. p. 373. de la troisséme Edition. L'article 117. de la Coûtume de Châlons & le Communauté de Billecart.

DE DONAISONS. 183

Toutefois Don d'Heritage fait à celui qui doit succeder, lui est Propre jusques à la concurrence de ce qui lui devoit avenir.

Jusques A LA CONCURRENCE DE CE QUI LUY DEVOIT AVENIR.) Châlons art. 117. Nevers tit. 26. art. 14. mais à Paris & dans les Coûtumes semblables, ce qui est donné ainsi en ligne directe est Propre, & ce qui est donné en ligne collaterale est Acquest. Voy. cy-dessus livre 2. tit. 1. regle 16. & les articles 277. & 301. de la Coûtume de Paris.

III.

Don d'Heritages fait pour Noces à faire, est reputé Propre à celui à qui il est fait: mais quand il est fait après le Mariage, est reputé Conquest.

Valois, art. 132. Blois, art. 169.&c. Est Repute' Propre.) A l'effet seulement de ne point entrer en Communauté. Mais si le Don est fait en Ligne directe, soit avant, ou aprés le

184 Liv. IV. Tit. IV. mariage, il est toûjours propre. Voyez cy-dessus, livre 1. tit. 3. art. 2.

IV

Simple Transport ne Saisit

point.

Paris, art. 108. Vide Leg. 1. Cod. De Novationibus, & Oleam, de Cessione furium, tit. 8. q. 2. n. 27.

V.

Donner & Retenir ne vaut.
Paris, article 273. 274. l'ancien
Coûtumier de Champagne, article
44. V. Henricum Bractonum, lib. 2.
cap. 17. fol. 38. cap. 20. fol. 49. Raguell.
Ad Const. Justiniani, pag. 728. 729.
Glanvillam, lib. 7. cap. 1. Cujacium
Ad Leg. 27. D. De Donationib. lib.
29. q. Papiniani, & l'Autheur du
Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 28. p.
179. 180.

Cette regle n'a pas lieu dans les Contrats de Mariage, comme le décide la Coûtume du Bourbonois, dans l'article 219. Vide Leg. 8. Cod. Th. De Sponsalib. Leg. 4. Cod. De Donation. Ét ibi Gothof. Elle n'a point aussi lieu dans les Donations Mutuelles. Voyez les articles 274. & 284. de la Coûtu-

DE DONAISONS. 185 me de Paris, & Brodeau sur M. Louet, lettre D. Sommaire 10.

VI.

Promettre & tenir sont deux.

le, qui est une espece de Donation entre-viss; car la promesse d'instituer, faite par un Contrat de Mariage, vaut institution. Voyez Le Brun, des Successions, sivre 3. chap. 2. n. 44. & le Glossaire du Droit François, sur Donner & Retenir.

VII.

Il vaut mieux un Tien, que deux Tu l'auras.

Cette Regle est une suite de la précedente.

VIII.

Chacun âgé suffisamment peut disposer de son Bien à son plaisir, par Donation entre-vifs, suivant l'opinion de tous nos Docteurs François.

Anciennement il n'étoit pas permis, même entre-vifs, de disposes Tome II. de son Propre, sans le consentement de son Heritier Presomptif. Voyez ce qu'on a observé à ce sujet dans le Glossaire du Droit François, sur Pauvreté jurée, & la note sur le titre du Retrait Lignager, de la Coûtume de Paris.

IX.

Don mutuel, soit Entre-vifs, soit par Testament, ne se peut Revoquer, que par Mutuel Consentement; sinon que celui, au prosit duquel on auroit Mutuel-lement testé, sust decedé.

Paris, art. 284. à la fin. Voyez néanmoins l'art. 213. de la Coût. du Poitou, & Brodean sur M. Louet, lettre T. somm. 10.

Duquel on auroit teste fut decede. C'est-à dire que quand il y a un Testament Mutuel d'un Mary & d'une Femme, tant au prosit du survivant, que de l'Ensant issu de leur Mariage, le survivant qui a executé le Testament du prédecedé, ne peut révoquer le sien qu'au cas que le Fils soit aussi décedé. Voyez M. Louet, lettre T. Sommaire 10. & Brodeau.

DE DONAISONS. 187 en cet endroit. Mais lorsqu'il n'y a point d'enfans, ou qu'il y en a, & que les choses sont entieres, le survivant, qui ne veut point profiter du Testament du prédecedé, peut revoquer le sien. Voyez l'article 312. de la Coûtume d'Anjou, avec le Conmentaire de Du Pineau, & Ricard du Don Mutuel, Section 7.

Donataire Mutuel est tenu avancer les Obseques & Funerailles, & Détes du Prédecedé; mais non les Legs testamentaires.

Paris, art. 286.

En Donaison faite entre Conjoints, s'entend, que leurs Conventions de Mariage y soient

préalablement prises.

C'est-à-dire que le Don Mutuel ne consiste que dans les effets qui restent dans la Communauté, aprés que les conventions matrimoniales ont été prelevées. Voyez Du Plessis, des Donations, section 3. page 562. de la troisiéme édition.

XII.

Donation faite Entre vifs par Personnes Malades, de la maladie dont ils décedent, est

Reputée A cause de mort.

Cette regle est prise de l'article 277. de la Coûtume de Paris. Elle signisie, que les Donations faites & concues entre-vifs, par des personnes malades de la maladie dont elles sont décedées, sont bonnes; mais que comme des Legs, qui sont des Donations à cause de mort & testamentaires, elles sont reductibles aux Meubles, Acquêts, & au Quint des Propres, suivant l'article 292. de la Coûtume de Paris. Ce qui a été ainsi jugé plusieurs sois dans l'ancienne Coûtume. Voyez Le Vest, Arrêt 60. & 91.

XIII.

Donation faite à cause de

mort, ne Saisit point.

NE SAISIT POINT.) Et comme elle est aussi revocable, elle est nulle, parce que Donner & retenir ne vant. Voyez les articles 170. & 171. de la Coûtume de Blois, & Ricard, des Donations, Partie I. ch. 2. n. 43. &c.

Qui le Sien Donne avant mourir, bien-tost s'appreste à moult souffrir.

C'est icy plutôt un sage avertissement qu'une Regle de Droit.

DE RE'PONSES.

TITRE V.

I.

Ur Répond, Paie.

Estre Caution, c'est promettre de payer en son nom ce qu'un autre doit. Vide Cujac. notas, ad tit. Inst. De Fidejussoribus, & par consequent qui est Caution, ou qui Répond, doit payer. Vide Cujac. lib. 19. Observat. cap. 39.

ΙΙ.

De Foi, si; de Pleige, plaid; de Gage, reconfort; d'Argent comptant, paix & accord.

De Foi, Fi. J Voyez la regle 6.

du titre précedent.

190 LIV. IV. TIT. V.

DE PLEIGE PLAID, DE GAGE RE-CONFORT. Voyez cy-dessus, livre 350 tit. 7. regle 4.

III.

Qui Répond pour un Criminel Corps pour Corps, Avoir pour Avoir, n'en est pourtant Tenu que Civilement.

Cette regle est prise de la Pratique de Masuer, tit. 37. des Peines, n. 17. Vide Heringium, De Fidejussoribus, cap. 11. n. 129. 130. cap. 20. §. 9. n. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 44. 45. &c. l'article 201. de l'ancienne Coûtume de Bretagne, & ibi Argentreus.

DE PAIEMENT.

TITRE VI.

I.

Oui Preste, non R'a; Si R'à, non Tost; Si Tost, non tout; Si tout, non Gré; Si Gré, non Tel. Garde-toi donc de Prester:
Car à l'Emprunter,
Cousin germain,
Et à Rendre Fils de Putain:
Et au Prester Ami,
Au Rendre Ennemi.

Du Molin, dans son traité des Usures en François, n. 69: à la fin, rapporte une partie de ce Proverbe, qu'il avoit plusieurs fois entendu dire à son Hoste, pendant qu'il étudioit à Orleans. Des paroles susdites de l'Ecclesiastique, chap. 29. semble deriver un vieux Proverbe, que j'ay souvent ouy alleguer à mon Hoste, lorsque j'étois jeune Ecolier à Orleans, qui étoit tel. Si j'ay presté à un ingrat, je ne l'ay pas reçu. Si je l'ay reçû, non tout. Si tout non tel. Si tel d'Amy, j'ay acquis Ennemi. Ce qui n'est dit que contre les trompeurs & ingrats, &c.

II.

Qui bien veut Paier, bien se veut Obliger.

Ainsi l'argent prêté doit être reputé perdu, quand le Débiteur refuse d'en passer Obligation.

LIV. IV. TIT. VI.

Qui Doit, il a le Tort. Voyez cy-dessus, liv. 4. tit. 3. regle 39. 101. &c.

IV.

Qui paie mal, paie deux fois. Vide Legem 1. Codice, Si adversus solutionem. Cujacium ad Dict. Titul. & Mauricium, De Restitutionib. 2.176.

Qui paie Bien, deux fois emprunte: Et le bon Paieur, est de Bourse d'Autrui Seigneur.

Ainsi celuy qui paye mal n'a plus de credit. V. le Parfait Negotiant, liv. 1. chap. 3.

VÍ.

Qui paie le Dernier, paie Bien. Parce qu'il sçait à qui il paye.

VII.

C'est assez de paier une fois ses Détes.

Voyez la regle 4.

VIII.

Ce qui est Differé, n'est pas Perdu.

Vide Leg. 6. Cod. De Fideicommis-

DE PAIEMENT. 193 sariis Libertatib. libro 7. titulo 4. IX.

Or vaut, ce qu'Or vaut.

Hoc aurum scito, pretium quod par
tenet auro.

C'est - à - dire que l'Or qui regle la valeur de toutes choses, n'a luy-même de valeur, que celle que les Hommes jugent à propos de luy donner, en mettant une proportion juste entre ce métal & l'argent, parce qu'en tout pays l'espece d'Or doit payer celles d'Argent, & les especes d'argent celle d'Or. Voyez Poullain, dans son traité des Monoyes, Maxime 3. 4. & 5. & Du Molin, dans son traité François des Usures, n. 307.308. 309. 310. 311. 312. &c.

X.

Qui veut faire Cession, doit Confesser la Déte en Jugement, & en Personne.

Cette regle est prise de l'article 34. de l'Ordonnance de Charles VIII de l'an 1490. & de l'article 70 de celle de Louis XII. de l'an 1510 qui porte que la cession se sera en Jugement du-rant l'Andience Desceint, & teste nuë. Voyez cy-dessus, livre 1. tit. 2. Tome II.

regle 30. & le Glossaire du Droit François sur les mots Ceinture, Bonnet Vert, Respis, & Quinquenelle, Leg. 6. In Principio de Bonis damnat. & ibi Gothof.

XI.

L'on peut Ren ncer aux Répits: mais non au Benefice de Cession.

Cette regle est prise de l'Ordonnance de Philippe Le Bel, ripportée
dans le Stile du Parlement, tit. De
Foro competenti Ordon. 4. & de deux
anciens Arrêts, le premier, du 27. Février 1338. & le second, du 24. Janvier 1399. Voyez Ragueau sur la Coûtume du Berry, tit. 9. art. 21. page
324. la Coûtume d'Auvergne, tit. 19.
art. 3. à la fin. la Coûtume de la Marche, art. 66. Mais suivant l'Ordonnance de. 1669. art. 12. du titre Des
Repits, ces renonciations sont nulles.

XII.

Répits, ou Cession n'ont lieu en Détes Privilegiées, ou procedantes de Dol, ou de Crime.

De Dol ou de Crime.) Rheims, art.

DE PAIEMENT. 195
393. & le Commentaire de Buridan,
Laon, art. 280. Châlons 270. Sens 259.
Berry, tit. 9. art. 21. Ragueau en cet endroit. An. Robertus Rerum Judicatar.
lib. 2. cap. 15. in Principio.

XIII.

Détes Privilegiées sont celles qui sont adjugées par Sentences, Services de Mercenaires, Louages de Maisons, Moisons de Grains en espece, ou en argent, Arrerages de Cens & Rentes foncieres, Deniers dotaux, Détes de Mineurs, contre leurs Tuteurs, Alimens & Medicamens: ou quand le Créancier est nanti de Gages, par l'Ordonnance du Roi Philippe Auguste,

Voyez l'article 11. de l'Ordonnance de 1669. au titre des Respits, l'article 68. de la Coûtume du Bourbonnois, les art. 21. & 22. du titre 9. de celle du Berry, Paris, art. 111. &c.

NANTI DE GAGES.) Voyez Ragueau, sur l'art. 21. du titre 9. de la Coûtume du Berry.

PAR L'ORDONNANCE DE PHIL-

LIV. IV. TIT. VI.
LIPPE AUGUSTE.) C'est celle qu'il sit
à Paris au mois de Mars 1188. par laquelle il imposa la Dîme Saladine.
Elle est rapportée par Rigord, tom. 5.
Histor. Francor. pages 25. 26. & par
Louvet dans son Histoire de Beauvoisis, tom. 2. page 109. Voyez cy desseus, livre 3. tit. 7. Regle 8.

XIV.

En Déconfiture tous Créanciers viennent à Contribution au sol la livre sur les Meubles: & les Chirographaires & Sceduliers sur les Immeubles.

L'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 27. page 129. les Coûtumes Notoires, art. 153. Paris, article 179.

XV.

Car sur les Immeubles, les premiers Hypothecaires vont devant.

Antiquior creditor Hypothecarius prafertur posteriori, nisi posterior sit Privilegiarius, qualis est is qui in rem ipsame conservandam credidit que pignori data est, vel cujus pecunia ea res com-

DE PAIEMENT. 197
parata est, vel qui solvit Priori & Locam ejus subiit. Cujacius.

XVI.

Déconsiture est, quand le Déteur fait Rupture & Faillite, ou qu'il y a apparence notoire, que ses Biens, tant Meubles, qu'Immeubles, ne suffiront au Payement de ses Détes.

Paris, art. 180.

XVII.

Le Dépost, le Gage, la Marchandise trouvée en nature, dont le Pris qui se devoit paier, est encore dû, ni Autres Détes Privilegiées, ne sont tenus venir à Contribution; ains ont droit de Préference.

Paris, art. 181. 182. les Coûtumes Not.art. 153. Des Mares Decis. 244. 273. Mais quant au Gage, le Créancier n'a plus de privilege dessus, à moins qu'il n'y ait Acte passé pardevant Notaires, qui contienne & marque la somme prêtée, & les gages qui auront été désivrez. V. l'Ordonnance de 1669. au titre des Interêts de Change, art. 8.

R iij

Vins, Bois, & autres Choses, se doivent faire sur le Registre du Rapport qui s'en fait en Justice, & selon l'Estimation commune de l'Année qu'elles estoient dûës. Mais les Moisons, Cens & Rentes foncieres en Grain dûës à certain Jour & Lieu, seront appreciées au plus haut Pris, qu'elles ont valu en l'An, depuis le Jour que le Paiement en dust estre fait.

Cette regle est prise, mot à mot, de l'article 330. de la Coûtume de Melun. Voyez les articles 1. 6. & 8. de l'Ordonnance de 1667. au titre de

la Liquidation de Fruits.

SERONT APPRECIE'ES AU PLUS HAUT PRIX. Parce qu'il y a lieu de présumer que les Metayers & les Débiteurs des Rentes ont ainsi vendu les Grains, au lieu de les avoir livrés aux Proprietaires, aux jours marquez dans les Baux. Joignez l'article 128. de la Coûtume du Bourbonois, avec la note de Du Molin, & l'art. 259. de celle de Bretagne.



LIVRE V.

D'ACTIONS.

TITRE I.

I.

TOUTES Actions sont de Bonne Foi.

C'est-à-dire, que le Demandeur n'est point obligé de marquer, designer, ou nommer l'action qu'il veut intenter, comme il le devoit faire selon les Loix Romaines, Leg. 3. Cod. De edendo. Toutes les actions s'intentent de bonne foy en France, & il suffit d'y deduire simplement le fait dans l'exploit, de sorte qu'aujourd'huy toutes les actions sont in Factum. Ce que nous avons pris du Chapitre Dilecti extra De judiciis. Actionum nomina exprimi in prosecutionibus necesse non est,ut ambages illa furis & descriptiones evitentur, que sunt anxie à jure tradite. Ex sola facti narratione & conclusione intentionem agentium concipimus, pro ut melius Ex

200 LIV. V. TIT. I.

gentreus ad Cons. Britan. art. 266. cap. 6. De interrup. per Libellum n. 8. V. Papon dans ses Notaires liv. 3. Division 2. page 153. ligne 33. l'Ordonnance de 1667. tit. 2. art. 1. Charondas dans ses not. sur l'Autheur du grand Coûtumier pag. 316.

II.

Par la Coûtume generale de France, tous A journemens doivent estre faits à Personne ou Domicile.

V. l'article 9. de l'Ordonnance de 1539. & l'Ordonnance de 1667. titre 2. art. 3.

III.

Ajournemens à Trois Briefs jours se font de Trois jours en Trois jours. Ajournement à Trois jours Francs, de Cinq en Cinq jours. Et quand ils se font à Huitaine ou Quinzaine, les Premiers & Derniers jours ne sont comptés que pour Un.

Voyez le Glossaire du Droit François sur le mot fours.

IV.

Les Choses vallent bien peu, si elles ne vallent le Demander.

Ainsi celuy à qui une somme est duë, doit s'imputer s'il n'en a point les interêts, puisqu'il n'avoit qu'à les demander. V. Louet Lett. I. Som. 8.

٧.

Pour peu de Chose peu de Plaid.

Agid. Nuceriensis in Adag. Gall. Lit. D. Voyez l'article 57. de l'Ordonnance d'Orleans, l'article 153. de celle de Blois, avec la note de Coquille, le titre 17. de l'Ordonnance de 1667. & l'explication des Proverbes par Bellingen livre 1.ch.5.n.25.

Peu de Chose est, quand il n'est question que de Dix livres.

Voyez l'article 57. de l'Ordonnance d'Orleans.

VII.

Si une Demande ne passe Vingt sols, jour de Conseil n'en est octroié.

Voyez l'Autheur du grand Coûtu-

Liv. V. Tit. I. mier livre 3. chap. 3. p. 305. & le tit. 3. de l'Ordonnance de 1667.

VIII.

Fautes, vallent Exploits.

C'est-à dire, que quand celuy qui est assigné sait Faute, Faut, Dessaut, ou est absent, l'Exploit laissé à son Domicille, vaut, comme donné à sa Personne. Voyez l'article 3. du titre 2. de l'Ordonnance de 1667. & Stil. Parlam. Part. 1. cap. 2. §. 16.

IX

Qui prend Garantie, doit laisser son Juge, & l'aller prendre devant celui où le Plaid est.

Voyez l'Ordonnance de 1667. tit. 8. des Garants, art. 8.

X.

Quitire à Garant, & Garant

n'a, sa Cause perduë a.

Anciennement celuy qui tiroit à Garant avoit trois delais, & si en demandant le premier delay, il ne protestoit pas de dessendre luy-même, en cas de Dessaut de Garantie, il perdoit sa Cause, ce qui a été justement aboli par plusieurs Arrêts.

XI.

En Cour Souveraine on plaide à Toutes fins.

C'est à-dire, que les Parties doivent proposer en même temps, toutes leurs sins, moyens & exceptions, sans en retenir aucunes, ce qui a été introduit pour éviter la longueur des Procez. Vide Stilum Parlamenti tit. 13. §. 17. 18. 19. 20. É ibi Aufrerius. La Paraphrase des Institutions Forenses d'Imbert livre 2. chap. 11 pag. 556. de l'Edition de 1609. Le Glossaire sur le mot Plaider. Beaumanoir chap. 7. page 46. 47. l'Autheur du grand Coûtumier liv. 2. ch. 21. p. 151. lig. 14. & la Reg. 1. du Titre qui suit.

Le Rescindant & le Rescisoiresont Accumulables.

C'est l'avis de Cujas dans son Parat. sur le tit. 28. du 3. livre du Code, & de Ragueau dans le Glossaire en sa LettreR. Mais l'Ordonnance de 1667.

204 LIV. V. TIT. I. a decidé le contraire dans les articles 22. & 38. du Titre des Requêtes Civiles.

DE BARRES Exceptions.

TITREII.

I.

Ou de Barres se veut aider, doit commencer aux Declinatoires, pour venir aux Dilatoires, & sinalement aux Peremptoires: & si la Derniere met Devant, ne s'aidera des Premieres.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 3. chap. 3. page 303. L'ancien Stile du Parlement Partie 1. tit. 13. §. 17. 18. 19. & 20. & le Livre qui a pour titre Maniere ou Forme de mener diligemment un Procez chap. 22.

Les Exceptions ont été appellées Barres par nos anciens Praticiens, parce qu'étant opposées, elles arrêtent celuy qui intente un Procez, comme en guerre une Barriere arrête un ennemy. Chronicon sancti Michaetis in pago Virdunensi Tom. 2. Analect.
Mabillonii pag. 387. Hic Fridericus
propter frequentes Campanorum in Lotharingiam incursiones, in consinio Lotharingia & Campania Castrum extruxit, quod Barrum quasi Barram nominavit. Et comme il y a toûjours eu
dans les Tribunaux, des Barres pour
separer les Avocats des Juges, cet
endroit ou les Avocats se mettoient
pour parler, a été nommé par cette raison Barreau.

II.

Reconvention n'a point de lieu, fors de la mesme Chose dont le Plaid est.

Paris art. 106. Bourbonnois art. 88.

III.

Une Déte n'empesche pas l'Autre.

C'est-à-dire, que celuy qui doit une somme, est obligé de la payer à son Creancier qui le poursuit, quoy que son Creancier luy doive une semblable somme. En un mot cette Regle signifie qu'en dettes mutuelles ou reciproques, chacune des Parties doit poursuivre le payement de ce qui luy est dû, sans pouvoir l'une ny l'autre user de Reconvention ni opposer la Compensation. Voyez la Coûtume de Lorris, tit. 21. art. 9. & 10. avec les notes de la Thaumassiere & de Lhoste.

IV.

Compensation n'a lieu, si la Déte qu'on veut Compenser; n'est Liquide, & par Ecrit.

Cette regle tirée de l'article 105. de la Coûtume de Paris, est une exception à la précedente. V. Des Mares Decision 136. 187. les Coûtumes notoires, articles 111. & 120. la Conference des Coûtumes page 384. & les Commentateurs sur l'article 105 de la Coûtume de Paris.

V.

Voies de Nullité n'ont point de lieu.

Cette regle est prise d'Imbert dans ses Institutes Forenses & pratique Judiciaire livre 1. ch. 3. n. 3. & dans son Manuel sur le mot Contracts & sur le mot Nullités pag. 53. & 131. de l'Edition de 1608.

207

Les Voyes de Nullité sont içy les exceptions de Nullité, lesquelles ne peuvent point être opposées contre tout ce qui est Nul, suivant le Droit Romain. De sorte qu'il faut se pourvoir contre ces Nullités, ou par appel si ce sont des Sentences, ou en obtenant des Lettres du Prince pour faire casser & rescinder les Actes Minor, etiam si indefensus condemnatus fuerit, appellare hodie debet, net sine appellatione restituitur adversus rem judicatam, ut olim leg. 8. 17. 18. & 24. D. De minoribus, Hodie etiam non dicimus contractum ipso jure vitiari, si sit bona Fidei, & ei causam dederit Dolus vel Mesus, nec bonæ Fidei judicium in se continere Doli mali exception nem, namque est necessaria Restitutio Principis, necessaria Exceptio, ut res aquitati sue restituatur, non dicimus alienationem factam à Minore sine Tutore vel Curatore, & sine Decrete nullam esse ipso jure, ita ut, citra ordinarium auxilium restituentis, Minor satis munitus sit mero jure & communi auxilio. Voyez le Glossaire du Droit François sur le mot Nullités.

Mais quand il est question de Nullités, qui sont declarées par les Ordonnances & les Coûtumes, les Voyes ou Exceptions de Nullités ont lieu fans Lettres du Prince. V. le Grand dans son Commentaire sur l'art. 139. de la Coûtume de Troyes, Glose 1. & 2. Mornacium ad Legem Si Mulier. S. Si metu Dig. Quod metus causa, & Fontanon dans ses notes sur la pratique d'Imbert livre 1. ch. 3. Lettre B. page 18. de l'Edition de 1609.

VI.

Exception d'Argent non

Nombré n'a point de lieu.

Orleans art. 444. Montargis art. 11. du tit. 21. Bretagne 293. C'est-à-dire suivant la Coûtume du Berry tit. 2. art. 31. que cette Exception n'a pas lieu pour charger de preuve le Demandeur qui a une obligation ou cedule reconnuë. Voy. Lhoste sur l'article cité de la Coûtume de Lorris, & Du Molin sur l'article 4. de la Coûtume d'Auvergne au titre des Obligations & sur l'article 36. de celle du Bourbonnois.

VII.

Exception de Vice de Litige n'a lieu.

Par le Droit Romain, lorsque celuy luy qui avoit acquis une chose litigieuse, vouloit continuer le Procez
commencé, on luy pouvoit opposer
l'Exception du Vice de Litige, au
moyen de laquelle, les choses étoient
remises au premier état, & le Procez étoit continué entre les mêmes
Parties. Vide Cujacium, ad tit. Cod.
de Litigiosis, mais parmi nous cette
exception n'a point de lieu, pourvû
que la chose Litigieuse ait été vendue ou cedée sans Fraude. Voy Brodeau sur M. Louet, Sommaire 19.
Lettre L.

VIII.

Exception d'Excommunication n'a point de lieu en Cour Laie.

La Marche art. 62. Auvergne tit. 8. art. 4. V. l'Autheur du grand Coûtu-mier Livre 2. ch. 45. page 284. Joan. Fabrum ad tit. Institution. De Curato-ribus §. quod si Tutor n. 8. Des Mares Decis. 155. Argentr. In Cons. Brit. art. 99.

IX.

Force n'est pas Droit.

Elle est au contraire opposée au Droit. Vide Leg. 8. D. ad L. Juliam, De Vi.

Tome II.

DE PRESCRIPTIONS.

TITRE III.

I.

ANCIENNETE'a Autorité.

V. Beaumanoir chap. 24.

II.

Par l'Ordonnance du Roi Louïs XII. Gens de Métier ne peuvent demander le Pris de leurs Ouvrages aprés Six mois, ni les Marchands le Pris de leurs Marchandises aprés Un an.

Paris art. 126. & l'Ordonnance de 1673. tit. 1. art. 8.

III.

Toutes Actions d'Injures, de Louages de Serviteurs, de Dommage de Bestes, de Paiement de Tailles, Imposts, Billets, Guets, Fourrages, Fouages, Vientrages, Defauts & Amendes, à faute d'avoir Moulu, ou DE PRESCRIPTIONS. 211 Cuit en Moulins, & Fours Bannaux, sont tolluës par An & Jour.

Bretagne art. 291. 292. Paris article 227. & l'Ordonnance de 1673. tit. 1. art. 7. & 9. Voyez la Conference des Coûtumes page 427. L'Autheur du grand Coûtumier page 181. ligne 18. & touchant les Injures. V. la Coûtume d'Auvergne chap. 29. art. 8.

IV.

Messire Pierre de Fontaines écrit, que Barres, ou Exceptions de Force, de Peur, de Tricheries, ne duroient qu'Un an, par l'ancien usage de la France.

De Fontaines dans son Conseil ch. 15. art. 52.

Aujourd'hui toutes Rescisions de Contracts faits en Minorité, ou Autrement indeuëment, se doivent intenter dedans Dix ans de la Majorité, ou du legitime Empeschement cessant, suivant les Ordonnances des Rois Louis XII. & François I.

LES ORDONNANCES DES ROIS LOUIS XII. &c. V. l'Ordonnance de Louis XII. de l'an 1510. art. 46. & celle de François I. à Ys sur Thille de l'année 1525. chap. 8. art. 29. & 30. & celle de le de 1539. art. 134.

VI.

Prescription d'Heritage, on autre Droit réel, s'acquiert par Jouissance de Dix ans entre Presens, & Vint ans entre Absens, Agés & non Privilegiés, avec Titre & Bonne soi: & sans Titre, par Trente ans.

Paris article 113. & la Conference

des Coûtumes page 421.

VII.

Ceux qui sont demeurans en divers Bailliages Roiaux, sont tenus pour Absens.

Meaux art. 81. Melun 170. Calais

208. Paris 116.

VIII.

Prescription de Dix, Vingt,

DE PRESCRIPTIONS. 213 ni de Trente ans, ne court contre les Pupils; ni, en estet, contre les Mineurs, en estans relevés tout aussi-tost qu'ils le requierent.

Mauricius, De Restitutione in integrum. cap. 94. 95. Brodeau sur l'article 113. de la Coûtume de Paris n.

5. & sur l'article 114. n. 3. &c.

IX.

L'Action Personnelle, & toute Faculté de pouvoir Racheter Chose Venduë, ne se prescrit que par trente ans, ores que ces mots, Toties Quoties, y sussent suivant l'avis de l'Avocat Dix-hommes, qui a esté suivi par les Arrests.

Voicy comme Du Molin a parlé de cette Jurisprudence dans son traité François des Usures n. 105. d'où

cette regle est prise.

Vray est que dés plus de 25. ans j'ay plusieurs sois ouy dire & reciter à seu mon Pere, ancien Avocat, que de son temps, & des anciens, desquels il avoit ouy, étoit gardé & observé,

Liv. V. Tit. III. quand une Terre avoit été vendue a faculté de rachat, toutefois & quantes, que bon sembleroit au Vendeur & aux siens, qu'en ce cas en vertu de ladite clause toutefois & quantes, se pouvoit demander le rachat, voire aprés 30. ans, & qu'ainsi on en usoit, même aprés la redaction de la Coûtume de Paris, où il fut present, jusques à ce que depuis, seu Jaques Dysome, Avocat Docte & fameux, y sit pratiquer la prescription de 30. ans, qui fut lors chose fort nouvelle & fort celebre, &c. V. Tiraquellum . De Retractu conventionali, §. 1. Gloss. 2. n. 39. Durantum, 2. 46. La Coûrume du Nivernois, tit. 10. art. 7. celle du Berry, tit. 6. art. 33. avec le Commentaire de Ragueau, & de la Thaumassiere. Normandie, art. 525. Paris, art. 120. Brodeau sur M. Louet,

X.

lettre P. n. 21.

L'Action Hypothecaire se prescrit par un Tiers par Dix ans entre Presens, & Vingt ans entre Absens, avec Titre & Bonne soi: & sans Titre par Trente ans; & par le DébiDE PRESCRIPTIONS. 215 teur, ou son Heritier, ou par un Créancier posterieur, tant que le Débiteur commun vit, par Quarante ans.

Voyez les articles 113. 114. de la Coût. de Paris, & les 118. 120. 123. la Conference & les Commentateurs.

XI.

Toute Prescription annale, ou Moindre Coûtumiere, court contre les Absens & Mineurs, sans esperance de Restitution.

Voyez la note sur la regle 46. du titre des Retraits, livre 3. tit. 5.

XII.

Contre l'Eglise n'y a Prescription que de Quarante ans, par les Ordonnances du Roi Charles le Grand, & de Louïs son Fils, conformément aux Constitutions de leurs Prédecesseurs Empereurs.

Paris, art. 123.

CHARLES LE GRAND ET LOUIS son Fils.) Vide lib. 5. Capitularium, cap. 389.

216 LIV. V. TIT. III.

DE LEURS PREDECESSEURS Em-PEREURS.) Vide Julianum Anteces-Sorem Novell. 119. cap. 6.

XIII.

En Nouveaux Acquests faits par Gens d'Eglise, ils ne sont non plus Privilegiés, que les Lais.

On appelle Nouveaux Acquêts les nouvelles Acquisitions d'Immeubles non amorties, faites par les Gens de Mainmorte, & les Acquisitions de Fiefs faites par les Roturiers. Les uns & les autres doivent bailler des declarations des choses qu'ils ont acquises, & à proportion du temps qu'ils en ont joüi, on leur fait payer Finance, qui est la même pour les uns & les autres. Voyez Bacquet, des Nouveaux Acquêts, Amortissements, &c. partie 5. chap. 67. Joignez les regles 57. 58. 59. 60. & 61. du titre 1. du livre premier.

XIV.

Si dans l'An & Jour de l'Approbation faite de leur Contract, ils ne sont Sommés d'en Vuider DE PRESCRIPTIONS. 217 Vuider leurs mains; ils n'y peuvent plus estre Contraints.

Voyez la regle 67. du titre 1. du

livre 1.

XV.

Et par Trente ans, ils en Prescrivent l'Indemnité; & le Droit d'Amortissement par Cent ans.

PAR TRENTE ANS.) Bacquet, du Droit d'Amortissement, chap. 110.n. 5. à la fin. Voyez néanmoins la Coûtume du Loudunois, tit. 10. art. 4. Touraine, art. 107.

PAR CENT ANS. Bacquet, du Droit de Desherence, chap. 7. Vide Milinaum ad §. 7. Consuetudinis Parisonses

risiensis, num. 14.

XVI.

Car contre le Roi n'y a Prescription que de Cent ans. Qui est ce qu'on dit communément: Qui a plumé l'Oie du Roi, cent ans aprés en rend la Plume.

Voyez Bacquet, du Droit de Desherence, chap. 7. n. 6. 7. 8. &c. & Tome II. Charondas dans ses notes sur l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 2. chap. 10. page 108. à la fin.

XVII.

Possession Centenaire & Im-

Molinaus Ad Consuetudines Paris

sienses §. 7. n. 14.

XVIII.

Toutefois, en Exemption, ou Possession de Grosses Dîmes pretenduës par Personnes Laies, faut Alleguer Titre avant le Concile de Latran, & Prouver sa Possession Immemoriale.

Voyez M. Louet, lettre D. Sommaire 35. & Brodeau sur M. Louet, lettre D. Sommaire 9. Coquille, dans son Institution, page 54. de l'édition de 1665. Grimaudet, des Dîmes, livre

2. chap. 6. n. 29. 30. 31. &c.

XIX.

Mais la Qualité & Quotité d'icelles se peut par eux Prescrire par Quarante ans, suivant la Philippine. Voyez Brodeau sur M. Louet, lettre DE PRESCRIPTIONS. 219
D. Sommaire 9. h. 18. M. de Cambolas livre 3. ch. 8. n. 1. Grimaudet des Dîmes livre 3. chap. 8. à la fin.

Suivant la Philippine. Vid. Stil. Parlamenti Part. 3. tit. 6. §. 51. tit. 35. §. 1. La Thaumassiere sur la Coûtume du Berry tit. 10. art. 17. pag. 391. Coquille dans son Institution page 53. de l'Edition de 1665. L'Ordonnance de Charles IX.de l'an 1563. celle d'Henry III. à Poitiers en 1577. art. 13. l'Edit de Melun art. 9. l'Ordonnance de Blois art. 50. la Coûtume d'Auvergne ch. 17. art. 18. de la Marche art. 96. du Bourbonnois art. 21. Brodeau sur M. Loüet Lettre E. Sommaire 21. n. 12.

XX.

Possesseur de Malle-foi, ne peut Prescrire.

Cap. Mala-Fidei de Regulis Juris in 6°. que nous ne suivons que dans la Prescription de 10. & 20. ans. V. Brodeau sur l'article 118. de la Coûtume de Paris, & les autres Commentateurs. Cette regle est prise de l'Autheur du grand Coût.liv.2. ch. 9.

XXI.

Toutes les Choses des Croi-

les sont en Protection de sainte Eglise, & demeurent Entieres & Paisibles jusques à leur Repaire, ou qu'on soit certain de leur Mort.

Vide Cangium in Glossario, verbo Crucis Privilegium, & le chap. 45. de l'ancienne Coûtume de Normandie,

XXII.

En Douaire & autres Actions qui ne sont encore nées, le Temps de la Prescription ne commence à courir que du Jour que l'Action est ouverte.

Paris art. 117. la Conference & cydessus liv. 1. t. 1. regle 36.

XXIII.

Entreprises qui se font Dessus, ou Dessous Ruë Publique, ne se Prescrivent jamais.

V. Paris art. 186. Nivernois ch. 10. art. 2. Bourbonnois art. 519. & la regle 27. de ce titre.

XXIV.

Le Vassal ne prescrit contre

DE PRESCRIPTIONS. 221 son Seigneur, ni le Seigneur contre son Vassal.

Paris art. 12. Des Mares Decision

198.

XXV.

Le Cens & la Directe sont.

aussi Imprescriptibles.

Paris art. 124. L'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 10. p. 107.

XXVI.

Mais ils peuvent se Prescrite par un Seigneur contre l'Autre, par Trente ans; & contre l'Eglise par Quarante.

Paris afticle 123.

XXVII.

Veuës & Egousts n'acquierent point de Prescription sans Titre.

Paris article 186. & la Conference.

XXVIII.

Souffrance & Accoûtumance est Desheritance.

Voyez cy-dessus livre 4. tit. 3 regle 33. & Loyseau des Offices Liv. 2.n. 54.

page 103. de l'Edition de 1678.

T iii

LIV. V. TIT. III. XXIX.

En toutes Choses Indivisibles l'Interruption faite contre l'un, prosite contre Tous.

Voyez cy-dessus livre 4. tit. 1. reg. 22. Berry tit. 12. art. 13. Bourbonnois artic. 35. Anjou 335. Nivernois tit. 36. art. 5.

DE POSSESSION; Saisine, Complainte, ou Cas de Nouvelleté, Sequestre, Recreance & Maintenuë.

TITRE IV.

Voyez la Dissertation sur le Tenement Chapitre 3. & le Glossaire du Droit François sur le mot Complainte.

I.

Possession vaut moult en France, encore qu'il y ait du Droit de Proprieté entremêlé.

Des Mares, Decision 413.

DE POSSESSION, &c. 223

En toutes Saisines le Possesseur est de meilleure Condition; & pour ce, Qui Possidet & Contendit, Deum Tentat & Offendit.

Cette regle est prise de l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. page 139. ligne 14. En toutes Saisines, dit cet Autheur, le Possesseur est de meilleure Condition, car jacoit & qu'il soit moins fondé suivant le Droit, ou qu'il n'ait que Possession, telle qu'elle, toutefois si le Demandeur son adverssire ne prouve son Droit, la Saisina sera adjugée au Possesseur, & c. Vide & Retinende Institutionibus De interdictis, Olpianum in Lege 1. §. ult. & Paul in Leg. seq. D. Utiposseditis, Clui dium p. 340.

III.

Le Viager conserve la Pos-

session du Proprietaire.

Lege Acquiruntur 10. §. Finali de Acquirendo rerum dominio Leg. 1. §. Per eum De acquirenda vel amittenda possessione Leg. certo 6. §. 1. D. De Pretario. Vide Cludium, cap. 6. Rerum quotidianarum, pag. 219 n. 112.

T iiij

LIV. V. TIT. IV. IV.

Tout Possesseur de Bonne foi fait les fruits Siens.

SEt si in rem 2. Versiculo si vero Instit. de Officio Judicis, &c. Voyez cy-deslus livre 4 tit. 1. regle 19.

V

Il ne prend Saisine qui ne veut.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. pag. 140. & ch.
25. Des Mares Decision 189. 203. 234.
& Paris article 82. Mais quand on ne
prend point Saisine, l'année donnée
pour le Retrait ne court pas. Voyez
Des Mares Décision 207. l'Autheur
du grand Coûtumier livre 2. chap. 34.
pag. 226. 227. & Stilum Parlamenti,
Parte 7. cap. 83.

VI.

Apprehension de fait équipolle à Saisine.

Ainsi dans les Coûtumes, où cette regle est en usage, l'année donnée pour le Retrait, court du jour que l'Acquereur s'est mis en possession de la chose, en presence de deux No-

DE POSSESSION, &c. 215 taires,& d'un Notaire & de deux Témoins Voisinaux. Voyez l'article 159. de la Coûtume de Touraine, & le 4. de celle du Loudunois au Titre des Retraits.

VII.

Dessaisine & Saisine faite en presence de Notaires & de Té-moins, vaut & équipolle à Tradition & Délivrance de Possession.

Cette regle est tirée de la Coûtume de Lorris tit. 11. att. 7. & d'Orleans att. 278. Mais une telle Tradition ne suffiroit point dans une Donation simple qui est toûjours nulle,
quand le Donateur meurt en Possession de la chose donnée, suivant la
regle Donner & retenir ne vant. V. les
Commentateurs sur les articles citez.
La Thaumassiere sur la Coûtume de
Berry titre 7. art. 1. M. Loüet Lettre V. Sommaire 1. L'Autheur du
grand Coûtumier livre 2. chap. 22. p.
140. ligne 10.

VIII.

Toutesois l'on ne peut acquerir vraie Saisine en Fies sans Foi, ou Assentement du Seigneur.

Des Mares Décision 189. 285. Le grand Coûtumier livre 2. chap. 21. p.

140.

IX.

Jouissance de Dix ans vaut Saisine.

C'est à dire, que l'Acquereur qui a joui paisiblement pendant Dix années, est autant Ensaisiné de la chose acquise, que s'il en avoit été Ensaisiné par le Bailly. Cette regle est prise de l'arricle 265 de la Coûtume de Perrone.

X.

Qui a Joui par An & Jour d'aucune Chose Reelle, ou Droit Immobilier, par Soi, ou son Prédecesseur, non vi, non clam, non precario, en a Acquis la Saisine & Possession, & peut former Complainte dans l'An & Jour du Trouble à lui fait.

Paris article 96. Vide Joannem Fabrum aa §. Retinenda Institutionib. de Interdictis. LAutheur du grand CoûDE POSSESSION, &c. 227 tumier livre 2. chapitre 21. page 138. L'Ordonnance de 1667. au titre des Complaintes. & la Regle 28. de ce titre.

XI.

En cas de Nouvelleté, se faut bien garder de dire, qu'on ait esté Spolié, mais simplement Troublé, ou Dejetté de sa Possession par Force.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. page 151. La Dissertation sur le Tennement ch. 3. n. 6. & 7. & le Glossaire sur le mot

Complainte.

Nouvellete') Nouveau trouble. Voyez le Glossaire sur ce mot, & comme en Complainte chacun se dit troublé, chacun est Demandeur & Desfendeur. Vide §. 7. Instit. de interdictis, l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. page 151. & 152. Stil. Parlam. Part. 1. cap. 18. §. 3. J. Fabrum ad §. retinenda Inst. De interdictis n. 13. in sine.

XII.

Trouble s'entend, non - seulement par Voie de Fait, mais 218 Liv. V. Tit. IV. aussi par Denegation Judiciaire.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. page 144 sig. 7. & cy-aprés livre 6, tit. 3. regle 8.

XIII.

Au Roi, ou à ses Baillifs & Senêchaux, appartient par Prévention la connoissance des Complaintes de Nouvelleté, en chose Profane; & privativement à tous autres Juges, en Matiere Beneficiale, par Reconnoissance mesme des Papes de Rome.

V. de Fontaines c.32. art. 17. l'Aut. du grand Coût. liv. 2. ch. 21. p. 145. ligne 28. & le Stile du Parlement Part. 1. chapitre 18. § 25. Aujourd'huy cette prévention est abolie, & les Juges subalternes comnoissent seuls des Complaintes, dans leur territoire. Voyez l'article 2, de la Déclaration sur l'Edit de Cremieu, & Brodeau sur M. Louet Lettre B Sommaire xj. n. 10. & 15.

EN MATIERE BENEFICIALE.) V.

DE POSSESSION, &c. 229 Brodeau sur M. Louet Lettre B. Sommaire xj. L'Ordonnance de Louis XI. du 30, Juillet 1664. & celle de 1667. tit. 15. art. 4.

XIV.

En Complainte de Nouvelleté y a Amende envers le Roi & la Partie.

Voyez l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1453. article 78. celle de Charles VIII. de l'an 1493. art. 49. de Louis XII. de l'an 1510. art. 50. de François I. de 1535. chap. 9. article 4. celle de 1667. tit. 18. article 6. L'Autheur du grand Coûtumier livre 2.ch, 21. page 149. Stil. Parlam. Part. 1. cap. 18. n. 25.

XV.

Pour simples Meubles on ne peut intenter Complainte: mais en iceux échet Aveu & Contreaveu.

Voyez l'Autheur du grandCoûtumier livre 2. chap. 21. page 144. ligne 16. Voyez la regle 17. Paris art. 97.

Aveu et Contre-Aveu.) Voyez les Coût. de Touraine, art.320.du Loudunois, ch.2. art.13. du Poitou art.385.

LIV. V. TIT. IV. de la Rochelle art. 20. d'Anjou 146. 420. Avouer un Meuble, c'est le reclamer, le vendiquer. Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. ch. 18. pag. 134. 135. & Imbert livre 1. de son Institution chap. 17. n. 12. 13.

XVI.

Pour ce les Executeurs de Testament ne peuvent former

Complainte.

Voyez neanmoins l'arricle 290. de la Coûtume d'Orleans, avec leCommentaire de la Lande, & Imbert dans son Manuel au titre d'Executeur de Testament.

XVII.

Succession Universelle de Meubles, & generalement toutes Choses, qui ont nature d'Heritages, ou de Droit Universel, chéent en Complainte.

V. l'article 1. du titre 18. de l'Ordonnance de 1667. la Coûtume de Paris article 97. l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. p. 144.

ligne 19. p. 155.

XVIII.

Cessation, Contradiction, &

Opposition, valent trouble de

Fait.

Orleans art. 488. V. Lorris ch. 21. art, 5. Joannem Fabrum ad S. Retinenda Institutionibus De interdictis, n. 13.14.15. &c. &c. &c. ad Leg. 1. Cod. Uti posseditis, XIX.

Cas sur Cas, ou Main sur Main, n'a point de lieu: ains se faut pourvoir par Opposition.

C'est-à-dire, que Complainte sur Complainte, & Saisse sur Saisse n'ont point de lieu, mais qu'il faut se pourvoir par Opposition. Voyez Papon dans ses Notaires livre 8. tom. 2. pag. 584. Imbert dans sa Pratique livre 1,

chap. 11. pag. 90. 91.

Cependant quand un Fief est saisse la Requête de Creanciers, le Seigneur Feodal, quand le Cas y échet, peut saire saissir seodalement. Pour lors Main sur Main a lieu. Voyez Brodeau sur l'article 34. de la Coûtume de Paris n. 12. 13. & 14. & cydessur livre 4. tit. 3. art. 27. & 28. La Coûtume du Berry tit. 9. art. 82. Le Commentaire de la Thaumassiere, & cy-aprés livre 6. tit. 5. regle 10.

L'on dit vulgairement, qu'-Entre le Roi, le Seigneur & le Sujet, ou Vassal, n'y a point de Nouvelleté.

Anciennement il y avoit Complainte entre le Sujet & le Roy. V. l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. p. 150. 151. ce qui fut corrigé par Arrêt du Parlement du 15.

Septembre 1534.

ENTRE LE SEIGNEUR ET LE VAS-SAL.) l'Auth. du grand Coûtumier liv. 2 chap 21. page 150. La Coûtume de Lorris tit, 21. art. 12. & du Berry tit. 2. art. 32. tit. 5. art. 23. Cette regle est vraye, quand le Seigneur agit comme Seigneur contre son Vassal, en saississant faute de Foy, ou de Dénombrement, mais hors de ces sortes de Cas, si le Seigneur troubloit le Vassal, il y auroit lieu à la Complainte. V. Papon dans ses Notair. tom. 2. p. 584.

XXI.

De Chose qui touche Delit, ne se peut dire aucun Ensaisiné: & ne fait à ouir en Complainte, ne par Usage, ne par Coûtume.

C'est-à-dire, que dans les Choses qui approchent du Delit, la Posses-fion est inutile, tant pour acquerir la Prescription, que pour avoir la Complainte. Voyez cy-dessus liv. 5. tit. 3. regle 23. & 27.

XXII.

Veuë a lieu en simple Saisine; mais non en cas de Nouvelleté. Car l'Opposition que l'on y forme, vaut Veuë.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. page 142. 143. & l'Ordonnance de 1667. titre 9. de l'abrogation des Vuës & Montrées.

XXIII.

Qui chet en la Nouvelleté, pour n'avoir Jouï An & Jour avant le Trouble, peut intenter le Cas de Simple Saisine.

Pour avoir la Complainte en Cas de Saisine & de Nouvelleté, on a remarqué qu'il faut avoir possedé la chose contentieuse par An & Jour avant le trouble. Voyez la regle 10. de ce titre. Mais celuy qui a succom-

bé dans le Cas de Nouvelleté, parce qu'il n'avoit pas la derniere Possession d'An & Jour, a la voye d'action pour rentrer dans la Possession de son Fond, & c'est ce qui est appellé icy le Cas de Simple Saisine, qui su introduit, comme le Cas de Nouvelleté, par Messire Simon de Bucy. Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap.21. p. 156. l'art.98. de la Coûtume de Paris. Masuer tit. 11. n. 63. Meaux art. 208.

XXIV.

En Simple Saisine ne se fait aucun Rétablissement, ains un simple Ajournement: & n'y a lieu de Recreance, ni Sequestre.

La raison est qu'en Simple Saisine, chacun ne se dit point saisi, & qu'il n'y a qu'un seul Demandeur qui est celuy qui agit, & qui reconnoît la Possession de son Adversaire. Voyez l'Auth.du grandCoût.laMarche art.7. page 143.156. & la regle 11. de ce tit.

XXV.

Celui qui Verifie sa Jouissance par Dix ans, ou la plus Grande Partie d'iceux avant l'An du DE POSSESSION, &c. 235 Trouble, Recouvre, par le Cas de Simple Saisine, la Possession qu'il avoit perduë.

Ainsi pour gagner sa Cause, dans le Cas de Simple Saisine, il faut verisier par titre sa Jouissance par Dix Années, ou la plus Grande Partie des Dix Années avant le Trouble, au lieu que dans le Gas de la Complainte en Cas de Saisine & de Nouvelleté, il n'y a que la Possession d'An & Jour à prouver, sans Titre. Il faut icy remarquer que comme nous avons pris la Complainte en Cas de Saisine & de Nouvelleté, des Loix Romaines, nous en avons pris aussi la Simple Saisine, ce qu'on a expliqué dans le Glossaire sur le mot Complainte.

XXVI.

En Simple Saisine les Vieux Exploits vallent mieux: en Cas de Nouvelleté, les Nouveaux ou Modernes.

Cette regle est prise de l'Autheur du grandCoûtumier livre 2. chapitre 21. page 156. Lorsqu'il y a parité de Jouissance, ou d'Exploits, les Aires

236 LIV. V. TIT. IV. ciens sont preferez aux Nouveaux en Simple Saisine, au lieu que les Nouveaux sont préferez aux Anciens, dans le Cas de Complainte, pour Saisine & Nouvelleté. S'il y a plusieurs Exploits, jacoit qu'ils soient Anciens, toutefois ils vallent mieux, mais en Cas de Nouvelleté, les Nouveaux vallent mieux. En Cas de Nouvelleté, les derniers Exploits dedans l'an de Nouvelleté commancez, vallent mieux quandils sont prouvez, o en cas de Simple Saisine, les plus Anciens Exploits vallent mieux, supposé encore que la Partie prouvat ausst largement en nombre de Témoins, en suffisance de Personnes, & nombre d'Exploits. Vide Joan. Fabrum ad S. Retinendæ .Instit. De Interdictis, n. 22.

XXVII.

Car la Recreance s'adjuge à Celui qui prouve sa Derniere Possession par An & Jour, & qui a le plus Apparent Droit.

PAR AN ET JOUR.) Cette regle est pour la Complainte en Cas de Saisine & de Nouvelleté. V. L'Auth du grand Coûtumier liv.2.ch.21.p. 154. à la fin.

DE FOSSESSION, &c. 237 XXVIII.

Si le Recreancier perd la Maintenuë, il doit Rendre & Rétablir les Fruits.

Voyez la Conference des Ordonnances liv. 3. tit. 8. §. 16. tom. 1. page 570.

XXIX.

Quand les Preuves des Possessions sont Incertaines, ou y a Crainte que l'on ne vienne aux Mains, la Complainte est Fournie, & les Choses Contentieuses Sequestrées.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chapit. 21. pag. 154. 155-149. Le Glossaire du Droit François. sur Ramener Complainte.

XXX.

Sequestre Garde: & la Main de Justice ne Dessaisit & ne Préjudicie à Personne.

Vide Molinaum in Consuetudines Paris. 9, 1. Gloss. 4. n. 21. in principio-

DE PREUVES.

TITRE V.

I.

Ly a entre les Proverbes Ruraux, que Fol est qui se met en Enqueste: car le plus souvent, qui mieux Abreuve, mieux Preuve.

Voyez la regle 16. à la fin.

II.

Ouir dire, va par Ville: & . En un Mui de Cuider, n'y a point plein Poing de Sçavoir.

V. Angelum de Perusio de Testibus,

2. 7.

III.

Un seul OEil a plus de Credit, que deux Oreilles n'ont d'Audivi.

Angelus de Testibus, n. 3.

IV

Voix du Peuple, Voix de Dieut. Ce Proverbe a pris son origine des Elections, quand elles étoient saites par inspiration, c'est-à-dire, quand toutes les voix concouroient en saveur de la même personne; car toutes ces voix réunies comme par miracle, étoient regardées comme celle de Dieu même. Vita sancti Ambrosii à Paulino Conscripta, n. 6.

Per idem tempus, mortuo Auxentio Ariana persidia Episcopo... cum popus lus ad seditionem surgeret in petendo Episcopo, essetque illi cura sedanda seditionis, ne populus civitatis in perisculum sui verteretur, perrexit ad Ecclesiam, ibique cum alloqueretur plebem, subito vox fertur infantis in populo sonuisse Ambrosium Episcopum, ad Cuius vocis sonum totius populi ora conversa sunt acclamantis Ambrosium Episcopum, c. Vide Capitulum. Quia propter, Extra De Electionibus, con Cironium in parat. ad hunc tit.

V.

Témoins passent Lettres.

Joannes Faber, ad Leg. in exercent dis 15. Cod. De side Instrumentorum. Quid ergo si ad invicem contrarientur Testes & Instrumenta! Glossa dicit quod sunt necessarii, tres vel quatuor Testes ad reprobandum instrumentum Publi-

cum. Ber quod quatuor. Innocentius & Hostiensis quod duo. Dic Plenius quod aut testes inscripti in instrumento producuntur contra instrumentum, aut alii. Primo casu aut omnes, aut aliquis de numero necessario contradicunt, & non creditur instrumento, aut qui supra numerum, & tunc st unus nihil facit, aut plures, & die ut in secundo membro. In quo die quod aut inscripti vivunt, Greum instrumento deponunt, Grunc requiruntur tot quod excedant. Aut sunt mortuio tunc aut instrumens um juvatus aliis testibus, & sunt tot necessarii ad reprobandum quod excedant, aut non, & tunc sussiciunt duo st sint homines autoritatis, vel si secundum qualitatem negotii melius probetur per testes quam instrumenta, vel si sit negotium recens, huc enim ex Arbitrio Judicis dependet, propter paritatem, &c. Voyez Beaumanoir, chap. 39. page 214. ligne 27. & Bouteiller, p. 623. Aujourd'huy Lettres passent Témoins, Voyez l'Ordonnance de 1667. titre 20. art. 2.

VI.

Le Titrene fait pas le Maistre. Voyez cy-dessus, liv. 5. tit. 3. regle 6. 7. 8. 10. 12. 17. &c.

DE PREUVES. 241 VII.

Les plus vieux Titres ne sont pas les meilleurs.

Voyez les regles citées sur la pré-

cedente.

VIII.

Les Sergens Messiers, & Forestiers, sont crûs de leurs Prises & Raports jusques à Cinq sols.

Melun, art. 307. Auxerre 270. Troyes 120. & cy-aprés, livre 6. titre 5. regle 12.

IX.

A Face hardie Une Preuve ne nuit.

Voyez la regle qui suit.

X.

Voix d'Un, Voix de Nun.

Vox unius, vox nullius. V. Nepoc de sancto Albano, de Testibus, n. 67. Nellam, de Testibus, n. 85. Skenk, n. 56. 66.

XI.

Une fois n'est point Coûtume.

Avant que les Coûtumes fussent

Tome II.

242 LIV. V. TIT. V. certaines par les Redactions, il y avoit à cet égard beaucoup de contestations. Dans le 13. & le 14. Siecle, quand on doutoit de la Coûtume sur quelque point, on la proposoit au Parloir aux Bourgeois, c'est-à-dire au lieu où le Prevost des Marchands, & les principaux Bourgeois de Paris s'assembloient pour les affaires de la V'!le. Ce que nous appellons aujourd'huy, l'Hostel de Ville. Et le Prevost des Marchands, avec les principaux Bourgeois, donnoient leur avis par écrit, dont Chopin, qui sçavoit plus que le commun des Avocats, a fait imprimer quelques-uns. Vid.eumdem in Consuerud. Parisienses, lib. 2. tit. I. De Communicatione bonorum, n. 30. & lib. 2. lit. 5. De Parentum hereditate, n. 14.

Et ensuite les Coûtumes furent verifiées par Tourbes, comme l'Autheur l'a expliqué dans la regle 13. de ce titre, & comme il se voit dans

les Coûtumes notoires.

Or quand il s'agissoit de prouver une Coûtume, ce n'étoit pas assez de prouver qu'une chose eût été faite une sois; car suivant cette regle, une fois n'est point contume; mais il falloit prouver qu'elle eût été long-temps pratiquée, Leg. 32. 33. 34. 35. D. De legibus. Et c'est pour cela que le Prevôt des Marchands & les Bourgeois assuroient toûjours, qu'ils avoient vû pratiquer ainsi la chose, & que tel étoit l'usage. Voicy un de leurs avis que j'ay tiré d'un ancien Manuscrit.

L'an de Grace 1293. le Dimanche aprés les huitaines de la Chandeleur, afut luë au Parloir des Bourgeois de Paris, à la Requeste de l'Official de Paris, au une Cedule en la maniere qui s'ensuit.

P. avoit un Fie, par la raison duquel il étoit tenuz servir à son Seigneur chacun An en moult de services. Ledit P. entre le service, dona de «
ce Fié, en cette maniere; c'est-à-sçavoir, que J. ainé Fils dudit P. à qui «
il donna ledit Fié, tiendroit & auroit ledit Fié, sur les Cherges & les «
Servitutes que ce Fié devoit. Et se «
ledit J. mouroit sans enfans, que le «
Fié par cette maniere viendroit à G.
Frere dudit J.

Le Pere mort, J. epousa Perrenelle e par mariage, à la parsin dedans l'an dudit Mariage J. mourut sans Hoirs de son propre Corps, & ainsi le Fié de l'Ordenance Paternelle vint audit G.

244 LIV. V. TIT. V.

Perrenelle demande que son Douaire li soit assené en la moitié du Fié

devant dit, tant comme cile vivra, sui-

» vant la Coustume de France.

" G. encontre dit, car il semble qu'il » ne tienne pas ledit Fié, de la succes-» sion dudit J. mais par l'Ordonnance " du Pere.

" Ce demande lon savoir mon se la-» dite Perrenelle aura son Douaire, ou-» dit Fié, ou non, & se cile doit avoir so de Coustume.

» Lon demande seconde fois sçavoir » mon, se G. seul, qui antre loumage dou Seigneur pour ce Fié, est tenu à » tous les Services, qui sont dûs au Sei-» gneur pour ce Fié, ou se Perrenelle est

renue à la moitié des Fruits.

Laquelle Cedule lûë & oüie dili-» gemment de Sires J. Popin Prevost des Marchands, Adam Paon. Thomas de saint Benoist, Etienne Bar-» bette, Guillaume Pezdoc Eschevins, " Guillaume Bordou, Marc Pezdoc, Jean Arrode, Pierre Marcel, Jean » Point l'aisné, Thiboust de la Chapel-» le, Jaques le Queu, Jean de Greil, " Estienne Andry, Gestroy de Varry, » & Raoul de Pacy, Clers du Parlouer, " & plusieurs autres, y fût regardé &

DE PREUVES. 245
tesmoigné par eus, que ladite Coustume est toute notoire en France, «
gardée & approuvée de tous jours, si «
come cile contenuë en ladite Cedule, «
& que ladite Perrenelle, par ladite «
Coustume, aura & tiendra, tant com- «
me cile vivra en Doliaire, la moitié «
dudit Fié franchement, sans payer au- «
cune chose des services, és quiex li- «
dit Fié est chargié, & dient, car au- «
cun d'eux l'ont vû user & adjuger «
entre aucunes personnes. «

tum, 2. 108.

XII.

Seel authentique fait foi par les Coûtumes.

Vide J. Fabrum, ad Leg. 12. Cod. De Fide Instrumentorum, n. 3. Ad. Ad. Leg. 13. & Coquille sur la Coûtume du Nivernois, chap. 32. article 3. pag. 360. à la fin.

Tel étoit l'ancien usage, si le Sceau étoit entier; mais s'il étoit tellement rompu, qu'il n'en restat plus la moitié, il ne faisoit plus de Foy. Beaumanoir, chap. 35. p. 189. Se plus de la moitié dou seel est despecié, ou perdu, ou si esfacié, que l'en n'y connoisse lettres, ne en-

X iij

Jeignes, la lettre doit être de nulle valeur. Voyez la Thaumassiere dans son Recueil des Coûtumes Locales de Berry, partie 1. chap. 44. page 59. l'Autheur du Grand Coûtumier, page 380. ligne 11.

XIII.

Coûtume se doit verisier par Deux Tourbes, & Chacune d'icelles, par Dix Témoins.

COUTUME SE DOIT VERIFIER PAR DEUX Tourbes.) On a remarqué sur la Regle 11. que les Coûtumes, qui étoient incertaines avant les Redactions, devoient souvent être prouvées par témoins; mais la question a été de sçavoir combien il falloit de Témoins pour prouver une Coûtume, & Jean Faure, sur le titre des Institutes de Justinien, De Jure Naturali, S. Ex non scripto n. 20. in fine, & 21. & Ad Leg. Consuetudinis 2. Cod. Que sit longa Consuetudo, lib. 8. tit. 53. n. 13. in fine, & n. 14. a été d'avis, aprés la Glose, que deux témoins suffisoient, par l'argument de la Loy, Ubi Numerus, 12. Dig. De Testibus. Mais il ajoûte en l'un & l'autre endroit, que suivant l'usage

DE PREUVES. de la Cour de France, les Témoins Etoient entendus par Tourbe, & qu'un seul d'entr'eux portoit la parole pour tous les autres. Sed per quot testes probatur (consuetudo) Glossa dicit quod per Duos D. DeTestibus Lege Ubi numerus. Sed secundum Stylum Curia Francia, vocantur in Turba & unus pro aliis omnibus prasentibus respondebit.

Du temps de Messire Jean Des Mares, qui étoit Conseiller au Parlement en 1372. & qui étoit Avocat General sous les Regnes de Charles V. & de Charles VI. Les Coûtumes, comme du temps de Jean Faure, se prouvoient par une seule Tourbe. Item, dit Des Mares, pour prouver Constume deument, usage, ou stile alleguiez, il convient necessairement que ladite prove soit faite & rapportée en Tourbe, par dix Sages Coustumiers, rendans certaine & affirmative Cause de leurs dépositions, ou par plus, & se par mens de dix personnes en Tourbe, la Coustume étoit témoignée, cette prouve ne suffiroit pas, mais seroit ainsi comme nulle de soy. Decis. 275.

Et de-là vient que dans le Recueil des Coûtumes notoires, depuis 1300.

jusqu'en 1387.il y a si souvent, Probata per 14. Advocatos, probata; per 12. de Castelleto. Probata in turba per multos

Consiliarios. Voyez les art.79. 81.82. & sur tout le 84. avec les trois suivans.

Mais Louis XII. par l'article 13. de son Ordonnance faite à Blois au mois de Mars 1498. ayant Statué, qu'une Tourbe ne seroit comptée que pour un Témoin, és cas où l'on avoit accoûtumé d'examiner Témoins en Tourbe; les Coûtumes ont été ensuite prouvées par deux Tourbes, parce que, suivant les Jurisconsultes, deux Témoins suffisoient pour prouver une Coûtume.

TE'MOINS.) Quia decem Turba dicuntur. Lege Prator 4. §. Turbam. Digest. Vi Bonorum raptorum. Vel quia Populus constituitur ex Decem hominibus. Vide Glossam ad Can. 1. 10. Q. 1. & ad cap. 1. de Electione & ibi Panormit. Probum ad Pragmat. Sanct. tit. de Causis, §. 1. pag. 357. Editionis Paris. anni 1666. col. 1. lig. 36.

Brodeau, sur M. Louet, lettre R. Som. 37. n. 2. rapporte des Arrêts, qui ont dessendu aux Presidiaux & autres Juges Royaux, d'appointer les

DE PREUVES. parties à informer par Tourbes, sur le fait, usage & interpretation des

Coûtumes, redigées par écrit.

Et enfin les enquestes par Tourbes, touchant l'interpretation d'une Coûtume, ou usage, ont été abolies par l'article 1. du tit. 13. de l'Ordonnance de

1667.

Aujourd'huy les Parties ne prouvent donc plus l'usage que par des Actes de Notorieté, & quelquefois même la Cour les ordonne. Voyez Bardet, tom. 2. pag. 612. ligne 36.

XIV.

Reproches Generaux ne sont admis, non plus que de Familier Ami & Serviteur, s'il n'est

Domestique & Ordinaire.

Voyez l'art. 44. & 45. de la Coût. du Bourbonois, avec la note de Du Molin, la Coûtume de la Marche, art. 62. la Coûtume d'Auvergne, chap. 8. art. 6. & l'Ordonnance de 1667. tit. 23. art. 1.

XV.

Faits de Reproches d'estre Larron, Parjure, Infame, Ravisseur, & Autres crimes, ne sont reçus, s'il n'y a eu Sentence, ou Composition.

Bourbonnois, art. 42. & la note de Du Molin, sur la Coût. d'Auvergne, chap. 8. art. 5. Voyez l'Ordonnance de 1667. tit. 23. art. 2. Le sens de cette Regle est, qu'en matiere Civile, les faits de reproches d'être larron, parjure, ne sont bons s'ils ne sont prouvez par Sentence, & qu'estant prouvez ils doivent saire rejetter le Témoin.

XVI.

Pauvreté n'est pas Vice. Mais en grande Pauvreté n'y a pas grande Loiauté.

Rara viget probitas ubi regnat gran-

dis egestas.

V. le Livre qui a pour titre, les Exceptions & Dessenses de Droit, ch. des Témoins, n. 33 fol. 31. verso, & p. 31. n. 35. Ægidium de Testibus, n. 8. Butrigarium De Testibus, n. 3. Crottum de Testibus, cap. 3. In Causis Criminalibus qui testes admittantur, n. 2. & Harmenopulum, lib. 1. tit. 6.

XVII.

En Matiere Criminelle, les

Reproches demeurent à l'Ar-

bitrage des Juges.

C'est-à-dire qu'en matiere criminelle, & quand il s'agit de crimes atroces les reproches d'être Larron, Parjure, Infame, quoy qu'ils soient prouvez, ne font pas rejetter la déposition du Témoin; mais que ces reproches sont à l'arbitrage du Juge, qui y a tel égard que de raison. Voyez la regle 15. & les articles 59. & 60. de la Coûtume de la Marche.

XVIII.

Reprobatoires de Reproba-

toires ne sont reçûs.

Testes testibus refelluntur ex utraque parte. Leg. 3. Cod. si minor se Majorem, Leg. penult. Cod. De Contrahenda Stipulat. Lege Generaliter, Cod. De non numerata pecunia. Tertia verò restutatio testium reprobatur, ut puta si Primos Secundi resutarunt, & Secundos Tertii, Tertiorum resutatio non recipitur. Cujacius ad cap. Licet dilectus. Extra De Testibus. Vide Angelum De Testibus, n. 10. 11. 12. Cette Regle est prise de l'article 47. de la Coûtume du Bourbonois, & de la Coûtume du Vergne, titre 8. art. 2.

LIVRE VI.

DE CRIMES, &Gages de Bataille.

TITRE I.

Í.

E N Demande de Delit, n'échet Jour de Conseil.

Voyez les articles 2.3. & 4. de l'Ordonnance de 1670. le tit.3. de l'Ordonnance de 1667. cy - dessus, liv. 5. tit. 1. regle 7. le Formulaire des Combats à outrance, chap. 2. art. 2. & la regle 21.

II.

Voies de Fait sont défenduës.

Voyez Brodeau sur l'article 1. de la Coûtume de Paris, n. 15. Leg. 176. D. De Regulis furis, & cy-après tit. 5. regle 1.

DE CRIMES, &c. 253

La Volonté est reputée pour le Fait.

Vide Cujacium, lib. 15. Observat. cap, 25. Jacob Goth. Ad Leg. 1. Cod. Th. Ad Leg. Juliam de Ambitu, tom. 3. p. 203. col. 2. & Leg. 18. D. De pœnis,

IV.

Qui Peut, & n'Empesche, Peche.

Vide Farinacium Libro 2. praxis crimin. Q. 51. n. 4. Leg. 50. De Regulis Juris & ibi J. Gothofred. Faber & Cujac.

\mathbf{V} :

Tel cuide Ferir, qui Tuë.

Interdum perimit, qui tantum cadere quarit.

Ægid. Nuceriens. in Adagiis Gall. lit.F.

VI.

Assez Ecorche, qui le Pied Tient.

Cecy est tiré des Proverbes impri-

LIV. VI. TIT I. mez aprés le Dictionnaire de Nicot, Pellem vellenti par pœna, pedemque tenenti,

Excoriat vaccam qui tenet usque pede, Lex item mela II. ad Leg. Aquiliam. Si alius tenuit, alius interemit, is qui tenuit, quasi mortis Causam prabuit, infactum actione tenetur, &c. V. la Coûtume de Tournay titre des De Fiefs art. 16. & Jacob de Bellovisu in Prattica Criminali. lib.3. c.7.

Il ne se donne plus Tréve, ni Paix entre les Sujets du Roi: mais on les met en Assûrance &

Sauve-garde.

IL NE SE DONNE PLUS NI TREVE NI PAIX.) Parce qu'il n'y a plus de Guerres privées. Voyez M. Du Cange dans sa 29. Distertation sur Joinville. Brodeau sur la Coûtume de Paris art, 7. n. 13. & Beaumanoir dans ses Coûtumes du Beauvoisis chap. 59. & chap. 6. p. 304. ligne 21.

MAIS ON LES MET EN ASSEURAN-CE.) Voyez Beaumanoir ch. 60. pag. 304. ligne 21. Brodeau sur l'article 7. de la Coûtume de Paris n. 13. à la fin. Stilum Parlamenti Parte 1. cap. 34.

DE CRIMES, &c. 155 ibi Molineus. L'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 46. Masuerum in Pratt. tit. De assecura mentis.

SAUVE GARDE.) Selon quelquesuns le Roy donne Sauve-garde & le haut Justicier Asseurement. Voyez le grand Coûtumier page 16. 18. 19. & le Glossaire du Droit François. Selon Des Mares dans sa Décision 267. l'Amende, ou peine de Sauve-garde enfrainte, étoit Civile on Arbitraire, mais d'Asseurement, elle étoit Criminelle. Voyez la Coûtume du Loudunois tit. 39. art. 3. Corneum vol. 2. Consiliorum cap. 42. 118. Durantum 2. 45. Gutierrez lib. 4. 2.13. Fachineum lib. 9. Controvers. cap. 33. Farinacium in Praxi Criminali 2. 107. 419. Joignez la Coûtume de Tournay au Titre des Asseurances.

VIII.

Sauve-garde n'est pas enfrainte par Parole, mais par Fait.

Voyez l'Autheur du grand Coûtumier livre 2. chap. 21. p. 144. ligne 9.

IX.

Tous Delits sont Personnels:

& en Crime n'y a point de Garant.

L'Autheur du grand Coûtumier liv. 3. chap. 14. page 372. à la fin. Zoucheus classe 10. Q. Juris Questione. 5

X.

Encore qu'en Tous Crimes nous ne poursuivions que nôtre Interest Civil, sans qu'il soit besoin d'aucune Inscription; si la gardons-nous en Crime de Faux,

CRIME DE FAUX.) Voyez l'Ordonnance de François I. à Ys sur Thille de l'année 1535. chap. 5. art. 23. liv. 2. de la Conference des Ordonnances tit. 4. page 453. & l'Ordonnance de 1670 tit. 9. article 7.

XI.

Qui Brise la Prison, estant du Cas Atteint, s'en rend Coupable, & quasi Convaincu. Et qui fuit le Jugement, Condamné se rend.

Qui Brise LA Prison.) L'Auth. du grand Goûtumier livre 4. chap. 6. page page 345. Imbert dans sa Pratique, livre 3. ch. 3. n. 9. l'Ordonnance de 1670. tit. 17. art. 24. 25. V. Battandie-rum in Praxi Regula 142. Jacobum de Bellovisu in Prattica lib. 3. cap. 16. Hyppolytum de Marsiliis in Frattica 6. Attingant. n. 44. Leg. 1. De Effractoribus, & Leg. 13. De Custodia Reorum.

XII.

Un Malade Blessé, ne se laira pas visiter au Mire ou Barbier, si celui qui a fait le Delit, n'est Prisonnier.

Cette regle peut estre vraye, si le Criminel, ou Dessendeur requiert une seconde visite. Voyez Imbert dans sa Pratique livre 3. chapitre 3. n. 14. le ritre 5. de l'Ordonnance de 1670. & la Coûtume de la Salle de l'Isse titre Des Remises Sus.

XIII.

Pour Crime, on ne peut Tenir le Corps, & les Biens.

Voyez l'Ordonnance de 1670. art.

XIV.

Tome II.

rir à ses Dépens, s'il a de quoi; sinon, le Roi, ou le Haut Justicier, en Crime; & pour Déte civile, sa Partie.

Tout Prisonnier se doit Nourrir a ses De'Pends.) Vide Leg. 6.

D. De bonis damnator.

Sinon le Roy, &c.) Vide Hyppol. de Marsiliis in Prattica Criminali, Versiculo Attingant n. 74. lig. 34. D. De re judicata. Merillium 6. observat cap. 7. in sine, Hotoman. lib. Illustr. Questio cap. 26. in principio, Fornerium lib. 10. Selectio 11. cap. 6. L'Ordonnance de 1670. tit. 13. art. 23. 24. &c. 25. La Déclaration du 6. Janvier 1680.

XV.

Tous Vilains Cas sont Reniables.

V. Farinacium Part. 1. tom. 1. Praxis Criminal. Q. 33. n. 15. XVI.

L'on tient maintenant, que le Cas Privilegié attrait à soi le Delit commun: ce qui n'avoit point de lieu jadis.

Les Ecclesiastiques peuvent com-

DE CRIMES, &c. 259 mettre deux sortes de Delicts, sçavoir des Delicts comme Hommes &c des Delicts comme Clercs.

Les Delicts que les Ecclesiastiques commettent comme Hommes, ont été avec raison nommez Delicts communs, parce qu'ils leur sont communs avec tous les Hommes. Vide Jacob. Goth. ad Leg. 23. Cod. Theodos.

de Episcopis.

Et les Delicts que les Ecclesiastiques commettent comme Clercs & contre la discipline Ecclesiastique, ont été nommez Delicts Ecclesiastiques. Anciennement la connoissance du Deliet communétoit commune aux Juges Laiques & Seculiers, comme il paroît par la Novelle de Justinien 183. chapitre 21. vers. Si verd, & il n'y avoit que les Juges Ecclesiastiques qui connoissoient des Delicts Ecclesiastiques. Si verd Ecclesiasticum sit Delictum, dit Justinien dans sa Novelle 83. egens castigatione Ecclesiastica, Deo amabilis Episcopus hoc discernat. Vide Leg. 6. Cod. de Episcopali audientia, Leg. 23. Cod. Th. de Episcopis. Lib. 5. Capitular. cap. 387. lib. 6. cap. 366.

En France on a donné aux Juges Y ij

LIV. VI. TIT. I. d'Eglise la connoissance du Delist Ecclesiastique & du Delist commun. Mais dans les Cas, où la peine, que les Juges d'Eglise peuvent imposer, ne seroit pas suffisante, pour punir justement les Crimes, nos Rois en ont reservé la connoissance aux Juges Seculiers, & ce sont ces Crimes reservez que nous nommons Cas Privile-

giez.

Nous apprenons de cette regle, que l'on tenoit du temps de l'Autheur, que le Cas Privilegié attiroit à soy le Delist Commun. Mais la Déclaration de l'année 1678. a confirmé l'ancien usage, en ordonnant que l'Edit de Melun seroit executé, & que l'instruction des Procez Criminels des Ecclesiastiques, pour les Cas Privilegiez, sera faite conjointement, tant par les Juges d'Eglise, que par les Juges Royaux. Voyez le Procez verbal de l'Ordonnance de 1670, article 20, de l'Edition de Paris de l'an 1709. & Fevret de l'Abus liv. 8. ch. 1. n. 6. & 7.

XVII.

L'on ne peut Accuser une Femme d'Adultere, si son Mari

DECRIMES, &c. 261
ne s'en plaint, ou qu'ilen soit le
Maquereau.

L'ON NE PEUT A CCUSER, &c.)
Lege Constante 26. D. ad Legem Juliam de Adulteriis. Vide Forum Gothorum, seu Fuero Juzgo lib. 3. tit.

4. leg. 3.

VideLeg. 2. §. Marito & Leg. 29. D. ad Legem Juliam de Adulteriis Leg. 1. Cod. Theod. de Adulteriis, & ibi Jacob Goth. tom. 3. page 55. 56. Leg. 2. & ibi Goth. pag. 58. col. 1. in fine, & col. 2. Forum Gothor. seu Fuero Juz. go lib. 3. tit. 4. leg. 7. & ibi Villa-Diezo.

XVIII.

Il est Larron, qui Larron emble.

Callidus est Latro, qui tollit Furta Latronis.

Ægid. Nucer. in Adagiis. Lit. F. Cette regle peut avoir un autre sens. Beaumanoir chap. 31. page 166. à la fin. Si aucun tient un Larron en Prison, ou il l'emmaine pris & l'en li brise sa Prison, ou l'en li requeult à force, parquoy li Lierres eschappe. Chil qui le Prison brisérent, ou qui le Re-

queusse firent, doivent estre pendu, car ils tolerent droite fustiche. Et aussint entendons nous de chaus qui dépendent les Pendus.

XIX.

Encore que Nier ne soit Larcin, si est ce de Larcin.

M. Cujas à qui rien n'a échappé a expliqué cette regle dans son Commentaire sur la Loy 47. D. De acquirenda Possessione lib. 26. Q. Papiniani.

Insiciando depositum nemo surtum satit, sed contrectando lucri faciendi animo. Et subjicitur recte in Leg. Insiciando
D. De Furtis, nam ista inficiatio non est
Furtum, licet prope Furtum sit. Et ex
ea lege, ut puta, non ineleganter ita est
scriptum in Consuetudinibus Neustria.
cap. 7. Jaçoit que l'on ne die pas que
te soit Larrecin, que Denier, si est
te qu'il y a un peu de saveur de Lartecin. Ipsa quidem Insiciatio non est
Furtum, sed prope Furtum, &c.

XX.

Pour Larcin n'échet Gage de Bataille.

Avant que les Romains eussent étendu leurs Conquêtes du côté de l'Al-

DE CRIMES, Oca 264 lemagne; l'usage étoit entre les Peuples qui l'habitoient, de terminer leurs differents par l'Epée, comme il se void par ce qui suit de Velleius Paterculus livre 2. chapitre 118. Mediam Quinctilius, ingressus Germaniam, velut inter viros pacis gaudentes dulcedine, Jurisdictionibus, agendo pro Tribunali ordine trahebat aftiva : at illi ; quod nisi expertus vix credebat, in summa Feritate versutissimi , natumque mendacio genus , simulantes factus Litium series, & nunc provocantes alter alterum injuria, nunc agentes gratias, quod eas Romana justitia finiret, feritasque sua, Novitate incognitæ Disciplinæ mitesceret, Er SOLITA ARMIS DISCERNI, JURE TER-MINARENTUR, in summam socordiams perduxere Quinctilium, usque aded ut se Pratorem Urbanum in Foro jus di cere, non in mediis Germania finibus exercitui præesse crederet, &c.

Nos François, les Bourguignons, les Lombards, & les autres Peuples du Nord, qui inonderent les Gaules & l'Italie, retinrent cette Coûtume Barbare, & quand ils furent Chrétiens, loin de la quitter, ils regardétent ces Combats comme un Juge-

264 LIV. VI. TIT. I.

ment de Dieu. S. Gregorius Turonensis lib. 7. Historiæ Francor. cap. 14. Insontem me, ait Guntramnus-Boso, de hac Causa profiteor. At si aliquis est similis mihi, qui hoc crimen impingat occulte, veniat nunc palam & loquatur. Tu ô Rex piissime ponens hoc in Dei Judicio, ut ille discernat, cum nos in unius Campi planitie viderit dimicare.

Fredegarius Scholasticus in Chronico cap. 51. Tunc unus ex Legatariis nomine Ansealdus, non quasi injunctum habuisset, sed ex se ad Charoaldum dixit, liberare poteras de Blasphemia hanc causam, jube illum hominem qui hujuscemodi verba tibi nuntiavit ARMARI, & procedat alius de parte Regina Gundeberga, quique armatus ad Singulare certamen, ut Judicio Dei, his duobus consligentibus consocatur, utrum hujus culpa reputationis Gundeberga sit innoxia, an fortasse culpabilis, &c.

L'Eglise s'opposa, autant qu'elle pût, à ce suncste abus, mais Gundebaud Roy des Bourguignons, qui étoit Arrien, & qui mournt l'an 516. loin d'avoir égard aux plaintes des Ecclesiastiques, authorisa tellement le Duel qu'il en sit une preuve judi-

ciaire,

DE CRIMES, &c. 265 ciaire, en ordonnant par son Edit, qui se trouve dans le chap. 45. de la Loy Gombette, ou des Bourguignons, que les Parties pourroient offrir le Duel, en refusant le Serment.

Multos in Populo nostro, & pervicatione causantium & cupiditatis instinctu, ita cognoscimus depravari, ut de rebus incertis sacramenta plerumque offerre non dubitent, & de cognitis jugiter perjurare. Cujus sceleris consuetudinem submoventes, prasenti Lege decernimus, ut quotiens inter homines nostros cause surrexerint, & is qui pulsatus fuerit, non deberi à se quod requiritur, aut non factum quod objicitur, sacramentorum obligatione negaverit. Hac ratione Litigio corum finem oportebit imponi: ut si Pars ejus, cui obla-. tum fuerit jusjurandum noluerit sacramenta suscipere, sed adversarium suum veritatis fiducia, armis dixerit posse convinci, & Pars diversa non cesserit, pugnandi licentia non negetur, ita ut unus de eisdem Testibus, qui ad danda convenerant sacramenta, Deo subscante confligat, quoniam justum est, ut si quis veritatem rei incunctanter scire se dixerit & obtulerit sacramentum, pugnare non dubitet. Quod Tome II.

266 LIV. VI. TIT. I.

nentum, in eo certamine fuerit superatus, omnes Testes, qui se promiserant juraturos, 300 solidos mulcta nomine, absque ulla induciarum prastatione cogantur exsolvere. Verum si ille qui renuerit sacramentum, fuerit interemptus, quidquid debebat de facultatibus ejus Novigildi solutione pars victoris reddatur indemnis, ut veritate potius quam perjuriis delectentur. Data sub die s. Kalend. Junias Lugduni Abieno. V.

C. Confule.

Saint Avite Archevêque de Vienne, celebre par sa pieté & ses écrits, sit des remontrances à Gondebaud pour saire abolir cette Loy, mais Gondebaud n'y eut aucun égard; de sorte qu'elle sut, non seulement observée par les Bourguignons, mais encore receuë par les François & tous les autres Peuples voisins, comme il se void par le tit. 44. de la Loy des Allemans, §. 1. par le titre 56. § 1. & par le titre 84. Par la Loy des Bavarois, tit. 2. chap. 2. tit. 9. chap. 4. & par celle des Lombards, livre 1. tit. 9. §. 39. & livre 2. tit. 35. §. 3. & 4.

Saint Agobard ou Aguebaud, qui étoit Archevêque de Lion sous l'Em-

DE CRIMES, Ge. 267 pire de Louis le Débonaire, adressa à ce Prince un traité contre cette Loy barbare de Gondebaud, & luy proposa d'ordonner, que les Bourguignons fussent gouvernez à l'avenir par la Loy des François, ou la Loy Salique, ce qui nous marque que les preuves par le Duel étoient alors peu usitées entre nos Peres. Si autem placuerit Domino nostro sapientissimo Imperatori, ut eos transferret ad Legem Francorum, & ipsi Nobiliores efficerentur, & hac Regio ab squalloribus miseriarum quantulum cum que sublevaretur. Horum enim causa accidit, ut frequenter, non solum valentes viribus, sed etiam infirmi & Senes lacessantur ad certamen, & pugnant etiam pro vilifsimis rebus, quibus feralibus certaminibus contingunt homicidia injusta, & crudeles ac perversi eventus Judiciorum, non sine amissione Fidei & Caritatis de Pietatis, &c. adversus Legem Gundobadi, cap. 7.

Agobard sit encore un autre traité contre les Preuves, par le Feu, par l'Eau, & par les Armes, qui se trouve dans le Recüeil de ses Ou-

vrages.

Et enfin les Peres du troisiéme Con-

268 LIV. VI. TIT. I.

cile de Valence de l'année 855 qui étoit la 15 du regne de Charles le Chauve, ordonnerent contre la Loy de Gonde-baud, qu'on ne pourroit plus à l'avenir opposer le serment au serment fait legitimement en Justice, que celuy qui auroit tué son adversaire en Duel seroit excommunié, & que celuy qui auroit été tué seroit regardé comme homicide de luy-mesme.

Canon II. Quia impia, & Deo inimica... Quarumdam secularium Legum Consuetudo invaluit, ut in forensi Judicio, litigantes ex utraque parte contendentium æqualiter juramentum dare cogantur, ubi sine dubio, duobus contra se Jurantibus, unus perjurus efficitur... Statuimus, ut quicumque uno juramento Legitime dato, quod secundum Legem divinam Omnis humane controversie finis esse debet, alterum è contrario juramentum opponere presumpserit, ab ipsis liminibus Ecclesia ... Exclusus, omnium Christianorum consortio, atque convivio reddatur Extraneus, e.c.

Canon 12. Et quia ex hujusmodi
furamentorum, imò perjuriorum contentione, etiam usque ad armorum
certamina solet prorumpi, & crude-

DE CRIMES, &c. 169 lissimo spectaculo effunditur cruor belli in pace... Statuimus juxta antiquum Ecclesiastica observationis morem , us quicumque tam inique & Christiane paci inimicà pugnà alterum occiderit; seu vulneribus debilem reddiderit, velut Homicida nequissimus & latro cruentus, ab Ecclesia & omnium sidelium catu separatus, ad agendam legitimam Penitentiam modis omnibus compellatur. Ille verò qui occisus fuerit, tamquam sui homicida & propria mortis s spontaneus appetitor, à Dominica oblationis commemoratione habeatur alienus, nec cadaver juxta Sanctorum Canonum Decretum, cum Psalmis, vel orationibus ad Sepulturam deducatur. Super quibus duobus titulis, propter tam funesta & horrenda animarum vel etiam corporum exitia Christianissimi Imperatoris pietas sacerdotali omnium nostrorum supplicatione imploranda est, ut tantum malum à Populo sidelium suis publicis sanctionibus amoveat, & nostram super hoc necessarium Decretum propria autoritate confirmet. Mais ces remontrances & ces Ca-

Mais ces remontrances & ces Canons ayant été sans effet; parce que les descendans de Louis le Débonaire & de Charles le Chauve surent presque sans autorité, les Duels entent plus de cours en France, sous la Troisième race de nos Rois, qu'ils n'en avoient sur les deux premieres, & l'usage en passa en Angleterre, comme il se void par le chap. 16. des Loix d'Edouard, & par les chap. 62. 68. 69. 70. & 71. de celle de Guillaume le Bastard, pages 141. 171. & 172. de la traduction de Lambard, & de l'édition de Vyheloc, à Cambrige en 1644. Joignez Thomas Rudborne, t. 1. Anglie sacra pagina 259. 260.

Le Pape Gregoire neuviéme, fit un dernier effort pour abolir cet usage, en mettant dans sa Collection des Decretales, les Constitutions des Papes ses prédecesseurs, qui avoient deffendu le Duel, & les preuves par le Feu, l'Eau, & le Pain, & qui avoient ordonné que les Parties se purgeroient seulement par serment, Toto tit. De Purgatione Canonica & Vulgari, lib. 5. Decretal, tit. 34. 6 35-Mais on continua toûjours en France d'en user comme auparavant, & comme par la Loy de Gondebaud, le Duel avoit lieu tant en matiere Civile que Criminelle; il fut aussi pratiqué en France dans l'un & l'autre cas; DE CRIMES, &c. 171
Si Bataille, dit Beaumanoir, est en la
Court d'aucuns Hommes le Conte, pour
MEUBLES, ou pour HERITAGE, entre
Personnes de Pooste, li vaincus perd la
querelle, pour quoy li gages furent donnés. Et si l'amende au Seigneur, en quel
court le Bataille est, és l'Amende de 60.
sols. Et si le Bataille est de Gentixhoms,
chil qui est vaincus perd li querelle, &c.
l'amende au Seigneur de 60 livres.

Saint Louis fut le premier de nos Rois qui abolit en 1260. les Gages de Bataille pour Meubles & Heritages. Selon Beaumanoir, p. 309. ligne 27.

Et en 1,06. Philippes le Bel corrigea encore cet ancien Droit, en donnant une nouvelle Forme aux Gages de Bataille, par l'Ordonnance qui suit.

Philippe par la grace de Dien Rey de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut, sçavoir, faisons, que comme cy-devant, pour le commun prosit de notre Royaume, nous eussions dessendu generalement à tous nos Subgez, toutes manieres de guerre é tous Gages de Bataille, Et plusieurs malfaiteurs se soient advanciez par service de leur corps é faux Engins, à faire malesices é excez, hommicides é trahisons, é tous autres Ziii

272 LIV. VI. TIT. I.

griefs maux; pourceque quand ils les avoient faits convertement & en repost, ils ne pouvoient être convaincus par témoins, dont par ainsi le malesice demeuroit impuni. Et ce que en avons fait, a été pour le commun proufit & salut de notre Royaume. Mais pour ofter aux mauvais dessus dits, toute cause de malfaire, nous avons nostre deffence dessus dite actrempée par ainsi, Que la où il apperra évidemmentHomicide, Trahison, ou autre Griefve violence, ou malefice, Excepte' LARRECIN, par quoy peine de mort s'en deût ensuivir, secretement, ou en repost, si que celuy qui l'auroit fait, ne peut estre convaincu par Timoins, ou autre maniere suffisance, nous vou-LONS que à dessaut d'autre point, celuy ou ceux, qui par indices, ou presomptions semblables à verité, pour avoir ce fait, soient, de tels faits suspicionez, appellez & citez à Gaiges de Bataille, & souffrons, quant à ce cas, les Gaiges de Bataille avoir lieu. Et pour ce à celle Justice tant seulement, nous actrempons nostre dessence dessus dite, és lieux & és terres, ésquels les Gaiges de Bataille avoient lieu devant nostredite deffense; car ce n'est mie nostre

DE CRIMES, &c. 273
intention, que cette dessence sust rappellée, ne actrempée à nuls cas passez,
devant, ne aprés la date de nos presentes Lettres, desquelles les condamnations, & absolutions, ou enquestes
soient faites, asin que on le puisse jugier, absoudre ou condamner, ainsi que
le cas le requiert, & évidemment apparoitra. En tesmoing de ce Nous avons
ces Lettres fait sceller de nostre Grand
Scel. Donné à Paris le Mercredy aprés
la Trinité, l'an de Grace 1306.

Vide Stilum Parlamenti, Part. I. cap. 16. L'Ordonnance de saint Louis de l'an 1260. le Livre intitulé, La Salade, seüillet 59. Honoré Bonnor, dans son Arbre des Batailles, depuis le chap. 146. jusqu'à la fin. Pasquier, dans ses Recherches, livre 4. chap. 1. 2. & 3. la Thaumassiere, dans ses anciennes Coûtumes du Berry, Part. 1. chap. 24. 25. le Formulaire des Combats à outrance, à la mode de France, dans le Theatre d'Honneur de la Colombiere, tom. 2. fol. 26. l'Avis de Jean de Villiers, de l'Isleadam touchant les Gaiges de Bataille, & les Combats à outrance, l'Avis de Messire Hardouin de la Jaille, le discours du Combat en Champ clos, de Char-

Liv. VI. Tir. I. les de Neufchaises, Beaumanoir, chi-63. p. 324. 325. Petrum Jacobi paginæ 391. Guidonem Papa 2.317.318. Goftredum Saligniacum ad Legem, cum Pater, S. Repetendorum. D. De Legatis 2. volumine 4. folio 143. verso. Hotomanum de Duello. Braitonum lib. 3. tract. 2. cap. 19. 20. Fletam, lib. 1. cap. 34. 41. Stamfordium De Placitis Corona, lib. 1. cap. 14. Quoniam attachiamenta, cap. 73. Speculum Saxons lib. 1. art. 63. Nicolaum Uptonum de Officio Militari, editionis Londin. anni 1654. Alciatum de Singulari certamine, le traité du Duel de Savaron, celuy de Scipion Dupleix. Le Theatre d'honneur de Favin, page 1690. celuy de la Colombiere, & Cangium in Glossario.

Pour Larcin.) Cecy est pris de l'Ordonnance de Philippe le Bel, de l'an 1306, rapportée cy-dessus.

Le Gage de Bataille étoit un cas de Haute-Justice, & de là vient, suivant la regle 47. du titre 2. du livre 2. que les Seigneurs marquoi ent leur Haute-Justice en leur Auditoire, par des Tableaux, ou Peintures de Champions, qui combattoient, Voyez la note sur cette regle.

DE CRIMES, &c. 279 Quant au Larcin, il étoit cas de Basse Justice; car anciennement, comme on l'a fait voir ailleurs, il n'y avoit que deux degrés de Jurisdiction contentieuse. Beaumanoir, chap. 58. page 294. L'en doit sçavoir, que de tout cas de crime quelque il soient, dont l'en peut perdre vie, qui en est attaint & condamnés, appartient à Haute-Justice, excepté le Larron, car tout soitil ainsi que Lierres pour son larrecin perde la vie, ne pourquant Larrecin n'est pas cas de Haute Justice. C'est pour cela qu'en Larcin, il n'y avoit point lieu au Gage de Bataille; mais en Angleterre & ailleurs, le Larcine comme le Meurtre, se prouvoit par le Duel. ou le Gage de Bataille. Leges Vvillelmi Nothi, cap. 68. Si Anglicus homo compellit aliquem Francigenam, per Bellum, de Furto, vel homicidio, vel aliqua re, pro qua bellum fieri debeat, vel Judicium inter duos homines, habeat plenam licentiam faciendi. Et si Anglicus Bellum nolit, Francigena compellatus adlegiet se Jurejurando contra eum, per suos testes, secundum Legem Normannia.

Nicolaus Upton, de Militari Officio, libro 2. cap. 7. §. 7. p. 79. Quando aliquis homo est accusatus De Furto, licet ei, in prima vice, per Sacramentum se idoneare; secundum Legem, si possiti Èt si alia vice, duo vel tres eundem de Furto accusant, licitum erit contra unum ex his, cum scuto & suste, per pugnam in campo contendere, ut in Lombarda, De Furtis Leg. Si quis liber homo, & Lege, si quis alium de Furto, & c. Voyez Beaumanoir, p. 324. ligne 15. & le chap 80. du premier livre des Etablissements.

N'e'chet Gage de Bataille.)
Quand l'Appellant, ou celuy qui accusoit, avoit sait sa plainte en Jugement,
& avoit offert le Duel, si l'Appellé ou
l'Accusé nioit le crime & acceptoit,
l'offre, le Juge ordonnoit le Duel, chacun jettoit par terre un Gantelet que
l'autre levoit, & le Duel étoit ainsi
accepté. Ces Gantelets ainsi jettez &
levez, étoient appellez Gages de Batailles, & à l'imitation de ces Gages,
les Procedures, en matiere Civile,
ont été nommées Erremens du plait,
c'est-à-dire Gages ou Aires du plait.

XXI.

Ni pour autre Crime, où

il n'échet Peine de Mort.

Le Formulaire des Combats à outrance, suivant l'Ordonnance de Philippes Le Bel, chap. 1. Des quatre choses appartenant à Gage de Bataille, avant qu'il puisse être adjugé.

Premierement, nous voulons & ordonnons, qu'il soit chose notoire, certaine & évidente, que le malesice soit advenu: Et ce signisse l'Aste où il apperra évidemment homicide, trahison, ou
autre vraisemblable malesice, par évidente suspicion.

Secondement, que le Cas soit tel QUE MORT NATURELE en deust ensuivir, excepté Cas de Larrecin, auquel Gaige de Bataille ne chiet point. Et ce signifie la clause, par quoy peine de mort

s'en deust ensuivir.

Tiercement, qu'ils ne puissent estre punis autrement que par voye de Gaiges, Et ce signisse la clause de Trahison reposte, si que celuy qui l'auroit faite ne se pourroit desfendre, que par son Corps.

Quatriemement, que celuy que en veut appeller, soit diffamé du fait par indices, ou présomptions semblables à verité, & ce signifie la clause des indices.

278 LIV. VI. TIT. I.

Voyez la Colombiere dans son Theatre d'Honneur, Part. 2. chapitre 8. & Stil. Parl. part. 1. eap. 16.

XXII.

En Fait de Bataille, le Défendeur est tenu de Confesser, ou Nier le Fait, dés le Mesme Jour, qu'il Reçoit le Cartel,

Quand un crime avoit été commis si secretement, qu'il étoit impossible de le prouver par Témoins. Celuy qui accusoit, si c'étoit un meurtre qui avoit été commis, devoit ainsi rendre sa plainte, selon Beaumanoir, chapitre

61. page 308.

Sire, je disurtel (& le doit nommer,) que il mauvesement, & en trahison, ma murdri tele personne, & doit nommer le mort, qui mes Parens étoit, & par son trait & son fait, & par son pourchas, se il le connoît, je vous requiert que vous en faciez, comme de Murdrier. Se il le nie, je le vueil prouver de mon corps contre le sien, ou par homme qui fere le puist, & doie pour moy, comme chil qui a essoine, lequel je montreray en temps. Et se il appelloit sans retenir Avouë; il convenroit que il se bar

DE CRIMES, &c. 279 tist en sa personne, & ne pouroit plus Avoir Avoué, ou Champion.

Et quant au Desfendeur, il ne devoit se départir de devant le Juge, avant qu'il eût répondu à l'Appel,

c'est-à-dire avant qu'il eût nié, ou avoué le crime dont il étoit accusé, ou qu'il eût proposé ses raisons, pour

faire voir qu'il n'y avoit point lieu à l'appel & au Gage de Bataille; car

comme dit Beaumanoir, chap. 61. p.
307. à la fin, il convenoit, que chil qui

étoit appellé, se deffendist, ou qu'il demeurast attaint don fait, douquel il

estoit appellé.

Le mesme Autheur, chap. 61. page 308. Chil qui est appellés, ne se doit departir de devant le Juge, devant que il a respondu à l'appel, & se il a aucune raisons par lesquels il veuille dire que il ne doit point y avoir d'appel, il les doit toutes proposer, & demander droit sur chascune raison, & doit dire que se droit disoit que ses raisons ne sussent fussent, si met il sus toute vilaine euvre, & nie le fait, proposé contre li, & se offre à dessendre par li, ou par homme, qui sere le puist, & doie, comme chil qui a essoine, de montrera

en temps, & en lieu. Adonques, li fuge doit penre les Gages de l'Appelleur, & de l'Appellé, sauf les raisons de celuy

qui est appellé.

Il resulte manisestement de ces autorités, que l'Appellé, ou l'Accusé ne devoit proposer ses exceptions, & nier, ou avouer son crime, que devant le Juge; & ainsi il n'est pas veritable, qu'en fait de Bataille, le deffendeur sut tenu de confesser, ou nier le fait dés le même jour qu'il avoit recu le cartel. Vide Petrum Jacobi in Pratitica Rubrica 98. De Duello, seu pu-

gna, n. 36. p. 399.

En l'année 1386. la Question sur agitée au Parlement, de sçavoir, si en cas de gage de Bataille, l'Accusé ou l'Appellé étoit obligé de nier le crime, ou de Démentir l'Appellant, sous peine d'être reputé convaincu, & Jean le Coq sut d'avis, que l'Appellé n'étoit pas même obligé de Nier, aprés que l'Avocat de l'appellant avoit conclu, & offert le Duelen jugement, comme il étoit ordonné par le Stile du Parlement Partie 1. chap, 16. De Duello S. 11. 12. 13. & 14. On rapportera icy toute la Question 90. de cet Autheur.

DE CRIMES, &c. 281 AN SIT PERICULUMEX

parte Appellati, non dementiri Appellantem.

Videtur quod sic.

Primò. Quia videtur caveri in Stilo quod sic siat. Secundò, quia appellatus non dicens, vel dicere non faciens videtur omittere, propter dissidentiam causa. Tertiò. Quia dicitur in Stilo, Quod sussicit, quod Dementiatur Appellans per Appellatum. Post Proposita per suum Advocatum, et si ante non fiat non habetur in Titulo pro Duello Rubrica de Propositione. Sic innuere videtur, quod Dementiri debeat post Proposita.

Credo contrarium per sequentia.

Primo, Quia quod Dementiatur, est permissum Appellato in ejus savorem, contra Appellantem, qui contra omnia jura, & consuetudinem generalem Regni Francia, capit viam vadii, & imponit ipsi Appellato tanta crimina, sicut sunt illa qua sunt apta ad vadia. Ergo si omittat non nocet sibi, quod est in ejus savorem.

Secundo. Revera non permittitur in accusatione ordinaria, sive siat à parte, sive ab Officio, quod Pars Dementiatur. Ergo est in causa Duelli in favoremente. A a

Appellati introductum, cui favori renuntiari potest absque prajudicio. Nec videtur non Dementiens in causa Duelti, plus puniri debere, quàm in accusatione ordinaria.

Tertiò. Pars appellans non potest de hoc conqueri, eò quod nonDementiatur, quia siet ei honor, & sieret dedecus de contrario.

Quarto. Non cavetur in Stilo, quod sit necesse quod Dementiatur aliquis,

alias quodex hoc Pars Incretur.

Quinto. Quod ex hoc commodum potest reportare Appellans, quod ex hoc adjudicaretur Duellum, non quiæ hoc esset novum inducere casum adjudicandi Duellum, quod esset contra omnia jura mundi, consuetudinem, & ordinationem Regis Philippi pulchri ; quod pro confesso haberetur Pars appellata, non quia negavit proposita per partem suam adversam fore vera, & se defendere, &c. Ergo patet quod non confitens factum, non habetur pro convicto, quia non est habendus pro convicto, nisi in campo convincatur, vel nisi consiteatur factum, sed constat quod in Campo non fuit convictus nec confessus per predicta. Ergo, &c. Sexto, si aliquod commodum posset

DE CRIMES, &c. 283 reportare, hoc esset in casu, quod Duellum adjudicaretur per Curiam, quia in hoc casu concludit pars Appellata in Duello, vadium suum projiciendo, ergo ante premature peteretur commodum,

eo quod non fuit Dementita.

Per prædicta responderetur ad contraria. Et scias quod in dicta causa Duelli dicti DominiPetri non fuit Dementitus dictus Leo, & nihil dixit, nec aliquod commodum petiit ejus Advocatus, attamen fuerat Dementitus in eadem causa coram Commissariis, qui prius de ea cognoverant, licet eorum processus fuerit frustratorius, & de novo fuit dicta causa in Curia Parlamenti placitata, & finaliter per Arrestum fuit dictum, quod non cadebat Duellum.

Les choses étoient ainsi dans les regles de la Procedure, mais comme en cette matiere, il y avoit beaucoup de point d'honneur, celui qui étoit soupconné de crime, affectoit de se rendre en Jugement, sans attendre qu'il fût adjourné, ce que nous apprenons du ch. 2. duFormulaire desCombats à outrance, suivant l'Ordonnance de Philippe le Bel. Nota que en gage de Bataille, tout Homme qui se dit vray pour honnête, se doit rendre & presen-Aaii

ter sans adjournement, mais on luy donne bien Délay pour avoir ses amis. Et s'il ne vient sans adjournement, pour ce son droit n'est amendry, ne son honneur avancié. C'étoit pareillement par Point d'honneur, que dés le jour même du Cartel, quand le Duel se faisoit sans formalité de Justice, l'Appellé étoit tenu de nier, ou confesser le crime dont il étoit accusé. Touchant les Cartels V. la Colombiere Partie 2. chap. 10. p. 210. & 223.

XXIII.

L'Appellé en Combat, a le chois des Armes, & de la Forme du Combat.

Cette regle, comme la précedente, n'est pas pour les Duels, ou Combats, qui étoient ordonnez par les Juges, mais pour les Duels qui se fai-soient par Dessis & par Cartels. De sorte qu'en France on n'a point pratiqué la Constitution de Frederic rapportée dans les Loix de Naples, lib. 2. tit. 37. §. 4.

Comme celuy qui étoit appellé en Duel par Cartel, & sans autorité publique, n'étoit obligé à combattre que par Point d'honneur, il ne s'y

DE CRIMES, &c. 185
exposoit pas, à moins qu'il n'y eût
entre luy & l'Appellant une parfaite
égalité d'âge, de force, & d'armes,
jusques-là, que si l'Appellé étoit Borgne, il exigeoit que l'Appellant eût
le même œil bouché, & s'il étoit
estropié d'un Bras, ou d'une Jambe,
il exigeoit que l'Appellant eût le
même membre lié, asin qu'il ne pût
point s'en servir contre luy. Voyez
la Constitution de Frederic citée cydessus, & la Colombiere dans son
Theatre d'honneur Part. 2. Q 7. p. 135.

L'usage étoit donc dans ces Duels, que l'Appellant pouvoit marquer le lieu du Combat, mais que c'étoit à l'Appellé à faire le choix des Armes. Cela sut ainst pratiqué au Duel entre Veniers & Sarzay sous François I. Car Veniers qui étoit l'Appellé, porta au champ de Bataille les Armes dont ils devoient combattre, sçavoir, un Corcelet à longues tacettes, avec les Manches de Maille, des Gantelets, le Morion en tête, & une Epée à chaque main.

Et le célébre Jarnac, appellé par la Chataigneraye sous Henry I I. six porter au champ de Bataille un Casque, un Corcelet, un Brassard pour le Bras gauche, qui ne jouoit point, afin que l'Appellant ne pût se servir de sa force, ni de son adresse à la Lute, l'Epée pour la main droite, un Poignard pour la gauche, & encore un autre Poignard à mettre dans la main droite. V. Dupleix dans ses Loix militaires touchant le Duel livre 3. ch. 10. page 275. la Colombiere dans son Theatre d'honneur Partie 2. chapitre 36. page 409. & chap. 37. page 415. & Hotomanum de Duello.

Il n'en étoit pas de même quand le Duel étoit ordonné en Justice, car selon Nicolas Upton De militari Officio lib. 2. l. 8. p. 83. en plusieurs lieux la Coûtume étoit, que le Juge même qui avoit ordonné le Combat, ordonnoit aussi des Armes dont les Combattans devoient se servir.

QUALIA ARMA SINT in his casibus, Duellantibus, per consuetudinem concessa.

In Casibus istis, quando proceditur ad Duellum, propter Criminis purgationem, de Consuetudine, Judex habet providere de Fustibus cornutis, cum Targiis, vel Scutis, que Fustes & Seuta erunt aqualis longitudinis, & gros-

DE CRIMES, GC. 287 siciei. Et Pars compellans habebit primam Electionem Armorum pradictorum, ut in Lombarda De testibus, lege Si quis cum altero, & lege proxima præcedenti. Sed utrum habere possunt Gambrias, & Galeas in Capitibus, neque Lege, neque Consuetudine invenimus. Et si prafate Fustes, sive Scuta frangantur, non sunt alia eis aliquo casu prestanda. Aut si ceciderint Fustes de manisus pugnantium, nisi Duellantes, poterint per se ipsos, dictas Fustes recolligere, nove non dabuntur sed sibi imputare debet, qui Fustems suam sic cadere permisit. Sed de jure scripto ista non habemus, quamvis de Usu, & communi Consuetudine, istud fuerit observatum, &c.

En France, les Juges ne preserivoient point les Armes, dont les Combattans devoient se servir. Mais suivant le chap 80. du premier livre des Etablissements de France, faits par Sa Louis, on faisoit la distinction suivante entre le Noble & le Roturier,

Lorsque les Roturiers combattoient avec les Roturiers, & les Nobles avec les Nobles, ils avoient toûjours Armes égales.

Si c'étoit un Roturier qui accusois

188 LIV. VI. TIT. I.

un homme Noble, & qui l'appelloit en Duel, le Noble ne quittoit point ses Armes, & combattoit à Cheval, & le Roturier combattoit à Pied. Mais si le Noble appelloit le Roturier, le Noble étoit obligé comme luy de combattre à Pied.

Beaumanoir explique ainsi cet ancien usage, dans ses Coûtumes du Beauvoisis chapitre 64. Des Presenta-

tions p. 328.

Quant gage sont receus don Juge, & le Juge leur a assiné jour de venir, ainsi comme il doivent; li Appellé, & Chil qui Appelle, doivent regarder en quel estat il sont, en tele maniere, que Chil qui Appelle, se il est Gentilshom, & il appelle homme de Pooste, bien se gard, que il ne se présente pas armés à Cheval, comme Gentixhoms, car ilse doit présenter à Pied, & en guise de Champion, & se il se presente à Cheval, & Armés, comme Gentixhoms, & li Paisans, que il appella se presente à Pied, comme Champion, li Gentixhoms en a le pieur, car puisque il perd les Armes, esquelles il se presente, il demeure quand il est desarmés en pure se Chemise, & convient que il se combatte en icelle DE CRIMES, &c. 289 icelle maniere, sans Armures, sans Es-

cu & sans Baston, &c.

Pierres qui Gentixhoms estoit, si appella Jehan, qui estoit homme de Poote. An jour de la Presentation, aprés ce que gages furent reçûs, & au jour qui leur fut assiné de venir, aussint comme il doivent. L'une Partie & l'autre se présenterent nicement, car li Escuiers se présenta à Cheval, armés comme Gentixhoms, & lihome de poste se présenta à Pied, en pure se cote, sans Armeure, fors de Baston & d'Escu. Jehan qui à Pied se présenta, proposa contre Pierre, qui appellé l'avoit, que li dit Pierre s'étoit présenté en Armes, és quelles il ne se devoit pas combattre, pourquoy il requerroit que les Armes li fussent ostées, & que il se combattit sans Armes, à Pied, comme Chil qui s'étoit présentés, sans Armes souffisans à combattre contre li, selonc l'appel.

A che répondit P. que souffisaument s'étoit présentés, car Gentixhoms étoit, combattre pourquoy il requierroit le Bataille, & plus requierroit-il, car il requerroit que fehan ne pust avoir nulles autres Armeures, que celles és quelles il étoit présentés, che est à en-

tendre en se Cote, son Escu, & son

Baston tant seulement, & seur che se

mistrent en droit.

Il fut jugié, que Pierre perdroit les Armes, & le Cheval, comme meffetes au Seigneur, & se combattroit au point où il seroit, quant les Armes li seroient ostées, chest à sçavoir, en se chemise, Sans Escu, & Sans Baston, & Jehan ensement en se Cote, se combatteroit audit Pierre, ainsint comme il se présenta si comme il étoit devant, & auroit l'Escu & le Baston. Et par cet Jugement, peut-on sçavoir le Peril qui est en presentation, & comment l'en doit regarder, en quel état de personne l'en est, & qui est Apelieres on Appellé. Car se Jehan qui étoit hons de Poote, eut appellé ledit Pierre. Pierre le fut soussissamment présentés, car en soy dessendant, il se combatist armé & à Cheval, & li hons de Poote si comme il se présenta, ou en Armes de Champion, se il si fust présentés.

Quant le hons de Poote appellent li uns li autre, il se doivent présenter au jour qui leur est assigné, après le gages receus, à Pié, & en Armes de Champion. Et se ils sont Gentixhons, ils se doivent présenter leurs DE CRIMES, &c. 291 Chevaux armés de toutes Armes, & qui se présente moins souffisamment d'Armeures que il ne doit, il n'y peut plus recouvrer. Voyez la note sur la regle qui suit à la fin.

XXIV.

En France Personne n'est tenu Prendre, ni Bailler Champion, quoi que l'Empereur Frideric ait ordonné le contraire.

Frederic par son Ordonnance De Campionibus, rapportée dans le livre 2. des Constitutions de Naples, titre 37. §. 4. permit aux Personnes agées de soixante ans, & à celles qui étoient mineures de vingt cinq, de pouvoir combattre par Champions. Nec illud pratermittendum videmus, quod necessario gratiam nostra Benignitatis exposcit, ut qui atatis annum sexagesimum tetigerint, & qui nondum viginti quinque annorum curriculaimpleverint, per se Pugnare minime teneantur, sed possint ad Desfensionem suam, non cum alios impetunt subjicere Campiones. Ne vel atates in altero naturali frigescente calore, vel 192 LIV. VI. TIT. I.

juveniles, virtutum in altero robore non impleto, non tam in certo, quam periculoso pugna judicio, quod esset asperrimum, relinquamus. Vide dicti libri tit. 31. 32. 33. & ibi Math. de Afflictis.

Et suivant la remarque de Cujas sur le Paragraphe Si Rusticus de la Constitution de cet Empereur. De pace tenenda. Le Noble ne combattoit avec le Roturier que par Champion. Similes Rusticum deferat, de Calumnia, dejerat. Rusticus purgat se dato jurejurando cum septem aliis, vel probat innocentiam suam Humano judicio, id est, Testibus legitimis, vel Divino, id est Duello. Nam per Campionem, Miles cum Rustico Pugnare POTERIT, VEL ETIAM PER SE, SI VE-LIT, alioquin Rusticus Militem ad pugnam compellare non potest, nam neque Miles Plebeius Militem Nobilem, &c. Vid. Cujacium ad lib. 5. Feudor.

En France, tout accusé, ou appellé étoit aussi obligé de combattre, à moins qu'il n'eût loyale Exoine. Beaumanoir dans ses Coûtumes du Beauvoiss chapitre 61. p. 308. ligne 30. Se Chil qui appelle, ou qui est appellé, vient avoir Avoüé, qui se combatte

DECRIMES, &c. 295
pour luy, il doit montrer son Essoine,
quant le Bataille sera jugée. Pluriex
Essoines sont, par lesquelles, & par l'une des quiex l'en peut avoir Avoilé.

Li uns des Essoines, si est se Chil qui vient aveir Avoisé, montre que il li faille aucun de ses membres, par lequel il est aperte chose, que li Corps en est

plus foible.

Le second Essoine, si est se l'en a

passé l'age de soixante ans.

Le tiers Essoine, si l'en est accoûtumé de Maladie, qui vient soudainement, comme de Goute arreticle, ou de Avertin.

Le quats Essoine, est, si l'en est Malades de Tierchaine, ou de Quartaine, on de autre Maladie apertement sque sans fraude.

Le quints Essoine, si Femme ap-

pelle, car Femme ne se combat pas.

Sinn Gentixhons appelle un Gentilhomme, & li un & li autre est Chevalier, il se combattent à Cheval armés de toutes Armeures, teles comme
il leur plait, excepté Constel à pointe,
& mace d'Arme moluë. Ne doit Chacun porter que deux Epées, & sonGlaive. Et aussint si sont Escuier, deux Epées, & un Glaive.

Bb iij

294 LIV. VI. TIT. I.

Se Chevalier, ou Escuier appelle Homme de Poote, il se combat à Pied armé en guise de Champion, aussint comme li Homme de Poote, car par che que il s'abaissent à apeller si basse personne, se dignité est ramenée en tel cas à tes Armeures, comme Chil qui est appellé, a de son droit. Et mout seroit cruel chose, se li Gentixhons appelloit un Homme de Poote, & il avoit l'avantage du Cheval & des Armeures.

Si li Hons de Poote appelle Gentilbomme, il se combat à Pied à guise de Champion, & li Gentilhons armé de toutes Armes, car en aus deffendans, il est bien avenant que il usent de leur avantage.

Si uns Hons de Poote appelle un autre Home de Poote, il se combattent à Pied, & de toute tele condition est li Champions a la Gentilfame se elle appelle, ou elle est appellée, &c.

Voyez des Fontaines dans son Con-

feil chap. 22. nombre 7.

Hotoman s'est donc trompé, quand il a dit, qu'il étoit permis par le Droit François dans tous les Duels, de combattre par Champions. Jure autem Gallico, licet omnibus in Duellis

DE CRIMES, &c. 295 Campionem edere. Vide Hotomanum de Duello, & Alciatum De singulari Certamine cap. 35.

XXV.

Ni de Combattre avant Vingt & un an de son Age, par l'ancienne Coûtume de la France.

On a remarqué sur la regle 34. du tit. 1. du premier livre, qu'anciennement en France & en Angleterre, on reputoit majeurs tous ceux qui avoient l'age suffisant pour s'acquitter de leur Profession, & que les Enfans mâles à Vingt & un an, étant en age de porter les Armes, & d'aller à la Guerre, ils sortoient de Garde, & entroient en la pleine jouissance de leurs Fiefs, parce qu'ils pouvoient les desservir. Ante atatem porrò viginti & unius annorum, dit l'Autheur, de Fleta, Robustos vel habites ad Arma suscipienda, pro Patria deffensione non reputantur, & ided UNDRES dicuntur, & sub Tutela Dominorum interim remanebunt. Fleta lib. 1. cap. 9. 5. 4.

C'est par cette raison que l'Auth. a mis dans cette regle, que Personne ne pouvoit combattre avant vingt & un

B b iiij

an de son age, par l'ancienne Coûtume de la France. Beaumanoir chap. 63. p. 323. à la fin. Il n'y a point d'Appel, si Cil qui appelle, est de sous l'age de quinze ans, car male chose seroit de souffrir enfans en Gage, devant qui il aient age, par quoy il doient connoître le peril qui est en Gages, & en mout de pais, il convient plus d'age, & par nôtre Coûtume, croi-je qu'il auroit Avoisé du-ques à tant que ils aroient vingt ans.

Par la Constitution de Frederic, rapportée sur la regle précedente, il falloit avoir vingt cinq années pour être tenu de combattre en Champclos, quand il y avoit accusation de crime, & avant cet age, l'accusé pouvoit mettre un Champion en sa place.

Voyez-page 291.

XXVI.

Qui ne Combat, quand la Bataille est Assignée & Jurée és mains du Prince, Perd les Armes, & est Tenu pour Vaincu.

Le Formulaire des Combats à outrance, suivant l'Ordonnance de Philippes le Bel chap. 2. article 5.

Item Voullons & ordonnons, que

În l'une des Parties se départoit de not tre Court, aprés les gaiges jettez. É recus, sans nôtre congié, iceluy portant ainsi, Voullons & ordonnons qu'il soit

tenu & prononcié vaincu.

Article 15. Par les anciennes Coûtumes du Royaume de France, l'Appellant se doit présenter au Champ premier, & avant l'heure de midy, & le
Deffendant devant l'heure de None,
& quiconque défaut de l'heure, il est
tenu & jugié pour vaincu, se la grace
& mercy du Juge ne s'y étend, lesquelles Constitutions Voullons & approuvons
qu'elles tiennent & vallent. Vide Stilum Parlamenti parte 1. tit. 16. §. 23.
& 19.

XXVII.

Et si le Demandeur ne rend le Défendeur vaincu dans le Soleil couché, il perd sa Cause.

Le Formulaire des Combats à outrance, suivant l'Ordonnance de Philippes le Bel article 17. Item doit Requerir & protester, que se le plaisir de Dieu ne sut, que au Soleil couchant, il n'eût déconsit & outré son ennemy, laquelle chose il entend si Dieu plait, neanmoins peut requerir qu'il luy soit 298 LIV. VI. TIT. I.

donné du jour, autant comme il en seroit passé en faisant les Cérémonies, selon les Droits & anciennes Coûtumes, ou autrement peut protester, s'il n'a l'espace d'un jour tout du long.

V. l'ancien Stile du Parlement ch. 16. §. 20. Partie 1. & ibi Aufrerius.

XXVIII.

Le Démentir & Offre de Combat sauve l'Honneur à Celui qui est Taxé de Trahison.

On a fait voir sur la regle 21. de ce titre, que la trahison étoit un Cas de Gage de Bataille. Que l'on suppose qu'un Homme eût été appellé de trahison, qu'il eût nié le crime & accepté le Duel, & qu'enfin par les soins des amis communs, il se fût reconcilié avec l'Apellant, auroit-il eû son honneur entier? Il faut dire qu'ouy, parce que suivant cette regle, le Dementir & offre de Combat, sauve l'honneur à l'Accusé. Mais il faut remarquer que quand les Gages avoient été jettez & levez, & le Duel ordonné, les Parties ne pouvoient plus s'accommoder sans la permisDE CRIMES, &c. 259
fion du Juge. Voyez le Stile du Parlement, Partie premiere, chapitre
16. §. 23. & cy-dessus, livre 3. tit. 1.
Regle 6. & 7.

XXIX.

Le Mort a le Tort : & le Batu paie l'Amende.

LE MORT A LE TORT.) En Gage de Bataille, ou l'un des Combatans étoit tué, ou mis hors des lices, vif ou mort, ou il étoit forcé de confesfer son crime. Et dans l'un & l'autre Cas, le Gage de Bataille étoit outre.

Celuy des Combattans qui étoit tué, étoit reputé avoir eu tort, & son Corps étoit traîné au Gibet. Le Formulaire des Combats à outrance, suivant l'Ordonnance de Philippe Le Bel, art. 24.

Item, voulons & ordonnons, que Gage de Bataille ne soit point outre fors par deux manieres. C'est-à-sçavoir quand l'une des Parties confesse sa Coulpe, & est rendu; & l'autre qui est la seconde, quand l'un met l'autre bors des Lices, vif, ou mort. Donc Mort ou vif, comme sera le corps, il sera du Juge livré au Mareschal

pour luy faire Justice, tout à nostre bon plaisir, &c.

Messire Hardouin de la Jaille dans son avis touchant les Combats, en

Champ Clos, Car. 12.

Si c'est pour trabison, ou meurtre qu'= est la querelle & Gage jetté, le Mareschal doit demander au Seigneur Juge, que c'est qu'il veut que l'on fasse de ce Corps Recreant, Convaincu, rendu Dedit & Parjure, & se ledit Seigneur Juge Sententie, qu'il en soit fait selon que au cas appartient, sans rien muer ne changer, il sera trainé auGibet, & pendu par le milieu du Corps, ou fait selon les Coutumes du Pays. Et s'il est de grand Lignage & Parenté, & que à la priere d'eux, ledit Seigneur. Juge luy fait grace de le laisser mettre en Terre Sainte, ledit Mareschal va toucher la main en celle dudit Seigneur Juge, puis la met sur l'estomac du Convaincu, & par le Sergent dudit Prevost est couché sur une table, & non sur une cloie, & porté les pieds devant hors du Champ, où se trouvent les Seigneurs de l'Eglise à torches éteintes, que on a mandé, querir, & prier que pour l'honneur du saint Baptême, qu'il estoit Chrestien, & que ledit Seigneur son

DE CRIMES, &c. 301 Juge luy fait grace, à la requeste des siens, qu'il soit mis en Terre Sainte, qu'ils luy veuillent mettre. Ce dit, les Seigneurs de l'Eglise disent sur le corps certaines Oraisons & suffrages appropriez à semblables Cas, puis Turches s'alument, & le prennent lesdits de l'Eglise pour le porter en terre, avec lesquels convient que ledit Prevos, accompagné de ses Sergens, li voyant mettre en la fosse, & de terre le couvrir, puisse en faire le rapport au Mareschal. Et tout ainsi doit aller au Gibet & Pilory, pour voir toute l'execution faite selon la Sentence du Juge, & le tout rapporter audit Mareschal, &c.

Floris de Bellingen a mis cette regle dans son Recueil de Proverbes, livre 2. chap. 25. n. 60. page 208. de l'édition de 1656. Et voicy comme il s'est avisé de l'expliquer: Lory est une petite Ville de la Province du Gatinois, distante de Paris d'environ vingt lieuës, dont les Loix Constumieres sont fort anciennes, & receuës en plusieurs endroits de la France. Celle-ci en est une, & est faite contre ceux qui battent quelqu'un & l'outragent de Coups, auxquels la Loy s'adresse, en leur disant ces mes-

302 LIV. VI. TIT. I.

mes paroles par lesquelles elle leur ordonne de payer l'amende, LE BATU PAYE L'AMENDE; mais cet Autheur

n'y a rien entendu.

On a remarqué sur la regle 20. de ce titre, qu'avant le Regne de Saint Louis, les Gages de Bataille n'avoient pas lieu seulement pour crimes, mais encore pour Meubles & Heritages, & quand ils avoient lieu pour Heritages & pour Meubles, celuy qui étoit batu perdoit sa cause avec amende, qui étoit de 60 sols, si la Bataille avoit été entre Roturiers, & de 60. liv. si elle avoit été entre Gentilshomes; de sorte que par l'ancien Droit de la France, le Batu payoit l'amende. Beaumanoir, se Bataille est en la Court d'aucuns Homes le Comte, pour Meubles & pour Heritage, entre Personnes de Pooste, LI VAINCUS PERD LE QUERELLE, pour quoy li Gages furent donnés, ET SI L'AMENDE AU SEIGNEUR, auquel court li Bataille est. Et l'Amende de 60. sols, & si Bataille est de Gentishomme CHIL QUI EST VAINCUS PERD LE QUERELLE, & L'AMENDE AU SEIGNEUR, qui est de 60. livres. Beaumanoir, chap. 61. p. 309. ligne 15.

Par la Charte de Louis le Gros, accordée aux Habitans de Lorris, confirmée par Louis VII. dit le Jeune, & par Philippe Auguste, cette regle fut établie. Si homines de Lorriaco Vadia Duelli temere dederint, & Prapositi assensu, antequam tribuantur obsides, concordaverint, duos solidos & sex denarios uterque persolvat. Et si obsides dati, suerint septem solidos & sex denarios persolvat uterque. Si de legitimis hominibus Duellum factum suerit obsides Devicti centum & duodecim solidos persolvant.

Et ces Coûtumes ayant été ensuite accordées à plusieurs Villes de France, on a crû que la Regle le Batu paye l'Amende, avoit été prise de la Coûtume de Lorris, suivant ces Vers anciens.

C'est un Proverbe & commun dis, Qu'à la Coûtume de Lorris, Quoy qu'on aye juste demande, Le Batu paye l'Amende.

Mais Philippe Le Bel, par son Edit du Mercredy d'aprés la Trinité, 1306. ayant aboli cet ancienDroit, & ordonné que les Gages de Bataille n'auroient plus lieu, que pour crimes, qui meriteroient la mort, le Batu reputé criminel fut mené au Gibet.

Messire Hardouin de la Jaille dans son Avis touchant les Combats en

Champ Clos, Cas 10.

Si c'est pour trahison, ou meurtre, droit d'Armes & Justice, veullent que le BATU soit par le Sergent criminel couché, lié & trainé sur une Cloye, les pieds devant hors du Champ, & delà par Chevaux, au Gibet pour estre pendu, ou en la place de la Ville, avoir la Teste tranchée.... Mais premier que Officiers d'Armes se mettent à couper Equillettes & desarmer le VAINCU, le Mareschal doit aller toucher de sa main en celle du Seigneur Juge, & puis la venir mettre sur l'Estomac du DEDIT. Et alors par lesdits Officiers, luy est levée sa Cotte d'Armes & brulée au milieu du Champ, puis desarmé, premier le Chef, aprés les mains, & le tout jetté és quatre quartiers du Champ, Et ce fait ledit Sergent fait son Office. Les Pleiges sont rendus au vainqueur, les autres arrestez comme Prisoniers, jusques à satisfaction de Partie, & le reste de ses biens sont au Prince confisquez. Voyez le Formulaire de Philippe Le Bel, article 14. & 15.

XXX.

DE CRIMES, &c. 305 XXX.

Maintenant Toutes Guerres & Combats sont défendus: & n'y a que le Roy, qui en puisse ordonner.

MAINTENANT TOUTES GUER-RES.) En 1245. au mois d'Octobre, saint Louis fit à Pontoise une Ordonnance contre les Guerres Privées, portant que depuis que le Fait, pour lequel les Parties entreroient en guerres, seroit arrivé, jusques à quarante jours accomplis, il y auroit Treve de par le Roy, appellée la Quarantaine le Roy, dans saquelle seroient compris tous les Parents des deux Parties, à l'exception des Parties mesmes. C'est-àdire de ceux qui seroient auteurs de la Guerre, & que cependant celle des Parties qui seroit coupable, pourroit être arrestée & punie; & enfin que si dans les Quarante jours quelqu'un des Parents étoit tué, celuy qui l'auroit tué seroit réputé Traitre, & puni de mort.

La même année il sit à Pontoise une seconde Ordonnance par laquelle il enjoignit aux Juges, de sorcer les Parties, qui étoient en Guerre, à saire

Tome II.

des Treves de cinq années.

Philippe Le Bel en fit une autre à Poissy, par laquelle il dessendit dans tout le Royaume les Guerres privées, soubs peine de confiscation de Corps & de Biens.

Jean en sit une à Paris, par laquelle

il renouvella ces deffenses.

Et enfin Charles V. abolit ce desordre par son Ordon. du 17. Septembre 1367. qui est au Reg. olim Fol. 47. Voyez la 29. Dissertation de M. du Cange, sur Joinville, fol. 344. 345-346. 347.

ET COMBATS SONT DEFFENDUS.)
En 1660. saint Louis dessendit les
Duels & les Batailles, & ordonna
que les preuves se seroient par titres
& par Témoins. Mais cette Ordonnance n'eut lieu que dans les Terres

du Roy.

Philippe Le Bel les dessendit ensuire generalement, mais ensin il sur obligé de les permettre, dans de certains Cas specifiez dans son Ordonnance de l'an 1306. rapportée sur la regle 20. de ce titre. Cette Ordonnance sut long-temps observée, comme il paroît par le titre 16.de la preDE CRIMES, &c. 307 miere partie de l'ancien Stile du Parlement. Et ensin nos Rois les dessendirent, par plusieurs Edits rapportez dans la Conference, livre 9. tit. 11. tome 2. p. 833.

XXXI.

La Peine du Vaincu estoit la Mort, ou Mutilation de Membres: mais la Loi de Talion sut, pour ce regard introduite, par l'établissement du Roi Philippe Auguste, tant contre l'Appellant, que contre l'Appellé.

Philippe Auguste sit cet Etablissement pour la Normandie, qu'il venoit de conquerir sur les Anglois, & y établit ainsi la peine du Talion, qui étoit en usage alors dans tout le Royaume, comme il se void par ces Vers de Guillaume le Breton, dans le livre 8. de sa Philippide.

Quadam autem in melius Juri con-

Constituit Pugiles, ut in omni Talio

Sanguinis in causis ad pænas exigas

Ccij

308 LIV. VI. TIT. I.

Victus ut Appellans, sive Appellatus eâdem,

Lege ligaretur, mutilari, aut perdere vitam.

Moris enim extiterat apud illos hactenus, ut si

Appellans victus in causa sanguinis esset,

Sex solidos decies, cum nummo solveret uno,

Et sic impunis, amissa Lege maneret, Quod si Appellatum vinci contingeret, omni,

Re privaretur & Turpi morte pe-

Injustum justus hoc Juste Rex revocavit,

Re que pares Francis Normannos fecit in ista.

Henry de Bracton dans son traité, De Legibus Anglia, lib. 3. cap. 21. §. 4. 5. 6. & 7. parle de cet ancien Droit des Normans, en traittant du Droit des Duels, qui étoit pratiqué de son temps en son pays.

Facto tali modo sacramento, statim siat Bannus Regis sub voce præconia & sa-Eto silentio per hac verba. Præceptum Regis & Institutionum est, quod nullus sit ita ausus, vel audax, quod quidquid DE CRIMES, &c. 309
audiat, vel videat se moveat, vel verbis praferat, & si quis contra hoc fecerit, captus erit, & positus in prisonam,
& ibi jacebit per annum & diem, usque
Dominus Rex de eo praceperit voluntatem suam, iis igitur taliter pactis congrediantur Campiones & pugnent.

Et si appellans victus fuerit, vel si appellans se deffenderit contra ipsum tota die, usque ad horam quâ stella incipiunt apparere, tunc recedit appellatus, quietus de appello, ex quo se obligavit appellans ad convincendum illum una hora diei, quod quidem non secit, & non solum quietus dimittitur appellatus de facto, imò omnes alii qui appellati sunt de forcia, &c.

Si autem APPELLATUS victus fuerit, ULTIMO SUPPLICIO PUNIETUR, se-cundum criminis qualitatem, cum ex-HEREDATIONE HEREDUM SUORUM ET OMNIUM BONORUM AMISSIONE.

Si autem APPELLANS Victus sit in campo, ad Gaolam mittendus est, tamen sit ei aliquando misericordia, &c.

Vide Fletam libro 1. cap. 34. §. 32. Petrum Jacobi, pag. 399. n. 41. & Alciatum de Singulari certamine.

DE PEINES.

TITRE II.

I.

A peine du Talion n'est point maintenant ordinaire en France.

Imbert, livre 3. chap. 1. n. 13. Hainaut, chap. 15. le Glossaire du Droit François, lettre T. Cangium in Glossario, verb Talio, &c.

II.

Les Amendes & Peines Coûtumiéres, ne sont à l'Arbitrage du Juge; les Autres, si.

AMENDES ET PEINES COUTUMIES RES.) Sont celles qui sont fixées par les Coûtumes. Voyez la regle qui suit.

III.

Toutes Peines requierent Déclaration.

C'est-à-dire que les Peines & A-

mendes, quoyque Coûtumieres, ne sont point encouruës de plein droit, sans Jugement. Voyez Brodeau, sur l'article 43. de la Coûtume de Paris, n. 15. Glossam ad Capitulum Licet Episcopus Verbo ipso Jure, cap. in pænis 49. & ibi Molinaum, De Regulis Juris in Sexto.

IV.

Le Fait juge l'Homme.

Lorsqu'un homme a commis un crime, les Témoins ne sont que l'en convaincre, & le Juge ne fait que declarer la peine qu'il a meritée. Ainsi c'est le crime ou le fait qui suge l'homme. Ce qui est certain quand la peine du crime est sixée par la Loy. Voyez la Conference des Ordon. liv. 9. tit. 10. 5. 6.

V.

Qui Fait la Faute, il la Boit. V. la note sur la regle précedente.

VI.

Par Compagnie on se fait Pendre.

Voyez l'article 194. de l'Ordonnance de Blois, & la Coûtume de Haynault, chap. 37.

312 LIV. VI. TIT. II.

VII.

Pour Saisse Brisée, y a Amende de Soixante sols.

Touraine, art. 365. Loudunois, au titre des Amendes, art. 4.

VIII.

Qui Brise une Franchise, il Brise toutes les Autres.

Cette regle est prise de l'Extrait qui suit de l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 4. des Peines, page 546 547.

Nota, que si quelqu'un tuë un autre, en lieu profane, qui soit prés d'une Franchise, en intention de soi bouter en ladite Franchise, quand il auroit fait, la Franchise ne le doit point sauver. Exemple d'Estienne Belin, & de Richard Barbel, qui fut tué devant saint Merry, & parce qu'on luy dit que cette Franchise ne luy valloit rien, il s'enfuit à sainte Genevieve, où M. Thomas Dermenoville & Adrien Daix, l'allerent prendre; car qui brise une Franchise, il brise toutes les autres, Et tous les nommez les Occiseurs su-

DE PEINES, &c. 313 rent pris & pendus. Vide Paulum Sarpium & Rithershusium de Asylis.

Ces Franchises ont été abolies par

l'Ordonnance de 1539. art. 166.

IX.

Infraction de Sauve-garde, & d'Assûrance jurée, par la Coûtume de France, merite la Hart.

Sens, art. 171. Qui indüement enfraint Asseurement, il chet selon la Coûtume de France en la Peine Capitale, qui est de la Hart, c'est-à-dire de la Corde. V. Stilum Parl. Part. 1. tit.34.

X.

Feu Monsseur Marillac Avocat du Roi, souloit dire:
Que Tout Dol meritoit Punition Extraordinaire, & Corporelle; ores qu'il fust traité en
Matiere Civile.

Voyez Coquille sur l'article 22. de la Coûtume du Nivernois, au titre des Executions, page 380. & 381. de l'édition de 1665.

Tome II.

Dd

LIV. VI. TIT. II. XI.

Les Amendes des Mélées, ou Forfaits commis de Nuit, sont Doubles.

Cette regle est prise du ch. 50. art. 1. 2. 3. 4. 5. & 12. de la Coût.de Mons. XII.

Messire Pierre de Fontaines écrit, que les Actions Penales n'ont point de lieu; & qu'on fait rendre les Choses sans plus, avec l'Amende au Seigneur. Qui est ce qu'on dit: A tout Mésait n'échet qu' Amende.

Des Fontaines dans son Conseil ch. 15. article 51. à la fin page 103.V. §. 17. Instit. De Actionibus.

XIII.

La Longueur de la Prison emporte une partie de la Peine; & ne Consisque point les Biens, ores que la Punition en fust Perpetuelle.

Vide Masuerum tit. 37. de Pænis n. 39. & 40. la Coûtume du NiverDE PEINES, &c. 315 mois chap. 2. art. 8. & Joann. Galli. Q. 109.

XIV.

Jamais on n'avance les Verges dont on est Batu.

C'est-à-dire, qu'en matiere criminelle, l'Accusé n'avance point les frais de son Procez. Voyez l'article 6. de l'Ordonnance de 1670. au Titre de la Competence des Juges. Covarruviam cap. xj. Pratticarum Questionum. n. xj.

XV.

La Peine du Fouët, Infame.

La Peine du Fouët irroge infamie par elle-même, parce qu'anciennement elle n'étoit que pour les Esclaves, & celuy qui est fouëté, est encore infame à cause du crime qu'il a commis. Chez les Romains les Coups de Bâton n'étoient point infamans: Lege Istus Fustium D. De his qui notantur infamia. Mais ils rendoient Infame, si la cause pour laquelle ils étoient donnez emportoit infamie. Leg. penultima S. 1. D. De extraordinaries cognitionibus. Vide Cujac. 13. observat. cap. 3. & ad Leg. 4. D. De incendio ruina lib.54. Pauli ad Edistum.

Ddij

ge6 LIV. VI. TIT. II.

Leg. Infamem D. De publicis judiciis Farinacium 2.19. n. 29. p. 251. tom. 1. Prax. crim. Goth. ad Leg. 7. D. De Pænis, Merillium ad Passionem Christi, secundum Joannem n. 10. Le Glossaire du Droit François sur le mot Foueter, Jacob Goth. ad Leg. 2. Cod. Th. de Cursu publico, & Can. Isaac Lingon. tit. 6. cap. 4.

XVI.

Il n'est pas Fouëtté qui veut; car qui peut Paier en Argent,

ne Paie en ion Corps.

Lorsque celuy qui est condamné pour crime, en une amende, ou peine pecuniaire, ne la peut point payer, il doit être soüeté, & dans ce cas qui non habet in are, luit in corpore. Mais s'il a de quoy payer, il n'est point en son option d'être soüeté. V. Leg. ult. D. De in Jus vocando, & Ann. Robert. Lib. 2. Rerum judicatar. cap. 15. Des Fontaines dans son Conseil chap. 21. art. 16.

XVII.

L'Homme qui se met à Mort par Desespoir, Confisque envers son Seigneur.

Voyez Bacquet des Droîts de Justi-

DE PEINES, &c. 317 ce chap. 7. n. 16. 17. L'Ordonn. criminelle tit. 22.art. 16. & tit. D. & C. De bonis eorum qui mortem sibi consciverunt. Coquille sur l'article 1. du chap. 2. de la Coût. du Nivernois. L'Auth. du grand Coûtumier. p. 248.

XVIII.

Le Corps du Desesperé est Traîné à la Justice, comme Convaincu & Condamné.

Bacquet des Droits de Justice ch. 7. n. 16. & 17. &c.

XIX.

Qui Confisque le Corps, Con-

fisque les Biens.

Paris art. 183. Le Commentaire de Brodeau, Capitul. lib. 3. cap. 45. la Coûtume du Nivernois ch. 2. art. 1.

XX.

La Confiscation des Meubles appartient au Seigneur duquel le Confisqué est Couchant & Levant: & des Immeubles, aux Seigneurs Hauts Justiciers des Lieux; où ils sont assis.

LA CONFISCATION DES MEUBLES. Voyez cy-dessus liv. 2. tit. 1. regle 13. D d iij LIV. VI. TIT II.

Voyez Bacquet des Droits de Justice. chap. 13. & les Etablissements liv. 2. chap. 39.

XXI.

Sinon que ce fust pour Crime de Leze Majesté, où le Roi prend Tout: ou de Fief, auquel le Seigneur prend ce qui est en son Fief, ores qu'il n'eust Justice.

Ou pour fausseté commise au Sceau & aux Lettres de Chancellerie, auquel cas la Confiscation appartient à M. le Chancelier. Voyez sur cette regle Brodeau sur la Coûtume de Paris art. 183. n. 26. & 27. Bacquet des Droits de Justice chap. xj. La Conference des Coûtumes p. 36. 37.

XXII.

Crimes Feudaux sont Felonnie, ou Faux Aveu à Escient.

Voyez cy-dessus liv. 4. tit. 3. regl. 96. 97.

XXIII.

L'Homme condamné aux Galeres, ou Banni à Perpetuité, DE PEINES, &c. 319 ou à plus de Dix ans, Confisque ses Biens, & ne peur Succeder.

L'Homme condamne' aux Ga-Leres, ou Banni a Perpetuite'.) Bourbon.art. 322. Nivern.ch.2. art. 3.

Ou a plus de Dix ans.) Celuy qui est Banni pour un temps, n'est pas mort civilement, parce qu'on ne peut point mourir pour un temps, & l'on ne peut point dire que le corps de celuy qui est condamné pour un temps aux Galeres, soit consisqué pour un temps : dans l'un & l'autre cas, les biens du condamné ne sont donc point consisquez. Voyez Brodeau sur M. Louet Lettre S. Sommaire 15. n. 15. 16. 17. mais ordinairement la peine des Galeres, & du Bannissement la peine des Galeres, & du Bannissement est pour neuf années, & audessous, ou à perpetuité.

XXIV.

Le Seigneur jouira des Biens appartenans par Usufruit à son Sujet Condamné, tant que le Condamné vivra.

Cette regle n'est pas sans difficulté. On appelle mort civile, une sic-D d'iiij 320 LIV. VI. TIT. II. tion, par laquelle un Homme qui vit, est reputé mort. Or comment peut-on concevoir, qu'un droit d'Usufruit, qui est tres-personnel, puisse être sur la tête d'une personne qu'on feint n'être plus. Si l'on veut que ce Droit subsiste, il faudra donc dire que le Condamné sera en même temps reputé mort & vivant, ce qui n'est pas possible, & c'est par cette raison, que chez les Romains l'Usufruit finissoit: media & maxima capitis diminutione §. Finitur Instit. de Usufructu. Mais l'on peut dire qu'il n'y a nul inconvenient, que la vie d'un Homme reputé mort quant aux effets civils, serve pour fixer la durée d'un Usufruit, dont le profit luy est ôté, & il a été ainsi jugé par Arrêt du 6. Avril 1598. Voyez de Renusson dans son Traité du Douaire chap. 12. n. 31.

XXV.

Pour le Méfait de l'Homme, ne perdent la Femme, ni les Enfans, leur Doüaire & autres Biens.

Melun chap. 1. art. 11. 12. Sens 26. Mante chap. 17. art. 194. Laon tit. 1. DE PEINES, &c. 321 art. 12. Voyez la Conference des Coûtumes pages 37. 38. &c.

XXVI.

Ni elle sa Part des Meubles & Acquests de son Mari, par l'Avis de Maistre Charles Du Molin, suivi contre les anciennes Coûtumes de la Franciennes Coûtumes de la France: conformément au Privilege octroié aux Parisiens en l'an 1431.

Par l'ancien usage de la France, le Mary condamné pour crime, confisquoit non seulement ses Propres, mais encore tous les Meubles & Conquêts, au préjudice de sa Femme. Ce qui est encore ordonné par quelques Coûtumes. Voyez celle de Troyes art. 134. & celle de Meaux chapit. 26. art. 208. L'Ordonnance de S. Louis de l'an 1259. rapportée par Caseneuve dans son Traité du Franc-aleu p. 292. ligne 15. celle de Philippes le Bel de l'an 1303. dans l'ancien Stile du Parlement, Partie 3. tit. 20. §. 4. & Froissart vol. 4. chap. 48.

PAR L'AVIS DE Me. CHARLES DU MOLIN) Voyez la note de cet AuLIV. VI. TIT. II. theur sur l'article 12. de la Coûtume du Vermandois.

PRIVILEGE OCTROIE AUX PARISIENS) en 1431. Ce prétendu Privilege est d'Henry VI. Roy d'Angleterre Usurpateur, qui vint cette année à
Paris, comme l'écrit Jean Chartier.
Aussi ce Privilege se trouve-t'il entre
les Ordonnances Barbines piece 26.
Les termes en sont rapportez dans le
Commentaire sur l'article 134. de la
Coûtume de Troyes attribué à M.
Pithou, où il est mal donné à Charles
VII.

XXVII.

Femme mariée condamnée, ne Confisque que ses Propres; & non la Part qu'elle auroit aux Meubles & Acquests.

Vermandois art. 14. Orleans artic. 209. Bacquet des Droits de Justice ch. 15. n. 90. 91. Buridan sur l'article cité de la Coûtume du Vermandois, & la Lande sur le 209. de celle d'Orleans.

XXVIII.

En Crimes qui meritent la Mort, le Vilain sera Pendu, & DE PEINES, &c. 323

le Noble Decapité.

Nobiles ex consuetudine non suspendentur, nec patiuntur viles pœnas. Bartholus ad Leg. 28. D. De pœnis. Vide Farinacium in Praxi Criminali tom. 1. 2.18. n. 85. 86. & Battandierum in Praxi Regula 93.

XXIX.

Toutefois le Noble Convaincu d'un Vilain cas, sera puni comme Vilain.

Voyez Coquille sur l'article 8. du Titre de Justice, de la Coûtume du Nivernois p. 14. de l'Edition de 1665.

XXX.

L'on disoit communément, Que les Nobles paient Soixante livres d'Amende, où les Nonnobles paient Soixante sols.

Beaumanoir chapitre 30. des Mésets p. 163. à la sin. L'Autheur du grand Coûtumier livre 2. ch. 16. Les Non-nobles à cause de leur subjection, sont moins punis, en pareil Délict, que les Nobles, si comme pour briser un Arrêt, les Non-nobles doivent une Amende 40. sols, & les Non-nobles 60. liv.

324 Liv. VI. Tir. II. XXXI.

Mais en Crimes, les Villains sont plus griévement punis en leurs Corps, que les Nobles. Voyez la Regle qui suit.

XXXII.

Et où le Vilain perdroit la Vie, ou un Membre de son Corps, le Noble perdra l'Honneur, & Réponse en Cour.

Des Fontaines dans son Conseil

chap. 13. article 22.

ET RE'PONS EN COUR,) témoignage en Cour. Beaumanoir chap. 2. p. 20. ligne 54. Voyez cy-dessus livre 1. tit. 1. Regles 33. 35.

XXXIII.

De toutes Amendes estans en Loi, les Femmes n'en doivent

que la Moitié.

Cette regle est prise de l'art. 460. de la Coûtume d'Orleans. Voyez la Lande & le Glossaire du Droit François sur Emande de Loy.

XXXIV.

Mais les Injures faites aux

DE PEINES, &c. 325 Femmes se Punissent au Double.

Comme les Meffets sont plus grands, quand ils sont commis de nuit que quand ils sont commis de jour, ils sont aussi plus grands quand ils sont commis à l'égard des Femmes, que quand ils le sont à l'égard des Hommes, & c'est pour cela que dans l'un & l'autre cas, les Amendes sont Doubles. V. la regle 11. de ce titre.

Il se voit dans le second Capitulaire de Dagobert, qu'il sit pour les Allemands, & le troisséme qu'il sit pour les Bavarois, que les Amendes étoient Doubles pour les injures faites aux Femmes. Lex Alamanor. cap. 48. Si quis liberum, infra Provinciam, vendiderit, revocet in pristinam libertatem, & cum duodecim solidis componat. De Fæminis autem, si ita contigerit, Dupliciter componat. V. Leg. Bajuvar. tit. 3. cap. 13. art. 1. & 2. contit. 9. chap. 1. art. 1. 2. 3.

XXXV.

La plus Grande Peine, & A-mende, attire & emporte la Moindre.

Cette regle est tirée des articles 21.

22. 23. 24. de l'ancienne Coûtume de Bourges, au titre des Coûtumes con-

cernans les Juges.

Suivant l'article 21. si le Débiteur adjourné confesse la dette avant contestation en cause, il doit, pour raison de la confession & de la condamnation qui a suivi, 30. Deniers Parisis d' Amende. Mais si la confession est faite aprés que les Parties ont contesté, le Condamné doit l' Amende de 7. sols six deniers, qui s'appelle le Ny atteint, & il ne doit pas celle du Clain, parce que la plus grande Amende comprend la plus petite. V. le Glossaire du Droit François sur le mot Emende. Loyseau des Seigneuries chapit. 12. n. 71. 72. 73. 74. 75. Gosson sur l'article 6. de la Coûtume d'Arthois n. 7.8. 9. page 217. 218. & la regle 2. du titre qui fuit

DE JUGEMENS. TITRE III.

I.

I L Plaide Bel, qui Plaide sans Partie.

Voyez la note sur la regle 15: de ce titre.

Litigat ex voto, qui secum litigat uno.

II.

Les Cautions Judiciaires n'ont point de lieu entre les François.

Les Cautions Judiciaires.) fudicatum solvi, & rem ratam Dominum habiturum. Vide tit. Inst. De Satisdationibus.

N'ONT POINT DE LIEU ENTRE LES FRANÇOIS.) V. Joan. Fabrum ad tit. Inst. De Satisdationib. §. Sed hodie n. 1. & 2. & ad Auth. generaliter Cod. de Episcopis, & c. J. Galli. 2. 49. & Speculator.tit. de Satisdation. §. I. vers. verum.

Il faut cependant excepter de cette regle quelques Personnes, qui sont tenus de donner Caution. Sçavoir, 228 LIV. VI. TIT. III.

Les Aubains. Voyez Bacquet du Droit d'Aubaine chap. 16. & J. Fabrum ad tit. Inst. de Satisdation. §. Sed hodie n. 9.

Les Dévolutaires. Voyez l'artic. 46.

de l'Ordonnance de Blois.

Et Ceux qui ont fait cession de Biens. Vide Chopinum ad Consuetudines Parisienses lib. 2. tst. 1. n. 16.

III.

Messire Pierre de Fontaines dit, Que nostre Usage ne faisoit rendre aucuns Dépens de Plaid: ce qui estoit aussi porté par une ancienne Ordonnance du Roi Saint Louïs: mais, au lieu de ce, y avoit Amende aux Hommes & à la Cour, & une Peine de la Dixiéme partie de la Chose controversée, jusques à ce que par l'Ordonnance du Roi Charles IV. dit le Bel, l'on a pratiqué le Victus Victori du païs de Droit Ecrit; & la Peine dessus des la Coite a esté abolie.

DE FONTAINES) dans son Conseil chap. 22. art. 3. & 8. Vrevin des Dépens

DEJUGEMENS. 329

pens chapitre 1.

ORDONNANCE DE S. Louis) de l'an 1254, au mois de Décembre. Vid. Stil. Parlament. Part. 3. tit. 6 §. 20.

AMENDE.) Voyez la regle 35. du titre précedent, & Loyseau des Seigneuries chap. 12. n. 71. 72. 73. & 74.

ET UNE PEINE DE LA DIXIE'ME PARTIE, &c.) Vid. Marculfum lib.

I. Formularum cap. 20. & ibi D. Bignonius. Cujac. lib. 7. obs. cap. 5. Stil. Parlamenti, Part. 3. tit. 6. §. 20. & Villa-Diego ad Forum Gothorum, seu Fuero Juzgo lib. 2. Leg. 14. fol. 98. v.

PAR L'ORDONNANCE DE CHARLES
LE BEL) du mois de Janvier 1324. qui
est au Registre A. du Parlement jol.
3. verso. Voyez Fontanon tom. 1. p.
641. le Dialogue des Avocats pag.
477. 478. Forum Gothorum lib. 2. tit. 1.
Leg. 44.

Du Pais de Droit Ecrit.) Vide Goffredum Saligniacum ad Leg. 79. §. Etiam De Legat. 2.

IV.

Comme du depuis, l'Amende du Fol appel des Païs Coûtumier a esté introduite par l'Or-Tome II, E e donnance du Roi François I. contre ceux du mesme Pais.

Voyez l'Ordonnance de 1539. art.

114. 115. & 116.

V.

Le Roi & les Seigneurs, en leurs Justices, y Plaident par leurs Procureurs.

Voyez Loyseau des Seigneuries, chap. 10. n. 72. 73. 74. 75. 76. 77 78. Coquille sur la Coûtume du Nivernois chap. 1 de Justice art. 23. p. 28. de l'Edition de 1665. & Bacquet des Droits de Justice chap. 17.

VI.

Et n'y Paient aucuns Dépens,

nin'en Reçoivent.

Joan. Galli. Q. 360. num. 32. & ibi Molinaus. Vide Cujacium ad tit. Cod. de Sportulis lib. 3. tit. 2.

VII.

Defaut ne se donne contre le Procureur du Roi.

Quia sententia contra Fiscum lata, absente Fisci Patrono, nulla est, lege Si Fiscus alieni, & lege 3. §. Divus D. De Jure Fisci. Vide Joan. Galli. 2.360. n. 31.

DE JUGEMENS. 331 VIII.

L'on souloit dire: De l'Homme Mort, le Plait est Mort. Mais cette Disposition du Droit Romain a esté corrigée par les Arrests, & l'Ordonnance de l'an 1539. Quand le Procés est en état de juger.

Suivant la Loy célébre des douze Tables, les Jugemens devoient être rendus entre les Parties présentes. In Comitio, aut in Foro ante meridiem causam conscito, cum perorant ambo Prasentes. Post meridiem Prasenti Litem addicito, si ambo Prasentes. Et si une des Parties étoit absente, les Jugemens étoient nuls. De uno quoque negotio, dit le Jurisconsulte Paul, prasentibus omnibus, quos Causa contingit, judicare oportet, aliter enim judicatum, tantum inter Prasentes tenet, &c. Leg. De unoquoque Dig. de ReJudicata.

Or si les Jugemens étoient Nuls, quand ils étoient rendus contre les absens, qui sont comparez aux morts, il s'ensuit à plus forte raison, qu'ils étoient Nuls, lorsqu'ils étoient

E e ij

rendus contre les Morts, parce que les formalités qui furent introduites contre les absens&ceux qui ne vouloient point se présenter, ne pouvoient point avoir lieu contre les Morts.

C'est la Décision du même Jurisconsulte. Paulus respondit, eum qui in Rebus humanis non fuit, Sentertie dicte tempore, inefficaciter condemnatum videri. Idem respondit adversus eum, qui in Rebus humanis non esset, cum Judex datus est, neque Judicis dationem valuisse, neque sententiam adversus eum dictam, vires habere. Leg. 2. Quæ Sententiæ sine appellatione. Vide notas ad caput cit. Leg. Duodecim Tabularum. Et dans ce cas, la Sentence, ou le Jugement étoit nul, quand même il y auroit eu quelqu'un qui auroit pris la deffense de la Personne que l'on croyoit vivante, dans le temps qu'elle étoit morte, comme nous l'apprenons du JurisconsulteJulien dans la Loy suivante. Cum ab-Sentem deffendere vellem, Judicium mortuo jam eo accepi, & condemnatus solvi. Quesitum est an heres liberaretur, Item que actio mihi adversus eum competit. Respondi Judicium, quod jam mortuo debitore per deffensoDE JUGEMENS. 333
tem ejus accipitur nullum esse, 6ideo heredem non liberari. Defensorem autem, si ex causa judicati solverit
Repetere quidem non posse, negotiorum
tamen gestorum ei actionem competere
adversus heredem, qui sane exceptione
doli mali se tueri possit, si ab actore
conveniatur. Leg. 74. §. 2. De Judiciis.

Ainsi par le Droit Romain, l'Homme mort, le Plait étoit Mort.

Nous avons long-temps suivi ce Droit en France, mais ensin il sut abrogé par l'article 90. de l'Ordonnance de 1539. qui décide que Quand un Procez sera en état de juger, le sur ge quel qu'il soit, pourra proceder au sugement, & prononcer sa Sentence, nonobstant que l'une ou l'autre des Parties soit decedée, sauf à ceux contre les quels on le voudra faire exécuter, se pourvoir, si bon leur semble par appel, autrement sondé que Sentence, comme donnée contre un decedé.

Tel est l'usage en matiere Civile, mais en matiere Criminelle la regle a toûjours lieu, & l'Homme mort, le Plait est mort, parce qu'il est impossible de punir l'Homme qui n'existe plus. Leg. 3. De publicis judiciis. Leg. 3.

334 LIV. VI. TIT. III.
penult. & ultim. Cod. Si Reus vel Accusator mortuus fuerit Leg. si Pæna 20.
Leg. crimen 26. D. De Pænis, &c.

s'éteignent point par la mort, à cause de leur atrocité, & pour lesquels on condamne la memoire, & l'on confisque les biens, comme le crime de Leze-Majesté, de Sédition, de Rebellion. Vide Legem Quisquis Cod. Ad Legem Juliam Majestatis. Legem ultimam D. eodem & leg. 20. D. De accusationibus, & le titre 22. de l'Ordonnance Criminelle. De la maniere de faire le Procez au Cadavre, ou à la memoire d'un deffunt.

IX.

En Petitoire, ne gist Provi-

Parce que le dessendeur dont la possession n'est point contestée a droit de percevoir les Fruits de la chose contentieuse. Voyez cy-dessus livre 5. tit. 4. regles 2. 24. 28.

X.

Au Rapport des Jurés Foi doit estre ajoûtée, en ce qui est de leur Art, s'il n'en est demandé Amendement.

S'IL N'EN EST DEMANDE' AMENDE MENT.) C'est-à-dire, la revision ou correction, ce qui a été rejetté par l'article 184. de la Coûtume de Paris, qui a décidé, Qu'on ne pourroit demander Amendement; mais que le Juge pourroit ordonner autre ou plus ample visitation. Voyez l'article 14. de l'Ot-donnance de 1667. tit. 21. Des Descentes sur les Lieux.

XI.

Les Juges doivent juger certainement, & felon les Choses Alleguées & Prouvées.

Bonus Judex nihil ex arbitrio suo facit, & Proposito Domestica voluntation, sed juxta Leges, ac jura pronuntiat. Statutis Juris obtemperat, & non indulget propria voluntati, nihil praparatum, & meditatum de domo desert, sed sicut audit ita judicat, & sicut se habet negotii natura, decernit, obsequitur Legibus non adversatur, examinat cause merita, non mutat, & c. Gratianus 3. q. 7. Can. Judices ex

Ambrosio ad Psalmum, Beati Immaculati.

XII.

Sage est le Juge qui écoute, & Tard juge. Car de Fol Juge Brieve Sentence. Et qui veut bien juger, écoute Partie.

Ecoute Partie.) Le Demandeur & le Desfendeur, nam

Qui Statuit aliquid Parte inaudita altera

Aguum licet Statuerit hand aguus fuit.

Seneca in Medea, Act. 2.

XIII.

Qui Tost juge, & qui n'entend, faire ne peut bon jugement.

Voyez la note sur la Regle précedente.

XIV.

Necessité n'a point de Loi. Voyez cy-aprés, tit 6. regle 5. X V.

Par le Droit ancien de la France le Contumax Perdoit sa Cause DE JUGEMENS. 337 Cause Bonne ou Mauvaise, Civile ou Criminelle. Aujourd'hui, il faut Justisser sa Demande.

Joannes Faber ad §. Retinendæ Inst. de Interdict. n. 31. Quid si Reus est Contumax, & non vult comparere? Quidam dicunt, quod prasigitur sibiterminus intra quem compareat, alioquin imponitur sibi silentium. Alii dicunt, ut Aso in Summa, quod pronuntiatur pro Actore, & sic servat Curia Franciæ, Sed hoc periculosum de Jure, quia ante litem contestatam non fertur sententia. leg. Properandum, Cod. de Judiciis, &c.

L'Autheur du Grand Coûtumier, livre 3. chap. 10. Si le Demandeur est Contumax par deux Contumaces, il sera condamné és dépends, domages cinterests, és à la Tierce, il perdra sa Cause, licet contra jus, és avant contestation. Et delà étoit venu le Proverbe ancien, Il Plaide bel qui Plaide sans Partie. Ce qui a été aboli contra veterum stitum Gallia, dit du Molin, par l'art. 27. de l'Ordonnance de 1539. & depuis par l'art. 3. de l'Ordon. de 1667. au titre 5. des Congez & De-Tome II.

fauts. Jean Galli traite de cet ancien Droit dans sa question 300. & à Naples, où nous l'avions porté, il sut aboli par la Constitution de Frederic, intitulée, De Jure Francorum in Judiciis sublato. Inter Constitutiones Neapolitanas seu Siculas, lib. 2. tit. 17. Vide ibi Barthol. de Capua, Lallum de Turcia, & Mathaum De Afflictis.

XVI.

Erreur de Calcul ne passe jamais en force de Chose Jugée.

Vide Leg, 1. §. Item, D. Que sententie sine appellatione, cy-dessus, livre 1. tit. 5. Regle derniere, & la note sur la regle 1. du titre suivant.

XVII.

J'ai souvent oui dire à feu M, l'Avocat du Mesnil, Que les Belles Offres faisoient perdre les Beaux Procès.

M. DU MESNIL.) Il étoit Avocat General, & Oncle de Melle Goulas, Femme de M. Loysel.

XVIII.

Et à feu M. Brussard, President aux Enquestes, Qu'au jugement d'un vieux Procès, il se DE JUGEMENS. 339 faloit contenter de ce qui s'y trouvoit, sans y rechercher, ou interlo-

quer davantage.

M. BRUSLARD.) Il fut d'abord Avocat des Parties, Substitut de M. le Procureur General son Cousin, ensuite Conseiller, & ensin Président en la 3. des Enquêtes, qu'il regla si bien, que, du temps de Pasquier, elle passoit pour une des meilleures Chambres du Parlement.

XIX.

Une Voix n'empesche Par-

tage.

Par l'article 126. de l'Ordonnance de 1539. Une voix empêchoit le partage, ce qui fut corrigé par la Declaration du 4. Mars 1549. par laquelle il a été ordonné que les Jugements des Procez pendans aux Parlements & Cours Souveraines, ne seront conclus qu'ils ne passent de deux voix. V. le Gloss. du Droit François, sur le mot Partage.

En matiere Criminelle n'y a Partage: mais passe le Jugement à la plus Douce opinion.

Vide Jacobum de Bellovisu in Pra-Ffij Etica criminali, lib. 2. cap. 14. numero 7. Jodoc. Damhouderium in Practica, cap. 54. n. 13. Hippolit. de Marsiliis in Practica. §. Opportune, n. 40. & cap. 49. de Regulis Juris in Sexto.

D'APPELLATIONS.

TITRE IV.

I.

Es Sentences ne se peuvent Reformer, que par Appel, & non par Nullités alleguées contre icelles.

Voyez cy-dessus, liv. 5. tit. 2. reg.5. Cependant si dans une Sentence, il y a erreur de calcul, on ne se pourvoit point par appel, & l'on demande seulement par une Requeste, que l'erreur soit reformée. Il en est de même lorsqu'il y a erreur de calcul dans un Arrest.

Cette regle est prise d'Imbert, dans son Manuel sur le mot, Nul

lités.

D'APPELLATIONS. 341 II.

Les Appellations sont Per-

Par les Loix Romaines, In communicausa, quotiens alter appellabat, alter non, alterius victoria ei proficiebat, qui non provocaverat, Leg. 10. §. ultimo. D. de Appellationibus. Leg. 1. Cod. Si in Communi eademque causa. Mais suivant nos usages, les Appellations sont Personnelles, & ne servent qu'à ceux qui les ont interjettées. Vide Rebussum in pramio, ad Constitutiones regias Gloss. §. n. 98. Bugnonium de Legibus Abrogatis, lib. 2. cap. 228. & Papon dans son Recuëil d'Arrests, livre 9. titre d'Appellations, art. 1.

III.

Par la Coûtume du Roiaume, on devoit Appeller *Illico*, autrement on n'y estoit reçû.

ILLICO.) Suivant l'article 18. de l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1453. de celle de Louis XII. de l'an 1507. art. 21. & celle de François I. à Ys sur Thille, de l'an 1535. chap. 16. art. 1. Voyez la Conference des Or-

F f iij

LIV. VI. TIT. IV. donnances, livre 7. tit. 8. tom. 1. p. 750. S. 11. Beaumanoir, chapitre 61. page 312. ligne 28. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 3. chap. 27. p. 475. & Imbert dans sa Prattique, livre 2. chap. 1. & chap. 13. n. 15. & 16. Maluer, tit. 35. n. 20. 21. Mais aujourd'huy on a dix années, à compter de la signification, pour interjetter Appel d'une Sentence, à moins qu'aprés trois ans, à compter de la signification de la Sentence, celuy qui l'a obtenue n'ayt sommé le condamné d'en interjetter Appel; car dans ce Cas, l'Ordonnance de 1667. tit. 27. art. 12. décide, qu'aprés six mois, à compter du jour de la fignification, il n'y a plus lieu à l'Appel.

IV.

Les Juges Roiaux, dont est Appel, ne peuvent estre pris à Partie, s'il n'y a Dol, Fraude ou Concussion.

S'IL N'Y A DOL, FRAUDE OU CONcussion.) Cecy est pris de l'Ordonnance de François I. faite à Fontainebleau, au mois de Decembre 1540. art. 36. Voyez la Conference des Ordonnances, livre 7. tit. 8. 6. 36. page D'APPELLATIONS. 343
711. tom. 1. l'Ordonnance de 1667. tit.
25. M. Bornier, sur l'article 4. de ce
titre, Brodeau sur M. Louet, lettre
1. Sommaire 14. Charondas, livre 4.
de ses Pandectes chap. 34. & la regle
6. de ce titre.

V.

Les Juges non Roiaux, sont tenus de soûtenir leur Jugé, au peril de l'Amende sur eux, ou leur Seigneur.

Les Juges non Royaux.) Et même les Juges Royaux, suivant l'ancien usage de la France, & l'Ordonnance de Philippes de Valois de l'an 1338. Vide Stilum Parlamenti Part. 3. tit. 6. §. 73. Brodeau, sur M. Louet, lettre F. Sommaire 14.

SUR PEINE DE L'AMENDE SUR EUX, OU DE LEUR SEIGNEUR.) Quand l'Appel étoit interjetté des Sentences des Juges Royaux, c'étoient les Juges qui devoient soutenir leur bien Jugé au peril de l'Amende. Ce qui est expliqué par Loyseau dans son traité des Offices, livre 2. chap. 14. n. 33. 86. 87. & dans son traité des Seigneuries, chap. 10. n. 79. Et ensuite ce furent F f iiij

les Intimez qui y furent obligez, suivant la remarque du même Autheur,

n. 88. 90. 92. 93. &c.

Mais quand l'Appel étoit interjetté, en la Cour, des Sentences des Juges des Seigneurs, c'étoit aux Seigneurs mêmes à soûtenir le bien jugé de leurs Juges, sous peine de l'Amende de soixante livres, ainsi qu'il est décidé par l'art. 27. de l'Ordonnance de Roussillon. Enfin ces Amendes ont été à la charge des Parties, comme les autres, & tel est l'usage. Voyez l'Edit du mois d'Aoust 1669. touchant les Amendes, & Bacquet, des Droits de Justice, chapitre 17.

VI.

Ceux qui ont failli en Fait & en Droit, doivent aussi l'Amende, à la discretion de la Cour.

Cette regle est prise de l'article 36. de l'Ordonnance de François I. saite à Fontainebleau en 1540. citée sur la regle 4. Voyez Brodeau, sur M. Louet, lettre 4. Sommaire 14.

VII. En cause d'Appel, és païs Coû-

D'APPELLATIONS. 345 tumiers, on ne se pouvoit Accorder sans Lettres du Roi.

Par ces Lettres, le Roy donnoit congé d'accorder & pacifier ensemble, de,
& sur la Cause d'appel, & principal
d'icelle, sans amende, en rapportant
toutes voyes par les Parties pardevant
la Court, l'accord & appointement
qu'elles auront fait. Il y a grand nombre de ces Lettres, avec les Transactions faites en consequence dans les
Registres du Tresor des Chartes, dont
on sera imprimer quelques-unes dans
le Recüeil des Chartes juridiques
qu'on espere donner. V. cy-dessus, liv.
3. tit. 1. Regle 6.

VIII.

Le Vilain ne pouvoit Fausser le Jugement de son Baron: mais par l'Etablissement de la Cour des Pairs à Paris, toutes Appellations s'y sont Relevées.

FAUSSER LE JUGEMENT DE SON BARON.) C'est-à-dire soutenir que le Jugement rendu par le Baron ou Seigneur étoit Faux, Mauvais, & rendu méchament. Ce qui n'étoit pas permis au Villain, ou Roturier, suivant De Fontaines dans son Conseil, chap. 21. art. 21. Cependant suivant ce même Autheur, dans le chap. 22. art. 7. le Villain, par Chartre, ou par Vsage, pouvoit Fausser jugement de Chevalier, & l'Appel étoit décidé par le Duel, ensorte que le Chevalier & le Villain combattoient l'un contre l'autre en personnes. Voyez touchant ces Appellations Beaumanoir, chap. 61. page 312. 313. & chap. 67. page 337. 338.

MAIS PAR L'ETABLISSEMENT DE LA Cour des Pairs.) Saint Louis qui s'étoit efforcé d'abolir les Duels, avoit ordonné dés l'an 1270. avant l'établissement de la Cour des Pairs à Paris, que Si aucuns vouloit Fausser jugement, il n'y auroit point de Bataille, més que li Cleim, li Répons, & li autre Errement du plet seroient portez en sa Court. Voyez le chap. 7. des Etablissements, livre 1.

Et selon Des Fontaines, qui écrivoit sous le regne de ce Prince, le Vilain, qui ne pouvoit Fausser le jugement de son Baron, en pouvoit appeller selon Loy écrite, & ces appellations alloient de degré en depré, jusques en la Cour du Roy, ce que nous apprenons aussi de Beaumanoir, qui finit ses Coûtumes du Beauvoisis en 1283. avant l'établissement de la Cour des Pairs à Paris. Voyez De Fontaines dans son Conseil, chap. 22. n. 7. & 8. Beaumanoir, chap. 61. p. 317. ligne 23. 24. &c. & cy-dessus, livre 2. tit. 2. regle 42. avec la note.

IX.

Toutes Appellations ont Effet Suspensif & Devolutif: sinon que par l'Ordonnance les Jugemens soient Executoires, nonobstant Oppositions, ou Appellations quelconques.

Voyez le Titre 17. de l'Ordonnance de 1667. & la regle 1. de ce titre.

X.

Ce qui est Irreparable en Definitive, ne s'execute par Provision.

Cette Regle est prise de l'article 53. de l'Ordonnance de Charles VIII. de l'année 1493. Voyez la Conference des Ordonnances, tom. 1. liv. 7. tit. 348 Liv. VI. Tit. IV. 2. §. 10. page 724. & la note de Guenois.

XI.

Si celui qui est nommé Tuteur, en Appelle, il ne laisse d'en estre Chargé pendant l'Ap-

pel.

Ainsi dans ce Cas l'appel n'est que Devolutif, & n'est point suspensif. Voyez l'article 14. de la Declaration d'Henry II. du mois de Juin 1559. sur l'Edit de Cremieu.

XII.

Les Appellations comme d'As bus ont lieu, quand il y a Contravention, ou Entreprise contre les Saints Decrets, Libertés de l'Eglise Gallicane, Arrests des Cours Souveraines, Jurisdiction Seculiere, ou Ecclesiastique. Et tient-on, qu'elles sont de l'invention de Messire Pierre de Cugnieres, ores qu'elles semblent plus Modernes.

Voyez les Traités de Monsieur le premier President le Maistre, & de D'APPELLATIONS. 349 Fevret, & le Glossaire du Droit

François.

DE L'INVENTION DE MESSIRE PIERRE DE CUGNIERES.) Il y a en une note qui est à la page 651. du Dialogue des Avocats, que l'Autheur a adjoûtée à son Exemplaire de ces regles, Que les Appellations comme d'Abus semblent plus modernes, n'en étant fait mention au Stile du Parlement, ains seulement de contrainte contre les Ecclesiastiques, par saisse de leur temporel, tit. 29. §. 9. & 11.

En effet, l'Arrest le plus ancien qui se trouve dans les Registres du Parlement de Paris, rendu sur un Appel comme d'Abus, est du 7. Juin 1404. Le 2. est du 7. Juin 1449. Pierre De Cugnieres étoit Grand Conseiller ou Vice-Chancelier en 1329. Voyez le Glossaire du Droit François, & Fevret, livre 1. chap. 2. n. 1. 2. 3. 4. &c.

XIII.

Le Juge d'Appel execute le Jugement par lui Donné, ou Confirmé.

Imbert, livre 2. chap. 16. n. 2. V. Guidon. Papa Decis. 436 n. 43. Speculatorem, tit. De Executione sententia

vers. Nunc dicendum. V. Pone, &c.

Cette regle n'est point pratiquée en matiere Criminelle. Et en matiere Civile, il est au choix de celuy qui a deux jugemens en sa faveur, de mettre à execution celuy qui luy plaît.

D'EXECUTIONS & Decrets.

TITRE V.

I.

L'On ne commence jamais par Execution, ou Saisie, si ce n'est en vertu d'un Contract Garantigié, Jugement, ou Cause Privilegiée: car Voies de Fait sont défenduës.

Paris, articles 160. 161. 162. 163. l'Autheur du Grand Coûtumier, liv. 2. chap. 17. page 127. au commencement.

Voyez cy-deslus, livre 6. titre 1. regle 2.

II.

Le Mort execute le Vis: & non le Vis le Mort : c'est - à dire, Que tout Droit d'Execution s'éteint avec la Personne de l'O-

bligé, ou Condamné.

Nivernois, chap. 32. art. 2. & art. 1. avec le Commentaire de Coquille, Lorris, tit. 20. art. 2. 3. & 4. Orleans 433. Des Mares, Decision 164. 378. l'Autheur du Grand Coûtumier, livre 3. chap. 9. page 344. ligne 20. Voyez néanmoins l'article 169. de la Coûtume de Paris.

III.

Par Coûtume & Usance gardée en Cour Laie, Garnison se fait és mains du Seigneur porteur des Lettres passées sous Seel Roial, nonobstant Opposition, voire nonobstant l'Appel, par l'Ordonnance du Roi Charles VI. de l'an 1384.

CHARLES VI. DE L'AN 1384.)
Dans les précedentes éditions, il y

avoit mal, Par l'Ordonnance du Roy Charles VIII. de l'an 1484. Celle de Charles VI. est dans Fontanon tome 1. page 758. Voyez Imbert dans sa Prattique, livre 1. chap. 4. n. 14. le Glossaire du Droit François sur Garnir la Main, où cette règle est expliquée, l'article 54 de l'Ordonnance de Charles VIII. de l'an 1494. Brodeau, sur l'article 164. de la Coûtume de Paris, n. 1. le Stile Gothique du Châtelet, fol. 23.

IV.

Lettres une fois Grossoiées, ne peuvent estre Regrossoiées sans appeller Partie, & Ordonnance de Justice.

Voyez l'article 178. de l'Ordonnance de 1539. la note de Du Molin &

Masuer, tit. 18. n. 18. & 46.

٧.

Letres Roiaux, & Commissions ne sont Valables, ni les Jugemens Executoires aprés l'An & Jour.

Des Mares Decision 382. Cap. Plerumque 23. Extra de Rescriptis. Rebuss. ad Const. reg. Tractatu de Rescriptis n. D'E XECUTIONS, &c. 353 175. & in pramio Gloss. 5. n. 44. Masuer,

tit. 18. n. 38.

NI LES JUGEMENS EXECUTOIRES APRE'S L'AN.) Îls sont toujours executoires comme les Contrats, lorsqu'ils sont scellez. Voyez Loyseau, des Offices, livre 2. chap. 4 des Seaux, n. 44. 45. 46. 47. 48. 49.

VI.

Toutefois Prise de Corps ne se Suranne point, & s'execute nonobstant toutes Appellations.

Voyez le Glossaire du Droit François sur le mot Suran, l'article 13. de l'Ordonnance de Charles VII. de l'an 1343. la Conference des Ordonnances, livre 9. tit. 1. Tom. 2. page 781. Loyseau, des Offices, livre z. chap. 4. n. 48.

VII

De Presses & De Marueil, tiennent, que celui qui peut estre Arresté, par la Loi & Privilege de Ville, est tenu d'y Elire Domicile

ELIRE DOMICILE.) Et donner caution pour la Discussion de l'Arrest, Tome II. Gg &c. Du Molin dans son Apostille sur l'article 173. de la Coût. de Paris, V. le Dialogue des Avocats, p. 739. VIII.

Ceux qui vont, ou reviennent des Foires, du Jugement ou Mandement du Roi, ne peuvent estre Arrestés pour Détes, quoiqu'elles soient Privilegiées.

Cette regle est prise de l'article 133. de la Coûtume du Bourbonois, Vide Gothofredum Ad Legem. 1. D. De Nu dinis, le Glossaire du Droit François sur Foire, & la Thaumassiere dans ses anciennes Coûtumes de Berry, partie 1. chap. 30. page 37.

Ou Mandement du Roy.) L'Autheur du Grand Coûtumier, livre 1. chap. 3. page 19. Nota, que par toutes manieres que le Roy mande un homme, il est en son saufconduit, & si l'on luy fait grief, détourbiere, ou injure, le Juge Royal en aura la cognoissance & des despendences. V Coquille dans son Instit. p. 142. de l'édition de 1665.

IX.

LeRoi nePlaide jamais Dessaisi. Berry, tit. 5. art. 27. & tit. 6. art. D'EXECUTIONS, &c. 355 15. La raison est, que le Roy est Souverain Seigneur, & Souverain Fiefeux. Voyez la Thaumassiere sur ces articles, & cy-dessus, livre 4. tit. 3. regle 26.

Χ.

Saisie sur Saisie ne vaut. Voyez cy-dessus, livre 5. tit. 4. regle 19.

XI.

Les Saisses sont Annales, ou pour le plus Triennales.

Annales.) Poitou, art. 87. &c. Triennales.) Paris, art. 31. &c,

XII.

Un Sergent est crû du contenu en son Exploit, & de sa Prise, jusques à Cinq sols.

V. Beaumanoir, chap. 30. page 151. ligne 36. la Coûtume de la Rochelle, tit. 5. art. 11. Poitou, art. 76. Amiens, art. 203. Bourgogne, Rubrique 1. 5. 6. Maine, article 181. Coquille Q. 212. & cy-dessus, livre 5. tit. 5. regle 8.

Gg ij

XIII.

Toute Connoissance de Cause lui est défenduë.

Ainsi par Arrest du 19. Avril 1608. il a été deffendu aux Sergens d'informer Exea ipfa causa persidie venalis vetiti funt à Senatu in Auditorio crimimali, notorias ullas conscribere, vulgus informationes, vocat, nisi authore Judis ce. Imo Grepetendi sunt testes ab ipsomet Judice, qui delegavit. Mornacius, ad Leg. Si Pignora 50. D. De Evictionibus.

XIV.

Un Decret adjugé, vaut Desheritance.

Des Mares, Decision 390. les Coûtumes notoires Decision 35. 118. 121. 127. Paris, art. 354. 355. &c.

DESHERITANCE.) Voyez la regle 33. du titre de Fiefs, livre 4. tit. 3. &

la note qu'on y a faite.

XV.

Un Decret nettoie toutes Hypotheques & Droits, fors les Censuels & Feudaux-

FORS LES CENSUELS ET FEUDAUX.

Paris, article 355. Il ne purge point aussi le Douaire, quand les Biens du Mari sont decretez pendant sa vie. Voyez Du Molin sur l'article 119. de la Coûtume du Perche, & de Renussion dans son traité du Douaire, chap. 10. n. 1. 2. & 3. ni les Substitutions ou Fideicommis. Voyez Ricard, des Substitutions directes, ou Fideicommissaires, Traité 3. chap. 13. partie 2. n. 85. 86. 87. 88. 89. &c.

XVI.

Le Poursuivant Criées n'est Garant de rien, fors des Solennités d'icelles.

Cette Jurisprudence sut établie par un Arrest du 4. Mars 1554. cité par les Commentateurs. Voyez l'article 12. de l'Arrest de reglement de la Cour, sur les Adjudications par Decret, de l'an 1598. & Brodeau sur M. Louet, lettre D. Sommaire 26. vers la fin.

XVII.

L'on se peut Opposer sur le Pris entre l'Adjudication & le Seellé.

Paris, article 356.

Tout Acheteur, Gardien, & Depositaire de Biens de Ju. stice, & Obligé pour chose Judiciaire, est Contraignable par Corps, sans qu'il puisse estre Attermoié, ni Reçu à faire Celfion.

Voyez l'article 4. de l'Ordonnan-, ce de 1667, au titre de la Décharge des Contraintes par Corps.

XIX.

Toutes Détes du Roi sont

Paiables par Corps. L'O donnance de Saint Louis de l'an 1256. rapportée par Joinville, p. 122. & 123. de l'édition de 1668 & qui est au Registre Croix de la Chambre des Comptes, fol. 33. le Statue ainsi. Nous deffendons, que nuls de nos Subget ne soient pris au corps, ne emprisonnez, pour leurs debtes personnelles, fors que pour les nostres, & que il ne soit levé Amende sur nul de nosdits Subgez pour sa debte, &c.

DE TAILLES & Corvées.

TITRE VI.

Anciennement en plusieurs Provinces de la France, les Seigneurs prenoient à volonté des biens de leurs Serfs, ce que nous apprenons des paroles qui suivent de Beaumanoir, chap. 45. page 258. Plu. courtoise est nostre Constume envers les Serfs, car en moult d'autres li Seigneur puéent penre de leurs Serfs, & à la mort & à la vie, toutes les fois que il leur plait, & si les puéent contraindre à toûjours demourer soubs aux.

devoient rendre compte de leurs vols & extorsions, qu'à Dieu seul, ils pilloient ainsi impunément les biens de leurs Villains, quoique libres Bien t'ai dit, en quelle maniere tu piiés semondre ton Villain, & ton Frank home, dit des Fontaines, & saces bien, que selon Diex tu n'a mie pleniere pooste sur ton Villain. Donc se

tu prends du sien fors les Droites amen-

des qu'il doit, tu les prends contre Dieu, & sur le peril de t'Ame. Et che que l'on dit, ke toutes les coses que Villain a, sont à son Seigneur à garder, car si elles étoient à son Seigneur propre, il n'averoit nulle différence, Kant à ceu, entre Serf & Villain, mes par nostre usage, n'a il entre toi & ton Villain juge fors Dieu, tant comme il est tes Koukans & tes Levans. De Fontaines dans son Conseil ch. 21. art. 8.

Les Seigneurs n'en demeurérent pas là, ils établirent encore des Peages & autres tributs dans leurs Terres, & comme ce desordre s'étoit repandu dans toute la Chrétienté, les Peres du Concile de Latran de l'an 1179. se crurent obligés d'y remedier, en deffendant aux Seigneurs de lever de nouveaux impôts dans leurs Terres, sans la permission des Princes Souverains, sous peine d'Excommunication. Nec quisquam novas Pedagiorum exactiones, sine autoritate & consensu Regum, & Principum Statuere aliquo modo presumat. Si quis autem contra hoc fecerit, & commonitus non destiterit, donec satisfaciat, communione careat Christiana. v. cap. 8. Consil. Londinens, anni 1151. & cap. Innovamus DE TAILLES, &c. 351

novamus. Extra de Censibus.

Les Princes Souverains firent aussi de semblables dessenses dans leurs Etats, entr'autres Alphonse Roy de Castille, dont l'Ordonnance se trouve dans las Siette Partidas, tit. 7. cap. ultimo, Et en France, saint Louis, dont l'Ordonnance est rapportée par Joinville, page 123. de la dernière édition, & Charles V I. en 1408. &c. Vide Stil. Parlamenti, parte 3.

tit. 36.

Ce fut dans ces temps malheureux, que les Tailles aux quatre Cas, les Loyaux Aydes, ou les Cas imperiaux, les Tailles franches, les Tailles Serves, Réelles, Personnelles, haut & bas, & à volonté, & les Corvées dont il est parlé dans ce titre, furent établies, pour la plus grande partie, ainsi qu'il paroît par le Passage qui suit de Froissard, dont nous apprenons que de son temps ce desordre subsistoit encore. Les Seigneurs se forment sur autre condition & maniere, qu'ils ne faisoient pour lors, & trouvent pour le present plus grande Chevance, que ne faisoient leurs Prédecesseurs du temps passé, car ils Taillent leur peuple à volonte, & du temps passé Tome II.

ils n'osoient fors de leurs rentes & revenues, &c.

Et de-là vient, que dans les Testaments du 13. siècle & du 14. les Seigneurs ordonnent presque toûjours,
que les exactions faites sur leurs
Hommes, ou Sujets seront reparées,
avec prières à leurs Executeurs d'abolir toutes les nouvelles Coûtumes
établies dans seurs Terres.

Vide Probationes Historia Castillion.
pag. 58.73. Historia Corten.pag. 77. Historia Castrovil. pag. 37. 39. Concil.
Monspeliense anni 1195. can. 7. Rosredum in Prattica parte 6. Rubrica quo tempore census impo. n. 5. p. 504. & c.

AILLE Seigneuriale est le Double des Redevances.

Cette regle doit être entenduë des Loyaux Aydes, ou Tailles aux quatre cas. Voyez cy-dessus les regles 53. 54. 55. & 56. du Titre des Fiess livre 4. Tit. 3. avec les Notes. Salvaing pages 232. 233. & la Thaumassiere dans ses anciennes Coûtumes du Berry Partie 1. chap. 27. page 35.

Les Tailles sont Personnel-

DE TAILLES, & 363 les, & s'imposent au Lieu du Domicile, le Fort portant le Foible.

Cette regle & les quatre qui suivent, doivent être entendués des
Tailles que le Roy leve sur ses Sujets
pour le besoin de l'Etat, lesquelles
sont personnelles en Langue d'oüy, &
réelles en Langued'oc, & en Provence,
& c. Touchant ces Tailles, voyez le
Glossaire du Droit François sur ce
mot. Coquille sur la Coûtume du Nivernois chap. 8. art. 1. & 2. & Ma-

fuer tit. 38. n. 20.

Quant aux Tailles que les Seigneurs levent sur leurs Hommes, il
y en a qui sont Réelles, ou duës à raison des fonds, d'autres qui sont Personnelles, c'est-à-dire qui s'imposent
sur le Chef des Personnes. Des Personnelles, il y en a qui sont duës par
les Personnes Franches, d'autres, qui
ne sont point duës par les Personnes
franches, & qui rendent les Personnes Serves. Voyez les articles 189. &
190. de la Coûtume du Bourbonnois.
Ensin il y en a qui sont duës tous les
Ans, & d'autres qui ne sont duës
gu'au déceds des gens de condition

Hh ij

servile, lesquelles sont nommées par cette raison Mortailles. D'où ceux, sur qui elles se levent, sont nommez Mortaillables, & Mainmortables. Voyez les regles 71. 72. 73. 74. 75. & 76. du titre 1. du livre 1. les articles 3. 4. 5. & 6. de la Coûtume de Troyes. Et ces Tailles comme Droits Seigneuriaux se levent sans Lettres d'Assiete.

III.

Le Domicile s'acquiert par An & Jour, & se prend au Lieu où l'on couche & Leve, au Jour Saint Remi.

Voyez cy-dessus livre 1. tit. 1. reg. 21. Mais par la Déclaration du 16. Avril 1643. article 26. le Taillable qui transfere son Domicile dans une Ville Abonnée, paye la Taille pendant cinq années dans la Paroisse qu'il a quittée, & s'il va demeurer dans une Ville Franche, comme Paris, il y a dix années de suite, pendant lesquelles, il doit être imposé suivant l'article 27. de la même Déclaration. Joignez Masuer tit. 38. n. 13. d'où cette regle est prise.

IV.

Qui n'A, ne Peut; & où il n'y a que Prendre, le Roi perd son Droit.

Voyez ce qu'on a observé sur la Regle six de ce titre à la fin.

V.

Besoin, ou Necessité, & Vois sonté de Roi n'ont Loi.

Observat nullam res urgentissima legem.

Legibus impositis omne necesse caret, Ægidius Nucer. lit. D.

VI.

Les Collecteurs ne doivent estre tenus de faire le Mauvais Bon.

Cette regle est prife de la Pratti-

que de Masuer tit. 38. n. 10.

Il y a neanmoins un Cas, où les Collecteurs sont obligez de faire le Manvais Bon, qui est lorsque contre l'article xj. de la Déclaration de 1643. ils imposent des Mendians & Invalides, car les Collecteurs payent pour eux.

Hh iij

366 LIV. VI. TIT. VI.

Les Mendians doivent cependant être mis sur les Rolles, mais ils doivent être tirés à néant, ou pour un sol.

VII.

Corvées à la Volonté, sont limitées à Douze l'Année; se doivent faire d'un Soleil à l'autre: n'en peut-on prendre plus de Trois en un Mois, & en Diverses Semaines.

Par le Droit Romain, les Affranchis devoient des Corvées à leurs Patrons. Tit D. De operis Libertorum, Ce qui est expliqué par M. Cujas ad Leg. 55. D. Ad Trebellianum lib. 20. 2. Papinia. Et hæc accipienda sunt de operis officialibus, hoc est, quas Libertus, ut Libertus, Patrono debet officii causa, non tantum Jure Civili, puta ex stipulatione, vel ex jure; urando, quo solo casu ex jurejurando actio est, sed etiam eas debet Patrono jure naturali, cujuscumque sint ministerii artificiive generis, quas modo Libertus ipse edere Patrono possit, & exhibere, & debentur, non quidem statim, ut promisit, vel juravit, etiamsi pure promiserit, sed cum eas Patronus indixerit, cum comDE TAILLES, & c. 367 modum erit Patrono, eas sibi edi, jubente puta Patrono. Præsta mihi hodiè illam operam struendo parieti, dato mihi hodie operam, vel quid aliud. Vide eundem lib. 17. observat. cap. 14.

c'est des Romains que nous avons pris l'usage des Corvées, & de plusieurs autres Droits semblables, ainsi que l'a remarqué M. Cujas dans son Commentaire, sur le tit. 48. du xj.liv. du Code De Agricolis. Servi, dit-il, qui Capitationem debent, & Coloni, & Feuda, & Census, & alia innumera pradiorum, hominum que onera, ex jure Romano originem sumpsisse, interea testor, dum me ad Consuetudinum nostrarum jus, eadem via, explicandum paro qua Reipublica Romana vetus primum, deinde novum jus aperui & disposui.

Mais au lieu, que chez les Romains les Patrons pouvoient exiger les Corvées de leurs Affranchis, quand ils vouloient, parmi nous les Corvées à volonté sont duës, arbitrio boni viri, & ont été fixées à douze par An, suivant cette regle, qui a été tirée toute entière de la Coûtume d'Auvergne tit. 25, art. 18. Voyez celle de la Marche art. 134, du Bourbonnois ar-

ticle 339. Coquille dans son Institution page 58. de l'Edition de 1665. & sur la Coûtume page 151. Brodeau sur la Coûtume de Paris article 71. n. 44. 47. la Thaumassiere dans ses anciennes Coûtumes du Berry partie 1. chap. 12. & du Molin sur l'article 91. de la Coûtume du Bourbonois.

VIII.

Noble n'est tenu de payer Taille, ni faire Viles Corvées à son Seigneur: mais le Servir en la Guerre, & autres Actes de Noblesse.

Noble n'est tenu payer Tail-Le, &c.) Cela est vray, quand les Tailles & Corvées sont Personnelles. Voyez cy-dessus livre 4. tit. 3. regle 58. Masuer dans sa Prattique titre 38. n. 3. 4. & 17. & l'article 91. de la Coûtume de Bretagne tit. 2. Mais siles Tailles, ou Corvées sont Réelles, ou duës à cause des sonds, les Nobles, ou les Privilegiez qui possedent ces sonds, doivent payer les Tailles & l'évalüation des Corvées, ou donner un homme qui les sasse. Voyez la Thaumassiere dans ses anciennes Coûtumes du Berry partie 1. chap. 12. à la fin. M. de Salvaing page 247. 248. & la Coûtume de Bretagne tit. 2. art, 91. d'où cette regle est prise.

IX.

Corvées se doivent faire aux Dépens de Ceux qui les Doivent: sinon que l'on Retienne les Déteurs d'icelles pour le Lendemain; auquel cas, on les doit Gister & Nourrir.

Aux De'r ens de Ceux qui les Doivent.) Lege Suo victu is. D. De eperis libertorum. Voyez Henrys tom. 1. liv. 3. Q. 32. page 300. colonne 1. vers le milieu. Bourbonois article 339. Bacquet des Droits de Justice ch. 29. n. 42. & la Coûtume d'Auvergne tit. 25. art. 19.

X.

Corvées, Tailles, Guets, Gardes & Questes, n'ont point de Suite, ne tombent en Arre-rages, & ne peuvent estre venduës, ni transportées à Autrui.

CORVE'ES, TAILLES N'ONT POINT DE SUITE.) Voyez la note sur la regle 3. de ce titre. 370 Liv. VI. Tit. VI.

Par la Coûtume du Bourbonois art.
197. la Taille Personnelle & Serve
est de Suite, ainsi que dans le Nivernois, &c. Voyez Coquille sur l'article 6. du titre 8. de cette Coûtume.

ET NE TOMBENT POINT EN ARRERAGES.) Bourbonois art. 339. à moins
qu'il n'y en ait eu demande, ou
qu'elles ne soient assiss sur un fond
certain. Auvergne tit. 25. art. 18. 22.
& titre 31. art. 52. la Marche art. 144.
Henrys tom. 1. livre 3. Q 32. p. 300.
Vide Cujacium ad Legem 55. D. Ad
Trebellianum lib. 20. Q. Papiniani.

Mais pour les Tailles aux quatre Cas, dont il est parlé dans la regle 1. de ce titre, elles tombent en Arre-rages, & les Arrerages ne s'en prescrivent que par dix Années, suivant l'article 30. de la Coûtume du Bourbonois, & par trente Années, par l'article 10. du tit. 17. de celle d'Auvergne.

Quant aux Arrerages des Dîmes. V. du Molin ad cap. tua nobis extra de Decimis. & la Thaumassiere sur la Coûtume du Berry tit. 10. art. 17. n.

41. page 392.

TRANSPORTE'ES,) Parce qu'elles sont

duës pour la necessité du Seigneur. V. la Coûtume d'Auvergne tit. 25. art. 18. la Marche art. 165. Chasseneuz sur la Coûtume de Bourgogne Rubrique 9. 5. 18. sur le mot Corveables n. 31. Bourbonois art. 339. & la Thaumassere dans son Recuëil des anciennes Coûtumes du Berry partie 1. ch. 12. page 14.

XI.

En Assiette de Terre, Corvée, ou Peine de Vilain n'est pour Rien comptée.

Les Assietes de Terre, qui étoient anciennement frequentes en France, se faisoient pour différentes causes.

Quelquefois un Mary qui recevoit de sa Femme la Dot en argent, l'Assignoit, ou en faisoit Assiete sur son heritage, & cet heritage du Mary étoit reputé vendu, jusqu'à concurrence de la Dot.

Quelquesois un Pere en mariant sa Fille, promettoit de luy donner une somme, & d'en faire Assiete, & dans ce cas, la Fille & ses Descendans avoient la proprieté des Terres, sur lesquelles l'Assiete avoit été saite.

Et enfin quelquefois, un Debiteur

qui constituoit une rente, s'obligeoit d'en faire Assiete sur un fond, assir que la rente y sût perçue par le creancier, & cette Assiete n'emportoit point alienation, ce qu'on a expliqué au song dans la Dissertation sur le Tennement de cinq Ans, chap 2. n. 7. 8. 9. 10. &c.

Il se trouvoit souvent qu'il étoit dû des Corvées à ces Terres, sur lesquelles ces Assietes étoient faites; la Question sut donc de sçavoir, ce que ces Corvées seroient estimées, & les Créanciers à qui les Assietes devoient être faites, n'ayant pas voulu les prendre, parce qu'elles ne produisoient point de revenu, l'usage s'établit, qu'en Assiete, elles seroient comptées pour rien.

Il y a cependant des Coûtumes, où elles sont comptées pour quelque chose.

Auvergne titre 31. art 52. Charois Corvées & Manœuvres Personnels dis à mercy & volonté, ou autrement, & qui ne sont assis sur heritage & fond certain, ne sont baillez, sinon que l'on baillât en Assiste la Seigneurie, ou Chevance dont lesdits Droits dépendent, sar audit cas ils peuvent être baillez.

DE TAILLES, &c. 373 Et par l'art. 51. la Corvée est estimée 4. deniers en Hiver & 6. en Esté.

Par l'article 430. de la Coûtume de la Marche, la Corvée, ou Manœuvre de rente, est estimée six deniers.

Par l'article 132. de celle de Xaintonge, le Bian d'Homme de bras sans Dépends luy faire, est estimé quinze desciers, & avec Dépends dix deniers.

Par les articles 191. 192. de la Coûtume de Troyes, la Corvée d'un Homme vaut pour un jour donze deniers, & celle d'une femme six deniers. V. l'article 419. de la Coûtume d'Anjou.

Monsieur de Salvaing a crû, que le sens de cette regle étoit, qu'en Assiete & prisée de Terre, on n'avoit point d'égard aux Corvées dues par le Possesseur Roturier, parce que la Terre passant en main Noble, les Corvées Personnelles sont éteintes en la Personne du Gentilhomme, qui en est exempt. livre 1. ch. 46. p. 227. à la sin.

FIN.

Vive, vale: & si quid novisti rectius istis,

Candidus imperti: si non, his utere mecum.

Horat. lib. 1. Epist. 6. in Fine.

AUTEURS

Citez par Maistre Antoine Loysel, dans ses Institutes Coûtumieres.

Le grand chifre Romain marque le Livre; le petit, le Titre; & le chifre Arabesque la Regle, où sont citez ces Auteurs.

Philippe de Beaumanoir. I. iij. L. Brassas. I. j. 38.

M. BRUSLARD. VI. iij. 18.

M. Alain CHARTIER. II. v. 9.

Me Mathieu CHARTIER. III. iij. 17.

Me Jean LE Coo. 11. v. 19.

Me Pierre DE CUGNIERES. VI. iiij. 12.

L'Avocat DIX-HOMMES. V. iij. 9.

Me Martin Double'. I. j. 43.

Me Eude DE SENS. I. iij. I.

Jean FAURE. I. ij. 17. & iiij. 27.

Me Jean Filleul, I. iij. 4.

M Pierre DE FONTAINES. III. ij. 3.

V. iij. 4. VI. ij. 12. & iij. 3.

M. le Premier President LE MAIS-TRE. 1. ij. 28.

DE MARUEIL. VI. v. 7.

M. MARILLAC. VI. ij. 10.

Me Jean Jacques De Mesme. I. ij. 11.

M' l' Avocat Du MESNIL. VI. iij. 17.

Me Charles Du Molin IV. ij. 9. VI.

11. 26.

DE PRESLES. VI. v. 7.

Me Pierre LE SEC. II. v. 19.

TABLE

DES MATIERES

contenuës dans les Regles.

Le grand chiffre Romain marque le Livre ; le petit , le Titre ; & le chifre Arabesque la Regle.

B S E N S. V. iii. 6. vii. 10. 11.

Accord. III. i. 6.

s'Accorder. VI. 4.7.

Accoûtumance. V. iii. 28.

Accreues. II. ii. 21.

Accroissement. I. iii. 32.

Achat. III. vi. 1. IV. ii. 12.

Acheter. III. iv. 7.

Acheteurs. III. iv. 2. VI. v. 18.

Achever. III. ii. 6.

Acquereur. IV. ii. 19.

Acquest. II. 1. 14. 15. iv. 6. v. 15. 18.

IV. ix. I.

nouveaux Acquests. V. iii. 13.

Actions. V. i. 1.

Actions penales. VI. ii. 12.

Action d'injures. V. iii. 3.

Action petitoire. I. iv. 12. Adjudication. VI. v. 17.

TABLE

Administrateur. I. iv. 1.

Adultere. VI. i. 17.

Affranchir. I. i. 22.

Age. I. i. 34. VI. i. 26.

Aieul. II. v. 4.

Aisné preferé aux autres, I. iv. 15.

lotit. II. vi. 1.

avoit les fiefs. IV. iij. 60.

devroit prendre le double. ibid.62.

a le chef lieu. ibid. 63.

doit avoir le nom, le cri & les ar-

mes pleines. ibid. 64.

prend le fief entier, ibid. 65.

& les préclostures, en recompensant les puinez. ibid. 66.

peut avoir la plus belle terre en-

tiere. ibid. 67.

ne paie pas plus de dettes que les.

autres freres. ibid. 68.

peur faire la foi & hommage pour

les puisnez. ibid. 73.

& à son refus le plus âgé d'après, & les autres successivement. ibid. 78.

Aînesse. Droit d'aînesse n'a lieu en

douaire. I. iii. 23.

nul ne le prend, s'il n'est heritier.

IV. iii. 69.

l'on n'en peut estre privé, bien qu'on y eût renoncé du vivant de DES MATIERES.

de ses pere & mere. ibid. 70.

n'y a qu'un droit d'aînesse. ibid.79. mais se prend en chacune des suc-

cessions. ibid. 80.

n'a lieu entre filles. ibid. 81.

& rarement en ligne collaterale.

ibid. 82.

Ajournement. IV. i. 22. V. i. 2.

à trois briefs jours. V. i. 3.

à trois jours francs. ibid.

Aisances. II. 3. 9.

Aliener. III iii. 18:

Alimens. IV. vi. 13.

Amende. V. iii. 3. VI. i. 29. ii. 2. 7.

11. 12. 30. 33 35. iii. 3. 4. iv. 5. 6.

Amendement. VI. iii. 10.

Amortir. I. 1 59.

Amortissement. I. i. 58. 60. V. iii. 15.

An III. vi. 10.

An & jour. I. i. 21. 57. II. 4. 15. 16. IV.

3. 92. V. iii. 3. 14. iv. 10. 23. 27. VI.

. v. s. vi. 3.

Année. VI. vi. 18.

Ancienneté. V. iii. 1:

Anobli. I. i. 9. 13. 36. 81.

Anoblir. I.i. 12. 22.

Apanage. IV. iii. 61. 87.

Appel. VI. iv. 1. 4. 7. 11. 13.

Appellations. VI. iv. 2.9.

Appellations comme d'abus. VI. 4.12.

Tome II.

TABLE

Apprehension de fait. V. iv. 6.

Apprentissage. II. vi. 3.

Appretiations de bleds, vins, &c. VI. vi. 18.

Arbitrages. I. i. 35. III. i. 4.

Argent. I. i. 77. II. i. 3. III. vii. 9. IV. iii. 41. v. 2. Vl. ii. 16.

Armes. I. i. 9 44. II. vi. 3. IV. 3. 64. 82. VI. i. 23. 26.

Arrerages. IV. i. 2. 12. 14. 19. ii. 19. vi. 13. VI. vi. 10.

Arriereban. I. iii. 18.

Artillerie. II. i. 10.

Afcendans. II. v. 18. 26.

Assens du Seigneur. IV. iii. 90.

Asseurement. II. ii. 49.

Assiette de terre. VI. vi. 11.

Assignat. I. iii. 14.

Attermoié. VI. v. 18.

Avant-quitte. III. 1. 17.

Aubains. I. i. 49. 50. 55. II. v. 32.

Aveu. I. i. 21. 26. iv. 20. IV. iii. 42.

Aveu & contre-aveu. V. iv. 15. faux Aveu. IV. iii. 96. VI. ii. 22.

Aumônier Parçonnier. II. iv. 12.

Avouer ou Desavouer. IV. iii. 94.

Autorité. I. ii. 21. II. ii. 28. III. iii. 18. V. iii. 1.

Autoriser. I. ii. 22. 23.

DES MATIERES. Autrui. II. ii. 3. 23. 26. iii. 16.

SAGUES. II. i. II. Bail, Garde, Mainbour. I. iv. 1. 3. 4. 9. 11. 13. 14. 18. 21. 22. IV. iij. 32. Baillies. I. iv. 8. Baillistre. I. iv. 10. 12. 16. 18. 20. 24 25. IV. III. 31. Banlieuë. II. ii. 34. Banni. II. v. 31. VI. ii. 23. Baptizer. I. i. 6. Barbier. VI. i. 12. Baron. I. i. 14. VI. iv. 8. Baronie. I. iii. 1. IV. iii. 87. 89. Barres & exceptions. V. ii. 1. 4. Bastards. I. i. 41. 42. 43. 44. 45. 48. III. v. 19. Baftir. II. iii. 15. Baston IV. iii. 90. Bataille. VI. i. 22. 26. Battu. VI. i. 29, ii 14. Benediction nuptiale. I. ii. 9. iii. 5.

Benefices. I. i. 55. IV. iii. 2. Renefice de division & disoustion. III

i. 12.

Bestes. II. ii. 22. 36.

Biens meubles ou immeubles. II. I. I. sont reputez acquests. ibid. 14.

TABLE

sont communs. II. ii. 2.

vacans. ibid 50.

disposer d'une portion de ses Biens?

II. iv. 7.

tenir le corps & les Biens. VI. i. 13.

Biens de Justice. VI. 5. 18.

Billets V. iii. 3.

Bleds.II. i. 6.

Bleffé. VI. i. 12.

Bœufs. III. i. 2.

Bois. II. ii. 30. 31. iii. 8.

Bois mort. II. ii. 24. 25.

Bois taillis. II. ii. 17.

Borne. II. ii. 28. iii. 8.

Bouche. IV. iii. 6. 9. 10.

Boucher. II. ii. 15.

Bource. III. v. 10. III. vii. 93

Bourgeois. I. i. 8:

Bourgeois du Roi. I. i. 20.

Bourgeoisie, droit de Bourgeoisie. L.

i. 21.

Buisson. II. iii. 8.

CALOUL erreur de Calcul. I.v.

6. VI. iii. 16.

Carquant II. ii. 47. 48.

Cartel. VI. i. 22.

Cas. vilains Cas. VI. i. 15.

DES MATIERES.

Cas privilegié. VI: i. 16.

Cause VI. i. 27. iii. 15.

Cause privilegiée. VI. v. r.

Caution. L. iii. 40. III. vii. 4.

Cautions judiciaires. VI. iii. 26

Ceinture. I. ii. 30.

Celle. I. i 83.

Cens. IV. i. 20. ii. 1. 2. 3. 4. 5. 7. IV.

iii. 90. vi. 18. V. iii. 25.

Censive. I. i. 68. 69.

Cession. benefice de Cession. IV. vi-

10. 11. VI. v. 18.

Chambellage IV. iii. 9. 11.

Champart. IV. ii. 15. 16. 17.

Champion: II. ii. 47. VI. i. 24.

Chanteau. I. i. 75.

Charges & commissions. IV. iii. 3.

Charges constituées par le Vassal. IV

. iii. 99.

Chasse. II. ii. DI. 51.

Chef. II. ii. 29.

Chef-cens. IV. ii. 16:

Chef-lieu. IV. iii. 63.

Chemin. II. ii. 5. 6.

Cheminée. II. iii. 9.

Chevalier. I. i. 13 14. 15. 28. 78

Chevalerie. IV. iii. 34.

Chevaux. III. iv. 17.

Chose. III. iv. 5. 6. 10. V. i. 4. 52 pen

de Chose quid? V. i. 6.

TABLE

Clocher. II. ii. 20.

Clore. II. ii. 15.

Codicile. II. iv. r.

Coheritiers. I. iii. 19. IV. ii. 13.

Collecteurs. VI. vi. 6.

Combat. VI. i. 23. 28. 30.

Combatre. VI 1. 25. 26.

Commissions. IV. iii. 3. VI.v. 5.

Commun. III. i. 8. iii. 3. 5. 6.

Communauté de gens mariez. I. ii.9. veuves nobles y peuvent renoncer.

ibid. 10.

& les roturieres ibid. 11.

le mari en est le maistre. ibid. 16.

mais n'en peut disposer par testament au préjudice de sa semme. ibid. 19.

Communauté dissoluë. ibid. 22.

renonciation à la Communauté. ibid. 30. III. iii. 17. 19. 20. 21. 22. fille qui a renoncé à la Commu-

nauté. II. vi. 5.

Communauté n'a lieu, si elle n'est convenue; ou si la Loi ne l'ordonne. III. iii. I.

est continuée entre le survivant, ne faisant inventaire, & ses en-

continuée par tiers, & par quart;

DES MATIERES.

se dissout à l'égard de l'enfant and quel est donné mariage avenant. ibid. 11.

enfans decedez pendant icelle:

ce qui entre ,ou n'entre pas en Communauté. ibid. 16.

Communauté. Corps de Communauté. I. i. 57. 67. III. ii. 4. iii. 23. Communiers de la Paroisse. II. ii. 10.

Compagnie. VI. ii. 6.

Compagnon III. i. 1.

Comparçonniers. IV. ii. 13.

Compensation. V. ii. 4.

Complainte. V. iv. 10. 13. 14. 15. 16.

Compte. I. v. 1. 2. 3. 5. 6. II. iv. 16.

Comté. I. iii. 1. IV. iii. 86.

Concubinage. I. ii. 25.

Confiscation IV. iii. 93. VI. ii. 17. 194

20. 23. 27.

Conquests. I. ii. 9.

Conseil. V. i. 7.

Consentement. I. i. 49.

Contention de teneure VI. iii. 94.

Contracts. III. i. 13. IV. iii. 18.
passez en Cour Laie. III. vii. 13.

passez en Cour d'Eglise. ibid. 14.

Contract de mariage. ibid. 15 II. iv. 9. approbation de Contract. V. iii. 4.

TABLE

Contract garantigié. VI. v. 1. Contract usuraire. IV. i. 2.

Contracter. I. ii. 21. 24.

Contre-letres. I. ii. 4.

Contribuër. III. iii. 5.

Contribution au sol la livre. IV. vi.

14.17.

Contumax. VI. iii. 15.

Convenances. III. i. r.

Corde. F ii. 28:

Cornes. III. i. 2.

Corps. Corps & biens. VI. i. 13.
paier en son Corps. VI. ii. 16.
Corps du desesperé. ibid. 18.
confisquer le Corps. ibid. 19.
punir au Corps. ibid. 31. 32.
contraignable par Corps. VI. v.18.

19.

main mortes de Corps. I. i. 71. Corvées. I. i. 80. VI. vi. 7. 8. 9.10.11]

Cotterie. I. iv. 14.

Couchans & levans. I. i. 19.

Coulombier. 11. ii. 13.

Coupe de bois. II. ii. 17.

Cour des Pairs. VI. iv. 8.

Cour Souveraine. V. i. 2.

Couretier. III. iv. 15. 16.

Couronne. 1. iii. i.

Court. 1. i. 33. 35.

Cousin germain, II. v. 20.

Coûtume:

DES MATIERES.

Coutume. II. iv. 4. V. v. 11. 13.

Creancier. III. vii. 7.

chirographaire. ibid. 12. IV. vi. 14;

hypothecaire IV. vi. 15.

nanti de gages. IV. vi. 13.

Cri. IV. iii. 64. 82.

Crime. IV. vi. 12. VI. i. 9. 13. 14. 216

ii. 28. 31.

de leze Majesté. VI. ii. 21.

de faux. VI. i. 10.

Crimes feodaux. VI. ii. 22.

Croisés. V. iii. 21.

Curateur. I. iv. 5. 12. 19. II. ii. 46.

Curé. II. iv. 2.

Cuves. II. i. 10.

D

DECLARATION. I. i. 68. III. v.

48. IV. i. 23.

Declinatoire. V. ii. 1.

Deconfiture. IV. vi. 14. 16.

Decret. III. iv. 10. 11. IV. ii. 10. VI.

v. 14. 15.

Défendeur. VI. i. 22 27.

Deguerpir & Deguerpissement. IV.i.

16. 17. 18 19.

Delit. I. i. 26. V. iv. 21. VI. i. 1. 9.

Delit commun. VI. i. 16.

Délivrance. III. iv. 8.

Tome II.

KK

Demande. V. i. 7. VI. i. 1.

Demandeur. VI. i. 27.

Demembrer un Fief. IV. iii. 90. 91.

Dementir. VI. i. 28.

Demeurans en commun. I. 1. 74. en divers Bailliages. V. iii. 7.

Demeure. I. i. 21. III. iii. 1.

Démission de Foy. IV. iii. 90.

Deniers. III. iii. 17.

dotaux. IV. vi. 13.

Dénier. IV. iii. 97.

Denombrement. IV. iii. 42. 44. 47.

Denonciation. III. vi. 10.

Dépens. VI. iii. 3. vi. 9.

Depost. IV. vi. 17.

Depositaire. VI. v. 18.

Desaisine. V. iv. 7.

Desaveu. III. ii. 2.

Desavouer. IV. iii. 96.

Desblée. IV. ii. 15.

Desesperé. VI. ii. 18.

Desespoir. VI. ii. 17.

Desheritance. IV. iii. 33. V. iii. 28.

VI. v. 14.

Destination. II. iii. 12.

Déte. III. i. s. IV. iii. 59. vi, 16. V. ii.

3. 4.

épouser les Détes. 1. ii. 8. III. 3. 7.

Déte des propres alienez de la femme. ibid. 18.

veuve tenuë ou déchargée des Détes. ibid. 31. III. iii. 21.

Détes comment se paient par les heritiers. II. v. 13. IV. iii 68.

Détes du défunt, ou de l'heritier, ibid. 14.

Déte privilegiée. III. i. 8. IV. 6. 13.

Déte du Roi. VI. v. 19.

Déres de mineurs contre leurs tuteurs. IV. vi. 13.

Detenteur. IV. i. 14. 15. 16. 22.

Deuil. I. ii. 29. 33.

Devoir IV. vi. 3.

Differé. IV. vi. 8.

Dignité. I. i. II.

Dîmes. II. ii. 37. 40. 41. III. v. 13. V. iii. 18. 19.

Dîmeries II. ii. 39.

Dîmeurs. II. ii. 38.

Discussion III. i. 11. 12. IV. i. 15.

Dispense. I. i. 48.

Disposer. II iv. 7.11.

Dol. IV. vi. 12, VI. ii. 10.

Domicile. IV. i. 3. V. i. 3. VI. v. 7. vi. 2. 3.

Dommage. II. ii. 36. V. iii. 3.

Don. IV. iv. 1.

fait à celui qui doit succeder. ibid.

2.

avant le mariage. ibid. 3. aprés le mariage. ibid.

Don mutuel. I. ii. 27. iii. 15. 19. III. iii. 21. IV. iv. 9. 11.

Donation. III. iii. 16. IV. iii. 20.

en mariage ou concubinage. I.ii.25.
par contract de mariage. II. iv. 9.
reputée testamentaire. II. iv. 8.
reputée à cause de mort. IV. iv. 12.
entre-vifs. IV. iv. 8.

à cause de mort.. IV iv. 13.

Donataire. II. i. 16. v. 17.

Donataire mutuel à quoi tenu. ibid.

Donner. I. ii. 26.

Donner & retenir. IV. iv. 5.

Donner avant mourir. IV. iv. 14.

Donjons. I. iii. 1.

Dot. I. ij. 15.

Douaire. I. iii. 1. & suiv. II. i. 2. V. iii. 22. VI. ij. 25.

prefix ou convenancé. I. iii. 1. 11.

coûtumier. I. iij. 10. 17.

égaré. ibid. 37.

en meubles. ibid. 13.

propre aux enfans. ibid. 23. 6.

Douairiere. I. iii. 30. Douairiere. I. iii. 18, 22. 38.

Douve. II. iii. 7.

Droits seigneuriaux, censuels & seodaux. III. iv. 20. IV. ii. 19. iii. 43.

52. VI. v. 15.

Droit de suite. I. i. 82.

Droit d'usage. II. ii. 23.

Droitures. II. i. 2.

Duchés. IV. iii. 86.

E

EAU. II. iii. 13.

Ecclesiastiques. II. v. 27. IV. i. 10.

Echange. II. i. 17. III. v. 26. IV. iii. 20.

Echelle. II. ii. 47. 48.

Ecorcher. VI. i. 6.

Eglise. I. i. 67. 70. ii. 6. III. ii. 4. v.

12. Vij. 3.

Egout. II. iii. 11. V. iii. 27.

Emancipés. 1. i. 38. ii. 7.

Empescher. VI. i. 4.

Enfans. I. iii. 23. 24. 25. 26. 27. II. iv.

8. v. 17. III. iii. 12. IV. iii. 9. VI.

ii. 25. Enfans mariés. I. i. 38. II. vi. 2, III.

Enfans de famille. I. i. 39. ij. 5. nés hors mariage. I. i. 23. nés avant le mariage. ibid. 40. nés en loial mariage. ibid. 46.

K k iij

nés & demeurans au Roiaume.ibid.

52.

sont en la Vourie & Mainbournie de leurs Pere, ou Mere. I. iv. 2. mineurs. III. iii. 9. 13.

Enqueste. V.v. 1.

Ensaisiner. IV. ii. 19.

Entente. III. i. 14.

Entrecours. I. i. 21.

Eperons. I. i. 29.

Esclave. I. i. 6.

Espace. II. iii. 15.

Espaves. II. ii. 50.

Ester en jugement. I. ii. 21.

Estimation commune de l'année. VI; vi. 18.

Etable. II. iii. 9.

Etang. II. ii. 13. 27.

Etrangers. I. i. 49.

Eveschez. II. ii 4.

Evesques. II. ii. 4. v. 8.

Eviction. III. iv. 10.

Evier. II. iii. 11.

Exception d'argent non nombré. V.

de vice de litige. ibid. 7.

d'excommunication. ibid. 8.

Excuse. IV. iii. 7.

Executeur testamentaire. II. iv. 13. 15.
16. V. iv. 16.

DES MATIERES. Execution. III. vij. 7. VI. 5. 1. 2. Exploits. V. i. 8.

FACE hardie. V. v. 9. Faculté de rachat. III. iv. 20. IV. i. 8. 11. ij. 8. V. iii. 9. Faire. III. ii. 1. Fait. VI. ii. 4. Felonie. IV. iii. 97. 98. 99. VI. ij. 22 Fautes. V. i. 8. VI. ii. 5. Femelles venans à succession par representation d'un Mâle. IV. iii. 85. Femelles excluses par les Mâles en pareil degré. IV. iii. 83. Femme franche. I. i. 36. 48. ii. 20. serve. I. i. 81. anoblie par son mari. I. i. 36. separée de biens. I. ii. 24 III. iii. 18. reputée commune. III. iii. 20. renonçant à la communauté. III. 111. 17. 21. 22. se remariant. I. iii. 40. deboutée d'une succession. II. v. 9.

ne doit que la main. IV. iii. 10. qui forfait en son honneur. I. iii. 39.

ne perd son douaire & autres biens pour le méfait de l'homme. VL K k iiij

ij. 25. 26. condamnée ne confisque que les propres. ibid. 27.

Femmes ont voix en Court. I. i. 35. sont en la puissance de leurs maris.

I. ii. 20. 21. 22. 23-

maris. ibid. 39.

tenuës pour émancipées. I. ii. 7. sont capables de fiefs. IV. iii. 85.

Ferir. VI. i. 5.

Fermes. I. i. 55. III. iv. 12.

Fermier. III. vi. 7.

Feu. I. i. 38. 76.

Feudalité. I. i. 69.

Fiancée. I. ii. 1.

Fief. II. ii. 44. VI. ii. 21.

tenir ou avoir Fief. I. i. 9, 10, 11. II. ii. 51. IV. iii. 14.

tenu en Fief. I. i. 63. II. ii. 41. IV.

Fief noble. II. v. 9.

Fief mouvant. IV. iii. 5.

consistant en un hostel. ibid. 65.

Fiefsaisi. ibid. 52.

Fiefservi. IV. iii. 24. 32.

réuni à la table du Seigneur. ibid.

91, 98.

vendu. IV. iii. 21.

avenu par confiscation à un haur

Justicier. ibid. 92.

se confisque par le vassal. ibid. 97. demembrer son Fief. ibid. 89. 90. se jouër de son Fief. ibid. 89. 90. perdre son Fief. ibid. 89.

Fief uni. IV. iii. 92.

Fiefs. I. iv. 17.

Fiefs abonnés. IV. iii. 23.

Fiefs sont patrimoniaux. IV. iii, r. 606

estoient indivisibles. IV. iii. 60.

Fiefs de corps & de meubles. I. i. 71. de danger. IV. iii. 95.

Fille. I. ii. 1. 5. 32. H. v. 23. vi. 5. W.iii,

57. Fils. II. v. 6. 9. vi. 4.

Finage. II. ii. 22.

Finaison. IV. iii. 41.

Finance. I. i. 73. iv. 17.

Fisc. I. i. 70.

Foi & hommage. I. iv. 16. 19. IV. ii,

19. iii. 5. 6. 30. 43. 51. 90.

bonne Foi. V. i. 2.

Foins. H.i. 6.

Foires. VI. v. 8.

Forbanni, I. iii. 7.

Force. III. iv 9. V. ii. 9. iii. 4.

Forge. II. iii. 9.

Formariage. I. i. 25. 82.

Forteresse. I. iii. 1. IV. iii. 103.

Fosse. I. ii. 30. Fossé. II. iii. 7. Fouages. V. iii. 3. Fouët. VI. ii. 15. Foueté. ibid. 16. Four. II. iii. 9. V. iii. 3. Fourages. V. iii. 3. Franc. I. i. 30. 72. 73. iv. 2. Franc-aleu. I. i. 66. 67. II. i. 19. Franchise. I. i. 17. VI. ii. 8. Frank aumône. I. i. 66. 67. Frais funeraux. II. v. 14. Frere. IV. iii. 76. Frugalité. IV. iii. 63. Fruits. I. iii. 38. iv. 17. II. i. 5. vi. 2. IV. 11. 14. 20. iii. 17. Fustaie, II. ii. 31.

Ĝ

GAGE. III. vii. 1. 8. IV. vi. 13. 17. Gage de bataille. VI. i. 20. Galeres. II. v. 31. VI. ii. 23. Garant. V. i. 10. VI. i. 9. v. 16. Garantie. IV. iii. 75. V. 1. 19. Garde. I. iv. 1. 4. 8. 11. 17. Gardien I. iv. 10. 12. 22. Garenne. II. ii. 10. 11. 16. 27. Garnison. VI. v. 3. Gendre. I. ii. 32.

DES MATIERES.
Gens d'Eglise. I. i. 57. V. iii. 13.
Gens de mestier. V. iii. 2.
Glaçoir. II. iii. 11.
Goutiere. II. iii. 11. 14.
Gouverneur. I. iv. 1.
Grains. III. vi. 7.
Guerre. VI. i. 30.
Guets. V. iii. 3. VI. vi. 10.

H

HABIT. II. v. 30. III. iii. 21. Haie. II. ii. 55. iii. 5. 8. Haute-Justice. II. ij. 23. IV. iii. 88. Haut-Justicier. Vide Seigneur. Hebergement. II. i. 18. Heritage. I. i. 71. IV. iii. 3. chargé de rentes. III. iii. 15. IV. 14 14. 20. échangé. II. i. 17. échu par succession. II. i. 16. Heritages propres. III. iii. 17. empirer l'Heritage, IV. ii. 5. exploiter un Heritage. III. vi. 10. quierir Heritage à autrui. III. ii. 3. relever l'Heritage. I. iii. 19. tenir des Heritages. I. i. 20. vente d'Heritage. I. ii. 15. II. i. 4. IV. ii. 7. Heritier. II. i. 16. iv. 5. 9. 13. v. 2. 14.

% douairier. I. iii. 30. & legataire. II. iv. 12. fimple. II. v. 4. par benefice d'inventaire. ibid. peut renoncer à la communauté. III. iii. 19.

tenu des faits & obligations du défunt. II. v. 11.

tenu personnellement & hypothesicairement. III. vii. 18.

Heritier du mari. I. iii. 19. 39.

du pere. I. iii. 25.52. principal. II. iv. 10. prochain. II. v. 1.

plusieurs sortes d'Heritiers. II.v. 12.

faire Heritier par testament. II. iv. 14.

faire acte d'Heritier. II. v. 3. Hommage. I. i. 30. iv. 19. 24. IV. iii. 5. Homme. I. i. 26. 63. 76. Honneur. I. i. 30. VI. i. 28.

Hoste. I. v. 4.

Hypotheque. HI. vii. 5. 20. VI. v. 15.

privilegiée. III. vii. 8.

taisible. ibid. 16.

taisible & privilegiée. ibid. 15.

generale. ibid. 21.

speciale. ibid. 19.

ne se divise point. ibid. 17.

a lieu sur les biens du condamné du jour de la sentence. ibid. 22. emporter Hypotheque. ibid. 11. 14. engendrer Hypotheque. ibid. 13.

ARDIN. II. ii. 16. iii. 9. Immeubles. II. i. 1.2. III. iv. 19. IV.

Vi. 14.

reputés Immeubles. II. i. 4. 5. 7. 9.

10.

Impost. V. iii. 3.

Indemnité. I. i. 58.61.62.65. V. iii.15.

Inels ou égaux. I. ii. 26.

Infraction de sauvegarde. VI. ii. 9.

Injures. III. i. 6. V. iii. 3. VI. ii. 34.

Inscription en faux. VI. i. 10.

Interruption. IV. i. 22. V. iii. 29.

Inventaire. 1. ii. 8. 11. 13. 30. iv. 25. 26.

II. ii. 46. iv. 15. III. iii. 9. 10.

Joiaux. II. i. 11.

Jouër de son Fief. IV. iii. 99.

Jouissance. V. iv. 9.

Jour, V. i. 3.

Jour S. Remi. VI. vi. 3.

Jour de conseil, V. i. 7. VI. i. 1.

Irreparable en definitive. VI. iv. 10.

Isle. II. ii. 12.
Isluës. II. ii. 14. iii. 11.
Juge sage. VI. iii. 12.
fol Juge. ibid.

Juge d'appel. VI. iv. 13. à l'arbitrage du Juge. VI. ii. 2. Juges Roiaux. II. iv. 17. VI. iv. 4.

Juges non Roiaux. VI. iv. 5.6.

Juges Lais. II. iv. 17.

Juges doivent juger certainement & selon les choses alleguées & prouvées. VI. iii. II.

Jugement. VI. i. 11. iv. 8.

Juger. VI. iii. 13.

Justice. II. i. 19. ii. 36. 42. 43. 44. 45.

Justiciables. I. i. 19. 26. Justiciers. II. ii. 43.

L

LABOURS. IV. iii. 16. 17.
Larcin. III. i. 6. VI. i. 19. 20.
Larron. VI. i. 17.
Legataire. II. iv. 12. 13. 14.
La legitime. I. iii. 23. 29. II. iv. 8. v.
25. IV. iii. 65.
Legitimés. I. i. 40. 45.
Legs. II. iv. 13. 15. v. 14.
Letres. VI. v. 4.

Letres du Roi. I. i. 9.13. 44. 56. III.

ii. 4. iii. 23. VI. iv. 7. V. 5.

Liage. III. vi. 3.

Licitation. IV. ii. i3.

Lignage, II. v. 26.

Ligne. II. v. 19.

directe. I. iii. 2. II. v. 5. 7. 22.

collaterale. II. iv. 12. v.5. 7.22. vie

6. IV. iii. 75. 82.

Livres. II. i. 11. ii. 38.

Locataire. III. vi. 4. 7. 9. II.

Lods & ventes, à qui appartiennent.

IV. ii. 6.

en quel cas sont dûs. ibid. 7. 9. 10.

11. 14. 16.

en quel cas ne sont dûs. ibid. 8. 9.

10. 12. 13.14.

Loi. I. i. 1. III. i. 1.

de Talion. VI, i. 31.

Salique. II. iv. 9. v. 25. IV. iii. 87.

Loiaux Aides. IV. iii. 53. 54.56. 57.58.

Loier. III. vi. 2. 7. 8.

Longueur du temps. I. i. 17.

Lombards. II. v. 25.

Lots. II. vi. 1. III. iii. 4.

Louage. III, vi. 1. 3. 5. 9. 11. IV, vi. 13.

V. iii. 3.

M

MAIEUR. 1. ii. 5. iv. 2.

Majorité. I. iv. 23. V. iii. 4.

Mains. I. i. 57. IV. iii. 6.9.

Main souveraine. IV. iii. 94.

Mainbour. I. iv. I.

Mainbournie. I. iv. 2.

Main-morte. I. i. 66.67.69.71.78.83.

Main-mortables. I. i. 74.

Maintenuë. V. iv. 28.

Maison. I. iii. 9. IL iii. 10.

Maistre. V. v. 6.

Mâles. IV. iii. 83.

Mancipation. I. i. 38.

Manumis. I. i. 73.

Maquereau. VI. i. 17.

Marchand. III. iv. 4. V. iii. 2.

Marchandise. I. i. 39. II. vi. 3. VI. vi.

17.

Marché. III. i. 3. iv. 3. 13. 14.

Mari. I. i. 36. 81. ii. 14. 30. 33. iii. 3. 39.

II. vi. 5. III. iii. 17. 18. vii. 15. VI.

i. 17. ii. 26.

ne peut obliger les propres de sa femme. I. ii. 12.

est maistre de la communauté. ibid.

peut recevoir les vassaux en foi. ibid.

a sa semme en sa puissance. ibid. 20. refusant d'autoriser sa semme ibid. 22.

mineur

DES MATIERES.
mineur peut autoriser sa semme
majeure. ibid. 23.
fait perdre le deiil à sa semme.

ibid. 29.

est bail de sa femme. I. iv. 3.

ne succede à sa femme. II. v. 24. paie le relief pour sa femme. IV.iii.

31. 76.

Mari & femme se peuvent entre donner. I. ii. 26. sont communs en biens. III. iii. 8.

Mari ou femme aiant melioré leur propre au profit de l'un d'eux. III. iii. 14.

Mariés. I. i. 38. ii. 7. 9.

Mariage. I. i. 24. 46. ii. 3. 6. 25. 28. iii. 2. III. vi. 3. IV. iii. 87.

Mariages se sont au ciel. I. ii. 2. donner Mariage avenant. III. iii. 11.

Mariage des maisnés ou de filles. III.

de fille aînée. IV. iii. 54. premier Mariage. IV. iii. 76.

Marquisats. IV. iii. 86.

Materiaux. II. iii. 15.

Medicamens. IV. vi. 13.

Méfait. VI. ii. 25.

Mere. I. 1. 23. ili. 23. iv. 2. II. iv. 8

V. 17. 26. vi. 2.

Mesure. II. ii. 46. III. iv. 19.

Tome II.

Metaux. II. ii. 13.

Métier. II. vi. 3.

Meubles. I. i. 71.

biens Meubles. I. ii. 9. II.i.1.3.6.7.
ne tiennent côté ni ligne. II. i. 12.

Meubles & acquests. II. iv. 6. VI. ii.

gagner les meubles. II. v. 23.

don de noces en Meubles, n'est su-

jet à rapport. II. vi. 3.

Meubles exploitables. III. vi. 5.

Meubles du fermier & locataire taisiblement obligés. ibid. 7.

n'ont point de suite par hypothe-

que. III. vii. 5.

venir à contribution sur les Meu-

bles. IV. vi. 14.

on ne peut intenter complainte pour simples Meubles. V. iv. 15. le Meuble suit le corps. II. i. 13.

Meuble saisi. III. vi. 6. vii. 6.

Meuble vendu. III. iv. 8. 12. 19.

Mi-denier. III. iii. 14.

Mineur. I. ii. 23. iv. 2. 9. 12. 16. 19.

IV. iii. 29. 30.

Minorité. V. iii. 4.

Minieres. II. ii. 13.

Mirouër de fief. IV. iii. 77

Mise. I. i. 35. III. i. 4.

Moine. II. v. 30.

Moisons. III. vi. 7. 8. IV. i. 10. vi. 13.

VI. vi. 18.

Monceau. III. iii. 3.

Montrée. IV. iii. 101.

Mort. la Mort. III. vi. 3.

Mort du vassal. I. i. 64.

Mort. peine de Mort. VI. 1. 21. 31.

Mort. homme Mort. VI. i. 29. iii. 8;

le Mort saist le vif. II. v. I.

le Mort execute le vif. VI. v. 2.

Mort-bois. II. ii. 24. 25.

Morte-main. I. i. 57. 76. 77.

Mort-gage. III. vii. 1. 2. 3.

Mot. III. iv. 1.

Moulin. II. i. 10. ii. 13. 32. 33. V. iii.3

Mouture. II. ii. 35.

Mûniers. II. ij. 35.

Mur & Mur metoien. II. iii. 1. 2. 3. 4.

III. iii. 24.

Mutilation de membres. VI. i. 31.

Mutation de part ou d'autre. IV. iii.

92.

N

Nantissement. III. vii. 16. Naturalisés I. i. 52. 54. 56. Necessité. VI. iii. 14. vi. 5. Neveu. II. v. 20. 21.

Nier. VI. i. 19.

Llij

Nobles. I. i. 7. 9. II. v. 23. VI. ii. 30. 31.32.

sont proprement sujets du Roi. I. i. 18.

veuves Nobles. I. ii. 10.

à Noble il faloit quinzaine.I.i. 27.

à Noble sont dûs soiaux aides. IV.

Noble decapité. VI. ii. 28.

n'est tenu de paier taille, ne faire corvées. VI. vi. 8.

Noblesse. I. i. 17. IV. iii. 59.

Noces. II. vi. 3.

Notaires. I. iv. 27. III. i. 13. V. iv. 7.

Nourir. I. i. 41.

Nourriture. I. i. 43. II. vi. 3.

Nouvelleté. cas de Nouvelleté.V. iv.

II. 13. 14. 20. 22. 23. 26.

Nuit. Forfaits commis de nuit. VI.

ii. 11. Nullités. V. ii. 5. VI. iiii. 1.

0

OBLIGATION. II. v. 11. III. i. 8. IV.
i. 5.
folidaire. III. i. 12.
s'Obliger. IV. vi. 2.
OEil. V. v. 3.

Offices. I. i. 9. 55. IV. iii. 3.
Offices. VI. iii. 17.
Oie du Roi. V. iii. 16.
Oncle. II. v. 20. 21.
Opposition. V. iv. 19. 22. VI. v. 17.
Or. II. i. 3. ii. 52. IV. vi. 9.
Ordonnance de Justice. VI. v. 4.

ORDONNANCES DES ROIS

de Charles le Grand & de Louis son fils. V. iii. 12.

de l'Empereur Frideric. VI. i. 24. de Philippe Auguste. I. iii. 1. 1II. vii. 8. IV. iii. 71. vi. 13. VI. 1.31.

de S. Louis. VI. iii. 3.

de Charles IV. dit le Bel. VI. iii.3.

de Philippe de Valois. 1 iv. 12.

de Charles VI. I. i. 60. II. v. 27.

de Charles VII. I. iii. 9. IV. i. 4.

de Louis XI. IV. iii. 3.

de Charles VIII. VI. v. 3.

de Louis XII. IV. ii. 12. V. iii. 2.5.

de François I. IV. i. 10. V. iii. 4. VI. iii. 4. 8.

de Henri. II. IV. i. 10.

de Charles IX. I. i. 26. IV. i. 6. 102

20.

de Henri le Grand.I. i. 44. IV.i. 5. Oreilles. V. v. 3.

Ouir dire. V. v. 2.

P

AIEMENT. III. iv. 8. VI. vi. 18. Paier. IV. 6. 2. 7. bien. IV. vi. 5. mal. IV. vi. 4. le dernier. IV. vi. 6. Pain. I. i. 38. 41. 76. Pairs. IV. iii. 13. 14. Pair à Comte. I. i. 32. Parage. IV. iii. 72. 77-Parçonnier. II. iv. 12. Parcours. I. i. 21. Parens. I. i. 52. 54. iv. 7. II. v. 18. 19. 26. 27. Parenté. II. v. 33. Parfaire. III. ii. 6. Paris. I. iii. 9. Parole. III. i. 2. VI. i. 8 Partage de succession. II. ii. 46. vi. 1 III. iii. 4. IV. ii. 13. Partage de voix. VI. iii. 19. 20. Partie. VI. v. 4. Pascage. II. ii. 11. Paterna paternis. II. v. 16. Patrimoine. II. v. 12. Pâturage. II. ii. 23. Pâtures. II. ii. 20.

Pauvreté. I. i. 16. V. v. 16.

Peine. VI. ii. 13. 35.

du Talion. VI. ii. I.

coûtumier. ibid. 2.

du fouët. ibid. 15.

de la dixiéme partie de la chose controversée. VI. iii. 3.

Peines requierent declaration.VI. ii.

Perdre sa peine. III. ii. 6.

Pere. I. i. 24. ii. 20. 21. iii. 23. 24. 25.

26. 27. iv. 2. Il. v. 26. vi. 4.5.

Pere de famille. II. iii. 12.

Pere & mere. I. ii. 5. II. iv. 8. v. 17.

vi. 2. VI. iii. 70.

Permission du Prince. I. i. 10.

Personnes. I. i. 6. IV. iii. 59.

Pefche. II. ii. 11.

Petitoire. VI. iii. 9.

Pied, II. ii. 29.

Pierre. II. ii. 13.

Pilori. II. ii. 47. 48.

Plaider à toutes fins. V. i. 11

sans partie. VI. iii. 11.

Plain. II. ii. 30.

Plainte. I. iii. 39.

Plaisir. III. i. 15.

Plâtre. II. ii. 13.

Pleige. III. vii. 4.

Poids. II. ii. 46.

Poile. I. i. 40. Poisson II. i. 7. 8.

Porcs. II. ii. 19. III. iv. 18.

Possesseur. V. iv. 2.

de bonne foi. V. iv. 4.

de male foi. V. iii. 20.

Possession. V. iv. 1.3.

centenaire. V. iii. 17.

immemoriale. II. ii. 23.

Pot. I. i. 38.

Poursuivant criées. VI. v. 16.

Preference. III. vii, 6. 12. VI. vi. 17.

Premiers. III, 7.10.

Prescription. V. iii. 6. 8. 9. & Suiv.

du douaire. I. iii. 36.

de riviere. H. ii. 10.

d'usage ou pasturage. ibid. 23.

Pressouërs. II. i. 10.

Prester. II. vi. 5. IV. vi. 1.

Prestre. I. i. 79:

Preuve. V. v. 9.

Prez. II. ii. 18. 19. iii. 8.

Prince. IV. iii. 3.

Prise à partie. VI. iv. 4.

Prise de corps. VI. v. 6.

Prison. VI. i. 11. ii. 13.

Prisonnier. VI. i. 12. 14.

Prisonniers de guerre. I. i. 84.

Prix. III. iv. 11. 14. vi. 10. IV. vi. 18.

Procés. III. vii, 4. VI. iii. 17.

vicux

vieux Procés. VI. iii. 18.

en état de juger. VI. iii. 8.

Proches. I. iv. 13.

Procureur. III. ii. 3. 4. IV. iii. 7. VI.

du Roi. VI. iii. 7.

Profession des armes. I. i. 9.

de Religieux. II. v. 29. 30.

Proie. II. ii. 55.

Promesse de fournir & faire valoir.

III. i. 11. IV. i. 16.

Promettre. IV. iii. 6.

Propres. II. iv. 6. v. 13. 15. IV. iv. 23

de l'enfant. II. i. 15. 16.

du mari. III. iii. 14.

de la femme. I. ii. 12. 16. 17. 18. III.

iii. 14. 17. 21. VI. ii. 27.

Propres ne remontent point II. v. 16.

Proprietaire. II. ii. 9. 54. III. vi. 5. 6.

8. 9. IV. ii 5. V. iv. 3.

Proverbe. IV. iii. 3. 33. V. v. r.

Provision. I. v. 3. VI. iii. 9. iv. 10.

Puisné. II. vi. 1. IV. iii. 61.66.75.87

Puissance paternelle. I. i. 37.

Punition corporelle. VI. ii. 10.

perpetuelle. VI. ii. 13.

QUENOUÏLLE. IV. iii. 85.
Tome II. Mm

Questes, VI. vi. 10. Quints, IV. iii. 21. 22. 23. Quittance, I. ii. 16. Quitter, III. i. 5. 7.

R

RACHAT, ou relief. I. iv. 16. 17. 19. IV. iii. 12. 20. est le revenu d'une année. IV.iii.13. plein Rachat. I. i. 64. Rachat rencontré, IV. iii. 19. plusieurs Rachats en une année. a ibid. 18. Rachats de rente. I. ii. 4. III. iii. 15. Raisins. II. i. 6. Ramage. II. v. 26. Rançon, IV. v. 54.55. Rappel à succession. II. iv. 11. Rapport à la succession. II. vi.3.4.5.6. Rapport de Sergent. V. v. 8. Rapport de Jurés. VI. iii. 10. Recelé. I. ii. 31. III. iii. 20. IV. 3. 49. Recepte. I. v. 2. Reconvention. V. ii. 2. Recreance. V. iv. 27. Redevance. I. i. 68. Refection. III. iii. 5. Regentant. I. iv. 1. Registre. VI. vi. 18.

Regnicoles. I. i. 54.

Regrossoier. Lettres regrossoiées. VI.

V. 4.

Rejet. II. iii. 7.

Relief, ou rachat. IV. iii. 12. 15. 22.

31. 32. 40. 76.

dû pour roture. IV. ii. 18.

Relief de bail. I. iv. 18.

Religieux. II. v. 28. 29.

Reliques. II. i. 11.

Renoncer. III. iii. 5.

à la communauté. I. ii. 10. 30. II.

vi. 5. III. iii, 19. 20. 21. 22.

à la succession. II. v. 25. vi. 4.

Renonciation. I. ii. 13. 31. III. i. 9.

Rentes. I. i. 30.

foncieres. I. iii. 18. IV. i. 8. 10. 20.

. 23. ii. 9. 16.

constituées. IV. i. 3. 4. 5. 6. 7. 9. 12.

11. 9.

foncieres & constituées. II. i. 2.

III. iii. 15. IV. 1. 14.

sont réelles & immobiliaires. IV.

i. 2.

sont requerables. IV. i. 21.

sont indivisibles. IV. i. 25.

Rentes infeodées. IV. i. 13.

roturieres. ibid. & ii. 18. 21.

Rente rachetable, IV. i. 11.

sur maison size à Paris. I. iii. 9.

Mm ij

Reparations. I. iii. 18. III. vi. 91. Reparation civile. III. iii. 22.

Repit. III. vii. 8. IV. vi. 11. 12.

Répondre. IV. v. 1.

pour un criminel. IV. v. 3.

Repons à Court. I. i. 33. 35.

Representation. II. v. 5. 6. 8. 10. 21.22. IV. iii. 83. 84.

Reprobatoires. V. v. 18.

Reproches contre témoins. V. v. 14.

Rescindant & Rescisoire. V. i. 12.

Rescision. III. 4. 11. 12. V. iii. 4.

Ressort. II. ii. 44.

Retrait conventionnel, lignager, seigneurial & de bienseance. III. v. 1.

Requints. IV. iii. 21. 23.

Réunion. III. v. 48.

Reunir à sa Table. IV. iii. 92.

Riviere. II. ii. 5. 6. 7. 8. 9. 10.

Roi. I. i. 1.

ne tient que de Dieu & de l'Epée.
ibid. 2.

ne menit jamais. ibid. 3.

à lui seul appartient de prendre tribut. ibid. 5.

anoblit. ibid. 12.

fait Chevalier. ibid. 28.

succede aux bâtards. ibid. 47;

& aux aubains. ibid. 52. & v. 32.

amortit. I. i. 58. 59. 60.

reçoit declaration des main-mortes. ibid. 68.

reçoit finance du serf manumis. ibid. 73.

est Seigneur temporel des biens

des Evêchez. II. ii. 4.

a les grands chemins & les rivieres. ibid. 5.

a pilori. ibid. 48.

applique à soi la fortune d'or. ibid.

compagnon est maistre. III. iii. 2. n'a droit de retrait seigneurial, mais de bienseance. III. v. 11.

doit apanage à Messieurs ses freres; & mariage à Mesdames ses sœurs. IV. iii. 88.

contre le Roi n'y a prescription. V. iii. 16.

ni nouvelleté. V. iv. 20.

le Roi nourrit le prisonnier qui n'a de quoi. VI. i. 14.
ordonne seul des guerres & com-

bats. VI. i. 30.

ne plaide jamais dessais. VI v. 9. perd son droit, où il n'y a que prendre. VI. vi. 4.

volonté de Roi n'a loi. VI. vi. 5. Mm iij

Roiaume. I. i. 4.6. 49. 52. IV. iii. 36. 87.

Roture. I. iv. 14. IV. ii. 18.

Roturier. I. i. 7. 8. 10. 19. 27. ii. II. IV. iii. 58.

* Ruë. II. iii. 15. V. iii. 23. Ruisseaux. II. ii. 6. 8.

SAISIE. VI. v. 1. 10. ii. 7. feodale. IV. iii. 27. 39. 41. 46. du Seigneur censier. IV. i. 20. Saisine. III. vii. 16. V. iv. 3. 6. 7: bailler Saisines. I. ii. 16. prendre Saifine. V. iv. 5. Saisine en fief. V. iv. 8.

cas de simple Saisine. V. iv. 22. 23.

24. 25.26. Salaire. II. iv. 16.

Sauvegarde. VI. i. 7. 8. ii. 9.

Seel authentique. V. v. 12.

Seellé. VI. v. 17.

Seigneur. I. i. 53. 73. 79. 82. II. ii. I.

4. 6. 7. 13. IV. i. 23. 24. ii. 15. V. 4. 20. VI. ii. 24.

Seigneur de Paille, feurre ou beurre. IV. iii. 102.

Seigneur censier. IV. i. 20. ii. 19. 20. Seigneur confisquant. IV. iii, 100.

Seigneur feodal. I. i. 30. 58. II. ii. 27.

iv. ii. 19. iii. 4. 5. & suiv.

Seigneur justicier. I. i. 19. 47. 63. 68.

II. ii. 9. 12. 50. 53. 54. V. 26. 32. IV.

iii. 93. VI. ii. 20.

Seigneur suzerain & justicier. I. i. 68.

Seigneurie. II. ii. 23.

Sel. I. i. 76.

Sentence. V.I. iv. 1.

Separation de biens. III. vii. 12.

Sequestre. V. iv. 29. 30.

Serf. I. i. 72. 73. 74. 78. 82. iv. 2.

Sergent. VI. v. 3. 12.

Sergent à Roi. I. i. 32.

Sergents messiers & forestiers. V. v.8.

Service. I. i. 68. IV. iii. 3.

Services de mercenaires. IV. vi. 13.

Serviteur. V. iii. 3.

Sœur. IV. iii. 76.

Souffrance. I. iv. 19. IV. iii. 7. 28. 296

33. 34. 35. 36. V. iii. 28.

Sous-âgé. I. i. 33.

Stipulations. III. i. 2.

Succession. I. i. 47. & iv. 13. II. 4. 11.

12. & v. 3. 9. 25. vi. 2. III. iv. 12.

IV. i. 3. ii. 12.

Sujets. I. i. 4. II. ii. 27. V. iv. 20. VI.

Suite. III. vii. 5.6. 9.

Mm iiij

T

ABELLIONS. I. iv. 27. Table. I. i. 14. IV. iii. 92. Tailles. V. iii. 3. VI. vi. 1. 2. 8. 10. Taillon. VI. i. 31. & ii. I. Témoins. II. iv. 2. V. v. 5. Tenanciers. II. ii. 6. 7. Tendre. II. ii. 26. Terme. donner Terme. III. i. 8. Terme de 40. jours. I. ii. 13. Terme de locataire. III. vi. 6. 10. Terme ou borne. II. iii. 8. Terrage. IV. ii. 16. Terre. I. i. 69. II. i. 18. ii. 1. 14. 27. 49. iii. 8. 16. IV. i. 1. ii. 20. 50. Territoire. I. i. 70. Testament. I. ii. 19. 21. iv. 7. II. 4. 1. 2.15. 16. 17. Testateur. II. iv. 2. Tester. I. i. 74.84. II. iv. 3. Thesurer. II. ii. 26. Tien. IV. iv. 7. Tige. II. v. 7. Titre. II. ii. 10. 23. iii. 12. V. v. 6. 7: Titre de dignité. I. i. 11. Toit. II. iii. 13. VI. i. 29. Tort. IV. vi. 3. Tourbes. V. v. 13.

DES-MATIERES. Trahison. VI. i. 28. Transport. III. i. 10. IV. iv. 4. Tresor. II. ii. 53. 54. Treve. VI. 1. 7. Tribut. I. i. 5. Trouble. V. iv. 10. 12. 18. 23. 25. Troupeau. III. iv. 18. Tuer. VI. i. 5. Tutelle. I. iv. 6. III. vii. 15. Tuteur. I. iv. 5. 7. 19. v. 2. II. i. 4. iii 46. IV. iii. 29. 30. VI. iv. 11.

V AINCU. VI. i. 26. 27. Vaines pâtures. II. ii. 20. 21. Vassal. I. i. 64. ii. 16. iv. 16. 19. IV. iii. 4. 6. 7. & Suiv. V. iv. 20. Vassal d'Acier. IV. iii. 102. Vendeur. III. iv. 17. Vendre. I. ii. 15. III. iv. 1. 6. 8. 10. Vente, III. iv. 3. 9. 11. 12. 14. 19. 203 Ventre. I. i. 22. Verge. I. i. 22. Verges. VI. ii. 14. Veuë. IV. i. 23. 24. V. iii. 27. Veuë ou monstrée. IV. iii. 101. V. iv 22. Veuvage, I. i. 36. Veuve. I. ii. 10. 30, 33. III. iii. 224

Vexin. IV. iii. 77. Viager. V. iv. 3. Vicaire. II. iv. 2. Vientrages. V. iii. 3. Vif-gage. III. vii. 1. 2. Vignes. II. ii. 16. iii. 8. Vilain. I. i. 8. 19. 28. 29. 30. 31. 75. VI. ii. 28. 29. 31. 32. iv. 8. vi. II. Vilainie. I. iv. 14. Ville. II. ii. 14. VI. v. 7. Villages, II. ii. 14. Vin du marché. III. iv. 14. Voiage d'outre-mer. I. ii. 10. en la Terre sainte. IV. iii. 54. Voie publique. II. ii. 49. Voies de nullité. V. ii. 5. Voies de fait. VI. i. 2. v. 1. Voisin. II. iii. 3. 4. 5. 6. 11. 13. III. iii. 24. Voie. I. i. 33. 35. V. v. 4. 10. VI. iii. 19. Volonté. VI. i. 3. Vourie. I. iv. 2. Usage. II. ii. 23. 24. Ulufruit. II. i. 2. VI. ii. 24. Vuidangé. II. ii. 17. Vuider les mains. I. i. 57. IV. iii. 93.

V. iii. 14.



DES PRINCIPALES MATIERES contenuës dans les Notes.

Le premier chiffre marque le volume, & l'autre la page.

Bonnemens : Quelle difference il y a entre A les abonnemens, ou les conversions d'hommages en devoirs annuels, d'avec les exemptions ou affranchissemens d'hommages. Tome II. page 142.

Abregement : Ce que c'est. 11. 173.

Acquet: Si ce qui est legué & donné à celuy qui doit succeder, est acquet. 1. 283.

Si les dons faits en collaterale à celuy qui doit succeder, sont acquêts. Il. 27.

quid , en directe. II. Ibid.

Ce qui est donné par un étranger, ou un parent en ligne collaterale, est un acquêt au donataire. Il. 182.

Acte d'heritier : Si celuy qui prend quelque chose de son autorité, sans se pourvoir par justice, fait acte d'heritier. I. 389. Si c'est faire acte d'heritier, de demeurer dans la maison du défunt. I. 390.

Action : Le demandeur n'est pas obligé de marquer, désigner ou nommer l'action qu'il

Romain. II. 1616. Toutes les actions s'intentent de bonne foi en France. II. 1616. Les actions sont in factum. II. 1616.

Adjournement: Comment se faisoit. I. 45. 29.

Ibid.

Mdministrateur: Ce que c'est que legitime Administrateur. I. 233. Difference entre Bail, ou Gardien & le legitime Administrateur. I. Ibid.

Adultere: Si l'heritier du mari peut poursuivre l'accusation d'adultere commencée par

lui contre sa femme. I. 220.

Advoiserie. Voyez Vois rie.

Aides Chevels : Ce que c'est. II. 156.

Amendes: Les peines & amendes, quoique coûtumieres, ne sont point encouruës de

plein droit sans jugement. II. 310.

Elles sont doubles pour les injures faites aux semmes. II. 325. Quelle amende do t le debiteur adjourné, qui confesse la dette avant contestation en cause. II. 326. Quid. se la confession est faite aprés que les parties ont contesté. II. Ibid.

Amortissement : Qui a en France le pouvoir d'a-

mortir? 1. 98.

Appel: Combien on a de temps pour interjetter appel. II. 342. qui doit payer l'amende en cas d'appel? II. 343.

Appellations: Sont personnelles, & ne servent qu'à ceux qui les ont interjettées. 11. 341.

Asseurement : Ce que c'est. I. 337. Qui avoit

le pouvoir d'en donner. I. 338.

Assignat: Si l'assignat special des deniers dotaux de la semme fait par le mari sur un sond qui lui appartient, emporte transsation

de proprieté au profit de la femme. I. 1943 & suiv. Si la femme peut prendre douaire où elle prend assignat. I. 195. S'il empêche

le douzire. I. 196.

Aubains: Ce que c'est. I. 86. Du droit d'aubaine. I. 89. & 90. Si les Aubains peuvent succeder & disposer de leurs biens par testament. I. 91. S'ils peuvent acquerir & disposer de leurs biens entre-vifs. I. Ibid. & 92. Qui leur succede. 1. Ibid. 93. & 94. S'ils peuvent tenir des Offices, Benefices, Fermes du Roy & de l'Eglise. I. 94. & 95. En quel cas ils en peuvent tenir. 1. 95.

Aveus: Pourquoi ont été introduits. I. 15. & 26. En faveur de qui. I. 1bid. L'aveu emporte l'homme. I. 34. & 35. Explication

de cette regle. I. Ibid.

Avouer un meuble : Ce que c'est. 11. 230.

B

Báil: Ce que c'est. I. 226. Pourquoi a été Établi. I. 227. Sile bail a lieulen collaterale. I. 234. Dispositions des Coûtumes à ce sujet. I. Ibid. Si le mari est bail de sa semme. I. 242, Si on peut être contraint d'accepter le bail. I. 243.

Si un mineur peut avoir le bail d'un autre. I. 247. Coûtumes différentes à ce sujet. 1. Ibid. De quoi est tenu celui qui prend le bail. I, 249. Où doit être accepté. I.

Ibid.

Si le pere qui a le bail de son enfant, & qui jouit comme Gardien de ses propres maternels, en est heritier. I. 254. à qui se donne le bail. I. Ibid. Ce qui tombe en bail. I. 256. Exception I. Ibid. Si dans la Coûtume de Paris un pere roturier, après le de-

tés de sa femme, peut avoir le bail de son sils. 1. Ibid. Si le bail se divise. 1. 257. Si le bail en collaterale doit le relies. I. 259. S'il peut se transporter à un autre. I. 263. Si l'on s'en peut abstenir. I. 264. Comment se perd. 1. 263. Comment sinit. I. 268.

Celui qui acquiert un heritage n'est pas obligé de tenir le bail fait par son vendeur. II. 69. La force de la vente passe celle du

bail. II. Ibid.

Baillies : Si elles sont coûtumieres. I. 247.

Baillistre: Coûtumes où il est tuteur. I. 247.

sont tenus de faire visiter les lieux dont ils
jouissent. I. 248. Si les Baillistres qui entrent
en soy en leurs noms; la peuvent recevoir
des vassaux de leurs mineurs. I. 258. S'ils
en doivent & prennent les rachats. I. Ibid.
Si le droit de relief est dû à chaque nouveau Baillistre. I. 260. S'ils peuvent bailler ou recevoir aveu. I. 263.

S'il rend la terre à son mineur avant son âge & avant la majorité seodale, ses hommes lui seront-ils hommage. I. 269. S'il n'a pas fait la soi au Seigneur, sera-t'il tenu de la recevoir de lui comme tuteur. I. 270. Dans quel temps doivent saire inventaire des meubles & titres des mineurs. I. Ibid. A la requête de qui & par qui. I.

Bannissement: Si celui qui est banni pour un temps est mort civilement. II, 319. Temps du bannissement. II. 1bid.

Baron: Qui sont ceux qui peuvent se seoir à

Barreau: Origine de ce mot. II. 205.

Bastard: Dans le Beauvoisis le bâtard né d'une serve étoit franc, I. 30.

En quel temps ont été exclus des successions. I. 72. Coûtumes où ils peuvent consentir à l'alienation de leurs biens, quand ils en ont. I. 75. S'ils peuvent acquerir & disposer de leurs biens tant entre-vifs que par testament. I. 76. & suiv. S'ils peuvent recevoir des legs. I. 79. S'ils peuvent porter le nom & les armes de leur pere. 1. 80. S'ils succedent, quoique legitimez. I: 82. Qui leur succede, I. 83. 84. & 85.

Biens: Quels meubles, ou immeubles. I.

275. 6 Suiv.

Biens vacans: à qui appartiennent. I. 339.

Bois: Pendant quel temps les bois taillis sont dessensables. I. 299. Dans quel temps s'en doit faire la coupe. I. 300. Ce que c'est que bois mort, & mort bois. I. 308.

Quand est reputé de haute sutaye. I. 314.

Bornes: S'il est besoin de l'autorité de la Justice pour mettre bornes. I. 310. Bornes jurées, ou bornes de Loy, ce que c'est. I. 311.

Bourgeois: Leur origine. I. 11. Ce que c'étoit que Bourgeois du Roy. I. 22. & 23. Leurs Privileges. I. Ibid. 26. & 27. Ce que c'étoit toit que Bourgeois des Seigneurs. I. Ibid.

Bourgeoisse: Quel temps il faut pour acquerir ce droit 1. 14. S'il se prescrit. 1. 1bid.

C

C As privilegiez: Ce que c'est. II. 260.

C aution judiciaire: Qui sont ceux qui sont

tenus d'en donner. II. 327.

Cens: S'il est divisible. II. 98. Coûtumes où le cens est indivisibe. II. 99. S'il est requerable, II. 1bid. Coûtumes où le cens est requerable. II. 100. Si celui qui possede un heritage chargé d'un cens Seigneurial, peut

charger ce même heritage à son profit d'un second cens Seigneurial. II. 101. S'il peut y avoir en même temps deux Seigneurs directs & censiers d'un même fond. II. ibid. S'il peut le charger d'une rente fonciere non rachetable. II. ibid. Coûtumes où l'heritage tenu à cens peut être baillé à augmentation de cens. II. ibid. S'il est dû des lods & ventes au Seigneur, lorsque celui qui possede un heritage chargé de cens le baille à rente fonciere non rachetable. II. ibid. Si le Seigneur qui baille un fonds à cens, en est seigneur censier & foncier. II. 103. Quid, de celui qui l'a pris à cens, & qui le baille ensuite à surcens. II. ibid. A qui de ces deux Seigneurs appartiennent les lods & ventes, fi le fonds est vendu. II, ibid.

Cens & Rentes: Pourquoi ces droits sont ordinaires & annuels, & ne sont point dûs,

comme les quints. II. 66.

Chisse: Si un Seigneur peut chasser sur les fiefs qui relevent du sien. I. 339. Si le Seigneur haut justicier peut chasser sur tous les fiefs qui sont dans son territoire, quand ces siefs sont tenus à foi & hommage d'autres Seigneurs. I. ibid. Arrêts sur cette matière. I. 340. Sçavoir si celui qui a un simple sief & droit de chasse, peut faire chasser ses domestiques. I. ibid.

Chemins: A qui appartiennent les grands chemins. I. 289. Quid, des petits chemins. I.

290.

Chevalerie: Pourquoi est donnée. I. 16. & 17. Chose mobiliaire: Quand le vendeur d'une chose mobiliaire a donné terme, si la chose se trouve saisse sur le debiteur par un autre creancier.

DES MATIERES. creancier, il peut en empêcher la vente. II. 7.

Collecteurs: Lorsqu'ils imposent les Mandians & Invalides; ils sont obligés de payer pour

eux. II. 365.

Colombier: Si on peut bâtir colombier à pied sans permission du Seigneur. 1. 296.

Combats: Ordonnances de nos Rois touchant

les combats. II. 305.

commise: Par nos Coûtumes il n'y a point de commise, mais amende seulement. II. 111.

mmunauté: Si on peut stipuler dans un con-

Co trat de mariage qu'il n'y aura point de

communauté. II. 3.

Combien il y en a de sortes. II. 18. Ce que c'est que communauté legale. II. ibid. Ce que c'est que la conventionnelle II. ibid, Coûtumes qui admettent les communautez

tacites. 11. 19.

Complaintes: Les Juges subalternes connoissent seuls des complaintes dans leur territoire. II. 228. Complainte sur complainte n'ont point de lieu, mais il faut se pourvoir par opposition. II. 231.

Cas où il y a lieu à la complainte. II. 232. Dans le cas de complainte les nouveaux exploits sont preferez aux anciens.

II. 236.

Compte: Aux dépens de qui se rend. I. 274.

Concubinage: Si une donation faite pendant ce temps est valable. I. 161.

Confiscation.: A qui appartient pour fausseté committe au sceau. II. 318. Si les biens du condamné aux Galeres pour un temps sont sujets à confiscation. II. 319. Quid, de celui qui est banni pour un temps. II. ibid.

Par l'ancien usage de France, le mari Tome II, condamné pour crime confisquoit non seu: lement ses propres, mais encore tous les meubles & conquêts, au préjudice de sa femme. II. 321. Coûtumes conformes. IIibid.

Continuation de communauté: Si elle se dissout

par le mariage des enfants. II. 25.

Contraintes par corps : Si on peut être contraint par corps pour dettes purement civiles. II. 42.

Contre-lettres: Sont défenduës dans les Con-

trats de mariage. I. 146.

Corvées: Comment se sont établies en France. II. 359. & suiv. Viennent des Romains. II. 367. Parmi nous les corvées à volonté ont été sirées à douze parages. II. ibid.

Si le noble est tenu saire corvées à son Seigneur. II. 368. Quid, si les corvées sont réelles, ou dûës à cause des sonds. II. ibid. Ne tombent point en arrerages, à moins qu'il n'y en ait eu demande, ou qu'elles ne soient assisses sur un sonds certain. II. 370. Si elles peuvent être venduës ou transportées II. ibid. En assiete de terre corvées sont comptées pour rien. II 372. Secus, dans quelques Coûtumes. II. ib.d.

Cotterie : Ce que c'est. I. 156.

Cottier : Ce que c'est 11. 125.

Costumes : Si elles sont réelles. I. 357.

Comment se prouvent. II. 242. 246. 6 suiv. Combien il faut de témoins pour les prouver. II. 246.

Creancier: Il peut, usant de ses acoits, liberer son debiteur de quelque dette que ce soit.

11. 5.

Creanciers Hypothecaires: Antiquior ereditor bypo: hecarius prafertur posteriori, n'si posterior sis

privilegiarius. II. 196.

Crimes: Si on peut transiger sans justice pour crimes qui ne sont point capitaux. II. 6.

D

D'es Livres des Paroisses. I. 317. Ils sont aussi tenus du rétablissement du Chœur des Eglises Paroissales. I. 318.

Decret: Il ne purge point le douaire, quand les biens du mari sont decretez pendant sa vie. II. 357. Quid, des substitutions ou sideicommis. Il. ibid.

Delits: S'ils sont punis où ils sont commis.

I. 36.

Dans les choses qui approchent du delit la possession est inutile, tant pour acquerir la prescription que pour avoir la complainte. 11. 233.

Les Ecclesiastiques peuvent commettre deux sortes de delits. II. 258. A qui en ap-

partient la connoissance. II. 259.

Demembrement de sief: Ce que c'est. II. 173.

Dettes: Si les legs & frais funeraires sont dettes du désunt, ou de l'heritier. I. 414.

Sçavoir si les frais suneraires & les legs
étant les dettes de l'heritier, la veuve commune en est tenuë, ou l'heritier. I. 4154

Quid, du duëil. I. Ibid.

Les legs & frais funeraires ne sont dets tes de l'heritier que quand il est solvable. 1. 416. Quid, s'il est insolvable, ou s'il

doit beaucoup. I. ibid.

Si celui qui doit une somme est obligé de la payer à son creancier qui le poursuit, quoique son creancier lui doive une semblable somme, II. 205. En dettes mutuel-

Na ij

les chacune des parties doit poursuivre le payement de ce qui lui est dû. II. ibid.

Dimes: A qui appartiennent. I. 316.

Où doit être payée, quand l'heritage est dans une Paroisse, & que celui à qui elle appartient demeure dans une autre. I. 318. Si en dîmerie il y a droit de suite. I. 320. Ce qui ne paye point dîme. I. 323.

En quel cas suite de dîme n'a pas lieu.

II. 78.

Si elles tombent en arrerages. II. 370.

Dimes infeodées: Si elles sont patrimoniales, I.: 321. Comment se sont établies. I. ibid-Comment se gouvernent. I. ibid.

Division: Si, quand deux s'obligent ensemble, & chacun d'eux seul pour le tout, ils renoncent au benefice de division & de discussion. II. 11.

Domicile: Si le Juge du domicile peut connoitre du crime commis dans une autre Justice. I. 35.

Donation : Si elle est valable, lorsqu'elle est

faite pendant le mariage. I. 161.

Donner & retenir ne vaut: Si cette regle a licu dans les contrats de mariage. II. 184. Quid, dans les donations mutuelles. II. ibid.

Donations à cause de mort : Quelles sont reputées à cause de mort. II. 188. Si elles sont reductibles. II. ibid. Si elles saisssent. II. ibid.

Don-mutuel: En quel cas le mari & la femme peuvent se faire don mutuel. I. 162. Si le don mutuel saisit, II. ibid.

S'il empêche le douaire. I. 196.

S'il se peut revoquer, & en quel cas. II. 86. En quoi consiste. II. 187.

Dot: A quoi étoit antrefois employé. Il.

18. Comment la femme reprenoit sa dot, & sur quels biens. II. 29. Comment se preleve la dot, lorsque la femme ou ses heritiers acceptent la communauté. II. ibid. Quid, quand la communauté n'est pas suffisante. II. ibid.

Pourquoi la femme qui accepte la communauté ne confond pas sa dot en ce cas. 11. 29.

Douaire: Ce que c'est. I. 169. Comment se constituoit, & sur quoi. I. 170. & 176. Dispositions des Coutumes à ce sujet. I. 172. & suiv. De quoi étoit composé. I. 174. & 179. De quand le douaire est acquis à la semme I. 181. Qui paye le douaire. I. 182. En quel cas la semme peut s'opposer pour son douaire. I. 183. & suiv. Quid, quand il y a des creanciers. I. 184. & suiv.

Si le doitaire constitué en rente est rachetable. I, 185. & suiv. Maison sur laquelle le doitaire est constitué, venant à être decretée, si elle doit être ajugée à la

charge du doisaire. I. 186.

Si le douaire saisit. I. 188. Si une semme qui a accepté le douaire présix, peut opter dans la suite le coûtumier. 1. 189.

A qui retourne le doirire constitué en meubles I. ibid. Quid, quand il est stipulé sans retour. I. ibid. & suiv. Quid, quand les enfans renoncent à la succession de leur pere. I. 190. Quid, quand ils sont heritiers. I. ibid.

Si la femme peut prendre douaire, & don. I. 192. Dispositions differentes des Coûtumes à ce sujet. I. ibid. & suir. Où cette regle n'a pas lieu. I. 194. Si elle peut prendre douaire où elle prend assignat. L.

195. Si le don mutuel empêche le douisire? I. 196. Si la femme peut renoncer à son douaire. I. 197. En quel cas elle le peut.

I. 16 d.

Si la doitairiere est tenuë des reparations viageres. I. 201. Si elle doit contribuer au Bin & arriere-Ban. I. ibid. Si une veuve non noble, qui jouit d'un fief pour son douaire, doit les francs fiefs. I. 202. Si la douairiere doit les rentes constituées avant le mariage. I. 103. Si l'heritier du mari est tenu de rebâtir l'heritage sur lequel le douaire de la femme est assigné. I. ibid. Si · la veuve peut le contraindre de lui donner son douaire. I. 206. S'il peut la contraindre de le prendre. I. ibid. Sur quels biens le doisaire des enfants se prend. I. 207. Si l'enfant étant décedé du vivant du pere, sans avoir laissé d'enfants, ses freres & sœurs ont le doisaire entier, & comm ent le partagent. I. 208. Quid, s'il décede aprés la mort du pere. I. ibid. Quid, si tous les enfants décedent avant le pere. I. 209. le pere & les enfants peuvent aliener & hypothequer le douaire. I. ibid. S'il y a droit d'aînesse au douaire. I. 210. Si le douaire est une legitime. I. 207. & 211. Si on peut être heritier & douairier. I. 211. Si on peut prendre le douaire, & retenir les avantages faits par le pere. I. ibid. Si l'enfant qui se porte heritier, prend en cette qualité la part qu'il auroit eue comme douairier. I 212. Si un même fonds peut être chargé de deux differents douaires. I. ibid. Second & troisième douaire de quoi est composé. I. 213. Si les Douaires accroissent par l'exti 1c-

tion du premier. I. Ibid. Quid, des Cou.

tumiers, I. 214. & 215.

Si le Douaire propre aux entres se prescrit. I. 216. Et de quand. I. Ibid. Quand cette prescription commence à courir contre la femme. I. Ibid.

Donaire égaré: Ce que c'est. I. 217. De quand la Donairiere gagne les fruits. I. Ibid. Quid. De son heritier, si elle décede avant qu'ils soient perçus. I. 218. Si la semme qui forfait à son honneur, perd son donaire, & en quel cas. I. Ibid. & 219. Si la semme qui se remarie perd son donaire. I. 220. En quel cas la veuve perd son donaire. I. 224. Si la semme est tenue de donner caution pour son donaire. I 225.

De quelle maniere se regle le douaire, lorsqu'il n'en est rien dit dans le Contrat de mariage. II 2. Si on peut stipuler dans un Contrat de mariage qu'il n'y aura point

de douaire. II. Ibid.

Douaire Coûtumier: De quel jour les fruits & arrerages du douaire coûtumier sont dûs.

I. 188. S'il est dû à la semme, lorsqu'elle n'apporte rien en mariage. 1. 199.

Douairiere: Si une veuve peut faire devenir douairiere, la personne à qui elle cede son

douaire. I. 264.

Droit de Bienseance : Ce que c'est II. 45.

Droitures : Ce que c'est. I 276.

Duëil: Si le mari fait perdre le duëil à sa semme. I. 164. Qui est tenu de payer le duëst de la semme. I. 168.

Duel: Par qui autorisé. II. 264. Chez quels peuples étoit en usage. II. 266. En quel temps les Duels eurent plus de cours en France. II. 270. Formalitez qui s'y obser-

TABLE

voient. II. 276. Qui avoit le choix des Arames, & du lieu du Combat. II. 284. 6. suiv. Quid. Quand il étoit ordonné en Justice. II. 286. En quel cas on combattoit par Champions. II. 291. à quel âge on étoit tenu de combattre. II. 295.

E

E Difice: Si on le peut élever sur une place tout droit à plomb & à ligne. I 312.

Eglise: Si l'Eglise a droit de sisce & de territoire. I. 103. Si elle consisque. I. 104. Si le Juge Ecclesiastique peut condamner en

l'amende. I. ibid.

Les gens d'Eglise sont tenus de bailler homme vivant & mourant pour ce qu'ils tiennent en Fies. I. 99. & 100. Secus, dans quelques Coûtumes I. ib d. Si par sa mort il est dû quelques droits. I. ibid. S'ils sont sujets à quelques devoirs. I. 102.

Emanc dation: A quel âge on est emancipé. I.

1. ibid. 63. & 64.

A quelle âge les enfans de famille se peuvent marier, sans le consentement de leurs Pere & Mere. I. 147. Quand sont

tenus pour emancipez. I. 149.

Enfans de famille: S'ils peuvent contracter, negotier, & ester en jugement sans autotisation. I. 65. Si étant autorisez par leurs peres,

Peres, ils sont tenus de payer seuls les der tes qu'ils ont contractées I. 66. & 67.

Enfait: Ce que c'est que l'enfant Serf en Celle. I. 138. & suiv.

Intrecours: Ce que c'est. I. 26 Pourquoy co droit a été étably. I. ibid. & 27.

Eperons : Difference entre ceux des Ecuyers,

& ceux des Chevaliers. 1. 41.

Epousailles: De quelle maniere se faisoient

autrefois. I. 147.

Erreur: Si dans une Sentence, il y a erreur de calcul, on ne se pourvoit point par appel, & l'on demande seulement par une Requête, que l'erreur soit reformée. Il. 340. Quid. De l'erreur de calcul dans un Arrêt. Il. ibid.

Esclavage: Quanda cessé en France. I. 142. Esclaves: Devienment libres, lorsqu'ils entrent en France. I. 7. & 10. Sont affranchis par le Baptême. I. 7. & suiv. Quels en sont exceptez. I. 10.

Etang : Si on peut asseoir bondes d'etang

sans permission du Seigneur. I. 296.

Exceptions: Pourquoy appellez Barres. II. 204

Executeurs testamentaires: Sils sont saisis de biens du testateur. I. 383. De quoy sont te nus. I. ibid.

Exploit: Quand celuy qui est assigné, est absent, l'Exploit laissé à son Domicile vaut, II. 202.

F

Emmes: Si une semme separée de biens autorisée par justice, peut contracter & disposer de ses biens. 1. 161. Si elle fait perdre le deuil à son mari I. 164.

Si elles peuvent ester en jugement I. 554

En quel cas. I. ibid. Si elles peuvent être juges & arbitres. I. 55. & 56. Si elles peuvent vent être témoins. I. ibid. En quel cas. I. 57:

Si elles peuvent contracter, negocier, & ester en jugement sans autorisation. I. 65. Si étant autorisées par leurs maris, elles sont tenuës de payer seules les dettes qu'elles ont contractées, I. 66. & 67.

Si une femme serve est annoblie par son mary. I. 130. Dispositions des Coûtumes

à ce sujet. 131. & suiv.

Femmes franches: Si elles sont en la puissance de leurs maris, ou de leurs peres. I. 158. Si elles peuvent contracter & ester en jugement sans autorisation. I. 159. Si elles peuvent disposer par testament. I. ibid. & 160. Ce qu'elles doivent faire au désaut d'autorisation. I. 160.

Feuda franca: Quels étoient. II. 141. Ce qu'on entend par Feuda honorata. II. 142.

Fidejusseurs: Si, lorsqu'ils s'obligent solidairement, ils peuvent opposer le benefice de division. II. 10. Quid. Des coobligez. II. ibid.

Fiefs: Anciennement ils annoblissoient. I. 13. Ce que c'est que Fiefs de corps, de meu-

bles & d'heritages. I. 106.

Le Fief & la Justice sont deux sortes de biens patrimoniaux, distincts & separez.

I. 326. Si un Fief peut être en même temps dans la mouvance d'un Seigneur, & dans le territoire & la justice d'un autre Seigneur. I. ibid. Si celuy qui possede un Fief avec justice, peut tenir la justice d'un Seigneur, & le Fief d'un autre Seigneur. I. ibid. Coûtumes, où il n'y a point de Fief sans justice, ni de justice sans Fief, I. 327.

Les Fiefs étoient anciennement à vie. II.

113.

Le Seigneur confisquant le Fief, est teanu des dettes & charges, jusqu'à la valeur du Fief. II. 181.

Fief abonné: Ce que c'est. II. 138.

Fillets: Si on peut de jour ou de nuit tendre des fillets sur le domaine d'autruy, pour prendre le gibier. I. 309.

Foy: Si un Seigneur peut recevoir la foy & le relief de tous ceux qui se presentent. II.

148.

Celuy qui acquiert un fief, n'en devient possesseur, & n'en a la saissne que par la foi. II. 153. Celuy qui n'est pas en soy, n'est pas saiss de son fief. 11. 154. Si lorsque le Seigneur n'est pas en soy, il peut saissir seodalement. II. ibid.

si le Vassal qui n'est point en foy, peur, pendant que son Seigneur dort, faire saisse le fief mouvant de luy. II. 154. Quid. Dans la Coûtume de Clermont. II. 155. En quel cas l'Aîné peut faire la foy pour ses Puinez mineurs. II. 165. Quid. Des majeurs, II. 166.

Fond: S'il peut être chargé de deux differens douaires. I. 212.

Fonds: Si les fonds nobles ou tenus en sief sont autant sujets à la dîme spirituelle, que les rotures, lorsque les choses tenuës en sief

sont decimales. I. 323.

Forest: Lorsqu'elle s'étend dans les heritages voisins, elle acquiert à celuy à qui elle appartient, les heritages dans lesquels elle s'est étenduë. I. 313. En quel cas, & à quelle condition. I. ibid.

Formariage: Ce que c'est. I. 31. 134. & suiva

Fartune: A qui appartient la fortune d'or. I. 341. A qui les fortunes d'argent, I. ibid. . Ce qu'on entend par fortune d'or ou d'argent. I. 342. & suiv. Lingot d'or trouvé sur la terre du Haut-Justicier appartient au Roy, ou au Seigneur Haut-Justicier. I. ibid.

Frais: En matiere criminelle, l'Accusé n'avance point les frais de son Procez II 315.

Franc: S'il suivoit la condition du serf. I. 32. Dispositions des Coûtumes à ce sujet. I. 33. S'il succede au serf. I. 107. En quel casa 1. ibid. & 108.

Fiançailles: Ce que c'est. I. 144.

Franc-aleu: Ce que c'est que tenir en francalcu. I. 101. & 102.

Si celuy qui tient en franc aleu, reconnoissant la souveraineté du Roy, est obligé de reconnoître la Justice des Seigneurs. I. 285.

Franc-homme: Ce que c'est. I. 42. A quoy

est tenu. I. ibid. & 43.

Francs-fiefs: Si une veuve non noble, qui joiit d'un fief pour son douaire, doit les francsfiefs. I. 201.

Franchise: Si elle s'éteint par la longueur du

temps. I. 19.

Franck'aumone : Co que c'est que tenir en Frank'aumone. I. 101. & 102.

Fruits: Si les fruits pendans par les racines sont immeubles. I. 278. Quels sont meubles & quand. I. ibid. & 279.

Age: Le créancier n'a plus de privilege Idessus, à moins qu'il n'y ait Acte passé pardevant Notaires. II. 197.

lieu. II. 262. & suiv. Des formalitez qui s'y observoient. II. 271. & suiv. Le gage de bataille étoit un cas de haute justice. II. 274. Si en cas de gage de bataille, l'accusé, ou l'appellé étoit obligé de nier le crime, ou de dementir l'appellant, sous peine d'être convaincu. II. 180.

La trahison est un cas de gage de bataille. II. 198. Celuy des combattans qui étoit tué, étoit reputé avoir eu tort. II.

299.

Garde: Ce que c'est. I. 227. Pourquoy ont été établis. I. 228. É suiv. Différente sorte de garde. I 230. A qui elle étoit consiée. I. ibid. Coûtumes où ce droit a lieu. I. 231. Si la garde a lieu en ligne directe. I. 234. Dispositions des Coûtumes à ce sujet. I. sbid. Si on peut resuser la garde. I. 243. Si elles sort sossemmiers.

elles sont coûtumieres. I. 247.

De quoy est tenu celuy qui prend la garde. I. 249. Où doit être acceptée. I. ibid. Si la garde se divise. I. 257. Si elle peut se transporter à un autre. I. 263. Comment se perd. I. 265. Si la garde qui a été ôtée au Pere ou à la Mere, à cause de seur dissipation ou second mariage, doit appartenir à l'ayeul. I. 267. Comment la garde sinit. I. 268.

Garde-Sourgeoise: Combien de temps dure aux mâles. I. 54. Combien aux femelles. I.

ibid. & 55.

Garde-noble: Combien de temps dure aux mâles. I. 54. Combien aux femelles. I. ibid.

Gardien: Coûtumes où il est tuteur. I. 247.
Où il ne l'est pas. I. 248. Les gardiens

TABLE

sont tenus de faire visiter les biens dont ils jouissent. I. ibid. Si le gardien en ligne direce doit le relief. I. 259.

Garant: Ce que c'est que tirer à garant. Il

202,

H

Heritage: Comment se doit vendre, lorsqu'il est chargé d'un douaire. I. 183. & 186.

Si l'heritage donné par le Pere au Fils, retourne au Pere, aprés le déceds du Fils sans enfans. I. 423. Coûtume, où les Petes & Meres ne succedent point aux heritages qu'ils ont donnez à leurs enfans. I. 424. À qui est deseré l'heritage, quand il n'y a point de Parents du côté & ligne, d'où il vient, ni d'Ascendans de l'autre côté & ligne. I. 444.

Heritier: Explication de cette regle, nul ne peut être heritier & legataire. I. 375. 377. & suiv. Ne se porte heritier, qui ne vent. Is 389. Quand il y a plusieurs heritiers, s'ils

succedent par lignes. I. 402.

Hommage: Jugé que les femmes pouvoient faire hommage sans presenter le baiser. 11.

Homme & Femme: S'ils sont tenus des dettes l'un de l'autre en se mariant. I. 149. S'ils sont communs en tous leurs biens, & de quand. 1. 150. & 151. En quel cas les femmes peuvent renoncer à la Communanté. I. 150. & suiv. Où se doit faire la renonciation. 1, 153. En quel temps. I. ibid.

Hypotheque: Si le doitaire y est sujet. I. 203.

De quel jour le créancier du défunt a hy-

DES MATIERES. potheque sur les biens des hoirs, 11. 821

J

Jeu de Fief: Ce que c'est. II. 175. Le Vassal ne se peut jouer que des deux tiers de son Fief. II. 176. Secus, dans les Coûtumes d'Anjou, du Maine, &c. II. ibid.

Immeubles: Quels biens sont immeubles. L.

275. & Suiv.

Immeubles: Si les Reliques, les Livres des Chapelles, les Ornements, & les Tableaux des Châteaux des grands Seigneurs, sont immeubles. II. 56. Quid, des Châteaux. II. ibid. Meubles précieux qui ne sont point inherents à des fonds, sont quelquesois reputez' immeubles à l'effet du Retrait. II. ibid.

Indemnité: Droit d'indemnité dû au Seigneur, comment se paye. 1. 99. Si ce droit

est personnel. I. 101.

Infamie: La peine du Fouet irroge infamie. II. 315. Chez les Romains les coups de bâton n'étoient point infamans. II. ibid.

Infeodation : Coûtumes où elle a lieu. I. 204.

Ce que c'est. I. 205.

Institution: Promesse d'instituer, faite par un Contrat de mariage, vaut institution. II.

185.

Institution contractuelle: Si on la peut revoquer, en faisant un autre heritier. I. 364. Si elle peut être réduite aux quatre Quints des propres. 1. ibid. Si celuy qui fait une institution contractuelle se lie les mains, & peut, comme auparavant, disposer de ses biens. I. 368.

Institution d'heritier: Si elle a lieu. I. 357. 358.
Si elle est requise pour la validité d'un tes-

O e iiij

l'institution d'heritier a lieu. I. ibid. Dans quelle Coûtume, l'institution d'heritier quelle Coûtume, l'institution d'heritier est requise pour la validité des testamens en directe, & non en collaterale. I. 359.

Institution par paction : Ce que c'est. I. 362.

Interets: Celuy à qui une somme est duë, en doit demander les interêts, s'il veut les avoir. 11. 201.

Inventaire: Delai pour le faire. I. 153.

Jugemens: Sont toûjours executoires comme les Contrats, lorsqu'ils sont scellez II. 353. Justices: Combien il y en a de sortes. I. 327. Ce que c'est qu'exploits de haute & moyenne Justice. I. 333. Go suiv. Quels sont les marques de la haute justice. I. 334. Go suiv. De leur origine. II. 110. Go suiv.

Ĺ

Letaire: Combien de temps a le locazitaire pour vuider les lieux. II. 74. Quid, lorsque le locataire reste, & que le Proprietaire ne l'expusse point. II. ibid.

Lods & ventes: S'il est dû des lods & ventes de l'heritage, lorsqu'il est vendu à la charge de la rente. II. 102. Quid, d'un bail à serme, quand il excede neuf années. II. 107. Quid, des baux à longues années. II. 108. Si le sond est vendu ou à vie, ou pour un certain temps, les lods & ventes en sont-ils dus. II. ibid.

Loyaux Aydes: Le Seigneur ne les peut demander qu'une seule fois en sa vie. 11. 157.

Loix: Si on peut deroger aux Loix par des conventions particulieres. II. 2. En quel cas on y peut deroger. II. ibid.

Lots : Comment se font entre heritiers, I. 4500

Loyer: Celuy qui se loue pour un certains temps, doit servir pendant tout ce temps, sinon il perd son loyer. II. 69.

Quand le Fief est affermé sans fraude, le Seigneur se doit contenter du loyer. Il

136.

M

Majeur: Quel âge il faut avoir pour être reputé majeur. I. 50. 51. & 268. Differentes des Coûtumes pour le temps de la majorité. I. 52. & 53. Coûtumes où un majeur de 14. ans peut disposer, & de quoy. I. 53.

Mainbour: Ce que c'est. L. 232. 235. & Suiv.

Mainbournie: Yoyez Mainbour.

morte. I. 101. & 102. Terre sortant de main-morte, ce qu'elle devient. I. 103.

Si un homme de main-morte peut être fait Chevalier. I. 123. S'il peut être fait Prêtre. I. 124. S'il est assranchi par la di-

gnité Episcopale. I 129.

Differences especes de main-mortes. I. 104. Si les main-mortables peuvent tester. I. 111. S'ils se succedent les uns aux autres. I. ibid. Quand sont reputez divisez. I. 117. É suiv.

Majorité: A quel âge nos Rois sont reputez

majeurs. I. 53, & 54.

Mari: S'il peut obliger & disposer des propres de sassemme. I. 152, & 156. En quel cas il peut vendre l'heritage de sa semme. I. 155. S'il est le mastre de la Communauté. I. 156. S'il peut disposer des biens de la Communauté. I. 157.

Mariage: Il n'y a si bon mariage, qu'une

corde ne rompe. Definition de cette regle.

I. 162.

Meubles: Quels biens sont meubles. I. 275.

Mi-denier: Quand est dû, & pourquoy. II.

Mines: A qui appartiennent en France les mines d'or & d'argent. I. 297. A qui appartiennent les autres mines. 1. ibid.

Mineur: Si un Mari mineur peut autoriser sa

femme majeure. I. 160.

Mineurs: Pourquoy anciennement leurs Procez n'étoient point jugés pendant leur minorité. I. 250.

Morgincap: Ce que c'est. II. 75. Morgincap: Ce que c'est. I. 441.

Mort saisit le vif : Quel est l'effet de cette regle;

I. 385.

10049900

Morte-main: Ce que c'est que gens de mortemain. I. 96. S'ils peuvent acquerir. I. ibid. En quel cas peuvent être contraints de vuider leurs mains, des acquisitions qu'ils ont faites. I. 97.

Si la morte-main est rachetable, &

comment. I. 121. 6 suiv.

Moulin: Si on peut asseoir un moulin sans permission du Seigneur. I. 296.

N

Manissement: Si le douaire y est sujet. I. 203. Coûtumes où le nantissement 2

lieu. I. 204. Ce que c'est. I. ibid.

Noble: Si un noble qui a perdu sa noblesse par l'exercice de quelque art vil, peut se faire rehabiliter. I. 18. Et comment. I. ibid. & 19.

A quoy étoient tenus, I, 20. De qui

Ctoient sujets. I. ibid. Leurs privileges comme sujets du Roy. I. ibid. Où sont obligés

de plaider. I. 21.

Dans quel temps étoient semonds, 1.38. Noblesse: Autrefois les enfants nés d'une mere noble étoient nobles. I. 11. & 28. A qui appartient le droit d'annoblir. I. 12.& 14. Si on peut être annobli sans Lettres. I. ibid. & 15. Dispositions des Coûtumes à ce sujet. I. 28.

Si elle s'éteint par la longueur du temps.

I. 18.

Nouveaux acquets: Ce que c'est II. 216. Ce que doivent faire ceux qui font des nouvel-

les acquisitions. II. ibid.

Nouvelleté: Pour avoir la complainte en cas de saisine & de nouvelleté, il faut avoir pos. sedé la chose contentieuse par an & jour, avant le trouble. II. 233. Quid, de celui qui a succombé dans le cas de nouvelleté. II. ibid.

Nullité : Suivant le Droit Romain les erceptions de nullité ne peuvent point être opposées contre tout ce qui est nul. II. 207. Comment il faut se pourvoir contre ces nullitez. II. ibid. Des nullitez qui sont declarées par les Ordonnances & les Coûtumes. II. ibid.

AIROU Compagnon de fief: Ce que c'est.II.

Pairs: Ce que c'étoit que le Jugement des Pairs, & avec qui jugeoient. II. 120. or fuiv.

Pain & Pot : Ce que c'est. I. 61. & suiv.138. of suiv.

Panneaux: Si on peut de jour ou de nuit ten-

TABLE

dre des panneaux sur le domaine d'autrui, pour prendre le gibier. I. 309.

Parage: Il n'y en a point en Anjou, &c. II. 164. Ce que c'est que parage. II. 166.

Parcours : Ce que c'est. I. 26. Pourquoi ce

droit a été établi. I. ibid. & 27.

Parloir aux Bourgeois: Étoit composé du Prévôt des Marchands & des principaux Bourgeois. II. 142. En quel cas donnoient leur avis. II. ibid. Copie d'un de leurs avis. II. 243.

Paterna paternis, materna maternis: Explication de cette regle. I. 419. Quand a eu lieu

en France. I. 421.

Paturages: Si on peut avoir droit de paturage sans titre ou sans redevance. I. 305. Quel est le temps suffisant pour acquerir prescription de ce droit. I. 306. Coutumes où la prescription de ce droit n'a pas lieu. I. 306. & 307.

Patures: Vaines patures, ce que c'est. I. 3023
304. & 305. Entre qui ont lieu. I 302.

303. & 304.

Pauvreté: Si elle desannoblit. I. 17.

Preserence: Les proprietaires sont préserez à tous creanciers. II. 72. Secus, de la Justice pour ses frais, & de l'Eglise pour les frais suneraires. II. ibid. Sçavoir, si le proprietaire qui a donné terme sera préseré. II. ibid.

Près: Pendant quel temps sont désensables. I.
300. Si on peut mener les porcs en pré.
I. 301.

Prévention: Si elle est encore en usage. II.

Prisonniers de guerre: Si le droit de servitude 2

ter. T. 143.

Prix: Si le vin du marché fait partie du prix; & s'il en est dû lods & ventes. II. 41.

Procez: Quand il y avoit procez entre des vassaux tenans d'un même Seigneur, par qui se jugeoit. II. 121. Quid, entre le Seigneur & le vassal II. 122. Quid, entre les Censitaires. II. 123. Quid, entre les Nobles. II. 126. Quid, entre les Bourgeois. II. 126. Quid, entre les Bourgeois. II. ibid.

Quand il est en état de juger, le Juge peut proceder au Jugement, nonobstant que l'une ou l'autre des parties soit decedée. II. 131. & suiv. Quid, en matiere criminelle. II.333. En quel cas on fait le procez au mort. II. 334.

Prosureur: Si par l'ancien Droit Romain il étoit permis d'agir par Procureur. II. 14.

Promesses: Si les promesses non causées sont bonnes, lorsque le creancier affirme que la somme qu'il demande lui est legitimement dûë. II. 4.

Propre: Si ce qui est donné en ligne directe est propre. I. 283. Si en collaterale ce qui est échû par succession est propre. I. ibid.

Propre ne remonte point : Quel est l'effet de cette

regle. I. 417. & surv.

Si le don fait en ligne directe, soit avant ou après le mariage, est propre. II. 183. Anciennement il n'étoit pas permis, même entre-vifs, de disposer de son propre, sans le consentement de son heritier présomptif. II. 183.

Propres patemels: A qui appartiennent, quand il n'y a point de parent paternel. I. 443.

Quid, des maternels. I. 444. Si au défaut

TABLE

de parents de côté & ligne, le pere succede au propre maternel, & la mere au propre

paternel. I. ibid.

fants. I. 58. & suiv. Quid, des meres. I. ibid. Ce qu'elle opere en plusieurs Coûtumes. I. 59. & 60.

R

Rachat: Vente d'heritages à faculté de rachat, quand reputée usuraire. II. 88. Si la faculté de racheter se prescrit par trente ans. II. 213.

heritiers dans le cas d'exclusion par défaut de representation. I. 376. & 435. Quid, en

ligne collaterale. I. 376. & 435.

pere & mere, doivent rapporter, lorsqu'ils sont heritiers. I. 411 & 453. Quid, s'ils renoncent & se tiennent à leur don. I. Ibid.

Recelé: Peine du recelé. I. 167.

Recomoissance d'heritier: Ce que c'est. I. 363.

Quid, de celle de fils aîné & principal heritier. I. 364. & 367. Ce qu'elle opere en plusieurs Coûtumes. I. 365. & suiv. Sçavoir si les contrats de mariage où ces reconnoissances sont faites, doivent être publiez. I. ibid.

Sçavoir si dans la Coûtume du Maine & autres le pere acquiert, aprés le mariage de son sils, des biens considerables, le fils, au prosit de qui la reconnoissance a été faite, est heritier de son pere. I. 366. Quid, si le pere a contracté des dettes, & s'est ruiné. I. ibid. Comment ces reconnoissances ont

été regardées dans la Coûtume de Paris & autres semblables. I ibid. Comment dans les Coûtumes d'Anjou, du Maine & autres. I. 370. Quel est l'effet de cette reconnoissance dans la Coûtume de Paris. I. 368. Quid, dans les Pais de droit écrit. I. 369. Sçavoir comment la succession d'un oncle dont les biens consistent en acquêts, qui a un neveu pour heritier, sera partagée, lorsque l'oncle marie un étranger, & qu'il le reconnoît par le contrat de mariage son heritier pour moitié dans sa succession. I. 371. Sçavoir & dans la Coûtume de Paris, le fils marié, comme aîné & principal heritier, peut être heritier & legataire. I. 373.

Si un même enfant peut être donataire entre vifs de ses pere & mere, & leur lega-

taire universel. I. 374.

Relief: Si ce droit est dû à chaque nouveau

Baillistre. I. 260.

Remploy: Sur quoi se fait le remploi des propres de la semme, alienez pendant la communauté. I. 157.

Si l'action de remploi est mobiliaire dans

la succession de la femme. I. 277.

Renonciation: Celui qui renonce dans un acte à tous privileges, ne renonce à aucun, à moins que ceux ausquels il renonce, ne soient nommément exprimez. II. 8.

L'heritier de la femme a le droit de renoncer à la communauté, quand même il n'auroit été stipulé que pour elle. II. 30. Si une femme qui renonce à la communau-

té, perd le don mutuel. II. 31.

Rentes: Si les rentes constituées sont meubles, ou immeubles, I. 276. Si le prix des rende ses propres qui ont été rachetées, ou de ses propres qui ont été vendus pendant son mariage, entre en communauté. I.

277.

Quand étoient réelles. II. 24. En quel cas sont plus personnelles que réelles. II. ibid. Coûtumes où elles sont reputées meubles. II. ibid. Quand ont été rachetables, & non rachetables. II. 86. Les rentes soncieres sont à toûjours rachetables, si elles ne sont les premieres aprés le sond de ter-

re. II. \$7.

Si le vassal en alienant une partie de son fief, peut se reserver dessus une rente non rachetable. II. 89. Quid, si le Seigneur y consent. II. ibid. En quel cas les acquereurs des rentes en devoient la foi & hommage. II. 90. & 91. Si des rentes constituées sur des fiefs sont nobles ou feodales. II. 90. Si les tiers acquereurs des heritages chargez de rentes constituées, en sont tenus personnellement. II. 91. En quel cas peuvent opposer la discussion. II. 92. Si celui qui avant contestation déguerpit un heritage chargé de rente, en doit les arrerages. II. 94. Qu'd, de ceux qui sont échûs de son temps. II. ibid, Quid, après contestation. II. bid. Quid, après le jugement. II. ibid. Rentes constituées à prix d'argent sont personnelles. II. 98. Pourquoi sont indivisibles. II. ibid. Si les rentes foncieres sont divisibles. II. ibid.

Representation: Differentes dispositions des Coûtumes touchant la representation. I. 377. Si elle a lieu en directe. I. 377. & 392. Si elle a lieu en collaterale. I. ibid. Coûtume où la directe & la collaterale ont lieu

fieu à l'infini, & à quelle condition. Y.

400. Par droit de representation l'aîné de
la ligne aînée est toûjours heritier à l'exelusion des autres parents, quoique plus
proches en degré. I. 409. Si le Prince aîné vient à la Coûronne par representation.
L. 410. Quid, des Pairies. L. ibid.

Reproches: En matieres civiles les faits de reproches ne sont bons, s'ils ne sont prouvez par Sentence. II. 250. Quid, en matiere

criminelle, II. 251.

Retention: Coûtumes où entre consorts il y a retention des choses mobiliaires qui ont été vendues II. 58.

Retenuë: L'Eglise a droit de retenuë. II. 51. Secus, en quelques Coûtumes. II. 52.

Retrait: Combien il y en a de sortes. II. 45. Ce que c'est que le conventionnel. II. ibid. Coûtumes qui donnent le retrait lignager pour les acquêts. II. 49. Coûtumes où le plus proche parent lignager exclud le plus éloigné. II. 50. Coûtumes où l'action en retrait est réelle, & doit être intentée devant le Juge du lieu. II. 53. Le retrait conventionnel n'empêche point le cours du retrait lignager. II. 65. Le Seigneur & le lignager doivent retraire dans le temps fixé. II. ibid. Le retrait seigneurial ou lignager ne peut préjudicier au droit du vendeur. II. ibid. Si l'an du retrait court tant contre le majeur que le mineur sans esperance de restitution. II. 66. Si l'action de retrait est prescrite par le temps d'une année. II. 67. Combien dure cette action. II. ibid. Si les mineurs & les absents l'ont aprés l'an. IL. ibid.

Dans quelques Coûtumes l'année donnée

pour le retrait court du jour que l'acque ; reur s'est mis en possession de la chose. II;

224.

Rivieres: A qui appartiennent les rivieres navigeables. I. 289. Quid, des petites rivieres. I. 290.

Rolles des Tailles: Les Mendians doivent être

mis sur les rolles. II. 366.

Roturiers: Ce que c'est. I. 10. De qui sont justiciables. I. 21. & 22. Dans quel temps le roturier étoit semond. I. 37. & 38.

Roi: Le Roi fait la Loi. I. 1. Le Roi ne reconnoît que Dieu seul de superieur. I.2.3. & 4.

Quelle qualité les Rois de la premiere

Race prenoient. I. ibid.

Quels Rois se sont qualifiez les premiers,

Rois par la grace de Dieu. I. ibid. & 3.

De quel temps on comptoit autrefois les

regnes de nos Rois, I. 4.

Le Roi ne mourt jamais: I. s. Tous les hommes de son Royaume lui sont sujets. I. 6.

Il n'y a que le Roi qui peut faire un Chevalier. I. 39. Si cette regle a eu lieu dans les autres Royaumes. I. Ibid. Si le Roi peut faire un Chevalier hors de son Royaume. I. 40. Le Roi n'a point de compagnons. II. 20.

. Ruisse aux : A qui appartiennent. I. 290.

Saisie: Si saisie sur saisie ont lieu, & ce qu'il faut faire. II. 13.. Si, quand un sief est saisi à la requêre des creanciers, le Seigneur feodal, quand le cas y échet, peut faire saisir feodalement. II. bid.

Saisie fendule: En cas de saisie feodale, le Seigneur ou son Commissaire, jouissent toûjours du sief du vassal, nonobstant oppos-

tion ou appellation. II. 143. Quid, quand le vassal dénie. II. 144.

Saisine: Coûtumes où elle a lieu, I. 204. Ce-

que c'est. I. 205.

Quand on ne prend point saisine, l'année donnée pour le retrait ne court pas,

II. 224.

L'acquereur qui a joui paisiblement pendant dix ans, est autant ensaisiné de la chose acquise, que s'il en avoit été ensaisi-

né par le Bailly. II. 226.

Sceau : Anciennement Si le Sceau étoit entier, il faisoit foi. II. 245. Quid, s'il étoit tellement rompu, qu'il n'en restât plus la moitié. II. ibid.

Seigneur : A droit de suite sur ses serfs, &

comment. I. 133.

Si le Seigneur de fief, faisant construire étang ou garenne, y peut enclore les terres

de ses sujets. I. 309.

S'ils ont le domaine & la proprieté de leurs Justices. I. 323. Si elles peuvent être venduës. I. 324. Si elles sont hereditaires comme les autres biens. I. ibid. Aux dépens de qui font rendre la justice. I. 325.

Seigneuries : Jusqu'où s'étendent. I. 291.

Serf : Si le serf succede au franc. I. 107. S'il peut devenir franc, & de quelle maniere. I. 108. & suiv. Qui a le pouvoir d'affranchir. I. 111. S'ils peuvent tester. I. ibid. S'ils se succedent les uns aux autres. I. ibid. & suiv. Quand sont reputez divisez. I. 117. G suiv.

S'il peut être fait Chevalier. I. 123. S'il

peut être fait Prêtre. I. 124.

Serfs: S'il y a encore en France des serfs. I. 7. Constitutions des Empereurs sur ce su-

TABLE

jet. I. ibid. & 8. De quelle maniere ont.

été affranchis. I. 23.

Simple saisine : Ce que c'est. II. 234. Dans le cas de simple saisine, il faut verifier par titre sa jouissance par dix années. II. 235. Quid, dans le cas de la complainte en cas de saifine & de nouvelleté. II. ibid. Lorsqu'il y a parité de jouissance ou d'exploits, les anciens exploits sont préferez aux nouveaux en simple saisine. II. 236.

Sousagé: Ce que c'est. I. 49. S'il peut ester en jugement. L. ibid. & 50. En quel cas.

I abida

Stipulations : Par le Droit Romain les stipulations non causées devenoient nulles, quand le debiteur opposoit l'exception da dol. II. 3.

succession: Comment par les Loix Romaines les successions se déferoient, si par des contrats, ou par des testaments. I. 361. En: succession directe descendante, on est toûjours dans les termes de representation. I. 402 Secus, en succession directe ascendanre. I. ibid. Quid. En collaterale. I. 404. Quand il y a plusieurs ascendans qui concourent, comment succedent. I. Ibida Quand un petit fils décede, & ne laisse que des meubles & des acquêrs, comment ses ayeuls & ayeulles lui succedent. I. ibid. Quand une femme est excluse d'une succesfion, scavoir si ses enfants, aprés son decés, peuvent de son chef être heritiers dans cette succession. I. 405. En quel cas dans plusieurs Coûtumes les filles nobles dotées sont excluses des successions directes. I 406. & 437. Idem, en collaterales. I. ibid. Quid, des roturiers, I. 437, Si en

France, en ligne collaterale & en parité de degré, les femelles succedent avec les mâles. I. 407. Par la Loi Salique, quand un homme étoit décedé sans enfants, son pere & sa mere lui succedoient à l'exclusion de tous ses autres parents, 1. 426. Quid, de la femme qui décedoit en couche. Il ibid. Les ascendans succedent, aprés la mort de leurs enfants, aux acquets & aux meubles. I. 427. Quelles Coûtumes donnent encore aux ascendans l'usufruit de l'heritage propre délaissé par leur enfant. I. ibid. Par le Droit Romain les successions appartenoient aux plus proches parents des défunts. I. 428. Qui fit changer cette Jurisprudence. I. 429. L'oncle & le neveu d'un défunt étant parents au troisiéme degré, s'ils lui succedent également. It 431. Les neveux, du chef de leur pere, n'excluent pas l'oncle du défant. I. 432. Coûtumes où cette regle n'a pas lieu. I. ibid. Disposition de la Novelle 118. I. ibid: Si dans le cas de desherence le mari succede à la femme, & la femme au mari à l'exclusion du fisc. I. 436. Si quand une fille est excluse de la succession par les Coûtumes, elle l'est pour toûjours, & si elle peut être encore heritiere. I. 438. Si dans le même cas elle pent être legataire. 1. ibid.

Si une fille n'a point eu sa legitime, la renonciation ou l'exclusion à la succession durent, & si elle peut demander un supplement. I. 439. Si dans la France Coûtumière, les filles mariées & dotées qui ont renoncé, peuvent demander ce supplement I. ibid. Quand les renonciations des

TABLE

filles dotées aux successions à écheoir, & les Institutions contractuelles ont commencé en France. I. 442. A quoy succedent les parens des Evêques. I. 445. Si un Evêque qui a été Religieux succede. I. 447. Si le Roy exclud de la succession le survivant des conjoints dans le droit d'Aubaine. I.

Coûtumes, où les Puînez ne succedent aux siefs que par usufruit. II, 160. Les Puînez tiennent leurs parts & portions dans les successions à foy & hommage des Seines

gneurs dominants. II. 163.

T

Ailles: comment se sont établies en Fran-

Sont réelles ou personnelles. II. 363. Le Taillable qui transfere son domicile dans une ville abonnée, paye la taille pendant cinq années dans la Paroisse qu'il a quittée. II. 364 Quid, S'il va demeurer dans une Ville franche. II. ibid. Si le noble est tenu payer la taille. II. 368. Quid, Si les tailles sont réelles ou dués à cause des sonds. II. ibid. En quelle Coûtume la taille personnelle & serve est de suite. II. 370.

Ne tombent point en arrerages, à moins qu'il n'y en ait eu demande, ou qu'elles ne soient assisses sur un fond certain. II. 370. Quid, Des tailles aux quatre cas. II. ibid. Si elles peuvent être ven-

duës ou transportées. II. ibid.

Talion: Quand cette peine étoit en usage en France. II. 307. Quand a été abolie. II 310. Tirre: A qui appartient la terre que la riviere emposte. I, 292. Si un Proprietaire qui

possede une terre, dont la mesure est sixe & certaine, peut prétendre accroissement, de la terre que la riviere unit à son fond. Li zbid.

Si on peut fouiller en terre pour en tirer quelque chose, sans permission du Sei-

gneur. I. 296.

Terres-hermes : Ce que c'est. I. 339.

Testament: Si les solemnités qui sont requises pour les testamens, le sont pareillement pour les Codiciles. I. 353. Si on peut instituer un heritier par testament comme par Codicille. I. ibid. Si un Curé peut recevoir un testament. I 354. Quid, du Vicaire. I. ibid. Ce qu'on entend par Vicaire general. I. ibid. Si les Vicaires peuvent recevoir des testamens, avant que leurs lettres de Vicariat ayent été enregistrées. I. ibid. Où doivent être enregistrées. I. ibid. En presence de quels témoins le testament doit être reçû, pour être valable. I. ibid. Age requis aux témoins. I. ibid. Si un legataire peut être témoin dans un testament. I.ibid. Devant qui les testamens peuvent être passez. I. ibid. Coûtumes, où les testamens faits en presence de quatre témoins sont bons. I. 355. Quand il s'agit de la capacité de tester, sçavoir si c'est par la Coûtu. me du domicile qu'il se faut regler. I. 356. Si on peut disposer par testament de tous ses propres, au préjudice de ses heritiers présomptifs. I. 412. Si celuy qui fait testament, peut en faveur des descendans de son heritier présomptif substituer les deux tiers, ou les quatre Quints de ses propres. I. ibid.

Tourbes: Ce que c'est, II. 246. Quand on;

été abolies. II. 249.

Tresor: A qui appartiennent les tresors, qui ne consistent point en or. I. 345. & 346. Comment se partissent. I. ibid. Quid, Quand le Proprietaire du lieu les trouvent

en son fond. I. 346.

I. ibid. En quel cas on donne un Curateur au mineur qui est en tutele. I. ibid. Coûtumes où les tuteles sont datives. I 245. Quel Juge doit decerner la tutele. I. ibid. Si un mineur peut avoir la tutele d'un autre.

I. 247.

teur, sont tenus de sa mauvaise administration. I. 245. Si le tuteur testamentaire a besoin de confirmation. I. 246. S'ils peuvent saire la soy en leurs noms pour les sies de leurs mineurs. I. 261. S'ils peuvent demander souffrance pour eux. I. ibid. S'ils peuvent recevoir l'hommage des Vassaux de leurs mineurs. I. 262. S'ils peuvent bailler ou recevoir aveu. I. 263. Dansquel temps doivent faire inventaire des meubles & titres des mineurs. I. 270.

S'ils sont sujets à compte. I. 272. Si lorsqu'ils ne rendent pas leurs comptes, on peut adjuger contre eux une provision.

I. 273.

V

Vassal: Anciennement le Fief retournoit au Seigneur par le déces du Vassal. II.

112. De qui les heritiers du Vassal étoient obligez de prendre la saisine. II. 113. Ce que devoit faire le Vassal, quand il vouloit donner à un autre le Fief qu'il posse-

doit. II. ibid. Dans presque toutes les Codtumes, les Vassaux ne devoient en ligne directe, que la bouche & les mains. II. 114. Si les Seigneurs pouvoient dispenser leurs Vassaux de l'hommage & du serment de fidelité. II. 141.

Ventes : Dés qu'elle est parfaite, le domaine de la chose venduë est transferé sans tradition. II. 35. Si la même chose est venduë à deux differentes personnes, qui sera preferé des deux. II. ibid. Si la Loy Quotiens a lieu en France. II. 36. Si celuy qui a vendu & livré sa chose la peut revendiquer lorsque le prix ne luy en est point payé. II. ibid. Par leDroit Romain, quand le créancier avoit vendu le gage ,Jire creditoris, il n'y avoit plus d'éviction. II. 38. Arrêt qui l'a ainsi jugé. II. 39. Si quand il s'agit de dettes, que le Decret ne purge pas, il y a éviction en chose venduë par Decret. II. bid. Si vente par Decret, il y a rescision, pour déception d'outre moitié de juste prix. II. 40. Qid, en vente de succession. II. ibid.

Vente de fruits : Faite pour un certain temps;

ce que c'est. II. 107.

Ventre: Autrefois annoblissoit. I. 28. Quand cette noblesse a été abolie. I. ibid.

Si le ventre affranchit. I. 29.

Vest & Devest : Ce que c'est. I. 204.

Veuve : Ce qu'il faut qu'une veuve fasse pour renoncer à la communauté. I. 165.

La veuve n'est tennë des dettes de la communauté, que jusqu'à concurrence de

ce qu'elle en amende. II. 19.

Vice de litige: Pourquoi s'opposoit, & ce qu'il operoit dans le Droit Romain. II. Tome II.

TABLE, &c.

lieu parmi nous. II. ibid.

vf-gage : Ce que c'est. II. 75.

Vilan: Si un vilain peut être annobli sans Lettres. I. 39.

Comment on dégradoit un vilain, qui

avoit usurpe la Chevalerie. I. 41.

A quoi est tenu. I. 43.

s'il pouvoit soûtenir que le Jugement rendu par son Baron ouseigneur, étoit faux,

Vilains: Quels étoient ceux que l'on appelloit vilains. I. 11. De qui sont justiciables. I. 21. & 22.

Dans quel temps le vilain étoit semond,

I. 37. & 38.

Vilainie : Ce que c'est. I. 256.

voirie: Ce que c'est que haute & basse voirie.

Voix du teuple, voix de Dieu: Origine de ce

F. Proverbe. II. 238.

Vourie: Ce que c'est. I. 235. En quelles Contumes l'enfant, après le decès de son pere, demeure en vourie. I. 237. Quid, des francs ou serfs, des majeurs ou mineurs. I. 238. Comment les enfants sortent de vourie. I. 240. Quid, des personnes franches. I. 241.

wfage : Comment se prouve aujourd huy.

d'un homme condamné au bannissement ou aux galeres. II. 319.

TABLE DES AUTHEURS

citez dans les Notes.

A

Accursius.

Janus A Costa in Decretales.

M. de Afflictis ad Constitutiones New politanas.

Agobardus.

Abasueri Frischi Supplementum Spi-

Ahasueri Frischi Supplementum Spidelio-Besoldianum.

Alain Chartier,

Alciatus de singulari certamine.

Ælfrici Etymologicum Saxonicum;

Alphonsus de Olea de cessione juriums. Altesserra in Decretales.

Francisci de Amaya Opera. Lugduni.

S. Ambrosius.

Ancharanus ad Decretales.

L'Ancienne Coûtume de Norman-

Les Anciennes Coûtumes du Berry par la Thaumassiere.

J. Andreas in Decretales.

Angeli Consilia, & Tractatus de Testin bus.

Qq ii

TABLE

Anglia sacra. Appendix Marculfi.

Argentreus ad Consuetudines Britan-

Les Assises de Jerusalem.

Aufrerii note ad Stilum Parlamenti.

S. Augustinus de Civitate Dei.

S. Avitus.

B. Anselmus de contemptu mundi. L'Autheur du grand Coûtumier. Automnus ad Digest. & Cod.

B

BAcquet.

Baldi Opera.

Balzaranus de Feudis. Venetiis. 1596.

P. Barbosa ad Digestum.

Bargalius de Dolo.

Bartholus.

Bartholomaus de Capua ad Constitutiones Neapolitanas.

Andraas de Barulo ad Leges Longobardorum. Lugduni 1600.

Philippe de Beaumanoir.

P. de Bella Pertica ad Digestum & Co-dicem.

J. de Bello-visu Prattica criminalis. Berengarius Fernandus. Lugduni. Paulus Bernriedensis de vita Gregoris

VII. Ingolstadii 1610.

Besoldus de Monarchia.

Bibliotheca Manuscriptorum Labbei, Parisiis.

Bignonii note ad Marculfum.

Billecard sur la Coûtume de Châlons.

Boërii Decisiones, & Commentarii ad Consuetudines Bituricenses.

Boich in Decretales. Venetiis.

Bonnor dans son arbre des Batailles.

Borcholten de Feudis.

Bosqueti nota ad Decretales Innocentii

Bouchel sur la Coûtume de Senlis.

La Somme de Bouteiller.

Henrieus de Bracton de Legibus, & Consuetudinibus Anglia. Londini 1569.

Guillelmus Brito.

Brodeau sur la Coûtume de Paris, & sur M. Louet.

M. le Brun.

Bugnonius de Legibus abrogatis.

Buridan sur la Coûtume du Vermans dois, & de Rheims.

Butrizarius de Testibus.

C

CAii Institutiones.

Qq iij

TABLE

Cambolas.

Cangii Glossarium media & infima

Capitularia Regum Francorum. Pari-

7. Del Castillo opera. Lugduni.

Chanaan. C'est un Traité imprimé à Caën, & dont Samuël Bochart est l'Autheur.

Chantereau de l'origine des Fiefs.

Charondas.

La Charte aux Normands.

Chassanaus in Consuetudines Burgun; dia.

Chopinus.

Innocentii Cironii opera. Tholosa.

Cludii Res quotidiana.

Clavasii Summa.

Claude Leger Pratticien Angevin.

Nicolaus de Clemangis,

Cinus ad Codicem.

Cironius ad Decretales.

Codex Justiniani.

Codex Legum antiquarum.

Codex Theodosianus.

Codinus Curopalata, de officiis magnæ Ecclesia, & aula Constantinopolitana. Parisiis.

Concilium Agathense.

Concilium Lemovicense an. 1031.

Concilium Monspeliense an. 1195.

Concilium Valentinum. 3.

Constantinai enodationes. Constantiis.

Constitutiones Electoratus Saxonia.

Constitutiones, Sicula seu Neapolitana.

Consuetudines Barcinonenses. Entre les Constitutions de Catalogne imprimées à Barcelone en 1588. vol. 2. fol. 22.

Coquille.

Cornei consilia.

Didacus Covarruvias.

Covvelli Institut. Furis Anglicani.

Les anciennes Coûtumes du Berry données par la Thaumassiere.

L'ancien Coûtumier de Champagne à la fin de la Coûtume de Troye, avec les Commentaires de M. Pithou & le Grand.

Les Coûtumes notoires, à la fin du second tome des Commentaires de Brodeau sur la Coûtume de Paris.

Le grand Coûtumier.

Enjacius.

Guill. de Cuneo ad Codicem.

Cuperi nota ad Lastantium de mortibus persecutorum.

D

D Amhouderi, Practica criminalis.

Dargentré ad Cons. Britan.

Decretum Gratiani

Decretales.

De Roye de Jure Patronatus.

M. Des Jaunaux sur la Coûtume de Cambray.

Despeisses.

Le Dialogue des Avocats.

Digesta.

Dominicus de prerogativa allodiorum: Drusiinote ad Proverbia Ben Syra.

Du Fresne sur la Coûtume d'Amiens. Du Pineau sur la Coûtume d'Anjou.

Dupleix dans son Traité des Duels.

Du Plessis sur la Coûtume de Paris,

Durandi Speculum.

J. Duranti Quastiones.

E

Escobar de Ratiociniis. Les Etablissements de France, imprimés à Paris en 1668, au Louvre, avec l'histoire de Joinville.

Etymologicum lingua Anglicana, autore Stephano Skinner Londini. 1671. Eusebii Praparatio Evangelica. Expilly.

Extravagantes communes.

F

Ant. F Aber.

Joannes Faber.

Petrus Faber de Regulis juris, ejusdems Semestria.

Fachinai controversia.

Fauchet.

Felicius de Societate.

Ferronus in Consuetudines Burdega-

Libri Feudorum.

Fevret dans son Traité de l'abus.

Fleta, seu Commentarius Juris Ang glicani sub Eduardo I. Londini 1685.

Francisci Florentis opera.

De Fontaines, dont le Conseil est imprimé à Paris au Louvre, avec l'histoire de Sire de Joinville.

Formula Andegavenses, tom. 4. ana-

Formula Sirmondica, seu secundum Legem Romanam

TABLE

Le Formulaire des combats à outrance, suivant l'Ordonnance de Philippe le Bel.

Fontescuë de laudibus Legum Anglia. Forus Aragonum Casaraugusta 1624.

Fredegarius Scholasticus.

La Chronique de Froissard, à Lyon. Fuero Juzgo, seu Form Gothorum antiques. Madrit. 1600.

Fulgosius ad Digestum & Codicem.

G

Galvanus de Usufructu.
Joannes Galli. Dans le second tome des Ouvrages de Du Molin.

Le Roman de Garin. M. S.

Gerardus Niger de Feudis.

Giurba de Feudis. Lugduni.

Glanvilla de legibus Anglia.

La Glose de l'ancienne Coûtume de Normandie.

La Glose de Guimier sur la Pragmatique Sanction.

J. Goaris nota ad Codinum.

Gomesius ad leges Tauri.

Gonzales ad Decretales.

D. Gothofredus.

Jacobus Gothofredus.

Le Grand sur la Coûtume de Troye.

Gratiani Decretum.

Gregorius Turonensis.

Grimaudet, dans son traité des Di-

mes.

Joannis Gryphiandri de Vveichibildis Saxonicis, sive Colossis Rulandinis. Commentarius historico - juridicus,

Argentor. 1666.

Grotii opera.

Guido Papa.

Le Guidon des Praticiens.

Guttierez opera. Lugduni & Franco-

H

Armenopulus. Heeserus de Rationibus reddendis.

Henelius de Dotalitio.

Henrys.

Heringius de Fidejussoribus.

Husanus de hominibus propriis.

Histoire d'Aix la Chapelle par Beck. Histoire de Châtillon par DuChêne.

Histoire des Comtes de Poitou par Besty.

Horatius.

Hostiensis opera.

Hotomanus de Feudis, & ejusdem noz ta ad Ciceronem.

J

P. J Acobi Practica.
Jacobinus de Sancto Georgio de Feudis.
Avis de M. H. de la Jaille, touchant les Combats en champ clos.

Imbert.

Joannes de Imola ad Decretales. Vene-

Joannis de Frifurgo note ad Summam Raymundi.

Les Institutes du Droit Anglois par Littleton, avec les notes d'Edouard Coke, à Londres en 1633. Itterus de Feudis Imperii, Julianus Antecessor. Jus Feudale Alamanicum.

K

C. Kliani Etymologicum. Teuton. Knyton de eventibus Anglia. Joannis Koppen Decisiones, Jena 1663.

L.

La Lantius de mortibus persecutorum. La Lande sur la Coûtume d'Orleans.

Laurentius de Palatiis, de Statutis fœminas excludentibus.

Leonis Praxis ad Litteras majoris Poenitentiarii.

Lex Burgundiorum.

Bajuvariorum.

Alamanorum.

Lex 12. Tabularum.

Lex Salica.

Loiseau.

Louet.

Lucas de Penna, in tres posteriores libros Codicis.

Lallus de Turcia, ad Constitutiones Neapolitanas.

Lucii Placita.

M

M Abillonii Analecta.

Mudœus ad Pandeltas, Parisis 1574. M. le Président le Maistre.

Malbrancus de Morinis.à Tournay en

1654.

Mancini geniales Disquisitiones.

Marci Decisiones.

Marculfi Formula.

Les Décisions de Jean des Mares. A la fin du second tome de Brodeau sur la Coûtume de Paris.

H. de Marsiliis Prattica criminalis.

TABLE

Martuccii explanationes.

D. Martenne, De antiquis Ecclesia ra

Matthia Martinii Lexicon.

Mastrillus de Magistratibus.

Masueri Practica.

Mauricius de Restitutionibus.

Menochii consilia.

Merillii observationes juris, & adPas

Merlinus de Pignoribus.

Mezeray.

Minsingeri Observationes.

Molinaus.

Monstrelet, à Paris.

Mornacius ad Digestum & Codicent. Muretus.

N

Ella de Testibus.

Nepos de sancto Albano de Testibus.

De la Neuf-chaises des Combats en champ clos.

Noodt, observationes Juris, imprimées

Novella Justiniani.

Egidins Nuceriensis. Il a fait un tecueil de Proverbes, qu'il a mis en vers latins, & qui est imprimé avec le Dictionnaire de Nicot.

O

Observantia & Consuetudines Regni Aragonum, Casaraugusta 1624. Odofredus de Fendis, Complut. 1584. Oldradi consilia.

Le Voyage de Perse écrit par Olea-

Les Opuscules de M. Loysel.

Ordericus Raynaldus.

Ortisi itinerarium Adriani VI. imprimé dans les Volume des Mélanges de M. Baluze.

Ottero de Pascuis & jure pascendi. Lugduni.

P

Acionus de Locatione Conductione, Pallu sur la Coûtume de Touraine. Panormitanus.

Les Notaires de Papon, & son Commentaire sur la Coûtume du Bourbonois.

Parisii consilia.

Las siette Partidas.

Paschalius de viribus patrie potestatis.

Recherches de Pasquier.

TABLE

Pedro Pasquier dans sa recopilation des Loix de Navarre imprimée à Estella.

Paulinus scriptor vita S. Ambrosii,

Paulus Castrensis.

Paulus Jurisconsultus.

Penheiro de testamentis. Vlisipona.

P Pithaus.

F. Pithaus.

Plinii Secundi historia.

M. le Prêtre.

Proverbia Bensyra.

Q

Quoniam attachiamenta, inter leges Scotia.

R

Ragueau sur la Coûtume du Berry, ad Constitutiones Justiniani, & dans le Glossaire du Droit François.

Raymundi de Penia Forti Summa. Ro-

Rebuffus de Decimis, & ad Constitutiones Regias.

Regiam Majestatem, seu leges Scotia, Edimburgi 1609.

Regino

Regino de Ecclesiasticis Disciplinis & Religione Christiana. Parisiis.

Le Registre Olim du Parlement.

LeReglement du Parlement de Rouën touchant les Tuteurs.

Philip. Rehm de Curiis Dominicalibus.

De Renusson.

Ricard sur la Coûtume de Senlis, & dans son Traité de la Representation.

L'état present de l'Empire Ottoman, par Ricaut.

Richteri axiomata.

Rigordus.

Francisci Ripa Commentarii ad Digest.

Rittershusins de asylis.

Rittershusii Differentia juris, & Com-

An. Roberti Res judicata.

La Rocheflavin.

Rofredi Prattica.

Rosenthal de Feudis.

Thomas Rudborne Tom. I. Angl. facra.

S

SAint Yon des Eaux & Forêts. La Salade. Saligny sur la Coûtume de Vitry. Tome II. T A B L'E

Goffr. Saligniacus ad Infortiatum. Lugduni.

Salvaing des droits Seigneuriaux.

Saresberiensis de Nugis curialium.

P. Sarpius de Asylis.

Scevola Summathanus.

Schonerus de Feudis.

Siccama ad Leges Erisionum.

Signorolus de homodeis ad Codicem.

Skenk de Testibus.

Skinneri Etymologicum Anglicanum.

Soëfve dans son Recuëil d'Arrêts.

Speculum Saxonum.

Stamfordius de placitis corona.

Stilus antiquus Parlamenti, imprimé dans le second Tome des Ouvrages de Du Molin.

Sugerius de vita Ludovici Grossi.

T

T Actica Leonis.

M. Taisand sur la Coûtume de Bourgogne.

La Thaumassiere sur la Coûtume du

Berry.

Terrien sur l'ancienne Coûtume de Normandie.

Tertullianus.

Le Theatre d'honneur de la Colombiere.

Le Theatre d'honneur de Favin.

Themistii Orationes, Parisiis 1684.

Theophili Paraphrasis Institutionum.

Summa sancti Thoma.

Du Tillet, à Paris en 1607.

Tiraquelli opera.

Le Tresor des Chartes.

Alexander de Trigona, inter Singua laria Doctorum.

M. Tullius.

V

V Alla de Rebus dubiis.

Varnefridus.

Les Arrêts de le Vest.

Alph. à Villadiego note ad Forum Go-

Avis de J. de Villiers de l'Isle Adam, touchant les Combats en champ clos.

Vita sancti Juniani. Dans le second Tome de la Bibliotheque manuscripte du Pere Labbe.

Ulpiani fragmenta.

N. Upton de militari officio.

Jacobi Vvarai de Hibernia & antiquitatibus ejus disquisitiones, Londini 1658. T A B L E, &c:
Olivarius Vvredius de Comitibus Flanzi drie. A Bruges en 1650.
Vvtichindus.

Y Vonis Decretum & Epistola;

ZI Ipai notitia Juris Belgici.

DISSERTATION

SUR

LE PARTAGE

DE LA COMMUNAUTE continuée,

10549506					
1					
i					
	78				
		1			
				•	
			•		
		,			



DISSERTATION SUR LE PARTAGE

DE LA COMMUNAUTE continuée, lorsqu'une partie des Enfans y renonce, & que l'autre l'accepte. Pour servir d'addition à la Note sur la Regle 13. du Titre de Communauté, Tom. 2. pag. 25.

Est un principe certain, que toute societé finit par la mort d'un des associez. Solvitur Societas etiam morte So-

cii, quia qui Societatem contrahit certam Personam sibi eligit. Sed & si consensu plurium Societas contracta sit morte unius solvitur, & si plures supersint, nisi in contrahenda Societate aliter convenerit. §. 5. Instit. De Societate.

Et de ce principe il resulte que la communauté, qui est entre le mary & la semme, finit par la mort d'un des conjoints, puisqu'elle est une veritable societé.

La communauté qui a lieu entre le survivant des conjoints, qui n'a point fait inventaire & ses enfants, est donc une nouvelle Societé, qui se fait tacitement entr'eux par le mélange des biens. Et parce que cette communauté succède à la premiere, & par un esset retroactif, est reputée avoir commencé, dés que la précedente a cessé, elle a été nommée Communauté

continuée,

Ce qui suit de l'Autheur du grand Coûtumier prouve manifestement ces Principes. Nota que par usage & Coûtume, deux Conjoints, ou Affins demeurans ensemble par an & jour, sans faire division, ou protestation, ils acquierent l'un avec l'autre Communauté, quant aux meubles & conquêts. Et pour ce, si deux conjoints ont un Fils, & aprés l'un d'iceux conjoints va de vie à trepas, & depuis se iceluy Fils demeure avec le survivant, sans faire inventaire, partage,ne division, tout ce que le survivant a conquêté, il reviendra à la Communauté avec le Fils. Mais prenons que le survivant se remarie en tel état. Statim contracto matrimonio, tous les trois sont Communs en biens, tel-Tement que se iceluy survivant ainsi remarié

SUR LE PARTAGE. Es

& le dernier survivant remarié l'au-

tre. livre 2. chap. 40. page 264.

Comme les Immeubles acquis par les conjoins, avant leur mariage, n'entrent point dans leur Communauté, de même les conquêts Immeubles faits pendant la premiere Communauté, n'entrent point dans la seconde, & parce qu'elle est penale, les Acquisitions faites par le survivant des conjoins y entrent, & celles qui sont faites par les Enfans

n'y entrent pas.

On a voulu par la même raison; que les parts des Enfans qui mour-roient, Accroitroient à leurs Freres, à l'exclusion de leur Pere, qui seroit, en ce cas, privé de leurs successions. C'est la Décision de l'article 243. de la Coûtume de Paris, qui porte que Si aucun des enfans, qui ont continué ba Communauté, meurt, ou tous, fors un, les survivans, ou survivant d'iceux enfans, continuent ladite Communauté, & prennent autant que si tous les dits enfans étoient vivans.

Suivant les Principes du Droit Romain, il ne pouvoit y avoir, en ce cas, lieu au droit d'Accroissement,

Tome II.

parce que les successions se divisans de plein droit, les enfans qui ont des parts certaines dans la succession de leur pere, ou mere decedez, ayant aussi des parts certaines dans la Communauté continuée, il n'y a point de Solidité entr'eux, & d'ailleurs, parce que dans les Contrats, il n'y a point lieu au droit d'Accroissement, suivant la remarque de Duaren libro 1. De Jure accrescendi cap. 13. & de Svvanembourg. cap. 8. pag. 83.

Mais comme tous les enfans ne font qu'une tête dans la Communauté continuée, on a voulu qu'ils sussent reputés conjoins solidairement, dans la part qu'ils y ont, & qu'ainsi il y

auroit Accroissement entr'eux.

Ces sortes de Solidités & d'Accroissemens sont assez frequents dans nos Coûtumes. Ainsi dans celle de Touraine, où tous les Puînez n'ont qu'un tiers dans les successions nobles, s'ils divisent ce tiers entreux, ils ne se succedent plus, & la part de celuy d'eux qui meurt, appartient à l'Aîné, au lieu qu'il y a Accroissement entr'eux à l'exclusion de l'Aîné, s'ils possedent leurs tiers indivis & en commun. Entre Nobles les successions sur le Partage. vij collaterales viennent à l'Aîné, ou Aînée, ou leurs representant, & n'y prennent rien les Puinez, fors en deux cas. L'un quand les Puinez tiennent leurs Partages ensemble indivisez, & que l'un d'eux décede, sans hoirs procrés de sa chair. L'autre, & c. Touraine article 282. Loudunois ch. 27. article 7.

Observantia Regni Aragonum lib. 3. fol. 14. n. 18. col. 1.

Item de consuetudine Regni & Foro, etiam est, quod ubi duo, vel tres Fratres, aut plures non dividunt bona Paterna, vel alia provenientia ex successione Parentum, vel consanguineorum, G in vita sua, aliquis, vel eorum major Pars contractus aliquos fecerit, bona indivisa obligando, vel de iis alienando, vel committendo, propter-que bona indivisa, quantum ad partem ejus, vel aliquorum corum videntur remanere obligata. Certe si unus, vel plures eorum pramoriuntur, omnia bona remanent superstiti, nec tenetur superstes in aliquo, ad debita vel injurias mortui, cum ratione illorum bonorum, ut provenientium pro indiviso, non poterat aliquid de eis ordinare in vita, nec in morte, nisi primo essent divisa. Et ideo caveat quis cum tas

libus contrahere, &c. Joignez ce qu'on a remarqué cy - dessus sur la succession des Sers communs sur les regles 74.75.76. du titre 1. du liv. 1.

Cette continuation de Communauté ayant été introduite en faveur des enfans mineurs, il est à leur choix de l'accepter, ou de la refuser. Et comme il peut arriver que de plusieurs enfans devenus majeurs, les uns soient Communs, & les autres ne le soient pas, l'on demande comment les enfans qui optent de prendre leurs parts dans la premiere Communauté, les pourront avoir, & comment la Communauté continuée sera partagée.

Il y a à cet égard trois opinions.

M. Du Plessis dans son Traité de la Communauté livre 9. chap. 4. à la fin,

s'est ainsi expliqué.

Si des enfans qui sont en Continuation de Communauté, l'un y renonce, sa part Accroît aux autres. Et s'il y renonçoit, non point gratis, mais en prenant sa part de la Communauté en l'état qu'elle étoit : lors de la dissolution du mariage, laquelle il contraint le survivant de luy fournir, sa part Accroit encore aux autres enfans, mais ils seront tenus de deduire & précompter sur

toute leur portion, ce qui a été baillé au

renonçant.

Me le Brun dans son Traité de la Communauté, livre 3. ch. 3. n. 21. a été d'avis, qu'en ce cas ce n'est point le Pere, ni les Enfans acceptans la Communauté continuée, qui sont obligez de fournir aux freres, qui prennent la simple Communanté, leurs parts & portions dans cette simple Communauté, parce qu'ils en sont tous également saisis par la Coûtume, mais que l'operation se doit faire, en sorte qu'on partage d'abord en deux portions égales tous les etfets de la Communauté continuée, dont l'une appartienne au Pere, & l'autre aux enfans qui continuent la Communauté, à la charge de fournir à leurs Freres leurs parts dans la simple Communauté.

Ou si l'on ne juge pas à propos de leur consier ainsi les parts de leurs Freres, ils doivent entrer tous ensemble en Partage, & ceux qui ont accepté la simple Communauté, prennent leur part dans la Communauté continuée, en égard à ce qu'il y avoit au temps du predecés, & le reste de la moitié appartiendra à leurs Freres, qui acceptent la Continuation de Communauté.

Que si la Continuation de Communauté se trouve mauvaise, & moindre que la premiere Communauté, le Pere est obligé de payer aux Enfans, qui acceptent la simple Communauté, leurs parts & portions aux dépens de ses pro-

pres, &c.

par rapport au profit des enfans, qui ont continué la Communauté, semblent confirmés par l'autorité de Beaumanoir page 114. qui dit que dans le Partage de la Communauté continuée, les enfans qui sont restez commune, doivent rabatre ce qui a été donné à leurs freres, ou sœurs en mariage, parce qu'ils ne font tous ensemble qu'une seule partie. Voicy ses paroles.

Si hons de Poote a pluriex enfans, qui font compagnie avec li, par le reson de biens, a le mere morte, qui furent mêlés avec les siens, il en marie lun ou les deux, & leur donne des biens qui sont communs par le reson de le compagnie, & li autres demeurent avec, en compaignie, puisque Chil sont, ou surrent mariez, un an ou deux au plus. Pour che ne demeure pas, quant il veulent partir au Pere, que che qui

fut donné au mariage des Freres, ou des Sœurs, ne doie estre rabatu de le Partie a chaus qui vuelent partir, car Chil qui furent marie's, et Chil qui demourent en Le compaignie, ne faisoient tuit qu'une seule partie, co trop seroit domagiés le Pere, se Chil, qui avec li demeurent, puis les mariés, emportoient partie entiere, car donques courroit li don à cheux qui furent mariez, seur la Partie don Pere, lequel chose ne seroit pas resons, &c. Voyez Loysel livre 3 tit. 3. regle 11.

Me de Renusson, dans son Traité de la Communauté partie 3. ch. 4. n. 37. 38. 39. a été d'avis, comme M. Duplessis & le Brun, que les parts des enfans qui ont renoncé à la Communauté continuée, devoient appartenir

aux autres Enfans Communs.

Par Arrêt du 6. Septembre 1687. cité par le même Autheur n. 42. il a été jugé que les Parts dans la Continuation de Communauté des Enfants qui y renoncent, appartenoient au Pere survivant, & c'est la seconde opinion. Voyez le Journal du Palais tom. 2. pag.695. de l'Edition de 1701. Enfin le troisieme sentiment, est

Sfiiij

de dire, que les Enfans qui renonçent, doivent prélever leurs parts, sur la Communauté continuée, & que le surplus doit être également partagé entre l'Enfant qui a continué la Communauté, & le Pere ou la Mere survivans.

Pour traiter cette question avec ordre, il est bon de remonter aux Prin-

cipes.

Anciennement, les Communautés cacites, c'est-à dire les Societés qui se contractoient par le seul mélange des biens meubles, & la demeure conjointe d'an & jour, étoient tres-usitées en France.

Mais il n'y avoit lieu à ces Societés, que quand tous les associez avoient mis quelque chose en Communauté, car s'il pouvoit être prouvé, que quelqu'un n'eût rien apporté, quoyqu'il eût demeuré avec les autres, pendant un an & un jour, il n'acqueroit point Communauté avec eux.

Il est bien resons, dit Beaumanoir, que Chil qui n'apporte riens en Compagnie, ne puit riens demander. Donc si je ay mes Enfans, qui n'ont point de mere, com manans avec moy, co je ne prens rien de la partie de la mere, ne ne méle

avec le mien, Compagnie ne se fait point, & aussint d'autres personnes qui sont avec moy, se il n'y apportent meubles, ou issues d'heritages, lesquelles je mêle avec le mien. Ni ne püent riens demander par reson de Compaignie, combien que il soient avec moy manant, car qui riens ne met en Compaigne, contien que il soient avec moy manant, car qui riens ne met en Compaigne, contien que il soient avec moy manant, car qui riens ne met en Compaigne.

Mais aussi pour peu que celuy, qui venoit demeurer avec un autre, eût apporté de meubles, il y avoit Communauté, ou Societé, & il arrivoit souvent que le plus riche, qui n'avoir point pris ses précautions, perdoit ainsi la meilleure partie de ses effets mobiliers.

La quarte maniere, dit Beaumanoit, par quoy Compagnie se fait, si
est la plus perilleuse, car Compaignie
se fet selon nôtre Coûtume, pour seulement manoir ensemble à un pain & à
un pot, un an & un jour, puisque li
meubles de l'un & de l'autre sont mélés ensemble, dont nous avons vû pluriex riches hommes, qui prenoient leurs
Neveus, on leurs Niéces, ou aucuns de
leurs poures Parents pour cause de pitié, & quand il avenoit que ils avoient
aucuns meubles, ils les traioient à eux

DISSERTATION pour garder, & pour garantir à Chely que il prenoient à Compagnie par cause de bonne foy, & ne pourquant, ils ne mêlassent ja si poi de biens à chaux qui il prenoient, avec le leur, puisque il y fussent un an & un jour, que la Compagnie se fit. Si que nous avons vû approuver par jugement, que Chil qui n'apporta pas à la Compagnie la valeur de quarante sols, & ny fut pas plus de deux ans, & ne se mêloit de riens. Ainchois fut appellé avec un sien oncle pour cause de pitié, pour li nourrir, se demanda partie pour raison de l'accompaignement & l'eut par juzement, & emporta qui valut plus de deux cens livres. Et par cil jugement, peut l'on voir le peril qui est en recevoir tele Compaignie, & pour soy garder que l'en ne soit en tele maniere deceuz. ch.21.p.111.

Dans ces sortes de Communautez, ou Societez, comme il étoit impossible de fixer la part que chacun auroit dû y avoir, parce qu'on ne pouvoit point distinguer ce que chacun y avoit apporté, la division s'en faisoit par Têtes, parce qu'il étoit à présumer, dans ce doute, que chacun y avoit

mis également.

Mais quand on pouvoit distinguer

la part que chacun avoit mis dans la masse de la Communauté, la division alors ne se faisoit point par Têtes, & chacun avoit part dans le Prosit, à proportion de ce qu'il avoit mis d'abord dans la Communauté, ce qui sut introduit avec raison, parce qu'il y autoit eu de l'injustice, que celuy qui n'auroit mis qu'un Quart dans la Communauté, y eût pris la Moitié du prosit, & que celuy qui y auroit mis les trois quarts, n'eût pas eu plus de part au prosit, que celuy qui n'y auroit mis qu'un Quart.

Quand par exemple un des deux conjoins mouroit, & laissoit des enfans, avec une moitié dans une Communauté opulente, quoy qu'on ne sçut point à combien montoient les effets de cette Communauté, il étoit certain néanmoins, suivant le droit commun, que les Enfans y avoient une moitié du chef du conjoint decedé, & le Survivant l'autre moitié.

Si donc le Survivant n'avoit point fait faire inventaire, & avoit ainsi donné lieu à une Continuation de Communauté, il n'auroit point été juste, que les Enfans, qui tous ensemble n'avoient mis tres certaine

nement qu'une Moitié dans la Conimunauté continuée, y eussent fait chacun une Tête, & que cha cun en particulier y eût pris autant que le Survivant, qui seul y avoit mis autant qu'eux tous.

On établit donc par cette raison, que tous les Ensans ne seroient qu'une Tête, & que la Communauté
continuée seroit partagée entr'eux
& le Survivant en deux portions égales, dont une seroit pour tous les
ensans ensemble, & l'autre pour le

Survivant seul.

10049000

Si pendant cette nouvelle Communauté, le Survivant passoit en secondes nôces, la Communauté entre luy, ses enfans, & le nouveau Conjoint fût divisée par Tiers.

Et si le survivant épousoit une personne qui eût des enfans, avec qui elle sût aussi en continuation de Communauté, la Communauté sût divi-

sée par Quarts.

Beaumanoir, qui remarque dans le chapitre 21. de ses Coûtumes, que ce droit n'avoit lieu de son temps qu'entre gens de Pooste, ou Roturiers, parce que qu'entre Nobles, les enfans étoient en la garde du survivant

des conjoints, qui jouissoit non seulement de leurs heritages, mais qui gagnoit aussi les meubles, a ainsi expliqué ce qui vient d'être rapporté.

Le quinte maniere de Compannie comment elle se fait, si est entre gens de Pooste, quand un home ou une femme se marie deux fois, ou trois, ou plus, & il a enfans de chacun mariage, & li enfant don premier mariage, si demeure avec leur Paratre, ou avec leur Maratre, sans partir & sans certaine convenanche de aus tenir. Entel cas il puent perdre ou gaingner par reson de Compagnie avec leur Pere & avec leur Paratre, ou avec leur Mere, & avec leur Paratre. Et quand li Enfant veulent partir, il emportent tout l'heritage qui leur descendi de leur Pere, ou de leur Mere mort, & le TIERs des conquêts & des meubles faiz, ou temps de la Compaignie. Et si li a enfans de deux mariages en la Compaignie don tiers mariage, li enfant dou premier mariage doivent partir, si comme nous avons dit, l'heritage de leur Pere, ou de leur Pere mort & le TIERs des meubles & des conquêts, don temps don second mariage. Et dou temps qui li tiers se fit, & que li Enfant dou second maria-

ge viennent en Compagnie avec aux & aveques leur Mere, ils emportent le QUART des meubles & des conquets qui sont acquis el temps du second mariage, & li Enfant don second mariage l'autre quart, & li Paratre ou li Maratre l'autre quart, & li Pere ou li Mere qui est au tiers mariage l'autre quart. Donques puet l'on voir que chelon ce que pluriex personnes sont ensemble, lesquelles doivent faire Compaignie, quant plus sont, & plus sont petites les parties, sauf che que tuit li Enfant d'un mariage, quand il viennent en Compagnie avec le second mariage, ou avec le tiers, si ne sont comptés, que pour une seule Personne, car autant emporteroit un seul, comme feroient les dix, quand ils viennent à Partie. Voyez l'article 242. de la Coûtume de Paris.

C'est une maxime dont Personne ne doute, qu'on peut stipuler dans un mariage, contre la disposition de la Coûtume, qu'il n'y aura point de Communauté, & par consequent on peut stipuler, que la Femme au lieude la moitié n'y aura que le tiers, oule quart.

Que l'on suppose donc un mariage,

SUR-LE PARTAGE. XIX ou l'on soit convenu que la Femme n'auroit que le Quart dans la Communauté. Elle décede. Il est certain que ses Enfans n'y auront que ce Quart, & leur pere survivant les trois Quarts. Le pere ne fait point faire inventaire, & il y a continuation de Communauté. Comment cette nouvelle Communauté se divisera t'elle entr'eux? Il est évident que le pere seul y aura les trois Quarts, & que tous les enfans ensemble n'y auront qu'un Quart. Et ainsi, comme on la dit, il faut poser pour principe certain dans ces Continuations de Communautés, que les Enfans n'y ont part qu'à proportion de ce qu'ils y mettent.

Il faut venir à present au droit d'Accroissement, que la Coûtume a introduite en faveur des Enfans communs, & examiner s'il peut avoir l'effet que nos Autheurs luy don-

nent.

Le droit d'Accroissement est desini. Solidi retentio non concurrente coherede vel collegatario, vel Jus retinenda & nansciscenda Partis ejus qui non concurrit. Vel Jus quo Pars unius desiciens accrescit alteri. Vide Cujas. ad tit. Cod. De caducis tellendis Svvanemburgium de jure accrescendi

cap. 4. & Bellonum cap. 1. 2. 2.

Suivant ces definitions, la part de l'Enfant décedé, qui étoit en Continuation de Communauté avec ses Freres, ne devroit point Accroître à leurs portions, parce que cette part que l'enfant a laissée en décedant, n'est point repudiée, & d'ailleurs parce qu'elle n'est point vacante, puisque le pere en est le legitime heritier.

Mais quand la Coûtume dans l'article 243. a décidé, que Si aucun des Enfans, qui ont continué la Communauté, meurt, ou tous fors un, les survivans, ou survivant d'iceux Enfans conti ment ladite Communauté, & prennent autant que si tous lesdits enfans é oient vivans. Elle a voulu que tous ces Enfans, comme Communs & conjoints solidairement, se succedassent les uns aux autres, à l'exclusion de leur pere, & que celuy d'eux qui survivroit aux autres, & qui auroit réuni en sa personne tous leurs droits, à titre de succession, auroit autant luy seul dans la Communauté continuée, qu'ils auroient tous pris ensemble, si aucun d'eux n'étoit decedé.

Comme ce Privilege n'est donné qu'aux

qu'aux Enfans, qui sont en continuation de Communauté, il s'ensuit que ceux qui n'ont point voulu la continuer, ne le peuvent point prétendre.

Et par consequent s'il n'y en a qu'un qui y ait renoncé, & qui soit décedé, comme il n'a point été Commun avec ses Freres, ni Conjoint avec eux solidairement, il s'ensuit que sa part ne leur Accroitra pas, & que suivant le droit commun, elle appartiendra à son pere, ou à sa mere à titre de succession. Et s'il est vit vant, il s'ensuit qu'il ne fera point part dans le Partage de la Communauté continuée, parce qu'il n'y a rien voulu mettre, & qu'il y est autant étranger, que s'il étoit d'une autre samille.

M. Du Plessis s'est donc trompé, quand il a écrit dans son Traité de la Communauté liv. 3. ch. 4. à la sin, que Si l'Enfant renonce à la Communauté continuée, non point gratis, mais en prenant sa part dans la simple Communauté, en l'état qu'elle étoit lors de la diffolution du mariage, laquelle il contraint le Pere de luy fournir, sa part, accrost aux autres Enfans, mais qu'ils serom.

Tome II.

te leur portion, ce qui a été baillé au Renonçant. Parce que l'Enfant, qui a demandé le Partage de la premiere Communauté, n'ayant jamais été Commun, ni Conjoint solidairement dans la seconde, & n'y ayant point sait part, il est impossible qu'une part qu'il n'a point euë, qu'il n'a point pû avoir, & que par consequent il n'a point repudiée, puisse Accroître à ses Freres.

Me le Brun ne s'est pas moins trompé, quand il a dit que dans ce cas, On doit partager en deux portions égales, tous les effets de la Communauté continuée, dont l'une doit être donnée au Pere, & l'autre aux Enfans qui continuent la Communauté, à la charge de fournir à leur Frere sa part dans la simple Communauté. Parce qu'en chargeant les Enfans qui continuent la Communauté, de payer à leur frere sa part qu'il demande dans la premiere Communauté, il leur donne le même prosit & le même droit d'Accrossement.

Me De Renusson, dont l'avis revient aux précedens, s'est encore plus mal expliqué dans son Traité de

SUR LE PARTAGE. XXIII la Communauté. Part. 3. ch. 4. n. 37. en disant Qu'il y a plus de raison de juger L'Accroissement au profit des Enfans entr'eux, dans le cas dont il s'agit, c'est-à-dire, lorsqu'un des Enfans renonce à la Continuation de Communauté, qu'il n'y en a dans l'autre cas, lorsqu'un des Enfans décede pendant la continuation de Communauté.

La raison est que dans le second cas, les enfans sont Conjoints solidairement & concursu partes faciunt, au lieu que dans le premier l'Enfant qui demande part en la premiere Communauté, étant divisé de ses freres, ce qu'il possede ne peut jamais leur appartenir par droit d'Accroissement, mais seulement par droit de succession, quand l'enfant ainsi divisé n'a ni pere ni mere qui luy succedent.

L'Ariêt du 6. Septembre 1677. ne doit point encore faire de préjugé, en ce qu'il a decidé que La part dans la Communauté continuée de l'enfant qui y renonce, doit appartenir au Pere survivant, parce que comme on l'a dit, l'enfant qui a pris sa part dans la premiere Communauté, n'en ayant eu aucune dans la seconde, cette part dans la seconde qu'il n'a point euë, ne peut Accroître, ni ap

partenir à personne.

Enfin le troifiéme avis ne vaut pas mieux, car c'est une erreur de dire, qu'aprés que l'Enfant qui a demandé sa part de la premiere Communauté, la prélevée sur la seconde, la seconde doit être partagée également entre l'autre Enfant qui l'a continuée, & le furvivant des Pere, ou mere, parce que la condition du survivant, avec qui la Communauté est continuée, si la Communauté est bonne, doit toujours être égale, & ne peut dependre de la volonté de l'enfant qui opte la continuation, ou qui y renonce, comme on le fera voir cy-aprés.

Pour décider cette question, il faut donc necessairement reprendre le Principe établi cy-dessus, que les enfans, qui optent de continuer la Communauté, n'y ont tres-certainement part, qu'à proportion de ce qu'ils y mettent, soit qu'ils l'acceptent tous, ou qu'il n'y ait qu'une partie d'eux qui l'acceptent. De sorte que dans ce dernier cas, si ceux qui l'acceptent ny mettent tous ensemble qu'un Quart, un Tiers, un Cinquieme, ou un Sixième,

ils n'ont tous conjointement dans la Comunauté continuée, qu'un Quart, un Tiers, un Cinquiéme, ou un Sixième, sans pouvoir profiter des portions de leurs Freres, qui ont demandé partage de la premiere Communauté, parce que leurs Freres qui ont pris leur part dans la premiere, & qui n'ont rien mis dans la seconde, y sont, comme on l'a dit, autant étrangers que s'ils étoient d'une autre famille.

C'est ce qu'il faut bien distinguer, parce que les sentimens qu'on vient de resuter n'ont en leur source, que de ce qu'on a donné, contre tous les Principes, à la partie des ensans, qui continuent la Communauté, un Accroissement du chef de ceux qui ne

l'ont point continuée.

On devoit remarquer, que l'article 243. de la Coûtume de Paris ne donne, comme on l'a dit, cet Accroissement aux Freres Communs & Conjoins solidairement, que parce qu'il les fait succeder reciproquement à l'exclusion de leur Pere, & que celuy d'eux qui survit aux autres, ayant ainsi luy seul dans la Communauté continuée autant qu'ils avoient tous, & les representant tous, il doit prendre luy seul

DISSERTATION autant qu'ils auroient tous pris.

Mais lor squ'une partie des Enfans se tient à la premiere Communauté & que ces Enfans en y prenant leur part, se sont divisez de leurs Freres, ceux qui ont opté de continuer la Communauté, n'étant point Communs ni Conjoints solidairement avec les autres, & n'y ayant point de droit d'Accroissement en faveur de ceux qui sont communs, pour succeder à ceux qui ne le sont pas, à l'exclusion de leur Pere, il s'ensuit, comme on l'a dit tant de fois, que ceux qui continuent la Communauté, ne peuvent y avoir part qu'à proportion de ce qu'ils y ont mis, & sans pouvoir augmenter leur part du chef de leurs freres divisez, parce que leurs freres divisez n'y ont jamais rien eu, ce qu'il faut rendre sensible par des exemples.

Deux conjoints ont trois Enfants, la Mere meurt, le Pere ne fait point inventaire, aprés plusieurs années deux des Enfans demandent le Partage de la premiere Communauté, suivant la commune renommée, le troisiémeEnfant opte la continuation

de la seconde.

La premiere Communauté au jour

du déceds de la mere, étoit suivant la commune renommée de 60000. liv. & par l'inventaire, la Communauté continuée se trouve de 80000. liv. Comment ces Communautés serontelles partagées?

La premiere Communauté étant, commucomme on la dit, suivant la commune renommée de 60000. liv. le Pere en aura la moitié, qui est de 30000. l. & ainsi il aura mis 30000. liv. dans

la Communauté continuée.

Les deux enfans qui demandent le Partage de la premiere Communauté, auront chacun 10000. livres pour leur tiers dans l'autre moitié de cette Communauté, & le troisième en aura pour son tiers 10000. liv. De sorte que dans la Communauté continuée il n'aura qu'un Quart, & son Pere les treis Quarts, parce qu'il n'y aura mis que 10000. liv. & le Pere 30000.

Comme les 20000. liv. qui appartiennent aux deux Enfans, qui ont demandé leurs parts dans la premiere Communauté, sont pour ainsi dire en dépôt dans la seconde, c'est là qu'elles doivent être prises, & par consequent elles y doivent être présevées. Ces 20000. liv. prélevées, il ne restera plus dans la Communauté continuée que 60000. liv. & en y donnant part au Pere & à l'enfant à proportion de ce qu'ils y ont mis, le Pere aura 45000. liv. pour ses trois Quarts, & le Fils 15000. liv. pour son Quart. De sorte que dans les 20000. liv. que l'on suppose de prosit, le Pere aura 15000. liv. qui joints au 30000. liv. qu'il a mis dans la Communauté seront 45000. liv. & le Fils 5000. liv. qui jointes aux 10000. liv. qu'il a mis dans la Communauté seront 45000. liv. & le Fils 5000. liv. qui jointes aux 10000. liv. qu'il a mis dans la Communauté seront 15000. liv. qu'il a mis dans la Communauté seront 15000. liv. qu'il a mis dans la Communauté seront 15000. liv.

Il n'y a rien de si équitable, & de si conforme aux principes que cette division. Il faut faire voir à present

l'absurdité des autres.

Suivant Mc. Du Plessis, le Brun & de Renusson, la Communauté continuée, que l'on suppose toûjours de 80000. liv. sera divisée par moitié entre le Pere & l'Enfant qui a continué avec luy la Communauté. De sorte que le Pere en aura 40000. liv. l'enfant 40000. liv. à la charge de payer 20000. liv. à ses freres, & il restera aprés ce payement la somme de 20000. liv.

Ainsi le profit de la Communauté continuée

continuée, que l'on suppose de 20000. liv. sera partagé par moitié entre le Pere, qui aura mis dans cette Communauté 30000. liv. & le Fils qui n'y aura mis que 10000. liv. ce qui n'a nulle proportion.

Suivant l'Arrêt du 6. Septembre 1677. les Enfans, qui ont demandé leurs parts dans la premiere Communauté, qui font jointes ensemble la somme de 20000. liv. la préle-

veront sur la seconde.

Les 60000. liv. qui resteront, seront ensuite divisées en six portions
égales de 10000. liv. dont le Pere
aura trois de son chef, & deux du
chef de ses deux ensans, qui auront
demandé le Partage de la premiere
Communauté, & le Fils qui aura été
en continuation de Communauté
avec son Pere n'aura qu'un sixième.
C'est-à-dire que le Pere aura dans ces
60000. liv. la somme de 50000. liv.
& le Fils, qui aura été en Communauté avec luy, la somme de 10000.
liv. seulement.

De sorte que le Pere, qui aura mis 30000. liv. en Communauté, en aura tout le prosit, qu'on suppose de 2000. liv. & le Fils qui y aura mis Tome II. Vu

DISSERTATION.

le profit, ce qui n'a aucune raison.

Enfin suivant le dernier avis, les enfans, qui n'ont point voulu continuer la Communauté, préleveront dessus la somme de 20000. liv. pour leurs parts, & les 60000. liv. qui resteront, seront partagés également entre le Pere, & le Fils qui aura opté la continuation. De sorte que le Pere qui aura mis 30000. liv. en Communauté, ne retirera que ses 30000. liv. & n'aura point de part au profit, & le Fils qui n'aura mis en Communauté que 10000.liv. en retirera 30000. liv. & il aura par consequent tout le profit, par une injustice opposée à la précedente, où tout le profit est pour le Pere.

Il faut donc revenir au principe que l'on vient d'établir, & si nos Autheurs avoient fait attention que regulierement chacun n'a part dans les Societez, qu'à proportion de ce qu'il y a mis, il n'y auroit point eu des sentimens si differents sur une question, où il y avoit si peu de dif-

ficulté.

APPROBATION.

Je Chancelier, le texte des Institutes Coûtumieres de M. Loisel, avec des Notes par Me. E. D. L. Avocat au Parlement. Ces notes templies de recherches curieuses, & sçavantes, sont si propres à découvrir l'esprit du Droit Coûtumier, & le sens de la plûpart des Articles des Coûtumes, que leur impression ne peut qu'être trés-utile au Public. A Paris se 15. Decembre 1709.

Signé CAPON.

PRIVILEGE DU ROT.

I OUIS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nos Cours de Parlemens, Maîtres des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Grand Conseil, Prevot de Paris, Buillifs, Sénechaux, leuts Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra, Salut: Nicolas Gos-BELIN, Libraire à Paris, Nous ayant fait remontrer qu'il desireroit faire imprimer un Livre intitulé, Institutes Coûtumieres de Me. Antoine Loifel, Avocat au Parlement, avec des Notes nouvelles de Me. Eusebe de Lauriere, Avocat au Parlement; S'il nous plaisoit luy accorder nos Lettres de Privilege sur ce necessaires, Nous avons permis & permettons par ces Présentes, audit Gosselin, de faire imprimer ledit Livre, en telle forme, matge, caractere, conjointement ou séparément, & autant de fois que bon luy semblera; & de le vendre, faire vendre & debiter par tout nôtre Royaume, pendant le temps de huit années consecutives, à compter du jour de la date desdites Présentes; Faisons défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, d'en introduire d'Impression étrangere dans aucun lieu de nôtre obéissance, & à tous Imprimeurs, Libraires, & autres, d'imprimer, faire imprimer, vendre, faire vendre, & debiter, ny contrefaire ledit Livre, en tout ou en partie, sans la permission expres-

le & par écrit dudit Exposant, ou de ceux qui auront droit de luy, à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits, de quinze cent livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, l'autre tiers audit Exposant, & de tous dépens dommages & interêts : A la charge que ces Presentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris, & ce dans trois mois de la date d'icelles ; que l'Impression dudit Livre sera faite dans notre Royaume & non ailleurs, en bon papier & en beaux caracteres, conformément aux Reglemens de la Librairie, & qu'avant que de l'exposer en vente, il en sera mis deux Exemplaires dans nôtre Bibliotheque publique, un dans celle de nôtre Château du Louvre, & un dans celle de nôtre trés cher & feal Chevalier Chancelier de France, le sieur Phelippeaux Comte de Pontchartrain, Commandeur de nos Ordres, le tout à peine de nullité des Présentes, du contenu desquelles, Vous mandons & enjoignons de faire jouir l'Exposant ou ses ayant cause, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement; Voulons que la copie desdites Presentes qui sera imprimée au commencement ou à la fin dudit Livre, soit tenuë pour duëment signifiée, & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, foy soit ajoûtée comme à l'original; commandons au premier notre Huissier ou Sergent, de faire

pour l'éxecution d'icelles, tous Actes requis & necessaires, sans demander autre permission, & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande & Lettres à ce contraires. Car tel est nôtre plaisir. Donns' à Paris le septiéme jour de Juin, l'an de grace mil septi cens dix, & do nôtre Regne le soixante-huitième. Par le Roy en son Conseil. Fou QUET.

Registré sur le Registre no. 3e. de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris, page 31. no. 31. conformément aux Reglemens, & notamment à l'Arrêt du 13. Août 1703. A Paris le 21. Juin 1710.

Signé DE LAUNA T. Syndice

FAUTES A CORRIGER.

TOME I.

Age 8. ligne 15. 1581. mettez 581. P. 35. ligne 21. oportent adjoûtez & co qui a été discuté par , &C.

P. 41. ligne 18. enendue lisez entenduë.

P. 67. ligne 67. 68. portions lifez portion.

P. 72 ligne 13. Murtellus lisez Martellus.

P. 72. ligne 26. Fift, lisez Fils.

P. 83 ligne 1. ad Leg. 6. de usuris lisez ad Leg. 40. de vulgari.

P. 87. ligne 21. Chanana lifez Chanaan.

P. 172. ligne derniere ne chiet pas douaire, li-

sez ne chiel pas en doü aire.

Livre 2. Titre 2. Regle4. page 240. ligne 17. aprés à l'Eglise adjoûtez Alcimus Avitus Epistol. ad Gundobadum 39. p. 92. Quidquid habet Ecclesiola mea, imo omnes Ecclesia nostra, ventum est, de substantia, quam vel servastis hactenus vel donastis.

P. 272. ligne 20. &c. adjoûtez Leg. 6. 5. 3.

D. de Edendo.

P. 282. ligne 12. retractatu lisez retractit.

P. 287. ligne 6. De actionibus, adjoûtez 54 omnium.

P. 355. ligne 27. modus lisez modos.

FAUTES A CORRIGER.

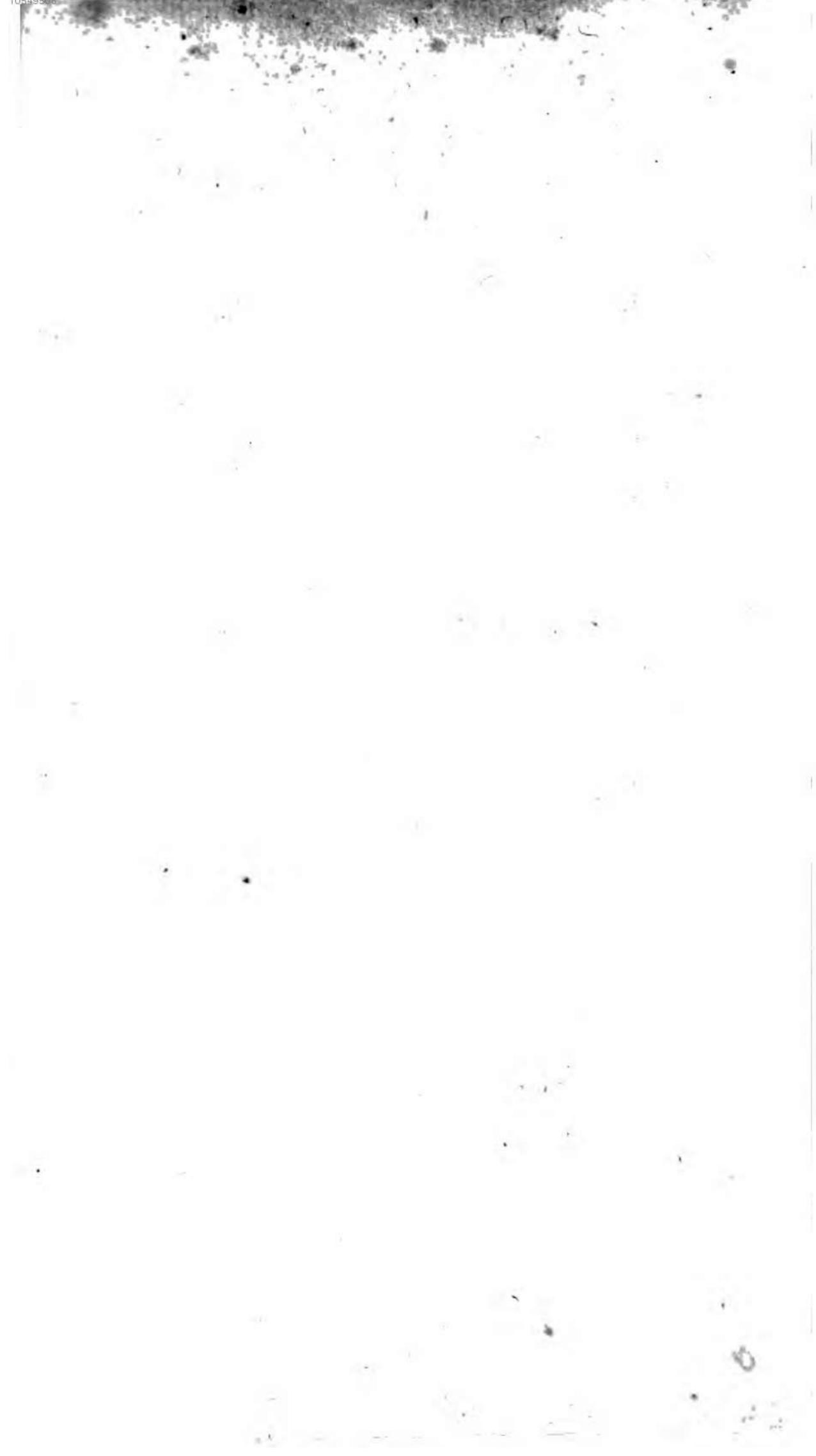
TOME II.

Page 11. ligne 4. 199. lisez 99. Livre 3. Titre 1. Regle 12. p. 11. ligne 20. adjoûtez la Coûtume du Nivernois Tit. des Executions art. 10. Bourbonois article 114. 115. Coquille aux Institutes p. 140. ligne 16.

Liv. 3. tit. 4. Regle 8. adjoûtez, Sens, article

P. 28. de la Dissertation lig. 28. restera, lisez luy reftera.

10549506		1 7 7	13.	- Marchan			· 35
				1			777
		**				4	100
				P)	* -y		
				* * 3			
	· · · · ·						
	41 = 2						
**							
4							
							-
			4	*			
	53						
						F 20	
						,	
							<
		4					
							1.51
		-					
						2	
		*					
						-75	
	19.49				-	-7%	
				,			
			12.5				
							6
	~						
	Ca						
				-			



	175 -175	The second second	Barrier Constitution Constitution of	A market	saultipor S	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	175
						. 100	1
	- '					46	141
-							
							•
-							
	. 1.		1	0	1		
		5.					
						(-9)	
						11	
	~	4		P		14	7
		, ,	•	- 30			
							10
		+				1	4
	-1	¥ .					. >
				-	1		
							4
		9					- 1
		44					
					**,		
-						-	
6			Alpe			•	
				~		× ×	
	4	1					
		1					-
			y			. 19.	
					*		
	7	-					
			+				1,*
							1 8
4		2					
					1		
			14 T	100			1.0
					A	0.	
					7		
-		19			-	*	4)
		7					
				1		-	,
					. , .	~	
,							4
				1			
	*						
	3						
			*				

.





